3 1761 04563434 2

VELUT ÆVO
ARBOR

Presented to the

LIBRARY *of the*

UNIVERSITY OF TORONTO

by

ROBERT FINCH

UN
ANGLAIS A PARIS

NOTES ET SOUVENIRS

II

1848 — 1871

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR J. HERCÉ

Deuxième Édition

PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

1894

Tous droits réservés

UN ANGLAIS A PARIS

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de reproduction et de traduction en France et dans tous les pays étrangers, y compris la Suède et la Norvège.

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en janvier 1894.

PARIS. TYP. DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE.

UN
ANGLAIS A PARIS

NOTES ET SOUVENIRS

II

1848 — 1871

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR J. HERCÉ

PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

1894

Tous droits réservés

LIBRARY
MAY 2 8 1997
UNIVERSITY OF TORONTO

UN ANGLAIS A PARIS

NOTES ET SOUVENIRS

DEUXIÈME PARTIE (1848-1871)

CHAPITRE PREMIER

La seconde République. — Lamartine et Louis-Napoléon. — Récit de Persigny sur l'arrivée en France de Louis-Napoléon après les journées de Février. — L'étoile de Louis-Napoléon. — Notre première entrevue. — Origine d'un sobriquet célèbre. — Cavaignac et son frère Godefroy. — Pauvreté relative de Louis-Napoléon. — Frais d'élection. — Histoire de la femme aux jambes de bois. — Les salons sous la seconde République. — La France gouvernée par le *National*. — Curieuse liste de ministres et de fonctionnaires. — Armand Marrast. — Ses réceptions au Palais-Bourbon comme président de la Chambre des députés.

Sans avoir été jamais sur le pied de l'intimité avec Louis-Napoléon, je l'ai beaucoup connu pendant près d'un quart de siècle, mais j'aurais été aussi embarrassé de le juger à la fin de nos relations qu'à leur début. Je suis sûr pourtant de ceci, que, s'il eût été en possession d'une grande fortune, il n'eût jamais fait le second Empire. Depuis sa chute, j'ai beaucoup entendu parler de la confiance inébranlable de l'ex-empereur en son étoile; je crois fermement qu'il n'en eût pas si bien aperçu l'éclat, hors de la sombre et dense atmosphère de gêne qui l'entourait. Méry pré-

tendait que Lamartine avait proclamé la République pour échapper à la meute de ses créanciers; cette accusation semble justifiée par les paroles mêmes de celui-ci à l'Assemblée nationale, le 11 septembre 1848 : « Je déclare hautement que le 24 février à midi, je ne pensais pas à la République (1). » L'auteur de l'*Histoire des Girondins* eut peut-être quelque méfiance et se douta, pour emprunter une expression populaire, que Louis-Napoléon pourrait bien lui couper l'herbe sous le pied. Un homme besogneux n'a pas besoin d'être grand psychologue pour posséder, mieux que tout autre, la clef des mobiles auxquels obéissent la plupart de ses semblables, s'ils sont Français surtout et politiciens de profession, et je ne parle ainsi qu'après bien des années d'observation constante. Les embarras pécuniaires de

(1) Tous les faits contredisent l'opinion que notre auteur exprime ici et qu'il appuie sur un propos assez vaguement attribué à Méry. S'expliquant sur 1848, Lamartine a écrit lui-même dans la préface de ses *Discours politiques :* « Cette révolution, je la pressentais ; je ne l'aurais pas faite. Je m'étais même refusé aux banquets réformistes. Mais cette révolution une fois faite, je m'y dévouais tête et bras pour l'achever et la modérer à la fois. » Et il suffit en effet de lire ses *Discours politiques* de 1834 à 1848 pour se convaincre de la vérité de cette affirmation.

Quant à l'idée de s'enrichir par l'exercice du pouvoir, ce qui prouve bien que Lamartine ne l'eut jamais, c'est qu'il s'y appauvrit au contraire et s'y endetta. Voici ce qu'écrivait Mme de Lamartine à un ami en 1858 : « Je suis un peu soutenue par la certitude que la trop grande générosité et l'abnégation de sa personne en 48, et en bien d'autres années, et dans bien d'autres circonstances, ont causé, en grande partie, la douloureuse, la navrante position où nous sommes. Personne n'en est aussi humiliée que moi, ni aussi fière de sa glorieuse conduite en 48... Je n'ai contribué en rien aux embarras financiers, mais j'en connais les sources, et, sauf l'imprudence des terres, elles sont de celles que Dieu admet en atténuation de tous les torts. La charité couvre une multitude de péchés, dit l'Évangile, et j'aime cette parole. » (*Lamartine inconnu,* notes, lettres et documents inédits, par le baron de Chamborant de Périssat. Plon, édit.)

Il y avait là un fait qui nous a semblé devoir être rectifié.

(*Note du Traducteur.*)

Louis-Napoléon n'étaient un secret pour personne. « J'ai établi la République talonné par la question d'argent, se disait Lamartine; un autre pourrait pour le même motif tenter de la renverser. »

Le point de vue auquel je me place pour juger de ces événements politiques peut, je le reconnais, ne pas sembler très élevé; mais ne visant pas au titre d'historien, je me borne à glaner les menus faits de l'histoire.

C'est donc, selon toute probabilité, le raisonnement rapporté plus haut, qui poussa Lamartine à donner à Louis-Napoléon, dans une entrevue secrète, tenue le 2 mars 1848, le conseil de regagner l'Angleterre.

M. de Persigny ne me confia que bien des années après cette particularité : « Le prince, ajouta-t-il, pouvait se permettre de faire ce plaisir à Lamartine, car si jamais quelqu'un a été excusable de croire aveuglément en son étoile, c'est bien lui. Laissez-moi vous conter une anecdote qui est à peine connue de cinq ou six personnes, y compris le prince et moi, et que je n'ai jamais vu citer par aucun biographe. Après les journées de Février, sitôt que nous nous fûmes assurés de la vérité des nouvelles qui nous arrivaient de France, nous gagnâmes la côte, et, dès le samedi matin, nous passions la Manche. La traversée fut rude, la mer était houleuse, et après avoir été fortement secoués, nous débarquâmes à Boulogne, exténués. Mais sur l'avis qu un train allait partir pour Paris, le prince n'admit pas l'idée de perdre une minute. Il fallut marcher jusqu'à Neufchâtel, distant d'environ cinq kilomètres, parce qu'il était arrivé aux rails je ne sais quel accident. Nous nous jetâmes, harassés, dans le premier compartiment venu; il s'y trouvait déjà deux voyageurs. Le train s'ébranlait à peine que l'un d'eux, qui avait semblé saisi de surprise à notre entrée, s'adressa au Prince en le nommant. C'était un M. Biesta; il était allé voir Louis-Napoléon pendant son empri-

sonnement à Ham et l'avait immédiatement reconnu. M. Biesta venait de quitter le duc de Nemours. Je ne sais s'il était à cette époque républicain, monarchiste ou impérialiste, mais c'était, à coup sûr, un homme d'honneur, car c'est grâce à lui que le fils de Louis-Philippe avait réussi à s'enfuir. L'autre voyageur était le marquis d'Arragon qui mourut la même année. Tout alla bien jusqu'à Amiens où nous eûmes à subir un arrêt considérable : le train qui devait correspondre avec le nôtre venait de filer sur Paris. Par extraordinaire, le Prince s'en irrita. Lui, qui, la veille du coup d'État, sut garder au moins les apparences d'une parfaite impassibilité, ne pouvait dissimuler la contrariété que lui causait ce retard. Il semblait vraiment que tout Paris l'attendît à la gare du Nord pour lui faire un accueil triomphal et, sans coup férir, le proclamer Empereur. Mais, impatients ou non, il fallait attendre. Pour comble de malheur... ou de chance, le train qui finit par nous emmener s'arrêta brusquement à Persan, où nous apprîmes bientôt que, les insurgés ayant brisé les rails à Pontoise, un horrible accident était survenu à ce train que nous avions manqué à Amiens de quelques minutes : on signalait trente morts et un grand nombre de blessés. Un bienheureux hasard nous avait seul empêchés d'être du nombre des voyageurs. Ne suis-je pas en droit de dire que le Prince avait quelque raison de croire à son étoile? »

Je n'eus pas l'occasion d'être présenté à Louis-Napoléon avant sa candidature à la présidence de la seconde République. Il habitait alors à l'*Hôtel du Rhin*, place Vendôme. J'avais beaucoup entendu parler de lui, mais surtout par des Anglais. Tandis que ceux-ci étaient presque unanimes à prédire l'avènement probable de Louis-Napoléon au trône de France, les Français, sans contester le prestige de la légende napoléonienne, étaient portés à hausser plus ou moins

dédaigneusement les épaules quand on leur parlait des prétentions du « fils d'Hortense », on ne le désignait guère autrement alors : « Badinguet » ne vint que plus tard. J'étais, comme on pense, curieux de le voir; mais avant de faire connaître l'impression que me laissa notre première entrevue, je tiens à consacrer quelques lignes à l'origine du fameux sobriquet, puisque je viens de le citer.

Personnellement, je ne l'ai jamais entendu appliquer à Louis-Napoléon avant que la nouvelle de ses fiançailles avec Mlle Eugénie de Montijo se fût répandue dans le public ; j'avais vu ce nom-là imprimé bien des années avant, vers 1848, mais il n'était venu encore à l'idée de personne de l'accoler au nom du futur empereur. Trois explications ont été, à différentes époques, données par les journaux :

1° C'est ainsi, dirent les uns, que s'appelait l'ouvrier maçon ou plâtrier qui prêta ses vêtements à Louis-Napoléon pour faciliter son évasion du fort de Ham, en 1845 ;

2° Non pas : c'était le nom du soldat que le prince blessa à Boulogne, le 5 août 1840, en tirant sur le capitaine Col-Puygellier ;

3° Pas davantage : le nom vint d'un modèle de pipe qui fut lancé vers 1849 et dont le fourneau représentait la tête de Louis-Napoléon, l'ouvrier qui l'avait faite s'appelait Badinguet.

Cette dernière solution, qui ne repose sur aucune base sérieuse, peut être écartée de prime abord. Quant à l'histoire du maçon, il est reconnu qu'aucun maçon ne prêta ses habits au prisonnier. Son déguisement lui fut fourni par le docteur Conneau, venant d'une tierce personne restée inconnue. De plus, il n'y avait pas à Ham de maçon nommé Badinguet, et, lorsque Louis-Napoléon passa le pont-levis du château, la figure en partie masquée par une planche qu'il portait sur l'épaule,

un ouvrier, qui le prit pour un de ses camarades, s'écria : « Hé, là-bas ! voilà Bertoux qui s'en va ! » Bertoux, et non Badinguet.

Le soldat blessé par Louis-Napoléon s'appelait Geoffroy ; c'était un grenadier décoré sur le champ de bataille; Napoléon, une fois empereur, lui accorda une pension. Il ne peut y avoir aucun doute à son égard, car son nom est mentionné dans les débats du procès porté à la Cour des Pairs après l'échec de la tentative de Boulogne.

Voici l'origine véritable du célèbre sobriquet : Gavarni, pour ses légendes, comme Balzac pour ses romans, avait à inventer beaucoup de noms ; mais c'étaient souvent ceux de ses amis et connaissances qui lui servaient, ou même plus simplement ceux qu'il déchiffrait sur les enseignes, très légèrement modifiés. Le grand caricaturiste avait dans les Landes un ami du nom de Badingo ; vers 1838, il entreprit la série de caricatures sur la vie des étudiants et des grisettes, qui est connue sous ce titre : *Étudiants et Étudiantes*. Dans l'une d'elles, un carabin montre à l'élue de son cœur un squelette articulé : « Regarde, lui dit-il, c'est Eugénie, l'ancienne bonne amie de Badinguet, — cette grande belle fille qui aimait tant les meringues. Il l'a fait monter pour trente-six francs. »

Le rapport est clair ; il ne fallait qu'un loustic pour relever cette plaisanterie lorsque Napoléon se fiança à *Eugénie* de Montijo ; les loustics ne manquent jamais en France ; ce fut comme une traînée de poudre, le mot fit le tour du pays.

Au surplus, Gavarni n'avait même rien inventé en baptisant son étudiant. Badinguet était un des personnages d'une bouffonnerie en un acte, intitulée : *Le mobilier de Rosine,* qui fut jouée pour la première fois en 1828 au théâtre Montausier ; dans une pièce de date encore plus récente, à la Porte-Saint-Martin,

Grassot avait tenu le rôle d'un certain Badinguet. C'était une pièce du genre de celles de Jules Verne ; on y voyait Badinguet, boutiquier parisien, partir pour une île lointaine avec sa femme Euphémie.

Pour en revenir à ma première entrevue avec Louis-Napoléon à l'*Hôtel du Rhin,* je dois convenir que j'en éprouvai quelque déception. Rien n'avait pu me faire supposer que le prince fût un bel homme, mais je ne m'attendais pas à lui trouver un physique aussi insignifiant, ni surtout à le voir si mal habillé. Il portait ce soir-là un paletot d'un brun bizarre, un gilet de peluche verte et des pantalons de teinte jaunâtre, dont je n'ai vu l'équivalent qu'au théâtre. Et je compris pourtant comment lord Normanby et tant d'autres avaient pu m'affirmer qu'il était roi jusqu'au bout des ongles. Il avait une certaine grâce qu'il ne tenait ni de son tailleur, ni de son coiffeur, ni de son bottier. Dirai-je, au risque de paraître paradoxal, que c'était la grâce de la gaucherie?... je ne puis trouver un meilleur terme pour décrire son port et sa démarche. Les jambes de Louis-Napoléon semblaient n'avoir été faites par son créateur qu'après coup dans une réflexion de second mouvement ; — elles étaient trop courtes évidemment pour son corps, et sa tête penchée en avant paraissait en surveiller avec inquiétude les agissements ; aussi leur propriétaire était-il sans conteste en posture désavantageuse lorsqu'il était obligé d'en faire usage. Mais, le voyait-on debout et immobile, ou encore à cheval, il fallait convenir qu'il y avait en cet homme quelque chose d'indéfinissable qui imposait l'attention. Je n'oublie pas que lors de notre première entrevue, ma curiosité était piquée au vif ; mais je ne crois pas que l'observateur le plus médiocre, même ignorant de son passé, et absolument sceptique à l'égard de son avenir, pût le voir pendant un laps de temps quelconque sans être frappé de son apparence physique.

Lorsque j'entrai ce soir-là dans le salon, Louis-Napoléon, adossé à la cheminée dans son attitude favorite, fumait son éternelle cigarette, en tirant ses épaisses moustaches brunes dont les extrémités n'étaient pas encore cirées en pointes fines. Je ne lui trouvai pas la plus légère ressemblance avec aucun des portraits à moi connus de la famille Bonaparte. Ses cheveux fins et plats étaient plus longs qu'il ne les porta plus tard. Son nez aquilin était, sans contredit, avec ses yeux, le trait le plus saillant de sa physionomie ; ceux-ci d'un gris bleu, plutôt petits et taillés en amande, affectaient, sauf à de rares intervalles, une expression impénétrable ; aussi était-il extrêmement difficile, sinon impossible, d'entrer par eux dans les pensées de leur possesseur. Les rideaux de ces « fenêtres de son âme » étaient constamment baissés.

Le « *I am pleased to see you, Sir* », avec lequel il m'accueillit en me tendant la main, était l'anglais d'un Allemand instruit, se donnant beaucoup de peine pour arriver à une prononciation claire et à un accent correct, sans y réussir complètement ; lorsque je l'entendis parler français, je m'aperçus qu'il avait à lutter contre les mêmes difficultés. Cette lutte dura jusqu'à la fin de sa vie, bien que, à force de parler très lentement, il fût parvenu à les surmonter d'une façon merveilleuse. Mais venait-il à s'animer, qu'aussitôt, les *f*, et les *t*, et les *p*, tentaient d'évincer les *v*, les *d* et les *b*, de leur situation nouvellement acquise et remportaient souvent une victoire momentanée. On raconte à ce propos une assez curieuse anecdote concernant la première entrevue de Napoléon et de Bismarck. Je n'en affirmerais certes pas l'authenticité, mais la repartie est assez vraisemblable dans sa brusque franchise.

— Monsieur de Bismarck, aurait dit Napoléon, je n'ai jamais entendu un Allemand parler le français comme vous.

— Voulez-vous me permettre de vous retourner le compliment, Sire ?

— Certainement.

— Je n'ai jamais entendu un Français parler sa langue comme vous (1).

Lorsque Louis-Napoléon me tendit la main, je fus presque tenté en le regardant bien en face de le prendre pour un fumeur d'opium. Dix minutes plus tard, j'étais convaincu, qu'on me permette cette métaphore, que ce prince lui-même, charmeur tyrannique comme le poison redoutable et enivrant, soumettait tous ceux qui l'approchaient à son irrésistible influence. Dès cette soirée, j'aurais pu en le quittant, s'ils avaient voulu m'écouter et me croire, donner à Cavaignac, à Thiers, à Lamartine et autres, qui voulaient lui faire tirer les marrons du feu, un conseil opportun ; mais ils ne m'auraient ni écouté ni cru. Chose étrange, tous ces hommes, un seul excepté, si remarquablement intelligents, prenaient Louis-Napoléon pour un imbécile ou pour un ivrogne inavoué. Et le comble, c'est qu'ils s'efforçaient de propager cette opinion non seulement en France, mais dans toute l'Europe.

La seule nullité du groupe, le général Cavaignac, était, comme de juste, le plus prodigue de dédains. Les inconnus qui depuis la défaite de Sedan ont gouverné — ou désorganisé — la France, étaient des aigles, au point de vue intellectuel, à côté de ce type de sergent instructeur, présomptueux et morose, qui ne méritait en rien la position élevée, objet de ses convoitises. C'était le plus médiocre de tous ces brillants

(1) Dans les documents relatifs à l'affaire de Strasbourg se trouve le rapport adressé à Louis-Philippe, par un officier du 46e de ligne, nommé Pleigné. Empruntant à Balzac le procédé avec lequel le romancier reproduisait le jargon du baron de Nucingen, le rapporteur prête à Louis-Napoléon la phrase suivante : « Fous êtes técoré de Chuillet, fous tefez être un prafe, che fous técore. » — *L'Éditeur.*

soldats d'Afrique dont chacun redisait les noms et les prouesses ; seule, la rédaction du *National*, où son frère était omnipotent, en avait fait un héros... à tant la ligne. Raide et empesé à l'excès, en plein cœur de ce Paris qui réclamait à outrance l'égalité, de cette République qui en avait fait comme son mot de passe, il ne laissait pas de traiter partisans et adversaires comme il aurait traité un parti d'Arabes réfractaires dans une province éloignée de ce sol africain si récemment conquis. Détestant d'instinct quiconque ne portait pas l'uniforme, il s'arrogeait envers tous ceux qui le portaient un droit de critique. Son républicanisme, aussi sincère sans doute que celui de Thiers, signifiait : « La République, c'est moi », avec cette différence toutefois que Thiers était spirituel, aimable, charmant et... perfide, tandis que lui, Cavaignac, était exactement l'opposé. Personne ne mettait en doute son honnêteté ; il se regardait, on le savait bien, comme le seul sauveur possible de la France : mais cette honnêteté s'arrogeait d'étranges libertés ; convaincu, par exemple, que la corruption électorale et la contrainte même étaient non seulement admissibles, mais obligatoires pour arriver à son but, il ne se faisait aucun scrupule de les employer ; il n'admettait pas le système de la persuasion par la douceur ou le raisonnement. « Thiers, c'est la République en écureuil ; Cavaignac, c'est la République en ours mal léché », disait à ce propos un journaliste d'esprit.

Louis-Napoléon et Cavaignac restaient en somme les deux seuls compétiteurs sérieux au fauteuil présidentiel ; on peut juger des chances de Cavaignac par la conclusion du procès-verbal d'un des agents de Lamoricière pour la campagne électorale en province :

« La chose serait faisable, m'objecta un électeur, si votre général s'appelait Geneviève de Brabant ou por-

tait le nom d'un des quatre fils Aymon (1). Mais Cavaignac, Cavaignac tout court. J'aime mieux Napoléon, cela sonne mieux. »

« Et je suis persuadé, ajoutait l'agent, qu'il exprimait là l'opinion des neuf dixièmes des électeurs. »

Quant aux autres candidats, dont quelques-uns étaient candidats malgré eux : Ledru-Rollin, Raspail, Changarnier, Lamartine même et le prince de Joinville, ils furent distancés dès le départ. Remarquons, en passant, que le fils du monarque détrôné par la République obtint plus de voix que l'homme qui avait proclamé cette République; ces votes furent écartés comme inconstitutionnels, quoiqu'il ait pu sembler difficile d'expliquer logiquement pourquoi le représentant d'une dynastie déchue était éligible, tandis que le membre d'une autre dynastie également déchue ne l'était pas. Quoi qu'il en soit, les vingt-trois mille voix obtenues par le prince de Joinville témoignent éloquemment de sa popularité. Il est douteux que le duc d'Aumale ou le duc de Nemours en eussent réuni la cinquième partie. Ainsi que je l'ai dit plus haut, ce dernier était tenu en suspicion par les adversaires de son père pour ses tendances légitimistes, et blâmé tacitement par les partisans de la Maison d'Orléans, pour son manque de résistance au 24 février ; d'autre part, la soumission du duc d'Aumale « à la volonté de la nation », telle qu'il l'avait proclamée dans un manifeste « aux habitants de l'Algérie », n'avait excité aucun enthousiasme ni chez ses amis, ni chez ses ennemis (2).

(1) Les quatre chevaliers de la légende carlovingienne qu'on représentait montés tous quatre sur Bayard, leur unique cheval.
L'Éditeur.

(2) Pendant le sac des Tuileries, la foule détruisit sans pitié tous les bustes et les portraits des fils de Louis-Philippe, sauf ceux du prince de Joinville. *L'Éditeur.*

Peut-être la rumeur publique n'avait-elle pas si tort en affirmant que les princes d'Orléans aimaient trop l'argent pour le gaspiller en littérature électorale. Les dépenses de ce genre étaient pour Louis-Napoléon et ses quelques fidèles un obstacle terrible; car, quoique l'idée napoléonienne eût peu à peu pénétré dans toutes les classes de la société, il n'existait pas à vrai dire de parti bonapartiste qui la personnifiât, au sens pratique du mot, pour parer aux nécessités du moment. L'idée napoléonienne était plutôt un souvenir chéri gardé par la France de son glorieux passé, qu'un vivant espoir de résurrection dans l'avenir. Même parmi les plus ardents adorateurs du merveilleux soldat de fortune, peu croyaient son neveu assez populaire pour réussir à grouper un parti autour de lui, et dans le très petit nombre de ceux qui ne doutaient pas, presque tous étaient pauvres. Tandis que Dufaure et Lamoricière jetaient l'argent à pleines mains et exerçaient la pression la plus arbitraire en faveur de l'élection de Cavaignac, Louis-Napoléon et le petit noyau de ses partisans étaient absolument réduits à leurs ressources personnelles. Miss Howard, — plus tard comtesse de Beauregard, — et la princesse Mathilde avaient donné jusqu'à l'extrême limite de leurs ressources, on avait obtenu un léger prêt de M. Fould et reçu d'Angleterre quelques maigres subsides, on a dit alors, est-ce vrai? je l'ignore, que lord Palmerston et lord Malmersbury y avaient contribué, mais, de fait, le trésor était vide.

De temps à autre arrivait bien, le plus souvent d'un partisan anonyme, quelque don fortuit de plusieurs milliers de francs; mais c'était ce que les Allemands appellent « une goutte d'eau dans une poêle chaude », c'était tout de suite évaporé. De l'argent, il en fallait pour les millions et millions d'affiches de proclamations, pour leur distribution, il en fallait pour la dépense de la campagne, les agents électoraux..., etc.

L'argent comptant allait à ces derniers; pour le reste, on le prenait à crédit. Le prince, confiant en son succès, avait vidé ses poches jusqu'à son dernier écu; lorsqu'il n'eut plus rien, il paya en promesses. Le neveu était dans une situation aussi minable que celle où avait été l'oncle avant que la roue de la fortune eût tourné pour le premier Bonaparte.

Cette terrible gêne me rappelle une historiette très authentique, je puis l'affirmer, car je la tiens de la bouche même de Louis-Napoléon. En face du magasin de Siraudin le confiseur, à l'angle du boulevard des Capucines et de la rue de la Paix, on voit encore une vieille femme ayant deux jambes de bois. En 1848, jeune, jolie et vêtue avec une certaine coquetterie, elle était déjà là, mais un peu plus haut, installée devant le mur du ministère des affaires étrangères qui a fait place aux grands magasins de Giroux; derrière elle, contre la muraille, étaient piquées pour la vente quelques reproductions bon marché et médiocrement artistiques des œuvres de Fragonard, *le Coucher de la mariée,* etc., qui se vendraient actuellement un assez bon prix; il y avait aussi des chansons dont elle jouait avec beaucoup de goût les airs sur le violon. Le bruit courut qu'elle avait été tuée pendant l'attaque du ministère, mais à la surprise générale, peu de jours après, elle reparut. Le prince Louis qui habitait alors place Vendôme avait l'habitude de couper court par la rue Neuve des Capucines pour arriver au boulevard, et il ne manquait jamais, paraît-il, de lui faire l'aumône. Au bout de quelques semaines, elle en était venue à regarder comme un revenu fixe ce don quotidien. Elle savait parfaitement qui il était, et, chose singulière, semblait être au courant aussi bien de ses embarras financiers que de ses préoccupations politiques. Il est assez difficile de dire jusqu'à quel point elle sympathisait à ces dernières, mais les premiers la touchaient

évidemment beaucoup, car un soir, après avoir remercié Louis-Napoléon, elle ajouta :

— Monseigneur, je voudrais vous dire un mot.

— Parlez, madame.

— On me dit que vous êtes fort gêné en ce moment. J'ai chez moi trois billets de mille francs qui ne font rien. Voulez-vous me permettre de vous les offrir? vous me les rendrez quand vous serez empereur.

Le prince Louis n'accepta pas, mais il n'oubliait jamais une marque de bienveillance, et lorsqu'il fut empereur, il fit offrir une petite rente à l'invalide. L'indépendance de sa réponse est caractéristique : « Dites à l'Empereur qu'il est bien bon de se souvenir de moi, mais je ne puis pas accepter son offre. S'il avait accepté mon argent, je ne dis pas; maintenant, non. » Et tandis que j'écris ces notes, elle est encore assise là-bas, à sa place accoutumée, bien que j'aie entendu affirmer plus d'une fois qu'elle est propriétaire d'une ou deux maisons, avenue de l'Opéra, et qu'elle a richement doté sa fille; celle-ci, ajoutait-on, élevée à la campagne et absolument ignorante des sources de la fortune de sa mère, n'était jamais venue à Paris. Une des conditions de son mariage avait été qu'elle émigrât aussitôt en Australie. De cette dernière partie de l'histoire, bien entendu, je suis loin de me porter garant.

En octobre et en novembre 1848, je vis une douzaine de fois au moins le prince Louis, mais une seule fois en dehors de chez lui. Il n'y avait alors, à vrai dire, pas de lieux de réunion, car la plupart des salons avaient fermé leurs portes, et ceux qui restaient ouverts étaient envahis par les hommes politiques de toute nuance. La conversation y roulait toujours et uniquement sur le même sujet, la politique. On ne pouvait songer à donner des fêtes après les sanglantes journées de Juin, le commerce de Paris en souffrait, et tous les petits détaillants dont était composée en grande partie

la garde nationale regrettaient amèrement la chute de la dynastie d'Orléans à laquelle ils avaient de fait tant contribué. Après les désordres de Juin, les troupes bivouaquèrent pendant un mois sur les boulevards : sur le boulevard du Temple avec ses sept théâtres ; sur le boulevard Poissonnière presque en face du Gymnase ; sur le boulevard Montmartre en face des Variétés ; sur la place de la Bourse, vis-à-vis du Vaudeville. Les nouveaux maîtres n'entendaient pas être tournés en ridicule ; ils insinuaient plutôt qu'ils n'avançaient que les insultes lancées de la scène avaient grandement poussé à l'insurrection ; ce que voyant, la bourgeoisie déjà fort contrite, ne tenant pas, au surplus, à entendre par ordre « l'éloge des sauveurs du pays », la bourgeoisie garda son argent en poche et déserta les théâtres.

L'Assemblée constituante dut se résigner à octroyer une indemnité aux directeurs ; mais comme, d'une part, la troupe ne pouvait pas camper éternellement sur la voie publique, et que, d'autre part, le gouvernement trouvait dur de voter sur ses fonds des subsides à ses ennemis tandis que ses partisans en réclamaient à grands cris jusqu'au dernier centime, la stricte surveillance se relâcha quelque peu. Clairville sut le premier mettre à profit ce nouvel état de choses ; il donna le 28 novembre 1848 : *La propriété, c'est le vol,* sorte de parodie de la célèbre phrase de Proudhon ; car il est plus que douteux que ce dernier l'ait jamais prononcée dans le sens où la prend notre auteur. Néanmoins, rien n'est illogique comme la peur, et, en conséquence, tout Paris courut entendre la pièce, dans l'espoir sans doute de lui voir produire un effet salutaire sur ceux qui pouvaient être tentés de prendre au pied de la lettre l'axiome du philosophe.

La propriété, c'est le vol, extravagance socialiste en trois actes et sept tableaux ; telle était la teneur de l'affiche. La scène du premier tableau représente

les jardins d'Éden. Le Serpent, ou l'Esprit du mal, déclare la guerre à Adam qui personnifie le principe de la Propriété. Le Serpent avec ses larges lunettes était, à n'en pas douter, la caricature voulue de Proudhon.

Au tableau suivant, Adam, par une sorte de métempsycose, est devenu Bonichon, Parisien du dix-neuvième siècle, propriétaire d'immeubles. Le Serpent, qui n'a pas abandonné ses lunettes, s'est également transformé en adversaire moderne de toute propriété. Nous sommes en février 1848. Bonichon et quelques bourgeois de ses amis, en train de festoyer en l'honneur des nouveaux projets de réforme, sont plongés tout à coup dans l'effarement le plus complet par l'apparition du Serpent. Celui-ci leur annonce que la République s'est insinuée dans les bonnes grâces de la Réforme, s'est cachée sous son manteau, et finalement vient d'être proclamée. La scène suivante nous porte à l'année 1852 (postérieure de quatre ans à la représentation de la pièce), où le droit de chacun à vivre du travail de ses mains a pris force de loi. Bonichon est assailli et persécuté par une bande d'ouvriers, artisans et autres, qui insistent pour travailler pour lui, qu'il le veuille ou non. Le vitrier brise ses fenêtres pour l'obliger à faire placer des vitres neuves. Le peintre, partant du même principe, arrache les papiers de tenture pour les remplacer. Le cocher de fiacre jette Bonichon dans sa voiture, le véhicule pendant quatre heures et se fait payer intégralement. Un dentiste, imitant les façons de Pierre le Grand avec les courtisans, maintient de force sur une chaise le malheureux Bonichon et opère sur ses molaires ; mais arrêtant là son imitation de l'autocrate russe, il réclame de bons honoraires. Une douzaine de modistes et de couturières envahissent l'appartement, chargées de robes et de chapeaux pour Mme Ève Bonichon, qui n'élève, elle, aucune objection contre cet appel violent à sa clientèle.

Peut-être Mme Octave, charmante femme chargée de ce rôle, fit-elle bien après tout de se soumettre à leurs exigences, car, au premier tableau, le public, peu suspect cependant de pruderie, avait jugé que Mme Ève n'en serait que mieux pour élargir un peu sa feuille de vigne.

Et la pièce continuait sur ce ton. La première représentation eut lieu douze jours avant l'élection présidentielle, Cavaignac étant encore à la tête des affaires. Malgré son énergique répression lors des troubles de Juin, tout le monde, sauf pourtant les journalistes tranche-montagne du *National*, désirait lui voir les talons; et une chanson lancée contre lui mettait à nu de la façon la plus cruelle sa complète insignifiance au triple point de vue moral, social et intellectuel. Après le succès de Louis-Napoléon, cette chanson fut singulièrement adoucie.

On peut dire sans la moindre exagération que la France, à cette époque, était gouvernée par le *National*. J'avais dressé alors une liste, et fort incomplète, des fonctions variées et des hautes situations occupées par les membres de la rédaction et ceux qu'y rattachait un lien quelconque, financier ou autre. Je l'ai conservée et la transcris ici sans commentaires.

Armand Marrast, le rédacteur en chef, devient membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris, et plus tard président de l'Assemblée nationale.

Marrast (n° 2) est nommé procureur général à Pau.

Marrast (n° 3), ex-capitaine de cavalerie légère sous Louis-Philippe, reçoit un brevet de colonel à la suite.

Marrast (n° 4) est nommé sous-principal du lycée Corneille.

Bastide, attaché à la rédaction, devient ministre des affaires étrangères.

Vaulabelle, de la rédaction, devient ministre de l'instruction publique.

Goudchaux, banquier du *National,* arrive au ministère des finances.

Recurt, médecin en chef de la rédaction, devient ministre de l'intérieur, puis ministre des travaux publics.

Trélat, autre médecin, est ministre des travaux publics.

Marie, avoué du *National,* est membre du Gouvernement provisoire, membre du Comité exécutif, puis ministre de la justice.

Génin, attaché à la rédaction, devient chef du département littéraire au ministère de l'instruction publique.

Charras, de la rédaction, est sous-secrétaire d'État au ministère de la guerre.

Degouve-Denuncques, de la rédaction, est nommé préfet de la Somme.

Buchez, troisième médecin et collaborateur à l'occasion, devient député, maire de Paris et ensuite président de l'Assemblée jusqu'au 15 mai, date à laquelle il cède la place à M. Armand Marrast lui-même. Comme on le voit, M. Buchez, moins d'un mois après l'avènement des républicains au pouvoir, avait été élevé à une des plus hautes fonctions de l'État, bien qu'il fût absolument dépourvu de tout talent politique ou parlementaire. Son *Histoire parlementaire de la Révolution française,* ouvrage de la plus banale médiocrité, l'a prouvé surabondamment.

Dussart, de la rédaction, est nommé préfet de la Seine-Inférieure.

Adam, de la rédaction, devient secrétaire général de la préfecture de la Seine.

Sain de Bois-le-Comte, de la rédaction, est ministre plénipotentiaire à Turin.

Félicien Mallefille, de la rédaction, ministre plénipotentiaire à Lisbonne.

Anselme Petetin, de la rédaction, ministre plénipotentiaire en Hanovre.

Auguste Petetin, son frère, de la rédaction, devient préfet de la Côte-d'Or.

Frédéric Lacroix, de la rédaction, est nommé secrétaire général pour les affaires civiles en Algérie.

Hetzel, de la rédaction, est nommé secrétaire général au ministère des affaires étrangères.

Rousset, de la rédaction, devient préfet de la Loire.

Duclerc, *reporter* sténographe, est très momentanément ministre des finances.

Pagnerre, libraire-éditeur du *National,* devient maire, membre du Gouvernement provisoire, membre du Comité exécutif et finalement directeur du Comptoir d'escompte.

Achille Grégoire, imprimeur du *National,* est nommé préfet de la Haute-Saône.

Clément Thomas, appelé le policier du *National,* devient commandant en chef de la garde nationale de la Seine.

Et combien encore, amis ou alliés du *National*, tels que Lalanne, qui fut fait directeur des ateliers nationaux; Levraut, qu'on envoya à Naples comme ministre plénipotentiaire ; Carette, qui devint directeur civil à Constantine; Carteron, nommé conservateur des Archives nationales, etc.!

Tous ces aventuriers possédaient naturellement, évoluant autour d'eux, bon nombre de satellites, aussi impatients que leurs protecteurs de tirer parti de la situation. La plupart, comme le chat de l'épigramme de Heine, devaient dévorer leur proie toute crue, faute de savoir l'accommoder. Tous, ministres, préfets, hauts dignitaires de l'État, quelle que fût l'importance de leurs fonctions, ne se sentaient pas moins gênés vis-à-vis de ceux qui ne pouvaient avoir aucune illusion à l'égard de leur origine et de leur fortune politique.

Aussi se portaient-ils de préférence dans les cafés et les restaurants les moins bien fréquentés, dans les coulisses des petits théâtres, sous ce prétexte qu'étant les élus du peuple, le peuple était leur société favorite. Leur chef dédaignait toutefois de s'abaisser à de pareilles simagrées. C'était un homme instruit, ayant le vernis d'un gentilhomme, ce qui ne l'empêchait pas pourtant d'être un des deux snobs les plus fieffés que j'aie jamais rencontrés en France ou ailleurs. C'est avec intention que j'ajoute : ou ailleurs, car la France ne produit pas cette désagréable engeance sur une grande échelle. On y voit beaucoup de *cads* (1), mais relativement très peu de snobs. Eugène Sue lui-même n'en était pas un, comparé à Armand Marrast. Celui-ci, trapu, sa face rubiconde encadrée d'une forêt de cheveux gris crépus et ornée de moustaches courtes et rudes, prétendait modeler ses manières sur celles des nobles de l'ancien régime ; disons tout de suite que ces grandes manières se réduisaient à une sorte d'impudence fanfaronne avec ceux qu'il regardait comme ses égaux et d'insolence glaciale avec ceux, infiniment plus nombreux, qu'il classait parmi ses inférieurs. Tout en s'élevant hautement contre les privilèges de la naissance, il ne manquait jamais de rappeler à ses interlocuteurs, sinon par ses paroles, du moins par ses actes, qu'il était de noble extraction. « Si sa famille était noble, sa mère s'est sûrement endormie dans l'antichambre, un jour qu'un valet de pied entreprenant était trop près », disait un soir le marquis d'Arragon (2). Rien ne flattait Armand Marrast comme de se voir représenté par les caricaturistes de l'époque en habit de cour du temps de Louis XVI, quoique, à vrai dire, chacun

(1) *Cad :* parvenu sot et vaniteux.

(2) La remarque n'avait pas le mérite de l'originalité. La marquise d'Espréménil l'avait faite en se l'appliquant à elle-même lorsqu'elle apprit que son fils se ralliait à la Révolution de 1789. — *L'Éditeur.*

s'accordât à lui trouver l'air « d'un marquis de quatre sous (1) ».

Il se piquait d'être un grand amateur de meubles anciens et de vieilleries artistiques. Ce goût prononcé fut la cause principale qui le porta à évincer son ancien subalterne, Buchez, du fauteuil présidentiel à l'Assemblée nationale, la résidence officielle du président ayant été, avant la Révolution de 1848, complètement réparée, et son superbe mobilier, magnifiquement remis en état.

La demeure l'avait séduit, autant que la position. L'état de stagnation des affaires lui inspira l'heureuse idée d'y donner des fêtes pour stimuler l'essor du commerce parisien. Bien que j'eusse cessé, sous la troisième République, d'habiter la France de façon permanente, j'ai vu pas mal de réunions bigarrées tant au Palais-Bourbon qu'à l'Hôtel de ville, particulièrement sous la présidence de M. Grévy; le septennat de Mac Mahon en a offert aussi quelques spécimens divertissants; mais rien n'a jamais approché comme comique des fêtes et des élégances qu'on vit au Palais-Bourbon en septembre, octobre et novembre 1848.

C'était alors absolument les scènes des romans de Paul de Kock, dans un cadre élargi, le splendide ameublement Louis XIV et Louis XV remplaçant l'acajou bourgeois et les tapisseries du goût artistique le plus pur complétant le décor au lieu et place du vulgaire papier de tenture qu'on eût trouvé dans des appartements de la classe moyenne.

La situation du corps diplomatique était des plus épineuses. Après la révolution de Février, dont le choc, ressenti dans l'Europe entière, avait fait chanceler sur

(1) En français dans le texte. On appelait ainsi les marchands de chansons, costumés en marquis régence, qui, jusqu'en 1860, chantaient dans les rues les chansons dont ils vendaient les paroles et la musique. *L'Éditeur.*

son trône plus d'un souverain, les diplomates s'étaient ralliés à M. de Lamartine, voire même à son successeur aux affaires étrangères, M. Bastide, sinon avec enthousiasme, du moins avec une sorte de complaisance. La République, proclamée par Lamartine, pouvait, à tout prendre, renfermer en elle certains éléments de vitalité. Les terribles émeutes de Juin ne laissèrent pas que d'ébranler cette confiance relative ; néanmoins l'attitude des ambassadeurs ne parut pas sensiblement modifiée jusqu'au moment où il devint clair jusqu'à l'évidence que seule l'intervention énergique d'un dictateur résolu pourrait endiguer le flot montant des revendications de la populace. Le corps diplomatique commença à se tenir sur la réserve. Il y avait sans doute des exceptions; ainsi le ministre des États-Unis, M. Richard Rush, avait-il été le premier à féliciter le gouvernement provisoire, exemple aussitôt suivi par tous les représentants variés des républiques de l'Amérique du Sud; mais ces derniers eux-mêmes avaient peine à contenir l'expression de leur stupéfaction devant l'étrange société à laquelle ils se trouvaient mêlés. Les femmes étaient sans contredit les plus étonnantes, comme il leur arrive presque toujours quand elles sortent de leur milieu. La plupart paraissaient probablement pour la première fois dans un salon, et en dépit de l'axiome plus récemment exprimé par M. Taine sur la facilité avec laquelle une Parisienne, grisette, boutiquière ou femme de chambre, peut, en un rien de temps, se métamorphoser en une semblance de grande dame, ces fort petites bourgeoises et leurs « demoiselles » faisaient là triste figure. Peut-être la grisette, boutiquière ou femme de chambre s'en serait-elle mieux tirée. Son goût naturel, affiné par le contact quotidien avec ses supérieures dans l'ordre des catégories sociales, aurait pu suppléer aux maigres ressources de sa garde-robe; et comme le disent les

Français : « On pardonne beaucoup en fait de solécisme à une femme bien habillée. » Dans le cas particulier, les *invitées* de M. Marrast ne pouvaient invoquer aucune excuse de ce genre. Les filles semblaient sortir toutes fripées de leurs exploits chorégraphiques : l'emblème de l'innocence, « la sainte mousseline », comme l'a appelée plus tard Victorien Sardou, pendait en plis vagues et indéfinissables sur leurs membres anguleux ; cela tenait-il à ce que l'empois nécessaire avait été dispensé par la main parcimonieuse des matrones elles-mêmes? Celles-ci, raides et guindées tant qu'elles pouvaient, lançaient des regards furibonds à leurs conjoints et à leurs amis, dès qu'ils risquaient la moindre tentative pour les tirer de leur pompeuse immobilité : « Fais donc danser ma vieille », telle était la formule consacrée avec laquelle tout cavalier peu empressé était traîné jusqu'au siège où trônait ladite vieille dans toute la majesté de sa splendeur d'occasion. La toilette de la dame, toutefois, avait souvent été fort endommagée par le trajet à pied des hauteurs de Montrouge ou de Ménilmontant jusqu'aux bords de la Seine; car la température, presque tropicale cette année-là jusqu'au milieu de l'automne, permettait l'économie du fiacre. Il paraîtrait, d'après une remarque que je surpris, que les chevaliers du fouet préféraient comme clients les partisans des régimes déchus, sans en excepter le dernier tombé, aux amis des maîtres du jour. « Oui, disait à sa voisine une corpulente personne, en parlant d'un cocher, il a absolument refusé de nous prendre. Il a dit qu il était dans l'opposition et qu'il ne voulait pas trahir ses principes à moins de dix francs. Dix francs, ma chère, nous aurions pu souper chez nous ! sans parler des frais de toilette et de blanchissage ! Quant à l'honneur d'être ici, ça ne compte pas pour grand'chose, vu que tout le quartier y est ; nous demeurons à Batignolles, et il a fallu descendre en ville ce matin pour avoir une

paire de gants blancs. Chez nous, partout la même réponse : « Des gants blancs, madame, nous n'en avons plus. Presque toutes les dames du quartier vont au Palais-Bourbon ce soir, et depuis hier il ne nous reste que des petites pointures, des sept et des sept et demi. »

Quant à l'élu du peuple souverain, après avoir échoué dans ses efforts pour entraîner sa « vieille » dans le tourbillon dansant et avoir été rabroué par-dessus le marché, il allait retrouver les députés ses collègues ; beaucoup portaient à la boutonnière la rosette frangée d'or, insigne de leur mandat ; quelques-uns la gardaient simplement dans leur poche. L'élu du peuple ne dansait jamais. Peut-être le groupe le plus curieux était-il celui des jeunes attachés d'ambassade et secrétaires du ministère des affaires étrangères, tous encore, à cette époque, de bonne maison, venus là pour s'amuser et jurant sur le tout, pour me servir d'une expression familière, « comme des ferrures d'argent sur une porte d'étable (1) ».

C'est cette société que Louis-Napoléon allait balayer avec l'aide d'hommes dont j'ai essayé d'esquisser la figure dans la suite de ces souvenirs.

Mais je veux revenir encore à un naufragé de la dynastie disparue, dont je ne fis la connaissance qu'après que le vaisseau qu'il avait si longtemps dirigé eut sombré définitivement ; je dirai aussi quelques mots de celui qui s'était constitué le pilote du régime intérimaire. Il s'agit, on le comprend, de M. Guizot et de M. de Lamartine.

(1) Littéralement : comme un marteau de cuivre sur une porcherie. (*Note du Traducteur.*)

CHAPITRE II

Guizot, Lamartine, Béranger. — Fausse opinion du public à l'égard de Guizot. — Histoire d'un tableau. — Guizot chez lui. — Les mariages espagnols. — Le porphyre rouge du tombeau de Napoléon. — Guizot père de famille. — Henry Mürger et Marguerite Thuillier. — Imprévoyance et misère de Lamartine. — Souscription nationale en sa faveur. — Béranger, son verdict sur la seconde République. — Ses continuels déménagements. — La vérité sur Mlle Judith Frère.

« Guizot est si terriblement respectable, avait dit, on se le rappelle, Louis-Philippe à lord ***, que je ne puis m'empêcher de croire que nous nous sommes mépris soit sur sa nationalité, soit sur sa respectabilité : l'une et l'autre sont trop mal assorties ! » Le roi-citoyen s'était fait, en cette circonstance, l'écho fidèle de l'opinion de la majorité de ses sujets à l'égard de l'éminent homme d'État. Il semblait que l'historien qui connaissait Cromwell et Washington comme s'il avait vécu avec eux, dût être dans la vie privée le sombre et sévère puritain qu'avait été le premier, tout en se montrant, comme le second, impatient de toute contradiction. Bref, on avait fait de lui une sorte d'exemplaire vivant de la *Morale en action,* ne se déridant jamais, se posant toujours, même dans les actes les plus indifférents de la vie, en modèle de l'humanité. Ainsi, dans l'impossibilité où il se trouvait de consacrer à sa mère beaucoup de temps pendant la semaine, Guizot

avait pris l'habitude de faire chaque dimanche avec elle une promenade dans le parc de Saint-Cloud. Chose singulière, les Français qui ne se lassent jamais de s'écrier : « Oh ! ma mère ! oh ! ma mère ! » trouvèrent moyen de s'offusquer de cette attention filiale du ministre, la lui imputèrent à grief, n'y voulant voir qu'ostentation pure. Le fin philosophe qu'était Renan n'échappa pas à l'erreur commune ; il ne sut pas distinguer en Guizot l'homme public de l'homme privé ; discerner derrière l'orateur de la Chambre, impérieux, hautain, batailleur, l'ami au cœur tendre et aimant, capable du dévouement le plus profond. Il fallait voir Guizot, oubliant les soucis gouvernementaux, dépouillant le masque impassible du politique ; toute sa morgue fondait alors comme la glace au soleil printanier, et de son sourire charmeur, il savait captiver tous ceux qui l'approchaient.

Il regrettait fort la conception erronée que le public s'était formée de son caractère. « Mais qu'y puis-je ? disait-il. En réalité, je ne suis pas plus content qu'un autre d'être impopulaire, mais le courage me manque, je l'avoue, pour pirouetter dans mon salon comme si j'étais monté sur un ressort » ; — léger coup de patte à l'adresse de M. Thiers ; — « pour écrire sur des sujets qui ne m'intéressent pas » ; — et de deux ! — « enfin, je ferais à cheval assez triste figure » ; — et de trois ! — « en conséquence, des gens qui me veulent du bien, j'en suis sûr, mais qui ne viennent pas me voir chez moi, me prennent pour un misanthrope que je ne suis pas, je le sens bien. »

Ce disant, il prit sur la table un article de M. Renan sur le premier volume de ses *Mémoires*. Cet article, conçu au reste dans des termes extrêmement flatteurs, donnait de l'auteur le portrait le plus conventionnel. « Pourquoi ne vient-il pas me voir ? — poursuivit Guizot, — il comprendrait que je n'ai rien de cette figure

tragique, empesée, solitaire, qui est déjà devenue ma légende, et qui, comme le sont en général les types légendaires, est absolument fausse. »

Cette conversation, — ou plutôt ce monologue, car je me gardais de toute interruption, — avait lieu au début du second Empire, dans cette maison de la rue de la Ville-l'Évêque que Guizot occupa pendant vingt-cinq ans, de 1835 à 1860. Le coup d'État avait irrémédiablement brisé la carrière politique de Guizot et anéanti les espérances, si précaires qu'elles fussent, qui avaient pu subsister en lui après la fuite de Louis-Philippe. Sa véritable place dans ces souvenirs eût donc été parmi les hommes de ce règne ; si j'en parle ici, c'est que mes relations avec lui ne commencèrent qu'après sa disparition de la scène politique.

En voici les débuts. Un soir, après le dîner, chez M. de Morny, nous parlions peinture et spécialement de l'école espagnole, quand notre hôte, se tournant vers moi : « Avez-vous vu la *Vierge* de M. Guizot ? » me demanda-t-il. Ma réponse fut négative. « Allez la voir, me dit-il, c'est un des plus beaux morceaux de cette école que j'aie jamais vus, je pourrais dire le plus beau. » Le lendemain, je présentais ma requête à M. Guizot, et, par le retour du courrier, m'arrivait une invitation à sa réception hebdomadaire du jeudi suivant.

Je n'avais jamais jusqu'alors rencontré M. Guizot, sauf à une de ses soirées ministérielles sous la dynastie précédente. L'appartement n'offrait rien de remarquable : le mobilier était celui de tous les salons bourgeois, plus mesquin peut-être, car Guizot fut pauvre toute sa vie. L'homme qui avait tant dit à la nation : « Enrichissez-vous ! enrichissez-vous ! » n'avait jamais lui-même agi d'après son conseil. Je sais pertinemment que, pendant qu'il était au pouvoir, il fut sollicité d'accorder le poste de receveur général de la Gironde

à un des plus riches financiers de France; celui-ci s'offrait à partager avec le ministre les superbes revenus de sa charge. M. Guizot refusa simplement et énergiquement de rien faire de pareil.

Le soir en question, une lampe à réflecteur était placée, probablement en mon honneur, en face du fameux tableau. M. de Morny ne m'en avait pas exagéré la beauté, mais il n'était pas signé, et M. Guizot lui-même ne savait à quel peintre l'attribuer. « La façon dont m'est venu ce tableau est une assez curieuse histoire, me dit-il, mais je ne puis vous la raconter maintenant; revenez me voir un matin, nous en causerons. En votre qualité d'Anglais, cela vous intéressera, surtout si vous prenez la peine de lire entre les lignes. Je pourrai peut-être bien d'ailleurs vous conter quelques petites choses encore, outre cette anecdote. »

La société de M. Guizot se composait surtout des vaincus, — ou se croyant tels, — de la dernière lutte avec Louis-Napoléon; j'ajoute : ou se croyant tels, parce qu'il y avait là bon nombre de grands faiseurs de phrases qui avaient mis naguère dans leurs attaques contre M. Guizot, autour de qui je les voyais s'empresser, la même véhémence qu'ils mettaient maintenant dans leurs diatribes contre le nouvel empereur. Celui-ci, après tout, sauva pendant dix-huit ans la France de l'anarchie, et ne se permit rien de plus, en fait de népotisme, concussion et autres gentillesses de même acabit, que ceux qui l'ont suivi.

Mais j'ai pris, en publiant ces notes, la résolution de m'abstenir de tout commentaire politique, et j'y veux, autant que possible, rester fidèle.

Comme bien on pense, je profitai sans délai de l'autorisation que m'avait accordée M. Guizot de me présenter chez lui dans la matinée ; c'est alors qu'il me raconta dans les termes suivants l'histoire de son tableau :

« Après les mariages espagnols, la reine Isabelle témoigna le désir de me donner une preuve signalée de sa reconnaissance, — reconnaissance de quoi? Dieu seul le sait, car pour ma part, c'est la seule transaction que je voudrais pouvoir effacer de ma carrière politique. — Elle me conféra donc le duché de San Antonio, et m'en envoya le brevet avec une lettre fort affectueuse. A parler franc, je fus positivement bouleversé de cette marque de royale bienveillance, par la bonne raison que je ne voulais pas accepter ce titre. D'un autre côté, il m'en coûtait d'offenser la reine en déclinant la haute distinction qu'elle m'offrait, je n'en pouvais douter, mue par le sentiment le plus généreux. J'allai voir Louis-Philippe et lui exposai les difficultés de ma situation, ajoutant que le nom de Guizot me suffisait parfaitement. « Vous avez raison, me dit le Roi, remettez-vous-en à moi, j'arrangerai les choses. » Et il les arrangea, au grand déplaisir de M. de Salvandy, qui avait également reçu un titre, mais qui ne put l'accepter quand son premier ministre refusait le sien.

« La Reine m'envoya alors ce tableau. Quelques journalistes malicieux dirent, à cette époque, qu'il était symbolique de son propre état conjugal; car, croyez-le bien, l'état... physiologique de don François d'Assise était le secret de Polichinelle, quoique beaucoup de vos compatriotes aient soutenu qu'il ne s'ébruita qu'après le mariage. Personnellement, j'étais tout à fait opposé à cette union; elle fut le résultat d'une intrigue de cour, et non d'une question ministérielle, comme l'a voulu dire lord Palmerston. La vérité, c'est qu'il est, lui, — et le gouvernement anglais par lui et avec lui, — moralement et virtuellement responsable des erreurs subséquentes d'Isabelle.

« Savez-vous quel fut son ultimatum, une fois le mariage contracté, et lorsqu'il n'y eut plus moyen de revenir en arrière? Non? Eh bien! je vais vous le dire.

« Si Isabelle, d'ici à un an, n'a pas d'enfant, il y aura « une guerre entre la France et l'Angleterre. » Vous en pouvez tirer les conséquences. Quant à moi, dès lors, je vous en préviens, je me suis lavé les mains de toute cette affaire. Mais les Français aussi bien que les Anglais n'ont jamais voulu me croire, et l'histoire enregistrera que l'austère M. Guizot — c'est ainsi qu'on m'appelle — s'est prêté alors à des agissements dont aurait rougi la plus dégradée des entremetteuses.

« Ce n'est pas la seule fois, au reste, que mes intentions ont été mal comprises et mal interprétées ; que dis-je ? on m'a reproché des choses dont j'étais aussi innocent qu'un petit enfant. En 1846, au moment même de l'imbroglio espagnol, le comte de Montalembert monta un jour à la tribune de la Chambre des pairs, et déclara que c'était une honte pour la France d'avoir mendié à la Russie le tombeau de Napoléon.

« La vérité était que la France n'avait rien mendié du tout. La partie principale du monument des Invalides était le sarcophage ; l'architecte Visconti tenait absolument à ce qu'il fût en porphyre rouge ; nous étions, M. Duchâtel et moi, du même avis. Mais où se procurait-on du porphyre rouge, nous n'en avions malheureusement pas la moindre idée. Les carrières d'Égypte d'où le tiraient les Romains étaient épuisées. Des recherches faites dans les Pyrénées et dans les Vosges n'avaient donné aucun résultat, et de guerre lasse nous allions renoncer au porphyre quand la nouvelle arriva au ministère de l'intérieur que la pierre que nous désirions existait en Russie.

« Mon collègue, M. de Salvandy, envoyait justement M. Léouzon Le Duc dans le Nord en mission spéciale ; je le chargeai d'aller jusqu'à Saint-Pétersbourg s'entendre avec notre ambassadeur, le comte de Rayneval, sur les meilleurs moyens de se procurer du porphyre. Quelques mois après, je reçus de M. Le Duc des spé-

cimens d'une pierre, provenant d'une carrière située sur les bords du lac Onega, qui, sans être positivement du porphyre, du moins s'en approchait beaucoup. Fort de l'approbation de M. Visconti, j'envoyai mes instructions sur la quantité requise et autres détails.

« La carrière, paraît-il, appartenait à la couronne, n'avait jamais été exploitée et ne pouvait l'être sans une autorisation préalable et le payement d'une certaine taxe. Il fallut subir une infinité de formalités, suscitées en partie par des spéculateurs qui, ayant eu vent de l'affaire, avaient suborné des fonctionnaires pour tâcher d'entraver ou d'intercepter la demande en autorisation de M. Le Duc. Enfin le prince Wolkonsky, ministre d'État, parla lui-même de l'affaire au Tsar ; Nicolas, sans une minute d'hésitation, fit droit à la requête et accorda la remise de taxe que M. Le Duc avait évaluée à six mille francs environ. Ceci se passait au conseil des ministres, et, pour mon malheur, le Tsar jugea à propos de prononcer un petit discours : « Quelle étrange destinée ! — s'écria-t-il en se levant de son siège et du ton le plus solennel, — quelle étrange destinée que celle de cet homme, — faisant allusion à Napoléon, — même dans la mort ! C'est nous qui lui avons porté le premier coup fatal, en brûlant notre sainte et vénérée capitale, et c'est à nous que la France demande sa tombe. Que l'envoyé français ait tout ce qu'il désire, et, surtout, qu'on n'exige aucune taxe ! »

« C'en fut assez ; les journaux français et allemands s'emparèrent de ces derniers mots ; on confondit la taxe avec le coût du travail qui monta à plus de deux cent mille francs ; et jusqu'à ce jour, en dépit des explications que nous fournîmes, mes collègues et moi, en réplique à l'interpellation de M. de Montalembert, il reste acquis à la légende que la Russie a fait don à la France du tombeau de Napoléon. »

A partir de cette époque, j'allai souvent voir M. Gui-

zot, surtout dans la journée, en dehors de ses heures de travail; car lorsqu'il fut bien assuré que sa carrière politique était irrévocablement close, il revint gaiement, — je puis même dire avec bonheur, — à sa première vocation : la littérature. Sans la plus légère fatigue, sans la moindre peine, il produisait tous les ans un volume d'histoire ou d'essais philosophiques ; et s'il ne riait pas aux éclats en composant comme Alexandre Dumas, du moins souvent l'entendait-on fredonner. « En effet, disait une de ses filles, la comtesse Henriette de Witt (1), en effet, notre père ne chante presque jamais qu'en travaillant. »

Cela ne veut pas dire que le travail seul eût le pouvoir de mettre M. Guizot en belle humeur. Nous tenons de la même source qu'il était toujours, dans l'intérieur de sa famille, de l'humeur la plus égale et la plus douce, soit qu'assis dans son fauteuil, il fût entouré de tous les siens, soit qu'on le vît aller et venir paisiblement dans sa bibliothèque. « C'est la politique qui le rendait méchant, disait Mme de Witt; heureusement, il la laissait à la porte en revenant ici. Et très souvent, il l'oubliait de parti pris en plein conseil; il nous écrivait alors des lettres, mais des lettres comme on n'en écrit plus. En voilà deux qu'il m'a adressées lorsque j'étais très jeune fille. » Sur quoi, elle me montra, sous la forme de deux charmants bavardages, un véritable petit traité sur l'art de la ponctuation. La fillette était, faut-il croire, ou très dédaigneuse ou très ignorante des règles de cet art, car son père lui écrivait :

« Ma chère Henriette,

« Je crains d'avoir encore des reproches à vous faire au sujet de votre ponctuation : il y en a peu ou

(1) Ses deux filles prirent toutes deux, on le sait, en se mariant le même nom et le même titre.

point dans vos lettres. Toute ponctuation, virgule ou autre signe quelconque, marque une période de repos pour l'esprit, — une pause plus ou moins longue, — une idée abandonnée ou momentanément suspendue, et qu'on sépare par ce signe de celle qui va suivre. Vous supprimez ces périodes, ces intervalles ; vous écrivez comme le torrent coule, comme la flèche vole. Cela ne doit pas être, car les idées qu'on exprime, les choses dont on parle, ne sont pas toutes intimement liées les unes aux autres d'un rapport étroit comme les gouttes d'eau d'un même torrent. »

La seconde de ces lettres nous prouve que Mlle Guizot avait su prendre très habilement une fine revanche ; car l'hypothèse qui la montrerait récalcitrante sans rémission aux règles de la ponctuation, ne résiste pas à ce que nous savons de la suite de sa vie ; la lettre débute ainsi :

« Ma chère Henriette,

« Je crois que vous allez me trouver bien taquin, mais permettez que je vous conjure de ne pas me lancer tant de virgules à la tête. Vous m'en assaillez, comme les Romains assaillaient cette pauvre Tarpeia avec leurs boucliers. »

La difficulté qu'il y a de se maintenir en toute chose dans un juste milieu me rappelle la conduite de Marguerite Thuillier, qui créa Mimi dans la *Vie de Bohême,* de Mürger et Barrière, lorsque ce pauvre Mürger devint amoureux d'elle. « Je ne puis pas le souffrir, répliqua-t-elle à son collaborateur qui plaidait pour lui, je ne puis pas le souffrir, il est trop mal habillé, il a l'air d'un épouvantail à moineaux. » Barrière conseilla à son ami d'aller trouver un bon tailleur et de se faire équiper à la dernière mode. L'avis fut scrupuleusement

suivi ; Barrière attendait anxieusement l'effet de cette transformation sur le cœur de la dame. Une quinzaine se passa, et le pauvre Mürger fut rabroué comme devant. Barrière intercéda de nouveau en faveur de son ami. « Je le trouve plus intolérable encore, lui fut-il répondu, il est trop bien mis, il ressemble à un mannequin de tailleur. »

Revenons à M. Guizot. Pendant tout le cours de nos relations, je ne l'ai vu qu'une fois « hors de lui » ; c'est lorsque la décision fut prise de l'expropriation de sa maison pour le percement du boulevard Malesherbes. Les juges l'avaient traité avec toute la considération désirable ; ils n'avaient pas songé un instant à assimiler l'éminent historien au vulgaire propriétaire qui bataille pour obtenir le plus haut prix possible de son immeuble ; on lui offrit trois cent mille francs, et M. Guizot reconnaissait lui-même que c'était bien payé : « Mais j'ai trente mille volumes à déménager, gémissait-il, sans compter mes notes et mes manuscrits. » Toutefois sa bonne humeur prenait bientôt le dessus et l'incitait à lancer une pointe à son adversaire de jadis, Adolphe Thiers : « C'est bien fait, cela m'apprendra à avoir tant de livres ; heureux l'historien qui préfère s'en fier à son imagination. »

M. Guizot se résolut à quitter Paris et à transporter sa bibliothèque à Val-Richer, mais ses enfants et ses amis combattirent cette résolution et l'empêchèrent de se retirer absolument du monde. Il prit un modeste appartement, près de son ancien domicile, faubourg Saint-Honoré, vis-à-vis de l'ambassade d'Angleterre, qui n'avait pas alors l'aspect monumental qu'elle a acquis de nos jours.

« Je doute fort, me dit plus tard M. Guizot, que l'idée de vivre à la campagne me fût jamais venue à l'esprit, il y a dix ou quinze ans. Je n'aurais pas, à cette époque, fait deux lieues pour admirer le point de

vue le plus splendide, tandis que j'en aurais fait mille pour voir un homme de talent. »

De fait, en 1830, ayant près de quarante-quatre ans, il n'avait jamais vu la mer. « Et si ce n'avait été pour une tournée électorale en Normandie, je ne l'aurais pas vue encore », avouait-il. Je lui fis observer que M. Thiers n'avait jamais eu de maison de campagne et semblait se soucier fort peu de la nature, des oiseaux et des fleurs. « Ah ! c'est très différent, — et il sourit. — Je ne tenais pas à la campagne, parce que je ne la connaissais pas. Thiers ne l'aime pas, parce que les oiseaux, les fleurs, les arbres vivent et croissent sans qu'il ait à s'en mêler, et il n'aime pas que rien arrive sur la terre sans son intervention. »

Thiers fut le seul homme auquel Guizot se plut ainsi à lancer des lardons. Strict protestant, je dirai même calviniste convaincu, il n'en était pas moins l'ardent admirateur du catholicisme romain, qu'il appelait « la plus admirable école de respect qui soit au monde ». Personne n'avait plus souffert que lui des excès de la première Révolution, puisque son père mourut sur l'échafaud ; je ne jurerais pas cependant qu'il ne fût secrètement, au fond du cœur, quelque peu républicain, mais non certes partisan d'une république « qui débute avec Platon et qui finit nécessairement par un gendarme ». « Celle de 1848, avait-il coutume de dire, n'a pas eu même un Monk, ne parlons pas d'un Washington ou d'un Cromwell : Louis-Napoléon dut escalader le trône sans l'aide de personne. Et, croyez-le bien, s'il y avait eu là un Cromwell, il aurait écrasé cette république comme le Cromwell anglais écrasa la monarchie. Quant à Washington, il n'aurait, à aucun prix, voulu s'en mêler. »

« Oui, dit-il dans une autre occasion, je suis fier d'une chose, c'est d'être l'auteur de la loi sur l'instruction primaire ; mais bien que j'en sois fier, si j'avais pu

prévoir l'usage qu'on en a fait et celui qu'on en fera vraisemblablement après ma mort, j'aurais encore préféré voir la moitié du pays incapable de distinguer un A d'un B. »

Avec Guizot mourut le dernier homme d'État français « qui ait cru avoir le droit d'être pauvre, et qui ait même poussé ce droit un peu loin », comme le fit observer quelqu'un en apprenant la nouvelle de sa démission. Vers les dernières années de sa vie, il occupait, rue Billaud, — actuellement rue Washington, — un modeste appartement au quatrième étage. D'où le mot fameux de M. de Falloux faisant l'ascension de cet escalier : « Mon respect pour lui grandit à chaque marche. »

J'ai pourtant connu en France un autre personnage politique dont l'installation et la pauvreté auraient pu inspirer la même réflexion et mériter le même respect : c'est M. Rouher.

La pauvreté de M. de Lamartine n'incitait pas au même sentiment ; elle était sans dignité. C'était la pauvreté d'Olivier Goldsmith ayant recours au docteur Johnson, et festoyant avec la guinée que celui-ci lui envoie par le messager avant de venir en personne. Méry avait résumé en un mot la situation de Lamartine le soir du 24 février 1848, et rien ne fait supposer que son allégation fût exagérée. La dynastie des Bourbons de la branche cadette avait été renversée parce que Lamartine ne voyait pas d'autre moyen de liquider les 350,000 francs de dettes qu'il avait contractées en faisant un voyage princier en Orient (1). Je n'étais allé qu'une fois chez Lamartine avant la révolution de Février, et, quoique sa femme fût Anglaise, je n'avais jamais été tenté d'y retourner.

(1) On a vu, au chapitre précédent, ce qu'il faut penser de ce propos. (*Note du Traducteur.*)

La maison tout entière aurait pu fournir à Dickens l'occasion d'une description aussi merveilleuse que celle qu'il a faite de l'intérieur des Jellaby dans *Bleak-House*. C'était, bien entendu, du Jellaby doré. Le maître du logis, toutefois, ne déployait en aucune façon l'imprévoyante générosité de la future belle-mère de Prince Turveydrop (1).

Personne ne parlait encore de la République, mais les questions politiques soulevées et discutées pendant le lunch étaient vraiment trop quintessenciées pour les humbles mortels comme moi qui sentaient d'instinct que *quelques billets de mille francs feraient bien mieux l'affaire* (2) de leur hôte. Et cet instinct n'était pas trompeur.

Quatre mois après la révolution de février 1848, M. de Lamartine avait cessé d'exister comme homme politique. A partir de cette époque jusqu'à sa mort, on ne prononça son nom qu'à propos d'un nouveau livre ou de quelque poésie nouvelle dont le but avoué était, non pas de rendre le monde meilleur ou plus sage, mais bien de faire de l'argent. Il s'en allait chantant, comme ces musiciens aveugles des steppes russes qui tout en cheminant jouent sans trêve, pour éloigner les loups. Je connaissais bien des amis de M. de Lamartine et je n'en ai jamais pu tirer une histoire ou une anecdote le concernant qui ne portât sur la question d'argent. Il était, à cet égard, dix fois pire que Balzac, qui, du moins, ne prit jamais le public à témoin de ses embarras pécuniaires. Mr. Guizot publiait un volume par an, ne demandait rien à personne, et laissait à son éditeur le soin de la réclame et des annonces; M. de Lamartine dépensait des sommes énormes en publicité et payait en outre toute une bande de journalistes qui dévoraient

(1) Un des personnages du roman de Dickens.
(*Note du Traducteur.*)

(2) En français dans le texte.

tout le gain au préjudice de ses créanciers, tandis que lui-même ne cessait de se plaindre que ses livres ne se vendissent pas. « Désormais, disait-il, quand je leur offrirais des perles dissoutes dans la coupe de Cléopâtre, ils s'en serviraient pour laver les pieds de leurs chevaux ! »

Et cependant, on achetait ses œuvres bien que personne ne se souciât plus de les lire. La lyre d'or des jours d'antan, par une déchéance pire que le silence, ne rendait plus que des sons affaiblis et discordants; ses cordes s'étaient relâchées, seule subsistait la faconde dorée qui les avait si longtemps fait vibrer.

Lorsqu'on eut ouvert une souscription nationale pour payer les dettes de Lamartine, le comité eut si peur qu'il n'en gaspillât l'argent, qu'on décida que les fonds seraient déposés au Comptoir d'escompte et que Lamartine n'aurait pas le droit d'en retirer un centime avant que ses affaires fussent réglées. Un beau matin, il députe un ami pour demander quarante mille francs afin de payer certains billets échus. On refuse toute avance. Lamartine invite alors les membres du Comité à venir chez lui. Ils tiennent bon d'abord, puis cèdent graduellement. « Combien vous faut-il réellement? lui demande-t-on enfin. — Cinquante mille francs, répond-il; mais je crois que je pourrai m'en tirer avec trente mille.

— Si nous vous remettons cinquante mille francs, poursuit M. Émile Pereire, nous donnerez-vous le temps de respirer?

— Oui. »

Et Lamartine, grâce à son éloquence, empocha les cinquante mille francs.

Un homme qui valait mieux que lui, quoiqu'il fût loin d'être un aussi grand poète, c'était Béranger. Je le connaissais depuis longtemps, mais mon intimité avec lui ne remonte qu'aux mois qui suivirent la révo-

lution de 1848; je le rencontrai un jour qu'il sortait du Palais-Bourbon : « Je vous serais obligé de me reconduire chez moi, me dit-il, car je ne me sens pas bien; ces scènes violentes ne sont pas de mon goût. » Et il continua, avec un pensif sourire : « On m'a accusé d'avoir jeté la planche sur le ruisseau que Louis-Philippe avait à traverser pour entrer aux Tuileries, je voudrais pouvoir être le pont jeté d'un bord à l'autre du détroit pour le ramener aujourd'hui. Certainement, j'aimais la République, mais non, certes, telle que nous l'avons là! » Et il me désignait le palais où l'Assemblée nationale avait élu domicile. Peu après, Béranger résigna son mandat de député.

Il logeait alors, rue Basse, à Passy, je crois bien au n° 23. Il avait habité le quartier quinze ans plus tôt, car je me rappelais l'avoir rencontré dans ses promenades quand j'étais encore un petit garçon. Rien n'était plus difficile à Béranger que de demeurer longtemps au même endroit. D'abord et surtout, il était de disposition nomade, et, en second lieu, ses anciens amis ne lui laissaient pas de repos. C'était une perpétuelle invasion d'individualités douteuses qui, sous le fallacieux prétexte que Béranger était le « poète du peuple », mettaient en coupe réglée sa cave et sa bourse. Avant son retour à Paris, il avait pris pension chez une respectable veuve dans les environs de Vincennes. Il se faisait appeler Bonnin, et son hôtesse le prenait pour un petit commerçant retiré des affaires et vivant d'une modique rente. Quand vint son anniversaire de naissance, elle et ses filles découvrirent qu'elles avaient à leur insu, comme jadis le patriarche de la Bible, accueilli un hôte divin. Voitures sur voitures défilèrent devant la porte : en quelques heures, le petit appartement se remplit de fleurs magnifiques, tandis que de nombreux visiteurs ne cessaient d'entourer Béranger et de lui offrir leurs souhaits. La rumeur s'en répandit

dans le voisinage, et Béranger dut s'enfuir à Passy, où il engagea Mlle Judith Frère à venir le rejoindre. Sa retraite fut de nouveau découverte, et il se résignait à être importuné plus encore qu'auparavant à cause de la proximité du bois de Boulogne, lorsque le conseil municipal de Passy, en reconnaissance de l'honneur conféré à la commune par la résidence de Béranger, et, ajoutons-le, en remerciement de ses nombreuses charités, se mit en tête d'offrir au poète une place d'honneur dans le cimetière. Pour le coup, Béranger reprit la fuite et s'installa cette fois au quartier Latin. Mais ce fut un autre écueil : les étudiants ne manquaient jamais de le montrer à leurs amies, et celles-ci, dans leur enthousiasme, de sauter au cou du chantre de Lisette ; ceci se passait surtout à la *Closerie des Lilas,* Béranger étant resté jusqu'au bout grand amateur de la société des jeunes gens. Néanmoins, par amour de la tranquillité, il recommença son exode et transporta ses pénates au quartier Beaujon; c'est là que je le vis.

On a raconté tant de choses, et de choses erronées, au sujet de la compagne de Béranger, Mlle Judith Frère, que je suis bien aise de rétablir la vérité des faits. Mlle Frère n'était, en aucune façon, l'espèce de servante-maîtresse qu'on a supposé. Il suffisait de la voir et de passer quelques instants auprès d'elle pour être convaincu qu'elle était de bonne famille. Elle avait aimé Béranger dans sa première jeunesse; ils s'étaient séparés un temps pour se retrouver ensuite et finir leurs jours ensemble; le poète ne survécut, on le sait, que trois mois à son amie.

Béranger était un modèle d'honnêteté et de désintéressement. D'ambition, il avait peu ou point. S'il aimait à taquiner les enfants, ce n'était pas manque d'affection, mais au contraire parce qu'il les aimait trop. Son portrait, par Ary Scheffer, est d'une ressemblance parfaite ; pourtant un autre artiste l'a peint

mieux encore, et sans l'avoir jamais vu. Je veux parler d'Hablot Browne, qui, inconsciemment, l'a fait revivre dans le caractère de Tom Pinch.

C'était aussi le plus agréable compagnon du monde ; je ne lui ai jamais entendu prononcer une parole aigre ou acerbe. Tout en le reconduisant chez lui, lors de notre rencontre près du Palais-Bourbon, j'en vins à lui dire : « Vous devriez être content, Victor Hugo est dans le même régiment que vous. — Oui, me répondit-il, il est dans la musique. »

Il ne consentit jamais à accepter une pension de Louis-Napoléon, mais il ne gardait contre lui aucune amertume. Lamartine, par contre, était des plus amers, et cependant il ne se refusa pas à voir le nom de l'Empereur en tête de la liste de souscription ouverte en sa faveur (1). Ce seul fait trace entre les deux hommes une ligne profonde de démarcation.

(1) Une rectification est encore ici nécessaire. En réalité, l'offre deux fois faite par Napoléon III de payer sur sa cassette les dettes de Lamartine fut par Lamartine deux fois refusée. On peut trouver que le poète consentit trop aisément, dans sa détresse, à s'adresser au pays, mais il ne voulut jamais s'adresser qu'au pays. Le Comité de la loterie, puis de la souscription de Mâcon, en 1858, ne demandait au gouvernement qu'une autorisation administrative. En 1860, le Conseil municipal de Paris offrait au poète pour résidence une villa au bois de Boulogne ; en 1868, une loi votée par le Corps législatif lui accordait, *à titre de récompense nationale*, une rente de vingt-cinq mille francs : ni l'un ni l'autre de ces deux actes n'apparaît avec le caractère d'une libéralité personnelle de l'Empereur.

(*Note du Traducteur.*)

CHAPITRE III

Quelques-uns des hommes de l'Empire. — Fialin de Persigny. — Son rêve de restauration impériale. — Ses embarras financiers, sa charité. — Préparatifs du coup d'État. — L'Élysée-Bourbon le soir du 1er décembre. — Londres le 2 décembre. — Mme de Persigny, son avarice. — De Morny, sa première rencontre avec son demi-frère. — L'origine de la campagne du Mexique. — Walewski. — Ses manies. — Rouher, son pays natal. — Son mariage. — Sa femme et son beau-père.

« Homme actif et intelligent au possible, doué d'énergie, d'une volonté puissante, et de la singulière faculté de se trouver toujours partout où sa présence est nécessaire, soit pour ranimer le complot languissant, soit pour y gagner de nouveaux adhérents; l'homme du monde le plus au courant de tous les ressorts secrets de la conspiration... » Ce portrait de M. de Persigny, emprunté à l'acte d'accusation de son procès de 1836 pour crime de haute trahison, est exact en tous points; il ne met toutefois en lumière qu'un seul côté du caractère de cet homme qui fut le plus dévoué partisan de Napoléon. Si je devais le peindre moralement et intellectuellement en une seule ligne, je l'appellerais, sans aucune intention irrévérencieuse, le Jean-Baptiste de la légende napoléonienne ressuscitée.

Nul ne saurait mettre en doute l'énergie, l'activité et l'intelligence dont il fit preuve : comme activité et énergie, il était, à coup sûr, bien supérieur à Louis-

Napoléon ; mais toutes ces facultés ne s'éveillaient en lui qu'à une voix, celle du premier Napoléon qui, de sa tombe, — Persigny l'aurait juré, — le désignait comme l'instrument principal de la restauration de son empire. Ce rêve hantait ses nuits et le poursuivait même éveillé.

Qu'on ne croie pas pourtant que Louis-Napoléon lui apparût comme la seule incarnation possible de son rêve. Loyal et fidèle sujet de Napoléon III, il l'eût été tout aussi bien, le cas échéant, de Jérôme, l'ex-roi de Westphalie, à qui d'ailleurs il s'était tout d'abord adressé. Peut-être bien Jérôme ne lui aurait-il pas inspiré le même profond attachement : il ne l'aurait trouvé ni moins dévoué, ni moins fidèle.

Mais le plus jeune frère du grand Empereur n'était pas d'humeur aventureuse : il fit la sourde oreille aux propositions de Persigny, comme plus tard à celles de M. Thiers, quand celui-ci le poussait à poser sa candidature à la présidence de la seconde République.

Un jour, causant avec de Persigny, bien des années après l'avènement de l'Empire, je parlai de ce refus de Jérôme et je louai l'abnégation confiante dont l'oncle avait fait preuve à l'égard de son neveu. L'expression sarcastique qui passa alors sur la physionomie de mon interlocuteur me frappa vivement, car, bien qu'il fût loin d'être de caractère facile et se montrât souvent très violent, il ménageait en général les membres de la famille impériale. Ma surprise ne lui échappa point, et il s'expliqua : « Il est évident que vous ne connaissez pas Jérôme; j'étais comme vous, il y a quelques années. Pas un seul des frères du grand Napoléon n'a eu sa gloire réellement à cœur; ils ne voyaient en lui qu'une source intarissable d'argent et de hautes situations, voilà tout. Savez-vous pourquoi Jérôme refusa d'entrer dans mes vues aussi bien que dans celles de M. Thiers? Je peux vous le dire. Il

craignit que son neveu Louis, et toute la famille, ne lui devînt à charge; il préféra laisser tirer à un autre les marrons du feu, se réservant le plaisir d'en croquer sa part. C'est le fond de sa prétendue abnégation, vous pouvez m'en croire. »

Et de Persigny, je le crains, ne se trompait guère en appréciant ainsi l'ex-roi de Westphalie, qu'on vit insatiable dans ses demandes d'argent à Louis-Napoléon. Au reste, à l'exception de la princesse Mathilde, la famille de l'Empereur lui fut, toute sa vie, une rude épine dans le pied.

Disons tout de suite que l'Empereur était incapable de refuser un service. Je tiens de source certaine l'histoire suivante. De Persigny, aussi prodigue que son souverain, était dans de continuels embarras pécuniaires et devait souvent recourir à l'impérial bon vouloir. Après avoir gaspillé ou englouti des sommes énormes dans son domaine de Chamarande, et quoiqu'il fût toujours harcelé par ses créanciers, il n'y exerçait pas moins de façon princière la plus large hospitalité. Un jour, de très bonne heure, de Persigny, toujours matinal quand il avait besoin d'argent, fait son apparition dans l'appartement privé de l'Empereur, avec la physionomie la plus triste et la plus abattue. Napoléon s'abstient d'abord de le questionner sur les causes de sa mélancolie, puis, finalement, s'aventure à lui dire qu'il a l'air malade.

— Ah! Sire, je suis seulement accablé de tristesse. Ce Chamarande que j'ai créé de rien, qui m'a coûté près de deux millions, ce Chamarande me ruine. Je vais être forcé de m'en défaire.

De Persigny était convaincu que l'Empereur allait lui dire bien vite de ne pas se tourmenter; mais celui-ci, d'humeur badine, prit plaisir à prolonger son anxiété.

— Croyez-moi, mon cher duc, répliqua-t-il avec l'indifférence la mieux jouée, c'est le meilleur parti à

prendre. Débarrassez-vous de Chamarande, c'est une trop lourde charge, vous respirerez plus librement lorsque ce sera fait.

Persigny devint pâle comme un mort ; ce que voyant, Napoléon, qui avait un cœur excellent, prit dans son tiroir une liasse de billets et la lui tendit. Persigny se retira rayonnant.

Il ne faudrait point conclure de ceci qu'il fût cupide comme le prince Jérôme et comme tant d'autres qui sollicitaient sans relâche la générosité de l'Empereur. Sa charité était proverbiale, il donnait sans discernement et on le trompait sans cesse. Dans sa jeunesse, il ne s'était affilié au Saint-Simonisme que pour atteindre son but suprême qui était de voir tout le monde heureux. La restauration de l'Empire ne signifiait pas seulement pour lui le renouvellement de la gloire napoléonienne, mais bien encore l'avènement d'une ère de félicité générale et d'universelle prospérité pour le peuple. Il manquait totalement de sens pratique ; toute l'œuvre de sa vie peut se résumer en une ligne : il conçut et organisa le coup d'État. A ce titre, il devint virtuellement le fondateur du second Empire. Action et théorie marchèrent de front dans cette tâche ; quand il l'eut accomplie, l'inspiration l'abandonna pour toujours.

Les historiens se sont plu généralement à attribuer dans le coup d'État le second rôle à M. de Morny, Napoléon tenant le premier. Bien entendu, je n'entends point parler ici de l'exécution : la part prépondérante qu'y prirent le général Magnan, le général de Saint-Arnaud, le colonel de Béville et M. de Maupas, est absolument hors de discussion. Mais il est vrai de dire que de Morny ne fut presque pour rien dans la conception du complot. L'âme de toute l'affaire fut, sans contredit, de Persigny, et c'est chose très discutable de savoir si, sans lui, on eût jamais rien organisé. Je

sais que je marche là sur un terrain brûlant, mais je ne le fais qu'appuyé sur d'irrécusables autorités. Tout le projet était échafaudé dans l'esprit de Persigny antérieurement à l'élection présidentielle de Louis-Napoléon, quoique tout reposât sur l'hypothèse de ce premier succès. Persigny ne voulait pas de la République, même avec la présidence à vie de Louis-Napoléon — qui s'en fût peut-être contenté ; — Persigny voulait l'Empire; c'est lui qui frappa du pied, en s'écriant : *Aut Cæsar, aut nihil!* Cette exclamation tomba, il est vrai, dans des oreilles disposées à l'entendre : on peut penser que, lorsque le Prince président eut mis le pied sur le premier échelon, il aurait sans doute de lui-même gravi ou tenté de gravir l'échelle jusqu'au sommet, sans se soucier des risques de l'escalade, risques d'autant plus grands cependant que personne n'eût été au pied pour assurer la solidité du point d'appui. Persigny modéra son impatience, tout en s'évertuant à se procurer non seulement le personnel nécessaire pour tenir ladite échelle, mais encore le concours des troupes indispensables à en assurer le tranquille fonctionnement. Ce fut lui qui parla le premier de rappeler d'Afrique le général de Saint-Arnaud, lui encore qui attira l'attention sur M. de Maupas, alors obscur préfet de province, lui toujours qui fut assez sage pour comprendre qu'il fallait chercher en Angleterre et non en France ces « teneurs d'échelle ».

— Les Anglais, dit-il à Napoléon, vous doivent un bon office pour le mal qu'ils ont fait à votre oncle. Ils sont assez généreux ou assez sensés pour vous rendre ce bon office, si leur intérêt les y porte; cherchez votre appui chez les Anglais.

Je crois bien que l'antipathie qu'avait conçue lord Palmerston pour Louis-Philippe, depuis les mariages espagnols, le poussa, plus encore qu'un sentiment de générosité envers Louis-Napoléon, à épouser la cause

du prétendant ; mais quel qu'ait été son motif, il épousa cette cause, j'en suis certain. Je tiens de bonne source qu'il eut avec le comte Walewski des entrevues bien plus fréquentes que ne le supposaient ses collègues du ministère et que ne le justifiaient les relations, si amicales qu'elles fussent, de la France et de l'Angleterre. Mais tout n'était pas prêt. Palmerston et Walewski d'un côté du détroit, Louis-Napoléon et Persigny de l'autre, attendaient quelque chose. Qu'était-ce? Rien de plus, rien de moins que la pose du câble sous-marin entre Douvres et Calais, dont la concession fut accordée le 8 janvier 1851, avec cette recommandation expresse à M. Walter Breil de presser les travaux autant que possible, « *étant donné qu'il est de la plus haute importance pour le gouvernement français d'être en communication directe et rapide avec le cabinet de Saint-James* ». Le cabinet, cela signifiait en la cause lord Palmerston. Néanmoins, le câble n'est posé que dix mois après ; mais dès lors les événements marchent grand train. Arrêtons-nous-y un instant. La communication télégraphique entre Calais et Douvres est établie le 13 novembre. Le 15, le général de Saint-Arnaud ordonne que le décret de 1849 conférant au président de l'Assemblée nationale le droit de requérir les forces militaires et d'en disposer, décret qui avait été affiché dans toutes les casernes du pays, en soit enlevé. Le 16, Changarnier, Le Flô, Baze et bien d'autres, décident qu'un projet de loi sera immédiatement déposé à l'effet de rendre ce droit au président de l'Assemblée. Les adversaires du Prince président se frottent déjà les mains d'aise à la pensée de leur succès, car pour eux le succès, c'est la possibilité d'avoir le prince Louis et ses partisans en leur pouvoir et de les faire interner à Vincennes ou ailleurs comme prisonniers d'État. Le 18, le projet de loi est rejeté par une majorité de 108 voix, et l'Assemblée est désormais réduite à l'impuissance de-

vant tout soulèvement militaire. C'est ce soir-là même que la date du coup d'État fut fixée au 2 décembre, en dépit des hésitations et des incertitudes de Louis-Napoléon. On dépêche le 26 un jeune attaché du ministère des affaires étrangères à l'ambassade de France à Londres, le substituant au messager ordinaire du cabinet (ou de la reine), ce qui prouve que le courrier est plus important que de coutume. Il renferme des lettres du Prince président lui-même au comte Walewski, lettres dont la teneur est probablement connue du marquis Turgot; mais si on les expédie de cette façon, au lieu de les envoyer directement de l'Élysée par une personne sûre, c'est que la résidence présidentielle est surveillée, jour et nuit, par la contre-police de l'Assemblée. Si le marquis Turgot choisit un jeune aristocrate comme messager, c'est qu'il sait bien qu'on ne pourra le corrompre. Le 29 novembre, une de mes connaissances reçoit une lettre d'un ami de Londres, censé vivre dans les coulisses, mais qui, cette fois, ne voit goutte à ce qui se passe. « Il y a quelque chose dans l'air, écrit-il, mais je ne sais pas quoi. Hier matin 27, et aujourd'hui, Walewski s'est enfermé pour plus de deux heures chaque fois avec Palmerston. Il y aura le 2 décembre, chez Walewski, un grand dîner auquel je suis invité. Pouvez-vous me dire quel grabuge se prépare ? »

Le destinataire de la lettre n'était ni mieux ni plus mal renseigné que la plupart d'entre nous, et, malgré les assertions contraires qu'on a produites depuis, personne ne prévoyait la crise dans la forme qu'elle revêtit. L'opinion générale inclinait plutôt à croire que Louis-Napoléon finirait par avoir le dessous, malgré l'influence presque magique de son nom sur l'armée. On supposait que dans le cas où les troupes seraient appelées à agir contre l'Assemblée, elles s'y refuseraient et se retourneraient contre leurs chefs. Je

n'affirmerais pas que cette opinion ne fût au fond, jusqu'au dernier moment, celle même du Président, car je tiens de bonne source que le 26 novembre il essaya encore d'ajourner l'affaire à un mois. Ce fut alors que Persigny montra les dents et désigna comme limite extrême la nuit du 1er ou du 2 décembre.

L'entrevue fut des plus orageuses. Le matin même, Persigny avait reçu une lettre de Londres; cette lettre ne lui avait pas été adressée à son domicile officiel. Elle contenait une traite de cinquante mille francs, mais aussi l'avis formel que c'étaient les derniers fonds envoyés. Il la produisit comme suprême et irréfutable argument; Napoléon céda aussitôt. Les dépêches dont j'ai parlé partirent ce jour-là pour Londres. C'est avec cet argent qu'on fit le coup d'État, et tous les racontars que l'on a colportés sur les millions distribués à de Morny, de Maupas, Saint-Arnaud et les autres, sont d'invention pure.

Le 1er décembre, jusqu'à six heures du soir, le général de Saint-Arnaud restait encore indécis non sur la nécessité du coup d'État, mais sur son opportunité absolue dans les douze heures qui allaient suivre. Je tiens cette histoire de la bouche même du baron Lacrosse, qui y joua un rôle actif. Ministre des travaux publics à la veille du coup d'État, il avait comme tel assisté à la séance de l'Assemblée du 1er décembre. Un membre monta à la tribune pour interpeller le ministre de la guerre; celui-ci étant absent, la question fut remise au lendemain. Ce même soir du 1er décembre, il y avait un dîner officiel chez M. Daviel, ministre de la justice; à la fin de la séance, M. Lacrosse passa en voiture au ministère de la guerre pour prendre son collègue.

— Vous pouvez vous préparer à un mauvais quart d'heure pour demain, dit-il avec un sourire au général Saint-Arnaud, en entrant dans sa chambre.

— Pourquoi ? demanda le général.

— Vous allez être interpellé.

— Je m'y attends et je réfléchissais justement à ma réponse. Je suis bien aise que vous m'ayez prévenu à temps. Je crois que je sais maintenant ce que je leur dirai.

Je ne pense pas que le baron Lacrosse ait eu alors la plus légère intuition du sens véritable de cette réplique, et je ne lui ai jamais posé la question directement. D'après ce que j'ai pu recueillir d'une ou deux personnes qui s'y trouvaient, l'Élysée ne présentait en rien, ce soir-là, un aspect inusité. La réception fut très suivie, comme l'étaient généralement les soirées hebdomadaires du lundi, car les temps étaient passés où la cour du palais semblait un désert dans lequel erraient désolées deux ou trois voitures de place.

Un nombre considérable d'hommes connus et de jolies femmes remplissait les salons largement ouverts; un seul restait fermé, mais personne n'y prit garde : c'était le dernier, tout au bout de la longue enfilade de pièces; il servait de salle de conseil et contenait le portrait du jeune empereur d'Autriche, François-Joseph. Quant au Président, son attitude ne provoqua non plus aucun commentaire ; il ne se retira qu'à l'heure habituelle, vers onze heures et demie. Une chose certaine, c'est que, ce soir-là, à minuit, l'Élysée était plongé dans l'obscurité la plus complète ; — j'y passai par hasard à cette heure. Debout, devant ou plutôt dans la porte, j'aperçus le capitaine de la garde, fumant son cigare. C'était, je crois, le capitaine Desoudes, mais je ne l'assurerais pas, ne l'ayant pas approché assez pour le bien voir. Sauf quelques individus rôdant çà et là, agents payés par les adversaires du Prince président selon toute probabilité, le faubourg Saint-Honoré était presque désert.

Mais retournons pour un instant à Londres et voyons

ce qui s'y passa le 2 décembre, d'après le récit qu'en fit l'auteur de la lettre mentionnée plus haut, dans une autre épître qui n'arriva à Paris que le 7.

Le jour du coup d'État, Londres s'éveilla, paraît-il, au milieu d'un brouillard intense. La nouvelle de ce qui s'était accompli à Paris aux premières heures du jour ne se répandit guère avant deux ou trois heures de l'après-midi. Notre correspondant avait été invité, on se le rappelle, à un dîner à l'ambassade de France, et quoiqu'il ne prît aucune part active aux affaires politiques, il en était à se demander s'il irait ou non, lorsqu'à cinq heures, il reçut une note de l'ambassade, le prévenant que le dîner n'aurait pas lieu. Le fait est qu'à la onzième heure, le corps diplomatique au complet s'était fait excuser. Notre ami se rendit à son club, où il dîna et passa une partie de la soirée. Vers onze heures, entre un de ses camarades qui, le voyant assis dans le fumoir, se récrie :

— Quoi! je croyais que vous étiez ce soir du dîner de Walewski?

— J'en étais, répliqua notre ami, mais on l'a contremandé à cinq heures.

— Contremandé? Comment! je viens de passer devant l'ambassade toute ruisselante de lumière. Venez voir.

Ils prirent une voiture et se convainquirent *de visu* que l'édifice étincelait comme un phare dans la nuit. Nos amis entrèrent, les salons étaient pleins à suffoquer. Lord Palmerston parlait avec animation au comte Walewski; tout le corps diplomatique accrédité auprès de la cour de Saint-James était là. Nous apprîmes que vers neuf heures et demie, on avait reçu de Paris les nouvelles les plus satisfaisantes. La rumeur se répandit bientôt que lord Palmerston avait officiellement adhéré au coup d'État et télégraphié dans ce sens aux différentes ambassades anglaises du continent, sans avoir même consulté ses collègues du ministère.

Je crois les renseignements de notre correspondant fort exacts, car il est bien connu que lord Palmerston ne donna pas sa démission, mais fut de fait destitué de sa charge. Il n'alla jamais à Windsor rendre les sceaux ; lord John Russel dut le faire pour lui. Aussi Persigny le considéra-t-il dès lors comme une victime de la cause napoléonienne et lui voua-t-il une sorte de culte que le Prince président n'était pas loin de partager. Combien de fois les familiers du Prince ne lui ont-ils pas entendu dire : « Avec Palmerston, on peut faire de grandes choses ! » Palmerston avait cependant frappé plus profondément l'imagination de Persigny que celle de Louis-Napoléon. S'il avait en lui de l'étoffe d'un Richelieu plus qu'il ne convient de nos jours au ministre constitutionnel d'un pays constitutionnellement organisé, c'est par cela même qu'il forçait l'admiration de Persigny, chez qui le long séjour en Angleterre n'avait pas affaibli l'antipathie innée pour le régime parlementaire et qui à tort ou à raison dotait Palmerston des mêmes sentiments.

Très aimable et obligeant avec ceux qu'il aimait et qui savaient le prendre, Persigny se montrait extrêmement susceptible et souvent violent avec ceux qui lui avaient une fois déplu. Il était de plus très jaloux de l'affection de Louis-Napoléon. Je ne crois pas qu'il prît ombrage de l'influence exercée par l'Impératrice, par de Morny et par Walewski sur l'Empereur, mais il leur enviait la place qu'ils occupaient dans son cœur. C'était surtout le cas avec l'Impératrice. Il aurait voulu voir ce vieil ami, devenu son impérial souverain, épouser sans amour quelque insignifiante princesse russe ou allemande qui lui aurait donné peu ou beaucoup d'enfants, qui n'aurait eu d'autre raison d'être que d'assurer ainsi l'avenir de la dynastie ; quant à la passion qui provoqua le mariage avec Eugénie de Montijo, il ne put jamais la regarder autrement que comme une injure personnelle.

Et il donnait un tour assez anglais à l'expression de son sentiment à cet égard :

— Quand le cœur d'un homme est envahi par l'amour, disait-il, l'amitié n'y trouve plus sa place. On ne peut pas conduire à deux l'amour d'une femme et l'amitié d'un homme, il faut les mener en tandem ; et ce qui est le pire dans un cas comme celui de l'Empereur, c'est que l'amitié devient le cheval de volée et l'amour le cheval de brancard. Naturellement, pour le spectateur, l'amitié a la place d'honneur ; en réalité, l'amour, cheval de brancard, est en contact plus direct avec le conducteur et le véhicule ; de plus, il peut lancer furtivement des coups de pied à l'amitié, cheval de volée. Personnellement, je suis une exception, disons même une exception tout à fait surprenante, car mon attachement pour l'Empereur ne le cède en rien à mon amour pour ma femme.

Ceux qui connaissaient l'Empereur et Mme de Persigny auraient pu arguer, non sans à-propos, que cet égal partage d'affection constituait une véritable injustice envers le souverain, qui était, sans contredit, infiniment plus aimable que l'épouse. Napoléon ne manifesta que bien rarement les rancunes ou ressentiments personnels qu'aurait pu lui laisser le passé ; à peine, à ma connaissance, en pourrait-on citer deux traits : jamais, pendant toute la durée de l'Empire, lady Jersey, qui lui avait témoigné de l'antipathie pendant qu'il habitait Londres, ne fut invitée aux Tuileries, et il exila David d'Angers le sculpteur pour avoir, après le coup d'État, refusé de terminer le monument de la reine Hortense. David d'Angers est une des plus nobles créatures qui aient jamais vécu ; je reviendrai longuement à lui.

Par son humeur vindicative, au contraire, et son caractère capricieux, Mme de Persigny rendait la vie intolérable à son mari, en dépit du grand amour que celui-ci lui témoignait. Elle avait encore un autre

défaut : s'agissait-il de sa toilette, elle faisait les dépenses les plus folles, et, sur le reste, qu'on me passe l'expression, elle économisait les bouts de chandelles. Enfin, c'était ce que les Français appellent « une femme qui fait des scènes ». Elle s'enorgueillissait parfois auprès de son mari de la supériorité de sa naissance, quoique, tout bien considéré, il n'y eût pas sous ce rapport grande différence à établir entre la petite-fille de Michel Ney, ce fils de tonnelier créé duc d'Elchingen par le premier Empire, et le maréchal des logis fourrier Fialin devenu duc de Persigny sous le second. Elle ne cessait de lésiner dans la tenue de sa maison.

« Il est vrai, disait Persigny, qu'elle raccourcit aussi ses robes ; mais plus elles sont courtes, plus elles coûtent cher. » Car, lorsqu'il était vexé, il lançait, de temps à autre, une anecdote au détriment de sa femme. En voici une. Persigny, comme je l'ai déjà dit, était extrêmement hospitalier, mais il lui fallait batailler toutes les fois qu'il projetait une grande réception. « Cela donnait tant d'ennuis avec les domestiques, et quant au chef, ses extravagances ne connaissaient point de bornes. » Ainsi parlait madame ; et fatigué enfin d'entendre toujours les même lamentations, le malheureux mari se décida à charger Chevet de tout organiser. Tout marcha bien d'abord, parce que Persigny allait lui-même au Palais-Royal donner ses ordres, indiquant simplement le nombre des invités et laissant carte blanche pour le reste aux chefs de la fameuse maison qui sont les fournisseurs les plus complaisants et les plus consciencieux du monde. Mais peu à peu il se reposa de nouveau de ce soin sur Mme de Persigny, qui, envoyant elle-même les invitations, ne pouvait, semblait-il, commettre d'erreur sur le nombre des convives. Il constata bientôt cependant que les dîners, sinon inférieurs comme qualité, l'étaient sensiblement comme abondance. Enfin, un soir qu'il y avait vingt-six

personnes autour de la table, les mets furent à peine suffisants pour vingt, et le lendemain Persigny reprenait la route du Palais-Royal pour déposer personnellement sa juste plainte. « Comment, monsieur le comte (1), lui répondit un des chefs, vous dites qu'il y avait vingt-six convives et pas de quoi en nourrir vingt! Je vous crois parfaitement; voilà la commande de Mme la comtesse, inscrite sur notre registre : Dîner chez M. de Persigny pour seize personnes. »

Madame avait tout uniment empoché, ou espéré empocher, quinze cents francs; car Chevet comptait rarement moins de cent cinquante francs par personne, vin compris; en conséquence, elle avait essayé de nourrir vingt-six personnes avec la ration de seize. Là-dessus, on le devine, terrible scène. Madame promit de s'amender, et monsieur n'était que trop disposé à la croire. L'amendement fut pire que la première faute : un soir, la table du souper servie à la française, c'est-à-dire garnie d'avance de tous les mets, cette table s'effondra, entraînant dans sa chute le repas entier; et pourquoi? parce que, sa table de salle à manger s'étant trouvée trop petite, Mme de Persigny avait refusé l'offre de Chevet qui lui proposait de lui en louer une pour sept à huit francs, et avait préféré envoyer chercher un apprenti charpentier qui pour quarante sous lui avait fait cet assemblage instable de planches et de tréteaux. Chevet s'arrangea pour improviser en trois quarts d'heure un autre souper... qui figura sur la note avec le premier si malencontreusement perdu.

Très peu de temps après la mort de son mari, dans les premières années qui suivirent la guerre franco-allemande, Mme de Persigny contracta un second

(1) Persigny ne fut créé duc qu'en septembre 1863; jusque-là, il n'était que Fialin et se faisait appeler comte de Persigny.
(*Note du Traducteur.*)

mariage en opposition directe avec la volonté de sa famille (1).

La plupart des hommes de l'entourage immédiat de l'Empereur furent positivement grisés de leur soudaine élévation au pouvoir, mais leur ivresse se manifesta de façons bien différentes. Un bon nombre se considéraient comme les auteurs de ce grand opéra napoléonien, — car c'en fut un vraiment, — qui tint la scène en France pendant dix-huit ans. La catastrophe finale ne fit certes pas défaut au dernier acte. A l'exception de Persigny, tous en réalité ne pouvaient compter que comme faisant partie de l'orchestre, et lui-même, pour lui rendre pleine justice, n'était guère que l'orchestrateur de la partition et le collaborateur du libretto. Les thèmes originaux, composés par le grand exilé de Sainte-Hélène, avaient eu pour la majorité des Français un charme si durable et si puissant qu'ils résonnaient toujours fidèlement à leurs oreilles et que ceux-ci n'avaient eu besoin, pendant trente-cinq ans, d'aucun secours extérieur pour en garder le souvenir. Soit dit sans oublier les ouvrages de Thiers, les poésies de Victor Hugo, ni la translation si généreusement ordonnée par Louis-Philippe des cendres du grand capitaine du lieu lointain de son exil en France, ni les propres tentatives de Louis-Napoléon à Strasbourg et à Boulogne, qui simultanément contribuèrent à l'effet final.

Néanmoins tous les fauteurs du coup d'État en étaient à se considérer comme de réels génies, ne le cédant guère en grandeur au géant intellectuel et militaire qui avait conçu et exécuté le 18 brumaire; aussi prétendaient-ils faire prédominer leur politique dans toute l'Europe, en imposant leur volonté à l'Em-

(1) Elle épousa un homme beaucoup plus jeune qu'elle, nommé Lemoine, dont le père avait été consul général de France à Alexandrie après M. Benedetti. (*Note du Traducteur.*)

pereur, quoique pas un ne fût digne de lui tenir la chandelle en cette matière. Napoléon, avec un de Moltke à ses côtés, eût été de force à se mesurer avec Bismarck, et la rive gauche du Rhin serait peut-être française, et jamais l'Alsace-Lorraine ne fût devenue prussienne. Mais je ne veux pas aborder les questions politiques.

Je le répète : Persigny, Morny et jusqu'à un certain point Walewsky, tendaient en politique à s'ériger en Napoléons au petit pied ; s'agissait-il de stratégie, c'était Saint-Arnaud qui se drapait dans le manteau du grand guerrier, qu'il croyait de bonne foi lui être échu en partage ; Maupas, lui, s'imaginait remplacer Fouché. Il n'y avait que le colonel — plus tard général — Fleury qui fût vraiment dégagé de toute espèce de prétention ; c'était le seul modeste de toute la bande.

Le pire de tous à cet égard était sans contredit de Persigny. Lors de son voyage à Rome, en 1866, ne s'avisa-t-il pas de développer ses vues politiques à ces maîtres en diplomatie qui s'appelaient le cardinal Antonelli et Pie IX ! Tous deux prétendirent tirer grand profit de la leçon ; mais Mgr de Mérode (1), doué d'une moindre dose de patience, eut maintes fois maille à partir avec Persigny, qui fut loin d'avoir toujours le

(1) Frédéric-Xavier de Mérode descendait d'une ancienne famille des Flandres et devint un membre influent de la prélature. Il prit une part active à l'organisation des troupes papales qui combattirent à Mentana. On connaît l'histoire très véridique, mais assez romanesque, de sa courte carrière militaire. Il avait été destiné à la prêtrise dès sa tendre jeunesse, lorsque, vers l'âge de dix-neuf ans, s'étant querellé avec un des étudiants ses camarades, il en reçut un soufflet. Catholique trop convaincu pour se battre en duel, M. de Mérode était pourtant trop fier pour consentir à passer pour un lâche ; aussi s'engagea-t-il d'abord en Belgique, puis dans la légion étrangère, où il fit ses preuves de bravoure. De caractère violent, il fut souvent en désaccord avec les généraux de Lamoricière et de Guyon, et, disons-le, avec Pie IX lui-même, qui, à l'occasion de la promulgation du dé-

beau rôle. Un soir, le duc jugea bon de reprocher à l'évêque son humeur batailleuse.

— Je présume, monseigneur, se permit-il de lui dire, que c'est le vieux levain du troupier qui reprend le dessus de temps en temps.

— C'est vrai, répliqua le prélat, j'ai été capitaine dans la légion étrangère et je me suis battu en Afrique, où j'ai gagné ma croix de la Légion d'honneur. Mais vous, monsieur le duc, n'ai-je pas entendu dire que vous aviez été plus ou moins maréchal des logis fourrier dans un régiment de cavalerie?

Mgr de Mérode ne pouvait pas blesser de Persigny plus à vif qu'en lui rappelant son humble naissance. Il frémissait toujours des allusions de ce genre; sa constante préoccupation était de faire oublier cette origine, et en y tâchant il n'évitait pas toujours le ridicule. Très ignorant des questions d'art, il voulait pourtant en parler, non comme quelqu'un qui les a étudiées, mais bien comme un homme élevé dans un milieu raffiné où l'atmosphère en eût été comme imprégnée. Aussi devint-il fatalement la proie des marchands de tableaux et de bric-à-brac. Son argenterie, qui fut envoyée à la Monnaie pendant le siège, lui avait coûté, comme étant ancienne, un prix fabuleux.

— C'est du Louis XV tout pur, lui avait affirmé le vendeur, et il l'avait cru.

— Tellement pur, dit un connaisseur, que c'est du Victoria!

Elle avait été effectivement fabriquée par des joailliers de Londres. Le compliment revenait droit à la Reine.

Avec tous ses travers, Persigny valait mieux que de

cret de l'infaillibilité, en vint à lui défendre la porte du Vatican. Mais il ne tarda pas à faire sa paix avec le Pontife. Ses pires ennemis — et il en avait beaucoup — ne mirent jamais en doute sa sincérité et sa haute loyauté. *L'Éditeur.*

Morny, qui affectait pourtant de le regarder par-dessus l'épaule ; car si ce dernier n'avait pas les défauts très apparents de Persigny, par contre il n'avait pas non plus ses solides qualités.

Un soir de janvier 1849, — il n'y avait pas un mois que le Prince président habitait l'Élysée, — une voiture entra dans la cour et tourna devant le perron. Le vestibule, comme le reste de l'édifice, était plongé déjà dans une demi-obscurité. Mais le personnage qui arrivait était évidemment attendu, car l'officier de service le conduisit, presque sans mot dire, aux appartements privés du Président ; celui-ci se promenait de long en large, son éternelle cigarette aux lèvres, visiblement préoccupé et impatient. La porte s'ouvrait à peine que la physionomie du prince, généralement si fermée et indéchiffrable, s'illumina comme par magie. Avant que l'officier ait eu le temps d'annoncer le visiteur, Louis-Napoléon s'avançait, tendait une main au nouveau venu et de l'autre le pressait contre son cœur. L'officier connaissait celui qu'il venait d'introduire, c'était le comte Auguste de Morny. Il se retira sur-le-champ sans rien voir ni entendre de plus. Je tiens ce récit de lui-même, et il était convaincu d'avoir assisté à la première rencontre des deux frères.

Le comte de Morny approchait alors de la quarantaine et depuis plus de vingt ans vivait à sa guise, libre de tout frein ; c'était une des figures bien connues de la société du règne de Louis-Philippe ; après avoir été député d'un des collèges électoraux d'Auvergne, il était, au moment de cette première entrevue avec Louis-Napoléon, à la tête d'un important établissement industriel dans ce pays, et on se demande vraiment pourquoi il avait attendu jusqu'alors pour venir serrer la main à son frère. La réponse, au fond, n'est pas difficile. On a raconté bien souvent que de Morny se trouvait à l'Opéra-Comique dans la soirée du 1er dé-

cembre 1851. Les rumeurs d'un coup d'État s'accréditaient, et une dame lui dit :

— Il paraît qu'on va donner un fameux coup de balai. De quel côté serez-vous, monsieur de Morny?

Et lui de répondre :

— Soyez sûre, madame, que je serai du côté du manche.

Morny, depuis lors, a juré ses grands dieux qu'il n'avait rien dit de pareil.

— C'est un mot inventé après coup, assurait-il; on prétend que j'ai le don de me mettre toujours du côté gagnant, du côté du manche, en toute circonstance : on a imaginé de me le faire dire à moi-même.

Quant à moi, je crois volontiers à l'authenticité du mot, et je pense que Morny différa de se réclamer de sa parenté, jusqu'à ce qu'il eût acquis la presque conviction que son frère tenait bien le manche du balai qui devait si proprement nettoyer la seconde République. Il est assez difficile de déterminer pour quelle part il entra dans le succès dudit coup de balai, mais j'imagine que cette part fut bien minime. Une chose est certaine, je la tiens de bonne — je puis dire de la meilleure — source. Il ne contribua aucunement à l'entreprise au point de vue financier; il tenta d'y amener l'argent des autres, mais lui-même ne desserra pas les cordons de sa bourse, alors que, chose curieuse, il était cependant le seul de tout l'entourage immédiat de Napoléon qui eût une bourse dont les cordons valussent la peine d'être dénoués.

En faisant la part de la différence de sexe, de race et d'éducation, de Morny me fit souvent penser à Rachel. Tous deux possédaient le même charme de séduction et étaient, j'en ai peur, aussi profondément égoïstes. A lire leurs biographies, — je ne parle pas de celles qui ont la prétention d'être historiques, — on pourrait croire qu'il n'y a jamais eu de grande dame sur la scène

de la Comédie-Française avant Rachel, et qu'aucune de ses contemporaines ne pouvait à cet égard lui être égalée (Augustine Brohan était pourtant, à tous les points de vue, bien autrement grande dame que Rachel), et il en est de même pour de Morny. Si l'on en croit les chroniqueurs du second Empire, il était le seul *grand seigneur;* les autres n'étaient que des seigneurs tout court; toutefois je suis porté à croire que ces chroniqueurs avaient vu bien peu de vrais seigneurs. Pour me servir d'une locution populaire, « ils n'allaient pas treize à la douzaine » à la cour de Napoléon III, et chez les gens du peuple avec lesquels de Morny se trouvait en contact journalier par suite de ses entreprises financières et industrielles, un grand seigneur était une rareté plus encore qu'aux Tuileries.

Si une sorte d'impertinence tranquille envers ses égaux et de dédain tacite pour le reste des humains constitue un grand seigneur, de Morny avait sans conteste droit à ce titre. J'ai déjà raconté la rencontre de Taglioni avec son mari dans un dîner chez de Morny. Rien n'eût été plus louable, si la rencontre avait été arrangée par l'hôte dans le désir de provoquer une réconciliation entre les deux époux; mais il est permis d'en douter, et alors cette surprise devient une plaisanterie impardonnable, du plus mauvais goût à l'égard de Taglioni. Les chroniqueurs, en tout état de cause, étaient pour y applaudir.

Voici deux faits qui, à des époques différentes, ont été cités par les familiers et les adulateurs de Morny comme marqués au sceau du vrai *grand seigneur*.

Quelques années après le coup d'État, il fréquentait assidûment les salons d'un banquier dont les belles-sœurs étaient fort belles. Un soir qu'il causait avec l'une d'elles, on vint lui demander de prendre la main au lansquenet. Il était aisé de voir qu'il n'avait pas le moindre désir de quitter la société de son interlocutrice

pour la table de jeu ; il l'avoua sans fard. Son hôte, j'en conviens, eut tort d'insister ; néanmoins le tort de l'un ne change rien à celui de l'autre.

— Que faisons-nous ? lui demanda-t-on après l'avoir quasiment arraché à sa causerie.

— Rouge et noir, simplement. C'est ce qui va le plus vite.

— Combien ?

— Dix mille francs.

L'enjeu paraît élevé, personne ne le relève. L'hôte se sent tenu de donner l'exemple et parfait la somme.

De Morny perd et se lève déjà pour quitter la table.

— Prenez votre revanche, lui dit-on.

— Parfaitement, dix mille à la noire.

Il perd de nouveau. Un grand seigneur se serait éloigné sans rien dire. Vingt mille francs n'étaient pas, après tout, pour lui une somme importante, et je suis bien persuadé que s'il était vexé, ce n'était pas de la perte d'argent. Mais il se crut obligé de souligner son indifférence.

— Là, cela suffit. Je pense qu'on me laissera en paix maintenant.

Le narrateur trouvait l'exclamation très talon rouge ; on me permettra de n'être pas du même avis.

Autre histoire, du temps qu'il était simple député. Un gros bonnet, dévoré du désir de devenir ministre, l'avait engagé à dîner. On avait dit à de Morny que son hôte avait coutume de boire un vin de Bordeaux de cru rare dont il n'offrait qu'à un ou deux invités désignés silencieusement au domestique. Lorsque celui-ci, arrivant à M. de Morny, lui offrit : « *Branne-Mouton* ou *Ermitage* », de Morny lui montra du geste la fameuse bouteille dans sa cachette. Le domestique, aussi mal stylé que son maître, ne sut pas dissimuler son embarras et finit par remplir du fameux nectar le verre de

Morny, qui, sans plus, le versa dans son grand verre et le noya d'eau.

Si ridicule que cela paraisse, de Morny, bien souvent, parlait et agissait comme si le sang royal le plus pur eût coulé dans ses veines. A peine se considérait-il à cet égard comme inférieur à Colonna Walewski. Au moins, sur l'origine de celui-ci, même à première vue, ne pouvait-on se méprendre : un simple regard jeté sur son visage eût dissipé toute espèce de doute. Mais il eût semblé vraiment, à les voir parler et agir l'un et l'autre, que Louis-Napoléon n'occupât le trône que parce que tel était leur bon plaisir et fût par conséquent, jusqu'à un certain point, tenu de danser au son de leurs violons.

Tous deux semblèrent être pour un temps les meilleurs amis du monde; je crois que leur haine commune pour de Persigny était ce qui les unissait le plus. En réalité, ils n'étaient pas moins jaloux l'un de l'autre et de leur influence sur leur frère ou cousin que de M. de Persigny lui-même et de son empire sur le souverain. Persigny ne se faisait pas d'illusion sur leurs sentiments à son endroit, mais il convenait franchement qu'il préférait l'hostilité ouverte et avouée de Walewski à la douteuse cordialité de Morny : « L'un me trancherait la tête comme Judith trancha celle d'Holopherne, l'autre me la raserait comme Dalila rasa celle de Samson; mais Holopherne s'était confié à Judith et Samson à Dalila, et je me garderai bien de me fier à l'un ou à l'autre. »

C'est de Persigny qui me raconta en substance l'histoire suivante à laquelle je crois de point en point, pour cette première raison que je n'ai jamais pris de Persigny à mentir, et pour cette autre que la chose m'a été confirmée bien des années après par deux personnes qui y avaient pris une part plus ou moins directe.

Vers la fin de 1863, le baron James de Rothschild perdit un de ses fils, — le plus jeune des quatre, autant qu'il m'en souvienne, mais je n'en suis pas certain.

Le vieux baron, tout en étant la générosité même quand il s'agissait de doter des institutions charitables, n'admettait pas l'idée d'une dépense inutile. Au milieu même du terrible chagrin que lui causait la mort de son fils, il n'en restait pas moins le plus avisé des administrateurs; aussi s'empressa-t-il d'écrire à M. Émile Perrin, alors directeur du Grand-Opéra, et qui le devint plus tard de la Comédie-Française, pour le prier de disposer de la loge de premier rang qu'il occupait à l'Opéra, sous la condition expresse pourtant qu'elle lui reviendrait, son année de deuil écoulée. Mais c'était chose qu'il n'était pas au pouvoir de M. Perrin de lui accorder. Bien qu'il eût titre de directeur, il n'était à vrai dire qu'administrateur-gérant sous la direction du comte Bacciochi, surintendant des théâtres impériaux, c'est-à-dire des théâtres subventionnés par la liste civile de l'Empereur. L'abonné qui renonçait à sa loge ou à son fauteuil, pour si peu de temps que ce fût, en cessant, bien entendu, d'en payer la location, se trouvait déchu par là même de tous ses droits pour l'avenir. Dans le cas particulier toutefois, outre la situation du baron James, la cause de sa retraite momentanée justifiait qu'on fît pour lui exception à la règle; M. Perrin ne crut pas cependant pouvoir en prendre la responsabilité, et il en référa au comte Bacciochi, tout en le prévenant que le comte Walewski serait très enchanté de sous-louer la loge pendant l'intérim. Ce dernier venait de quitter le ministère d'État par suite de difficultés imprévues au sujet de la question romaine (1). La loge ministérielle, qui était une des meilleures du théâtre, lui échappait naturellement avec le portefeuille, et ce fut certainement le privilège que le comte

(1) Si le comte Walewski dominait Napoléon III, il était à son tour gouverné par sa seconde femme, Italienne de naissance et extrêmement belle. La première comtesse Walewska était la fille de lord Sandwich. *L'Éditeur.*

Walewski regretta le plus en donnant sa démission. Il demanda immédiatement à son protégé — M. Perrin lui devait sa position à l'Opéra — de lui procurer aussi vite que possible une loge équivalente.

Or, il se trouva que le comte Bacciochi en voulait précisément à Walewski, à qui il ne pardonnait pas d'avoir discuté quelques-unes de ses prérogatives relativement à la surintendance de l'Opéra. Vindicatif comme un Corse, il s'empressa donc, tout d'abord, de répliquer : « M. de Morny s'est adressé à moi, il y a déjà longtemps, pour avoir une meilleure loge, et je ne vois pas pourquoi le comte Walewski l'aurait à son détriment. » Puis, il porta l'affaire devant l'Empereur et fit de son mieux pour exaspérer l'un contre l'autre les deux postulants. De Morny l'emporta, il eut la loge; Bacciochi triomphait doublement, car les compétiteurs restèrent longtemps dans les termes les plus froids.

Cependant la question mexicaine prenait une tournure alarmante. En dépit de l'intérêt incontestable que lui inspirait le projet Jecker, ou probablement encore parce qu'il avait fait toutes les concessions possibles, de Morny s'était rangé depuis peu à l'avis de Walewski qui conseillait la retraite des troupes françaises. Mais, à partir de l'incident de la loge à l'Opéra, on le vit changer ses batteries. Il devint un ardent partisan de la continuation de la campagne, opposa en toute chose une contradiction systématique à Walewski, tout en éludant avec soin les tentatives de ce dernier pour l'amener à une explication directe. Si blessé qu'il en fût, Walewski dut, en désespoir de cause, renoncer à vaincre un tel mauvais vouloir.

Sur ces entrefaites, don Gutierrez de Estada débarquait en Europe, escorté d'une députation de notables mexicains; il venait offrir la couronne du Mexique à Maximilien, qui accepta, mais sous cette expresse condition que la France enverrait vingt mille hom-

mes de troupes et donnerait trois millions de francs.

Ces conditions furent repoussées sans hésitation par le conseil des ministres.

« C'était, si je ne me trompe, un samedi, me racontait de Persigny, et chacun regardait la solution comme définitive, lorsque, le lundi matin, le conseil fut convoqué en si grande hâte aux Tuileries que Walewski, qui venait de loin, n'y parvint que plus d'une heure après l'ouverture de la séance.

« Qu'était-il arrivé? Tout simplement ceci. Don Gutierrez, informé de la décision du conseil, l'avait communiquée télégraphiquement à Maximilien, qui, le dimanche matin, répondait, aussi par dépêche, à l'envoyé mexicain, lui signifiant que, sauf l'acceptation totale de ses conditions, il déclinait l'honneur de la souveraineté. Don Gutierrez, bien décidé à ne pas repartir sans emmener un roi, se précipita alors chez de Morny et lui offrit la couronne. Celui-ci accepta immédiatement pour le cas où Maximilien persisterait dans son refus. La fureur de l'Empereur ne connut point de bornes, mais rien ne put ébranler de Morny. Un seul homme possédait sur lui quelque influence, c'était « l'autre prince du sang », je veux dire Walewski, car pour Morny les Bonaparte légitimes ne comptaient pas. On appela Walewski par dépêche, comme je vous l'ai dit, dès la première heure; à son entrée au conseil, on discutait les moyens de contracter un emprunt. L'Impératrice le mit au courant de tout ce que je viens de vous raconter et le supplia de dissuader de Morny. Walewski refusa de faire une nouvelle avance en lui adressant la parole le premier. Tous deux m'ont, je le sais bien, accablé plus que tout autre d'insultes et d'injures; toutefois je sais aussi qu'en pareille circonstance j'aurais obéi à l'Impératrice à cause de l'Empereur, mais « les deux princes du sang » ne consultaient jamais que leur propre dignité. Je n'ai pas besoin de vous dire quel

effet aurait produit en Europe, sinon même en France, l'élévation de Morny au trône du Mexique. Plutôt que d'en courir la chance, on se procura l'argent nécessaire, on expédia Bazaine, et le malheureux Maximilien alla au-devant de la plus tragique des morts. Tout cela, parce que M. Bacciochi avait semé la dissension entre le frère et le cousin de l'Empereur, à propos d'une loge à l'Opéra. Voilà, mon ami, les dessous de l'histoire. »

De Persigny, je l'ai dit, valait bien mieux que de Morny et même que Walewski; mais Walewski valait mieux que de Morny. On ne peut vraiment lui reprocher que d'avoir été plein de préjugés et de manies. Il ne s'est jamais abaissé aux agissements douteux que se permit de Morny dans sa course après la fortune. Persigny, l'ancien sous-officier, s'abstenait de ces choses par pur mépris pour les chasseurs d'argent et par un sentiment inné d'honnêteté. Lui, fils illégitime, mais fils de Napoléon Ier, il sentait que, venant d'un tel père, il ne pouvait descendre à des transactions mercantiles. Loin de posséder la sereine impertinence du fils naturel d'Hortense, il disait rarement rien de marquant, soit en bien, soit en mal; mais il agissait souvent d'une façon inconsidérée; il le prouva bien lorsqu'il lui prit la fantaisie d'écrire une comédie (1).

— Qu'est-ce qui vous a poussé à cela, monsieur le comte? lui demanda Montrond le soir de la première représentation. Il vous était si facile de ne pas faire une comédie en cinq actes.

Une de ses manies était de ne pouvoir supporter l'admission des dames aux fauteuils d'orchestre. En 1861, il rendit une ordonnance leur interdisant l'entrée de cette partie du théâtre, et ce ne fut qu'à grand'peine et au dernier moment qu'on put lui persuader de la

(1) *L'École du monde,* comédie en cinq actes, représentée au Théâtre-Français en janvier 1840. Ce fut une belle chute.

(*Note du Traducteur.*)

rapporter. A ce point de vue, il ressemblait à Philippe d'Espagne et aimait à taquiner pour des riens. Il obtint un jour de M. de Boitelle, alors préfet de police et le plus raisonnable des hommes, qu'il défendît le lancement des cerfs-volants, parce que, objectait-il, leurs queues pouvaient s'enchevêtrer dans les fils télégraphiques et les détériorer. Je le rencontrai, sur le boulevard, le jour même de la promulgation de cet arrêté. Il était évidemment très fier de son idée et me demanda ce que j'en pensais.

Je lui rappelai l'histoire de Stephenson et de la vache qui s'était fourvoyée sur la voie du chemin de fer... Quant à Napoléon, dès qu'il eut entendu parler de la réforme de Walewski, il fit venir Boitelle :

— Voici une ordonnance du conseil que je vous prie de publier, lui dit-il aussi sérieusement que possible.

L'ordonnance portait que « tout oiseau perché sur les fils serait frappé d'amende et emprisonné en cas de défaut de payement ».

Chose assez bizarre, bien que Walewski fût un homme d'esprit, doué d'intelligence naturelle, une critique de ce genre était perdue pour lui et ne l'atteignait pas ; on le vit bien, peu après, car il exigea de M. de Boitelle qu'on fît revivre une vieille ordonnance, tombée en désuétude, réglementant la longueur du fouet des cochers de fiacre et la façon dont il leur était permis de le faire claquer. L'idée première de cette innovation venait de M. Carlier, prédécesseur de M. de Maupas. On l'en avait récompensé par une caricature le représentant sur le point de se noyer; son automédon tentait de le sauver en lui tendant son fouet, mais, hélas! le fouet, de longueur réglementaire, se trouvait trop court.

Walewski n'avait rien de la vivacité des Bonaparte. J'ai été en relation avec lui pendant bien des années, avant et après l'avènement du second Empire, sans l'avoir jamais vu prendre de l'humeur.

Ç'aurait été, sous la direction d'un bon chef, un admirable ambassadeur ; livré à lui-même, il aurait manqué d'initiative. Je n'ai pas besoin de dire qu'il était, comme nous le sommes presque tous, bien persuadé du contraire.

A parler franc, il était souvent ennuyeux ; et cependant il est absolument certain que c'est le seul homme qui ait inspiré à Rachel une sincère affection.

— Je comprends cela, dit plaisamment George Sand, un jour qu'on discutait la chose en sa présence, son commerce doit lui reposer l'esprit.

C'est un fait assez digne de remarque que, sous le règne qui suivit celui de Louis-Philippe, l'homme le plus puissant, sans contredit, après l'Empereur, était à tous égards, un seul excepté, la contre-partie exacte au point de vue intellectuel et moral du roi-citoyen (1). Je veux parler de M. Eugène Rouher, qu'on a quelquefois appelé le vice-empereur. J'avais connu Eugène Rouher bien avant qu'il fût député, et, à plus forte raison, bien avant qu'il fût ministre, lorsqu'il terminait ses études de droit au quartier latin ; je défierais le Pumblechook le plus invétéré de pouvoir se vanter d'avoir eu dès lors quelque pressentiment de sa future grandeur. C'était un jeune homme de bonne mine, ne se distinguant en rien du reste de ses camarades, ne pâlissant ni plus ni moins qu'eux sur ses livres et faisant comme eux l'ornement des réunions de la Chaumière. Il était certes très intelligent et il n'était pas bien riche ; mais il y avait, à vrai dire, peu de sots dans mon entourage immédiat, et j'ai dit ailleurs que les Crésus y étaient fort rares.

Quoi qu'il en soit, j'avais entièrement oublié Eugène

(1) Notons également que M. Grévy, qui occupa bien plus longtemps que ses deux prédécesseurs les fonctions de président de la troisième République, avait bien des points de ressemblance avec Louis-Philippe, et notamment son amour de l'argent. *L'Éditeur.*

Rouher, et lorsque, onze ou douze ans plus tard, parcourant la liste du ministère formé par Odilon Barrot, j'aperçus son nom comme ministre de la justice, je n'eus pas la moindre idée que ce pouvait être l'Eugène Rouher de ma jeunesse au quartier latin. Je suis sûr qu'il en fut de même pour bon nombre de nos anciens camarades, car je n'ai pas souvenance que, de tous ceux que je rencontrais assez fréquemment du côté fashionable de la Seine, aucun ait jamais attiré mon attention sur ce fait. C'est à une des réceptions présidentielles de l'Élysée, en 1850, que j'en eus la révélation.

Rouher vint à moi et me tendit la main :

— Il me semble, monsieur, me dit-il, que nous nous sommes déjà rencontrés au quartier latin?

J'étais loin encore de me douter de la situation vers laquelle il s'acheminait rapidement, mais le Prince président se chargea de m'éclairer à ce sujet dans le courant de la soirée.

— Il paraît que vous êtes de vieilles connaissances, Rouher et vous? me demanda-t-il en anglais.

Et, sur ma réponse affirmative, il ajouta :

— Si vous étiez un Français lancé dans la politique, ou même un Anglais en quête de patronage et d'influence, je vous conseillerais de vous attacher à lui; c'est un homme très remarquable et dont on parlera avant peu.

Je puis donc dire sans exagération que je fus un des premiers à avoir un bon « tuyau » pour ce « coureur » politique encore obscur, et que je le tenais d'un « pronostiqueur » fait pour inspirer la confiance.

Bien que je ne fusse ni « un Français lancé dans la politique », ni même « un Anglais en quête de patronage ou d'influence », mon intérêt n'en fut pas moins fort excité; car, je le répète, au temps de nos premières relations, j'avais considéré Eugène Rouher comme un

garçon fort intelligent, mais sans supposer qu'il fût destiné à faire sensation, surtout aussi prématurément : il était encore loin de la quarantaine lors de notre rencontre à l'Élysée.

Il me semble inutile de souligner, comme les républicains l'ont fait depuis, qu'il gagna sa haute situation en abandonnant les principes politiques avec lesquels il avait débuté dans la vie publique. Combien, parmi les neuf cents députés de la seconde République, n'y aurait-il pas eu de soi-disant républicains, et des plus intelligents, qui eussent été tout prêts à agir de même, avec la perspective d'une récompense bien moindre que celle qui échut alors à Rouher!

Ma curiosité ne devait être assouvie que deux ou trois ans plus tard ; Rouher faisait déjà partie essentielle et constitutive de l'organisation politique de l'Empire. C'est de Morny qui me raconta en détail les débuts de Rouher, et je n'ai aucune raison de croire qu'il m'ait dépeint l'homme et ses actes sous des couleurs trop favorables, bien qu'ils aient agi une fois de concert dans un moment de crise. Clermont-Ferrand est à douze kilomètres environ de Riom, ville natale de Rouher. J'ai dit déjà que de Morny, à l'époque de sa première entrevue avec son frère, dirigeait dans cette première ville un important établissement industriel ; il était donc en situation d'être des mieux informés.

Eugène Rouher, comme bon nombre d'hommes arrivés aux plus hautes fonctions politiques, appartenait à ce que, faute d'un meilleur terme, j'appellerai la bourgeoisie rurale, entendant par là le petit propriétaire, frugal, économe et obstiné, cultivant lui-même sa terre, toujours sur le qui-vive pour arrondir par un marché avantageux cette propriété qu'il aime d'un amour intense, honnête, somme toute, avec son mépris mi-voltairien pour le clergé et son admiration largement mitigée de crainte pour « les hommes de loi » ; c'est dans

cette dernière corporation qu'il ambitionne d'enrôler son fils, afin, disons-le, de pouvoir se permettre, sans bourse délier, la chose qu'il aime le mieux au monde : les procès. Le grand-père de Rouher était un homme de cette trempe ; il fit de son fils un avoué ; celui-ci s'installa rue Desaix, dans une maison à un étage, d'aspect peu engageant ; Eugène Rouher y naquit en 1814 (1). Le père d'Eugène Rouher ne réussit que médiocrement, mais il s'arrangea pourtant pour envoyer ses deux fils faire leur droit à Paris. Bien plus âgé que le futur ministre, l'aîné, qui s'était fait une excellente clientèle au barreau de Riom, mourut peu après le retour d'Eugène au foyer paternel, laissant une veuve et un fils trop jeune pour le remplacer. Le nouvel avocat trouva donc une clientèle toute faite, et comme il était extrêmement aimable, brillant, travailleur et d'une honnêteté scrupuleuse, il eut bientôt une foule d'amis.

« Je me suis trouvé souvent en contradiction avec Rouher, disait de Morny, mais son inébranlable loyauté

(1) La rue Desaix s'appelait d'abord rue des Trois Hautbois, et dans les beaux jours de l'Empire devint la rue Eugène Rouher. Mais après Sedan, l'indignation fut si grande contre le puissant ministre de l'Empereur, qu'il fallut emmener ses voitures que les gens de Riom voulaient brûler ; la rue reprit son ancienne appellation. En novembre 1887, trois ans après la mort de Rouher, je me trouvais à Clermont-Ferrand, attendant le départ pour Paris du général Boulanger. J'allai jusqu'à Riom voir la maison natale du vice-empereur. Elle était occupée par un charpentier ou menuisier ; celui-ci la tenait déjà de son père, à qui elle avait été vendue bien des années avant, sur le désir formel de l'une des filles d'Eugène Rouher. J'entrai en conversation avec un habitant de la ville, fort intelligent, qui me raconta comment, au 4 septembre 1870, l'animosité contre Rouher était plus violente encore que contre Napoléon, et comment cette animosité était un compliment implicite pour le ministre. « C'était le plus habile des deux, hurlait le peuple ; il n'aurait pas dû permettre à l'Empereur d'engager cette guerre. Il aurait pu l'empêcher d'un mot. » Néanmoins, la fureur se calma, et Rouher fut élu membre de l'Assemblée nationale. *L'Éditeur.*

envers l'Empire et l'Empereur est incontestable. Je ne serais pas étonné qu'il mourût pauvre (1).

« Eugène Rouher, vous le savez, était très beau; Mlle Conchon — c'était le nom de jeune fille de Mme Rouher — le trouvait le plus bel homme du monde. Son monde, il est vrai, ne s'étendait pas au delà de quelques kilomètres autour de Clermont-Ferrand; mais elle aurait pu aller plus loin et trouver pire. Vous connaissez le vieux Conchon et quel orgueil il tire de son gendre. Eh bien, il ne voulait pas, de prime abord, entendre parler de ce mariage. Conchon était quelqu'un à cette époque. Quoiqu'il fît assez piètre figure au barreau de Clermont, c'était un homme de valeur, et s'il avait essayé du journalisme à Paris, au lieu de végéter en province, je suis sûr qu'il aurait fait son chemin. Très amoureux des classiques, d'Horace et de Tibulle surtout, il tournait à l'occasion de jolis vers anacréontiques pour le « Caveau » indigène; car Clermont, comme bien d'autres centres provinciaux, s'enorgueillissait de son Caveau.

« Le jour arriva pourtant où la fortune sourit enfin à Conchon. Vous ne pouvez pas vous figurer dans quelle ignorance était plongée la province au point de vue politique, même sous le règne de Louis-Philippe. Toutes les mesures prises par le gouvernement, toutes ses prescriptions, toutes ses défenses, étaient tenues en suspicion par les populations qui les regardaient de parti pris comme attentatoires à leurs libertés ou, ce

(1) Cette prophétie de Morny fut vérifiée par l'événement. M. Eugène Rouher mourut pauvre. On raconte à ce sujet une anecdote assez comique. Au début de la République, sous la présidence de Thiers, la maison de Rouher était constamment surveillée par la police. Le temps était affreux; il pleuvait sans relâche. Mme Rouher envoya des parapluies de coton aux agents, s'excusant de ne pas en envoyer qui fussent en soie et ajoutant qu'elle ne pouvait se permettre cette dépense. — *L'Éditeur.*

qui leur importait bien autrement, à leurs propriétés. La première République leur ayant donné licence de dépouiller les autres, toute démarche quelconque des monarchies qui suivirent leur semblait un essai de représailles. On décréta, en 1842, un recensement général. Vous pouvez vous rappeler avec quelle hostilité la mesure fut accueillie à Paris ; ce n'était rien à côté de l'émoi provoqué dans les centres vinicoles et agricoles. Les meneurs républicains répandirent le bruit que le recensement n'avait d'autre but que de préparer les voies à un décret mettant à la charge des producteurs les impôts sur le vin. Il y eut un vacarme terrible à Clermont et aux alentours ; la *Marseillaise* avait fait place au plus révolutionnaire *Ça ira*. Conchon, maire de Clermont, aussi innocent de la mesure que l'enfant qui vient de naître, n'en eut pas moins sa maison brûlée. Le gouvernement conclut que si la foule avait brûlé la demeure du maire de préférence à celle du préfet, c'est que le premier était bien plus influent que le second; on ne peut, du moins, expliquer autrement sa nomination de chevalier de la Légion d'honneur, puis de juge au tribunal de Riom, car il n'avait en somme, pour justifier ces faveurs, ni défendu héroïquement sa propriété, ni tenté de faire exécuter de vive force la loi de recensement. Au reste, une tentative de ce genre eût été impraticable.

« Nous savons bien, vous et moi, qu'il est fort difficile d'imposer silence aux Français en employant la force armée ; vouloir les faire parler, — parler et non hurler, — par les même moyens, serait folie toute pure. Comment, même dans une ville relativement petite comme Clermont, faire saisir chaque chef de famille pour l'amener entre deux gendarmes décliner non seulement ses nom, âge et qualité, mais encore les noms, âges et qualités de tous les membres de sa famille? De plus, j'ai de bonnes raisons de croire que

Conchon ne se trouvait pas à Clermont lorsque la foule fit un feu de joie de son logis ; c'était un dimanche, et il devait être à la campagne. Dans tous les cas, comme je vous l'ai dit, il reçut la croix et un siège de juge. Un bonheur n'arrive jamais seul. Contrairement aux principes habituels de la populace en France où un homme est généralement haï en raison directe des bons rapports qu'il semble avoir avec le gouvernement, on lança une liste de souscription pour indemniser Conchon de la perte de sa maison, et il toucha de ce chef cent mille francs.

« Conchon, devenu un personnage et appartenant à la magistrature assise (1), ne se souciait pas de donner sa fille à un simple avocat de province. Toutefois, les jeunes gens s'aimaient et obtinrent gain de cause. C'était un beau couple, et ils ne tardèrent pas à devenir l'âme et la vie de la meilleure société de Clermont, qui, si exclusive qu'elle fût, les admit d'emblée comme elle avait admis la veuve du frère aîné d'Eugène.

« Rien ne décelait encore en la jeune Mme Rouher les rares qualités d'esprit qu'elle déploya plus tard, ce n'était guère alors qu'une enfant gâtée, tandis que son mari se montrait déjà brillant causeur, sans jamais pour cela assaisonner d'une once de malice ses plus étourdissantes reparties, ce qui n'est pas ordinaire aux brillants causeurs. Les électeurs auraient pu faire plus mal que de l'envoyer à Paris, en 1846, lorsqu'il se présenta pour la première fois à leurs suffrages, sous les

(1) Ce terme s'applique en France aux juges qui composent la *cour;* le *parquet*, c'est-à-dire les agents du ministère public chargés de requérir contre l'accusé, s'appelle, par opposition, la magistrature debout. En règle générale, ces derniers ont infiniment plus de talent que les autres.

— Qu'allez-vous faire de votre fils ? demandait un jour à un père de famille un de ses amis.

— J'en ferai un magistrat *debout,* s'il est assez solide pour se tenir sur ses jambes ; *assis,* dans le cas contraire.

L'Éditeur.

auspices de Guizot. Néanmoins, il fut battu par une forte majorité et dut attendre jusqu'après la révolution de Février, où il passa sur la liste républicaine. »

Là s'arrêtent les renseignements de Morny. En consultant mes souvenirs personnels sur Eugène Rouher, que je vois encore de temps à autre, je ne trouve vraiment rien que de bon à en dire. Je n'ai pas à le juger comme homme politique, ce genre d'appréciation étant absolument opposé à l'esprit de ces notes; mais je ne connais pas d'homme d'État français, Guizot peut-être excepté, dont la mémoire mérite plus de respect que celle de Rouher. Tous deux commirent de grandes fautes, mais sans y être jamais poussés par l'intérêt personnel. Le monde est porté à blâmer les grands ministres qui s'attachent encore au pouvoir après avoir donné, semble-t-il, toute la mesure de leur génie. Ils ne blâment cependant pas Harvey et Jenner pour avoir persévéré dans l'étude et la pratique de leur art après avoir démontré victorieusement, l'un, la théorie de la circulation du sang, l'autre, la possibilité de l'inoculation contre la petite vérole! Regrettent-ils que Milton ait continué à écrire après la publication du *Paradis perdu* et Rubens à peindre après sa merveilleuse *Descente de croix?* Reprochent-ils à Michel-Ange d'avoir repris le ciseau du sculpteur après avoir terminé les fresques de la chapelle Sixtine? Le hardi coup politique qui fit de l'Angleterre la principale actionnaire du canal de Suez, le pont de Menai et la construction du grand Western-Railway furent l'œuvre d'hommes qui semblaient n'avoir plus rien à donner à leur pays! Pourquoi Rouher, à peine âgé de cinquante ans, se serait-il donc retiré de la scène politique? pourquoi n'aurait-il pas essayé de réparer la faute évidente qu'il avait commise en permettant à Bismarck d'humilier l'Autriche après Sadowa et de poser les fondements de l'unification de

l'Allemagne? Richelieu aussi commit des erreurs qu'il répara avant de mourir.

Ce qui reste indiscutable, c'est la parfaite honnêteté et l'honorabilité impeccable de Rouher dans sa vie publique comme dans sa vie privée. Aussi honnête que Louis-Philippe à bien des égards, il l'était plus encore à quelques points de vue, et avait su s'affranchir surtout des perpétuelles préoccupations d'argent qui jettent une ombre désagréable sur le caractère du monarque. Son désintéressement égalait celui de Guizot, et les tergiversations et l'hypocrisie de Thiers ne lui inspiraient que du dédain. Il ne trahit jamais la cause de son maître; il ne sacrifia jamais sciemment son pays à son orgueil. Le seul blâme qu'on puisse lui adresser est d'avoir parfois fait taire son bon sens et sa raison devant la volonté d'une femme; mais cette femme était l'épouse de son souverain.

Essentiellement fidèle et dévoué, il n'oublia jamais les amis de sa jeunesse. « Il n'y aura bientôt plus d'Auvergnats à Clermont-Ferrand et à Riom, si cela continue », disait un malin journaliste, voyant Rouher s'entourer de façon presque exclusive de ses compatriotes. « Nous enverrons un nombre égal de Parisiens en Auvergne; cela leur fera du bien et leur apprendra à travailler », répliqua Rouher quand cette saillie lui fut répétée. « Et dans une génération ou deux, Paris verra ce qu'il n'a jamais vu encore, c'est-à-dire des Parisiens frugaux, donnant une journée de travail pour la paye d'une journée, car les rejetons de ces Parisiens d'Auvergne nous seront revenus. » Rouher savait être fort spirituel à l'occasion et ne craignait pas de frapper ses coups droit. Causeur charmant, c'était, après Alexandre Dumas, le narrateur le plus merveilleux que j'aie jamais écouté. Sa mémoire prodigieuse était accompagnée d'un talent d'imitation tout à fait étonnant, qui faisait de lui un acteur parlementaire unique;

supportant sans broncher les plus terribles assauts de ses adversaires, quels qu'ils fussent, ne trahissant par aucun signe d'impatience ou de fatigue son impression intime, il ne prenait pas une note ; ses yeux restaient obstinément fixés sur son interlocuteur ; ses bras, croisés sur sa poitrine. Quittant ensuite lentement son siège, il se dirigeait vers la tribune, et là, reprenant l'argumentation de son adversaire, non seulement mot pour mot, mais presque geste pour geste, intonation pour intonation — à la grande fureur de Thiers, soit dit en passant — il la réfutait point par point.

Cette manière oratoire, qu'il qualifiait communément de « discussion courtoise » , était plutôt en réalité le jeu puissant d'un grand acteur maniant sans pitié l'arme du ridicule ; mais n'oublions pas que Rouher avait débuté au barreau, et un vague relent du Palais flotta autour de lui jusqu'à la fin. « Je ne suis pas toujours convaincu de l'honnêteté de ma cause, disait-il, mais je suis mandataire du gouvernement et j'ai la conviction qu'il ne serait pas loyal de ma part de laisser triompher la partie adverse. »

Il n'abandonna jamais sa primitive simplicité d'allures. Une réception intime quotidienne ne l'aurait pas effrayé, mais les grandes fêtes officielles imposées par sa situation lui pesaient singulièrement. Grand amateur du jeu de piquet, il trouvait dans son beau-père, alors conseiller à la Cour de Paris, un adversaire digne de lui ; « mais je crains, observait-il à ce sujet en souriant, que l'admiration exagérée qu'il a pour moi n'influe sur son jeu. »

Rouher avait parfaitement raison ; M. Conchon était fier de son gendre jusqu'à l'excès. Il vivait, on peut dire, dans le reflet de la gloire du premier ministre. Son grand plaisir était d'aller faire des emplettes pour l'unique satisfaction de dire aux marchands : « Vous enverrez cela chez mon gendre, M. Rouher. » Il ne s'accoutuma

jamais au brouhaha et à l'animation des rues de Paris, mais peu lui importait ! n'avait-il pas ainsi l'occasion de s'enquérir de son chemin : « Je veux aller au ministère, chez mon gendre, M. Rouher. »

Ce n'était pas pur snobisme ; c'était la simple expression de son admiration sans bornes pour l'homme auquel il n'avait donné sa fille qu'à contre-cœur.

CHAPITRE IV

La société du second Empire. — La cour à Compiègne sous Louis-Philippe et sous Napoléon III. — Mlle de Montijo. — Annonce des fiançailles. — Organisation de la maison de l'Impératrice. — Le mariage. — Les chasses à Compiègne. — Programme des fêtes. — Aventure d'un Anglais.

Je fus pendant toute la durée du second Empire un hôte assidu de Compiègne, et je doute fort qu'en dehors de lord H... et de moi, un seul Anglais y soit jamais venu pour son plaisir. Lord Palmerston, lord Cowley, lord Clarendon et tant d'autres que je pourrais nommer, n'y venaient que dans un but politique ou poussés par leur propre intérêt. Tous regardaient Napoléon III comme un aventurier dont ils pouvaient tirer profit. J'en dirai autant de personnalités plus hautes encore. Le prince Albert affirmait que Napoléon avait vendu son âme au diable ; lord Cowley, à qui une dame demandait si l'Empereur parlait beaucoup, lui répondit : « Non, mais il ment toujours. » Un autre diplomate, renchérissant encore là-dessus, prétendait que « Napoléon savait si bien mentir qu'on ne pouvait pas même prendre la contre-partie de ses affirmations ».

Mais en voilà assez. Je fréquentai Compiègne sous l'Empire comme je l'avais fait sous la monarchie de

Juillet (1), dans le seul but de m'amuser, ce à quoi je réussis infiniment mieux, j'en dois convenir, sous Napoléon que sous Louis-Philippe. L'hospitalité du roi-citoyen était très simple, cordiale sans prétentions, mais cela ne compensait pas, pour un garçon de mon âge surtout, l'extrême monotonie de l'existence. Les divertissements qu'offrait alors la villégiature royale étaient mieux en harmonie avec les goûts d'un Guizot, d'un Cousin et d'un Villemain, qui aimaient à y venir en redingote et sans frais d'apparat; l'éminent ministre de l'instruction publique notamment y arrivait, apportant pour tout bagage un paquet plié dans du papier brun : c'était un rasoir et un col de rechange. Il est vrai que les chasses à courre étaient excellemment organisées par le comte de Girardin, grand veneur, et le baron de Larminat, grand écuyer, mais les soirées semblaient terriblement longues, en dépit du nouveau théâtre construit par Louis-Philippe, et cet ennui était à peine compensé par les revues au camp de Compiègne, où le Roi menait la Reine et les princesses dans une tapissière attelée à quatre chevaux qu'il conduisait lui-même, le duc et la duchesse de Montpensier occupant la banquette, le reste de la famille empilé dans l'intérieur, « absolument en bons bourgeois ».

Dès l'avènement de Louis-Napoléon, avant même qu'il eût revêtu la pourpre impériale, il fut aisé de sentir que le vent tournait. Le second fils d'Hortense, qui ne fut qu'un médiocre empereur, aurait fait un excellent poète. Toute sa vie n'a été qu'un poème avorté, avorté par suite des exigences inexorables de la politique européenne. Il rêvait, comme Louis XIV avait été le Roi-Soleil, de donner au monde

(1) On sait que, sous Louis-Philippe, la cour allait surtout à Neuilly et à Eu, mais il y eut en effet quelques déplacements, à Compiègne et à Fontainebleau, motivés par des manœuvres militaires. (*Note du Traducteur.*)

l'Empereur-Soleil. Des visions du passé hantaient son cerveau ; il se voyait sous les allées ombreuses du parc séculaire, marchant doucement, une La Vallière ou une Montespan moderne au bras, et oubliant les soucis du pouvoir au rayonnement des sourires de la favorite. Il serait allé aussi loin que Louis le Bien-Aimé et aurait bâti un nid charmant à cette autre Pompadour. Il ne songeait en rien à faire d'une veuve Scarron une nouvelle Maintenon et moins encore une impératrice de Mlle Eugénie de Montijo. Mais, d'autre part, Mlle de Montijo était bien décidée à n'être ni une Maintenon, ni surtout une La Vallière ou une Pompadour. Elle le disait du moins ; et l'homme le plus intéressé à mettre sa sincérité à l'épreuve était trop épris pour le faire. « Quand on ne s'attend à rien, la moindre des choses surprend. » Le proverbe a du bon, surtout lorsqu'il s'agit de la résistance d'une femme. Mlle de Montijo, bien qu'elle ne fût Espagnole qu'à demi, était plus superstitieuse à elle seule que vingt vraies Espagnoles réunies. Assise un jour à sa fenêtre à Grenade, elle avait entendu une bohémienne à laquelle elle venait de tracer avec une pièce d'argent une croix dans la main, lui prédire qu'elle serait reine. Cette prédiction, oubliée sans doute par la jeune fille, lui revint nettement à l'esprit le jour où Louis-Napoléon lui murmura ses premières paroles d'amour, et elle se promit fermement que ce serait de la main droite et non pas de la gauche que Louis-Napoléon scellerait l'accomplissement de la prophétie.

Celui qui me donnait ces détails, Anglais très haut placé, était fort au courant de la vie privée de la comtesse de Montijo y Teba, aussi bien que de celle de sa mère. Je puis avancer sans la moindre crainte d'être contredit que la visite subséquente de la reine Victoria et du prince Albert fut due à l'influence directe de ce personnage. Je n'irai pas jusqu'à affirmer que la parti-

cipation de Louis-Napoléon à la guerre de Crimée ne pouvait être obtenue qu'à ce prix, ni que l'Angleterre n'aurait pas pu s'en passer, mais mon informateur était profondément convaincu que rien mieux que cette visite ne contribuerait à cimenter l'alliance des deux nations. Pas davantage n'anticiperai-je non plus sur le verdict définitif que portera l'histoire par rapport à cet acte de courtoisie de la reine d'Angleterre, de cette reine dont un des titres de gloire les plus justifiés est d'avoir, par son seul exemple, purifié les mœurs de sa cour.

Toujours est-il permis de présumer que la vertu de Mlle de Montijo eût été de force à résister aux cajoleries de l'Empereur, quand bien même elle n'eût pas été énergiquement soutenue par les conseils d'une mère dont le bon sang écossais n'aurait pu tolérer qu'on jouât avec les sentiments et la réputation de son enfant. Cependant pour rendre la forteresse de ce cœur doublement imprenable, la comtesse de Montijo s'était faite l'ombre de sa seconde fille. Et elle s'imposait là un grand sacrifice, car sa préférée n'était pas Eugénie de Montijo, mais bien l'aînée de ses filles, la duchesse d'Albe. « Mais on est mère, ou on ne l'est pas », comme dit cette bonne Mme Cardinal.

Mlle de Montijo devint donc l'âme des fêtes de l'Élysée. Elle et sa mère avaient beaucoup voyagé ; Louis-Napoléon également, mais pas assez, paraît-il, pour avoir sondé la profonde sagesse de ce dicton français : « Gare à la femme dont le berceau a été une malle, et le pensionnat une table d'hôte ! »

J'ai parlé ailleurs du coup d'État et de la société de l'Élysée pendant les mois qui l'ont précédé et suivi ; au commencement de 1852, le peu qui avait été accompli s'effaçait du souvenir en considérant tout ce qui restait à faire. Le Prince Président entreprit un voyage dans le midi de la France qu'il se plut à appeler « une interrogation au pays ». C'était bien cela jusqu'à un

certain point, mais la réponse préparée d'avance ne variait pas, on criait toujours : « Vive l'Empereur ! »

A considérer froidement les choses, à la distance d'un quart de siècle, n'était-ce pas vraiment la meilleure réponse que pût donner la nation? « La société a été trop longtemps comme une pyramide renversée, je la replace sur sa base », disait Louis-Napoléon, le 29 mars 1852, à l'ouverture de la première session des Chambres, en inaugurant la nouvelle constitution qui était son œuvre. « Il a raison, observa une de ses belles ennemies, nous allons maintenant danser sur le sommet de sa pyramide. A quand les invitations ? »

Elles ne tardèrent pas. Elles suivirent immédiatement le voyage susmentionné, et précédèrent le plébiscite qui plaça la couronne impériale sur la tête du Prince Président. On débuta par une série de fêtes à Compiègne. Mais le château avait été préparé en toute hâte, et les chasses furent loin d'avoir la splendeur qu'on leur donna plus tard.

Parmi toutes les invitées, la plus remarquée était Mlle de Montijo, accompagnée de sa mère; mais nul ne prévoyait encore que la belle Espagnole qui galopait aux côtés du Prince Président, serait, peu de mois après, Impératrice. Quelques-uns seulement, plus avisés, offrirent de tenir tel pari qu'on voudrait sur elle pour le Grand Prix impérial ; mal inspiré, je relevai le pari contre eux, et j'eus à subir une forte perte. Ce n'est pas là une manière de parler, mais un fait positif. Il n'y eut pas, par exemple, de cote pour « la place », les parieurs pour et contre étant d'accord sur ce point qu'elle arriverait bonne première ou ne prendrait pas part à la course.

Que serait-il advenu de la favorite, s'il y avait eu d'autres « engagements » ? C'est assez difficile à conjecturer, mais il n'y en eut point. Les différents souverains européens déclinaient l'honneur d'une alliance avec la

maison des Bonaparte, et Mlle de Montijo eut le champ libre. La rumeur se répandit un soir que Louis-Napoléon avait prononcé le mot magique de « mariage » à la suite d'un violent accès de toux qui lui avait arrêté dans la gorge celui de « maîtresse ». Pour ne rien gazer, voici comment se passèrent les choses, et j'en puis parler savamment.

Il y avait eu grande chasse le jour précédent, et, entre le retour de la forêt et l'heure du dîner, Louis-Napoléon se présenta sans être annoncé dans l'appartement de Mlle de Montijo. Ni moi, ni les autres habitants du château, nous ne sûmes jamais bien clairement quel avait été le prologue de cette visite, mais qu'il y ait eu un prologue, que ç'ait été un coup monté et supérieurement joué par deux ou trois acteurs dans le plus pur esprit de la comédie d'intrigue chère au cœur de Scribe, cela ne fait pas pour moi l'ombre d'un doute. Comment expliquer autrement que, le premier coup du dîner déjà sonné, Mlle de Montijo fût encore en habit de chasse, sur le qui-vive, sa mignonne cravache à sa portée, comme l'intrus l'expérimenta à ses dépens? On chuchotait même que, postée dans la chambre voisine, la comtesse de Montijo devait, au moindre symptôme de faiblesse, arriver à la rescousse.

Cette démonstration héroïque lui fut épargnée; Lucrèce suffit à défendre son honneur; toutefois, le rôle de la mère n'était pas fini, une fois le mot irrévocable prononcé. Suivant sa fille, elle résistait encore à cette union autant par intérêt pour l'impérial soupirant que par amour pour son enfant chérie. Le gouffre qui les séparait au point de vue social n'était-il pas trop profond pour être jamais comblé, etc.? « Et quoique j'en aie le cœur brisé, je dois me soumettre, je n'ai pas d'autre alternative », ajoutait Mlle de Montijo. Et elle ajoutait encore : « Il ne reste qu'un espoir. Écrivez-lui. »

Et Louis-Napoléon écrivit. Cette lettre a été reli-

gieusement conservée dans les archives de la famille Montijo. Trois mois après, la France était avertie quasi officiellement des intentions matrimoniales de l'Empereur; mais, on le devine, le bruit en courait depuis longtemps, produisant, suivant les milieux, les impressions les plus variées. A parler franc, personne n'était satisfait; chacun jugeait l'union projetée à deux points de vue : comme homme privé et comme patriote français. Les classes inférieures, composées d'un élément ultra-démocratique, auraient applaudi à cet affranchissement hardi des vieilles traditions qui avaient jusqu'alors présidé au choix des unions souveraines, si la fiancée avait été Française et non étrangère. Ceux-là avaient assez de bon sens pour comprendre que leur nouvel Empereur ne pouvait chercher une épouse dans la bourgeoisie; mais en dépit de leurs préjugés contre la vieille noblesse, ils auraient aimé à voir, à défaut d'une princesse de sang royal, une des filles de cette noblesse partager le trône impérial. Ils ne se laissèrent pas prendre à cet argument spécieux de Napoléon, affirmant qu'il valait mieux pour la France et pour lui afficher ouvertement sa situation de parvenu que de déguiser le nouveau principe du suffrage universel illimité d'une grande nation, en essayant de s'introduire à tout prix dans une famille souveraine.

Le dépit de la bourgeoisie fut plus vif encore. Si incroyable que cela paraisse, elle en voulut à Napoléon d'avoir méprisé ses filles. « A défaut d'une princesse de sang royal, une de nos filles eût fait aussi bien qu'une étrangère, dont le grand-père, après tout, était négociant comme nous. Le premier Empire a été fait avec le sang de garçons d'écurie et de tonneliers; le second Empire aurait pu prendre un peu de ce sang sans se mésallier. »

La bourgeoisie voltairienne fut plus mordante encore dans ses sarcasmes. Dans son discours aux grands offi-

ciers de l'Etat et aux corporations, Napoléon avait fait allusion à l'impératrice Joséphine : « La France n'a pas oublié que depuis les soixante-dix dernières années, les princesses étrangères ne sont montées sur le trône que pour voir leur race dispersée et proscrite, soit par la guerre, soit par la Révolution. Une seule femme paraît avoir porté meilleure chance au peuple et laissé une impression plus durable dans sa mémoire, et cette femme, la douce et modeste épouse du général Bonaparte, n'était pas de sang royal. » Parlant alors de la future Impératrice, il concluait : « Pieuse et fidèle catholique, elle s'unira à moi dans une même prière pour le bonheur et la prospérité de la France ; je nourris la ferme espérance que, gracieuse et bonne comme elle l'est, elle fera, dans une situation pareille, revivre les vertus de Joséphine. » Ces allusions à la volage et capricieuse veuve du général Beauharnais excitaient la raillerie des bourgeois qui n'ignoraient pas plus que Louis-Napoléon la chronique scandaleuse du Directoire. « C'est un drôle de cadeau à mettre dans le trousseau d'une fille que les vertus de Joséphine, ricanait-on ; la tunique de Nessus n'était rien à côté. »

Le faubourg Saint-Germain fit cause commune avec les salons orléanistes qui trouvaient là l'occasion de venger la confiscation des biens des princes ; et leurs attaques, pour être moins brutales que celles que j'ai citées, n'en étaient pas moins cruelles. La fille portait le poids de la réputation de la mère. Les fonds publics baissèrent de deux francs à l'annonce du mariage. Un homme pourtant tint bon pour l'Empereur et sa fiancée, ce fut Dupin l'aîné ; mais son ironique défense n'était-elle pas pire qu'une attaque directe ? « Les gens ne se soucient guère de ce que je dis et de ce que je pense, et peut-être ont-ils raison ; mais, cependant, remarquait-il, l'Empereur agit bien plus sensément en épousant une femme qu'il aime qu'en s'abaissant à des

marchandages pour obtenir quelque princesse allemande gourmée, collet monté, avec des pieds aussi grands que les miens (1). Au moins, lorsqu'il embrassera sa femme, ce sera pour son plaisir et non par stricte obligation. »

Cependant, au milieu de tant de lardons et de moqueries, l'Empereur et sa future épouse, quoique assez mal à l'aise, faisaient bonne contenance. Il insinua plutôt qu'il ne dit à ceux qui se permirent quelques objections que son amour pour Mlle de Montijo n'avait pas seul dicté sa détermination; il aurait voulu accréditer le bruit que des motifs politiques n'y étaient pas étrangers : il jetait pour ainsi dire le gant à l'Europe monarchique qui, non contente de repousser son alliance, voulait encore l'entraver dans ses projets matrimoniaux.

Malheureusement, sa fiancée et lui sentaient bien qu'ils ne pouvaient faire fi également de la pompe et de l'apparat des cours; Napoléon III, au reste, comme son oncle, n'aimait rien tant que le fastueux étalage des grandes cérémonies officielles, et il prit à cœur d'organiser à son Impératrice une brillante escorte de femmes belles et connues pour le jour de leurs noces. Chercher cette escorte parmi les grandes dames de la vieille noblesse, ç'aurait été, il le sentait bien, peine perdue; mais ne pouvait-il espérer que les descendants de ceux qui étaient redevables à son oncle de leurs titres et de leur fortune se montreraient plus conciliants? L'événement lui donna tort : la duchesse de Vicence et bien d'autres refusèrent les hautes situations qui leur étaient offertes dans la maison de l'Impératrice. Le duc de

(1) Dupin, qui avait des pieds énormes, était toujours chaussé de gros souliers cloués. Lui-même en plaisantait constamment : un jour, à l'occasion de funérailles auxquelles il lui était impossible de se rendre, il proposa d'y envoyer ses chaussures : « On envoie bien sa voiture vide, j'enverrai ainsi la mienne. » — *L'Editeur.*

Bassano fit pire encore. Si lourde que fût la dette de reconnaissance contractée par les de Caulaincourt envers le fils du jurisconsulte corse, les Maret lui devaient encore infiniment davantage; leur descendant s'en allait pourtant, peu de jours avant le mariage, répétant partout qu'il ne pouvait tolérer de voir sa femme figurer dans la suite de la fille de la comtesse de Montijo. Néanmoins on le voyait bientôt non seulement fléchir à la onzième heure au sujet de la duchesse, mais encore recevoir pour lui-même le titre et l'office de grand chambellan qu'il garda jusqu'à sa mort.

Titres et honneurs pleuvaient littéralement à cette époque sans trouver toujours d'amateurs. Pourtant qu'on ne s'y méprenne point, il n'aurait pas manqué d'hommes et de femmes prêts à les accepter pour en couvrir leurs écussons aussi authentiques que souillés, mais de ceux-là, l'Impératrice du moins n'en voulait pas. Elle aurait volontiers jeté par-dessus bord toute sa famille avec ses antécédents douteux, qui l'identifiait trop à cette brillante société cosmopolite « dans laquelle en fait d'hommes il n'y a que des déclassés et en fait de femmes que des trop bien classées ». Les Bonaparte, au reste, à cet égard, n'étaient guère plus orthodoxes, mais, comme toujours, la femme servait de bouc émissaire; aussi, quoique beaucoup d'hommes de haute et antique lignée, tels que le prince Charles de Beauvau, le duc de Crillon, le duc de Beauvau-Craon, le duc de Montmorency, le marquis de La Rochejaquelein, le marquis de Gallifet, le duc de Mouchy, etc., se fussent ralliés au nouveau régime, la plupart d'entre eux, tout en allant aux Tuileries, se refusèrent tout d'abord à y conduire leurs femmes et leurs filles. Or, on sait l'opinion que, à tort ou à raison, le monde se forme de la maîtresse du logis, lorsqu'un homme s'abstient de présenter la partie féminine de sa famille dans une maison où il fréquente; la règle est universelle et pré-

vaut dans la société civilisée tout entière. Et pourtant l'Empereur le toléra.

Connaissant comme je le connais le caractère intime de Napoléon, je suis porté à croire que si ce n'eût été la raison politique et dynastique, il se fût très volontiers privé, alors et plus tard, de recevoir aux Tuileries les vertus rigides; du moins, obligé, à cette époque, de leur faire des avances, savait-il essuyer les rebuffades qu'on ne lui épargnait guère, avec un sang-froid qui déconcerta plus d'une fois ceux-là mêmes qui les lui avaient infligées. Chaque nouveau refus le trouvait armé d'une épigramme : « Encore une dame qui n'est pas assez sûre de son passé pour braver l'opinion publique »; — « Celle-là, c'est la femme de César au-dessus de tout soupçon, comme il y a des criminels qui sont hors la loi » ; — « Madame de ***, il n'y a pas de faux pas dans sa vie, il n'y a qu'un faux papa, le père de ses enfants. »

Extrêmement spirituel quand il voulait s'en donner la peine, Louis-Napoléon lançait ses saillies avec une impassibilité qui en doublait l'effet; pas un muscle de son visage ne remuait, un léger clignement de l'œil, et c'était tout.

« Si on avait voulu me donner une princesse allemande, disait-il un jour à un de ses amis très intimes, je l'aurais épousée; si je ne l'avais pas autant aimée que j'aime Mlle de Montijo, j'aurais au moins été plus sûr de sa bêtise; avec une Espagnole, on n'est jamais sûr. »

Visait-il ainsi sa future conjointe, je ne saurais le dire, mais il est certain que Mlle de Montijo n'était pas spirituelle. Elle tentait bien de temps à autre de faire de l'esprit, comme lorsqu'elle disait : « Il n'y a ici que moi de légitimiste » ; mais, en somme, elle ne se distinguait en rien intellectuellement de la majorité de ses compatriotes (1).

(1) Mérimée, l'auteur de *Carmen*, qui pouvait se piquer de connaître les Espagnoles, et tout particulièrement la partie féminine

Par contre, elle possédait une volonté de fer et elle était fort belle. Il est bien rare qu'on puisse analyser la beauté d'une femme, et celui qui en risque l'aventure se condamne d'avance au même désappointement que le bambin qui crève son tambour pour savoir d'où vient le bruit.

Je ne saurais donc dire en quoi consistait la beauté de Mlle de Montijo, mais elle était belle, en vérité.

Sa volonté de fer seconda habilement l'Empereur dans les efforts qu'il fit pour grouper autour d'elle d'aristocratiques recrues, et quand le duc de Guiche vint en grossir les rangs, — ce duc de Guiche auquel la duchesse d'Angoulême avait laissé un revenu de près d'un million, — Mlle de Montijo put se flatter vraiment du succès (1). L'assemblée, toutefois, qui forma le cortège nuptial ne se composait pas encore du dessus du panier. La vieille noblesse était dans son droit strict en se tenant à l'écart; mais ce droit, elle le dépassa en agissant comme elle le fit. Je suis absolument certain de ce que j'avance, sans cela je m'abstiendrais de le mentionner ici.

Comme de coutume, le jour de la cérémonie, on criait partout le portrait et la biographie de l'Impératrice. Ni l'un ni l'autre n'avaient rien d'offensant pour la nouvelle souveraine, le risque couru eût été trop grand pour qu'on imprimât rien d'agressif. Ce qu'on disait de sa vie était peut-être même trop louangeux. Mais sur l'un des portraits, le meilleur de tous, la légende était ainsi conçue : *Le portrait et les vertus de l'Impé-*

de la famille de Montijo, disait que Dieu leur ayant donné le choix entre l'amour et l'esprit, elles avaient opté pour l'amour.

L'Éditeur.

(1) Agénor de Guiche, prince de Bisache, futur duc de Gramont, était un familier de l'Élysée bien avant le coup d'État; la moitié du chemin était fait, et il fut, comme on voit, vite rallié à l'Impératrice.

(*Note du Traducteur.*)

ratrice, le tout pour deux sous. C'était l'œuvre malignement combinée des légitimistes et des orléanistes. J'en ai acquis la preuve et j'ai même appris plus tard que cette lithographie avait été exécutée en Angleterre.

Pendant bien des mois après le mariage, il ne fut question aux Tuileries que de règles de préséance, d'habits de cour, de la remise en vigueur de tous divertissements, cérémonies, fonctions multiples, tels que la mode en avait été sous l'ancien régime. L'Impératrice tenait par-dessus tout à modeler son entourage et sa manière de vivre sur l'entourage et la manière de vivre de Marie-Antoinette, — « mon type », comme elle désignait familièrement la fille de Marie-Thérèse. De fait, bien peu après, si quelqu'un se fût rencontré, assez malavisé pour lui dire qu'elle n'était pas née dans la pourpre impériale, elle aurait eu peine à le croire. Aussi lorsqu'une fille de la maison de Savoie eut le malheur d'épouser le cousin de Napoléon, l'Impératrice jugea-t-elle bon, mettant à profit sa nouvelle expérience, de glisser à la jeune princesse, comme à une ignorante de ces choses, quelques avis sur sa toilette et autres menus détails : « Vous verrez, ajouta-t-elle d'un ton légèrement protecteur, comme l'étiquette est ennuyeuse. — Ah! répliqua finement la princesse Clotilde, j'y suis tellement accoutumée! » L'impératrice Eugénie, furieuse, ne lui pardonna jamais cette leçon lestement donnée.

Sa colère me rappelle celle d'un policier français qui, ayant été chargé d'une mission importante, s'installa pour un temps avec un de ses collègues dans un des meilleurs hôtels de Paris, uniquement fréquenté par des étrangers de distinction. Il se donna pour un ancien ambassadeur, tandis que son collègue assumait le rôle plus modeste de valet de chambre; tous deux étaient entrés à merveille dans la peau de leurs per-

sonnages. Ni l'un ni l'autre, pendant plus d'une quinzaine, ne commirent la moindre bévue. L'ambassadeur, bienveillant, mais digne, tenait à distance son serviteur, qui ne manquait jamais, en s'adressant à lui, de le qualifier d' « Excellence ». Leur mission terminée, ils reprirent leurs occupations ordinaires, mais M. l'ambassadeur s'était si bien identifié avec son rôle que son collègue l'interpellant un jour sans y mettre de façon, il se retourna tout indigné, se récriant : « Vous vous oubliez, je crois. Que signifie cette familiarité? »

De tous les divertissements de l'ancien régime pouvant prêter à un grand déploiement somptuaire et théâtral, c'était la chasse qui, sans contredit, devait plaire davantage au couple impérial. Louis-Napoléon avait assez de bon sens pour ne pas tenter de rivaliser avec le Roi-Soleil, et de faire oublier le *ballet des Muses* ou les *Plaisirs de l'île enchantée*.

Toutefois,

> Il ne fallait au fier Romain
> Que des spectacles et du pain ;
> Mais au Français, plus que Romain,
> Le spectacle suffit sans pain.

Personne, mieux que le nouvel Empereur, ne se rendait compte du besoin qu'ont les Parisiens d'être éblouis par les splendeurs d'une cour, seulement il sentait aussi que, pour éviter d'être tournés en ridicule, lui et sa cour, il fallait trouver quelque raison d'être à de pareilles exhibitions en plein Paris ; en attendant qu'on eût imaginé ce prétexte plausible, on organisa les « grandes chasses » de Compiègne. Elles ne devaient en rien ressembler à celles dont nous avons parlé à l'occasion des fiançailles de l'Empereur ; elles ne seraient suivies qu'avec des costumes spéciaux ; on achèterait des chevaux splendides ; l'équipage impérial,

reconstitué avec les débris des équipages des maisons de Condé et de Rohan, se composerait de meutes parfaitement dressées et de piqueurs expérimentés, formés aux grandes traditions de la vénerie française; bref, leur éclat devait être tel qu'on en parlât non seulement en France, mais dans l'Europe entière. L'expérience valait la peine d'être tentée. Compiègne n'étant éloigné de Paris que de quatre-vingts kilomètres environ, des milliers de gens y affluéraient, non seulement des villes voisines, mais de la capitale, et les brillants récits qu'ils en rapporteraient ne manqueraient pas de produire leur effet. On éviterait de plus les remarques irrévérencieuses de la foule parisienne, qui trouve si instinctivement le côté ridicule des cérémonies officielles, à moins pourtant qu'elles ne soient calculées de façon à flatter son amour pour la pompe et la splendeur militaires. Mais il était trop tôt pour démentir la fameuse devise : « L'Empire, c'est la paix ! » Nous en étions encore à la période de « l'aigle apprivoisé », quoique les initiés, et parmi eux un de mes proches, lui-même plus qu'à demi-Français, pressentissent déjà que les instincts ataviques d'une race conquérante ne tarderaient guère à se manifester, soit dans une attaque contre l'ours russe, attaque combinée avec le lion britannique, soit peut-être dans une lutte contre ce dernier.

En tout cas, les grandes chasses et les fêtes de Compiègne formèrent le premier numéro de cet étourdissant programme de « la France qui s'amuse », qui attira, pendant près de dix-huit ans, les spectateurs et les critiques de tout le monde civilisé ; combien peu, parmi eux, se doutèrent que le théâtre était miné, que la pièce courait à un dénouement fatal, et que l'affiche même était la conception la plus mensongère qui fût jamais sortie du *sanctum* du plus éhonté des *impresarii !* Mais Lamartine n'avait-il pas, peu auparavant, sug-

géré, pour ainsi dire, la donnée de la pièce, en disant à la Chambre des députés : « Messieurs, j'ai l'honneur et le regret de vous avertir que la France s'ennuie »? Louis-Napoléon se promit bien de rendre sous son règne pareil reproche impossible. Il n'avait pas prévu que ses feux d'artifice dussent aller s'éteindre, hélas! dans les fumées du sanglant incendie de Bazeilles et ne pensait pas lire un jour, dans l'exil de Wilhelmshöhe, l'âpre critique de son propre drame, sans quoi peut-être eût-il tenu d'une main plus ferme acteurs, machinistes et régisseurs.

Ceux-ci recevaient alors la récompense du rôle actif qu'ils avaient joué dans ce prologue mouvementé qu'on a appelé « le coup d'État ».

Le général Magnan, nommé grand veneur aux appointements de cent mille francs, avait comme coadjuteur en chef le comte Edgar Ney, qui en recevait quarante mille.

Nous revoyons ce dernier dans la bruine d'une sombre et froide matinée de septembre 1870. Il est assis sur un char à bancs, aux côtés d'officiers prussiens, et le véhicule, formant arrière-garde à celui de son impérial souverain, se dirige vers la frontière belge, en route pour Cassel. Il désigne des pièces d'artillerie de modèle français, mais conduites par des fusiliers allemands : « A qui ces canons-là? — Ils ne sont pas des nôtres, monsieur », lui est-il répondu avec une courtoise réserve.

Tout bien considéré, la façon dont disparut son père fut plus noble. Michel Ney, du moins, tomba sous les balles ; ce n'étaient malheureusement pas celles de l'ennemi.

Outre les charges de grand veneur et de premier veneur, il y avait aussi trois lieutenants de vénerie, un capitaine des chasses à tir, et tous ces dignitaires cumulaient encore d'autres charges et d'autres émoluments,

car Louis-Napoléon, soit dit à son honneur, n'oubliait jamais un ami.

Tout le personnel actif des chasses avait été, comme je l'ai dit tout à l'heure, recruté dans les anciens équipages des Condé, à Chantilly, du dernier duc d'Orléans et du duc de Nemours. Des piqueurs émérites, comme La Feuille — qui s'appelait en réalité Fergus — et la Trace, ne pouvaient manquer d'établir entre leurs maîtres du jour et ceux d'autrefois des comparaisons qui n'étaient pas toujours à l'avantage des premiers, car si le train était superbe, la majorité des hôtes en réalité chassait peu ou pas.

Après bien des délibérations au sujet du costume, on avait adopté le drap vert foncé avec col, revers et manchettes en velours cramoisi galonné d'or. Au temps de Louis XV et sous les derniers Bourbons, le costume était bleu à galons d'argent; sauf cette différence de teintes, il restait le même en somme, avec les culottes de peau de daim, les bottes à l'écuyère et le « lampion » (1), sur la bordure seulement duquel l'or remplaçait l'argent. Les lampions de l'Empereur et de l'Impératrice étaient garnis de plumes d'autruche blanches. Ce costume ne pouvait être porté, sauf autorisation spéciale, que par les membres de la Maison impériale; ceux-ci y avaient droit en raison même de leurs fonctions, mais des hommes comme le duc de Vicence, le baron d'Offrémont, le marquis de Galliffet, le marquis de Cadore, des femmes telles que la comtesse de Pourtalès, la comtesse de Brigode, la marquise de Contades, qui n'avaient pas de charges spéciales à la cour, devaient d'abord recevoir le « bouton (2) ».

Le lieu de ces réunions différait suivant les saisons.

(1) Le lampion était un chapeau tricorne relevé tout le tour en forme de gouttière, et soutenu par des fils de laiton. *L'Éditeur.*

(2) « Porter le bouton du roi » est un vieux terme de vénerie française signifiant l'autorisation de porter un costume ou des boutons,

Au printemps, c'était à Fontainebleau; mais pendant tout le règne et surtout après la guerre de Crimée, lorsque Napoléon III eut définitivement pris rang dans le cercle des têtes couronnées d'Europe, les fêtes de Compiègne restèrent toujours les plus brillantes. Les parties de chasse au fusil étaient un hommage aux préférences des invités anglais qui, à partir de cette période, arrivèrent plus nombreux chaque automne. Si accoutumés qu'ils fussent aux splendides rendez-vous de chasse et à la fastueuse hospitalité des grandes résidences anglaises, encore ne pouvaient-ils se défendre d'une certaine surprise devant une aussi folle prodigalité; pour dire toute la vérité, ajoutons qu'ils jouissaient fort de l'absence absolue de toute contrainte qui régnait à la cour, bien qu'elle fût habilement cachée sous les apparences du plus formidable code d'étiquette. Comme le disait fort bien un de ces nobles Anglais : « Ils ont mieux fait que de bannir mistress Grundy (1); ils lui ont envoyé une invitation spéciale et l'ont empoisonnée dès son arrivée. »

La cour arrivait invariablement à Compiègne le 1er novembre et y séjournait généralement trois semaines ou un mois, selon la date de l'ouverture des Chambres. A partir de ce moment, la petite ville endormie s'éveillait comme le château de la Belle au bois dormant. C'était partout l'animation d'une foire. Si vous n'aviez retenu longtemps d'avance votre chambre dans l'un des hôtels, il y avait mille à parier contre un que vous seriez réduit à errer dans les rues; car il y avait là des centaines de curieux, Français ou étrangers, désireux de suivre les chasses comme il était loisible pour tous. Ajoutez un nombre considérable de fonctionnaires de trop minime importance pour être

ou le costume et les boutons semblables à ceux du monarque en suivant la chasse. (*L'Éditeur.*)

(1) Personnification de la pruderie.

honorés d'une invitation au château, mais non moins anxieux pour cela d'attirer l'attention du souverain, car Napoléon, très prime-sautier de caractère, était sujet à se prendre de fantaisie pour les gens à première vue. Tout ce monde devait être hébergé et nourri. N'oublions pas non plus le bataillon volant des demi-mondaines, médiocrement rassurées sur la fidélité de leurs protecteurs en titre et désireuses de la sauvegarder contre les entreprises de leurs rivales de l'entourage impérial. Il en résultait qu'une chambre sous les toits ne se cotait pas moins de soixante ou soixante-dix francs par jour. J'ai connu un brave lieutenant de la garde à cheval qui se fit pendant deux ans un joli revenu en louant, pour tout le séjour de l'Empereur à Compiègne, trois appartements dans chacun des cinq bons hôtels de la ville. Son régiment étant en garnison à Compiègne, ses amis s'adressaient naturellement à lui pour leur installation, qui lui devenait une source de profits assurés.

Cette pénurie de logement provoqua même un assez singulier incident. A cette époque, les rails des chemins de fer français provenaient en grande partie d'Angleterre. Le représentant d'une des maisons de fabrique anglaises s'avisa bientôt que les profits des marchés conclus avec le gouvernement étaient absorbés par les pots-de-vin qu'il lui fallait distribuer aux différents agents ou fonctionnaires officiels. Très perplexe, il prit conseil d'un gentilhomme anglais qui avait, il le savait bien, ses grandes et ses petites entrées aux Tuileries et qui se fit fort de lui obtenir une audience de l'Empereur. Ceci se passait à la veille du départ de la cour pour Compiègne, mais Napoléon autorisa l'agent à venir l'y rejoindre. L'Anglais arriva au jour désigné. Bien décidé à faire cadrer son plaisir avec ses affaires, il avait apporté une valise afin de séjourner un jour ou deux. En vain chercha-t-il avant l'heure de son audience

à s'assurer une chambre dans un hôtel ou une maison meublée; tout était plein jusqu'aux combles. Aussi, en désespoir de cause, se résigna-t-il à entreposer ses bagages dans une voiture sur la place du Château. Napoléon se montra comme toujours très bienveillant, lui promit son appui, mais lui demanda un délai d'un jour afin d'avoir le loisir de consulter une autorité très compétente qu'il attendait dans l'après-midi.

— Donnez-moi votre adresse, ajouta l'Empereur en anglais, et demain, au saut du lit, je vous ferai dire à quelle heure je pourrai vous recevoir.

L'Anglais parut fort embarrassé :

— Je n'ai pas d'adresse, Sire, il m'a été impossible de me procurer une chambre, répondit-il piteusement.

— Oh! je suppose qu'on pourra vous caser ici, dit l'Empereur en riant, et, appelant un aide de camp, il lui donna des ordres en conséquence.

L'officier et l'Anglais s'éloignèrent ensemble, mais ils acquirent bientôt la triste conviction que le château était aussi bondé que le reste de la ville.

— Je demanderai à Baptiste, finit par dire l'officier à bout d'expédients.

Baptiste, l'un des principaux valets de pied de l'Impératrice, se montra plein de bonne volonté; mais, hélas! sa propre chambre était minuscule, et il la partageait avec sa femme.

— Si cela ne faisait rien à monsieur, dit enfin Baptiste, je pourrais lui monter un bon lit dans un des fourgons à bagages.

Aussitôt dit, aussitôt fait. L'Anglais, mort de fatigue, dormit comme une marmotte, si bien comme une marmotte, qu'il ne se réveilla que sous le choc d'un lourd paquet de couvertures lui arrivant brusquement sur la poitrine. Il était à la gare. Baptiste ayant totalement oublié de prévenir qu'il avait transformé le fourgon en chambre à coucher, on avait fermé les portes,

qui étaient restées ouvertes pendant la nuit, sans jeter un coup d'œil à l'intérieur, et, lorsqu'on découvrit le dormeur, ce fut, comme dit Racine,

> ... dans le simple appareil
> D'une beauté qu'on vient d'arracher au sommeil.

Quand l'aventure lui fut contée par la victime, l'Empereur en rit « comme je ne l'avais jamais vu rire », ajoutait l'aide de camp qui, en ayant recours à l'ingéniosité de Baptiste, avait été la cause inconsciente de ce burlesque incident.

Au reste, la victime elle-même en avait pris facilement son parti; bien des années plus tard, notre Anglais assurait encore que la vue de Compiègne, à cette époque, compensait amplement toute tribulation de ce genre, aurait-on dû dormir, disait-il, sur un banc du jardin. De plus, sa maison et lui furent à tout jamais affranchis des demandes inexorables de pots-de-vin contre lesquelles il s'était insurgé.

Oui, il avait raison, Compiègne était merveilleux à cette époque! Il y avait bien dans toute cette pompe quelque chose de théâtral et de factice, mais l'ensemble en était vraiment superbe. Outre celles de la garnison, la musique de la garde à pied jouait dans la cour du château; une foule joyeuse et parée encombrait les rues, et les maisons pavoisées ajoutaient encore à la gaieté générale. Quelques-unes pourtant, strictement closes, tranchaient sur le tout : c'étaient celles des légitimistes qui, non contents de se retirer sous leur tente, comme le bouillant Achille, prenaient le large la veille de l'arrivée de la cour, après avoir envoyé une adresse protestant de leur inébranlable fidélité au comte de Chambord. Napoléon fut bien vite blasé sur ces démonstrations hostiles; il ne pouvait pourtant s'empêcher de demander parfois avec une certaine amertume si la France, avec le comte de Chambord ou avec le comte de

Paris sous une régence, aurait été plus prospère qu'il ne l'avait faite. Et on est bien obligé de reconnaître qu'alors, quoi qu'il en fût de tout le reste, la prospérité matérielle de la France, du moins, n'était pas illusoire; aux jours dont je parle, la terrible conclusion était encore lointaine, et, comme je l'ai dit déjà, il n'y avait peut-être pas un millier d'hommes en Europe qui en eussent soupçonné la destinée tragique; mais, sur ce nombre, peut-être bien s'en trouvait-il une vingtaine à Compiègne au moment même où l'Empereur, dans un break de la plus irréprochable élégance, traversait la cour du château parmi des acclamations d'une foule enthousiaste.

Le jour de l'arrivée de l'Empereur, — le train l'amenait à quatre heures à Compiègne, — il n'y avait ni grand dîner, ni réception du soir au château. Les autorités civiles et militaires de la ville allaient à la gare présenter leurs souhaits de bienvenue au couple impérial; les gardes des forêts de Compiègne et de Laigne étaient reçus par Sa Majesté qui, généralement, les retenait à dîner, pour l'organisation du programme de la saison; mais les fêtes ne commençaient que le second jour, avec la venue de la première bande d'invités qui débarquait au château vingt-quatre heures exactement après ses nobles hôtes.

CHAPITRE V

La société sous l'Empire. — Les séries de Compiègne. — Représentations théâtrales, leur prix. — « L'épaule ou l'épaulette. » — Les cocodettes. — Le *Diable à quatre* à Compiègne. — La chasse au cerf. — M. Hyrvoix et M. Boittelle ; leur disgrâce respective. — L'Impératrice à Saint-Lazare.

Les invitations se divisaient en cinq séries ; chacune des séries composée de quatre-vingts à quatre-vingt-dix invités séjournait quatre jours pleins, non compris celui de l'arrivée et celui du départ.

Les divertissements étaient uniformément les mêmes pour chaque série. Le soir de l'arrivée après le dîner, on jouait des charades qui se terminaient par une sauterie. On dansait simplement au piano, ou plutôt à l'orgue-piano. Cet instrument, le premier de ce genre que j'aie vu, s'il m'en souvient bien, était en tout semblable à ceux qui, de nos jours, font les délices des enfants dans les rues de Londres. Les représentants du sexe fort, mais non pas toujours les plus jeunes, tournaient à tour de rôle la manivelle. Si mécanique que fût cette tâche, elle exigeait pourtant de l'oreille et un certain sens de la mesure, qualités plus rares qu'on ne pense, paraît-il. Rien de plus comique que de voir un grave ministre d'État déroulant avec solennité les airs les plus tintamarresques et vertement rappelé à l'ordre pour son incapacité musicale. Le plus coupable en l'espèce, le plus désespérant,

était sans contredit l'Empereur lui-même. Tous les Bonaparte, au reste, sans exception manquaient absolument de goût pour la musique. Je crois — sans l'affirmer — que c'est Bourrienne qui, racontant qu'un jour Napoléon Ier, se promenant dans ses appartements, fredonnait tout le temps de cette promenade, ajoute douloureusement : « Et Dieu sait comme il chantait faux ! » Cette part de l'héritage du grand homme n'avait certes pas échappé à son neveu. Je me rappelle encore une de ces soirées de Compiègne où l'Empereur, installé à l'orgue-piano, s'évertuait de son mieux. M. de Maupas, d'abord préfet de police au moment du coup d'État, puis devenu ministre de la police, était au nombre des invités. Les musiciens ambulants de Paris devaient, à cette époque, obtenir de la Préfecture de police une sorte de patente dont le signe extérieur consistait en un médaillon de cuivre qu'ils portaient à la boutonnière. Or, tandis que l'Empereur s'appliquait à faire valser la compagnie, une des dames se retourna subitement vers M. de Maupas : « Si jamais l'Empereur vous demande la permission de jouer dans la rue, refusez-la-lui, monsieur, refusez-la-lui, pour l'amour de Dieu et de la musique », s'écria-t-elle tout haut. Et Napoléon, non sans réprimer un sourire à cette sortie méritée, de répondre aussitôt : « Madame, si jamais je me vois réduit à pareille extrémité, je m'associerai avec vous ; c'est vous qui chanterez, et je récolterai les sous. » En dépit de son incapacité musicale, l'Empereur avait mille fois raison, car il s'adressait à Mme Conneau qui avait et qui a toujours une des plus belles voix qu'on puisse entendre soit au théâtre, soit dans le monde.

Le lendemain de l'arrivée des hôtes, il y avait une ou plutôt deux parties de chasse au fusil : l'une, dans le parc, réservée à l'Empereur lui-même, qui n'était pas mauvais tireur, et à une douzaine de personnages d'im-

portance; l'autre avait lieu en forêt. Ceux qui ne goûtaient pas ce genre de sport avaient toute liberté de faire leur cour aux dames; celles-ci, sous la direction de l'Impératrice, se rendaient sur la pelouse. Le jeu de croquet n'était pas, que je sache, encore inventé, mais le tir à l'arc ne se prêtait pas moins au flirt et à la pose.

Dans la soirée, il y avait grande représentation au théâtre; celui-ci, construit, je l'ai déjà dit, par Louis-Philippe, avait été considérablement embelli. Les troupes de la Comédie-Française, du Gymnase, de l'Odéon, du Vaudeville et du Palais-Royal l'occupaient tour à tour. Seuls, les membres de la Comédie-Française jouissaient du privilège d'entrer dans la loge impériale pour y présenter leurs hommages à Leurs Majestés. C'est pendant une des représentations de la troupe du Gymnase que se passe l'amusant épisode qui suit. On donnait *Le fils de famille,* de Bayard et de Biéville; l'Empereur flânait dans les coulisses avant la représentation, lorsqu'il remarqua un vieux colonel de lanciers qu'il ne se souvint pas d'avoir aperçu parmi ses hôtes dans le cours de la journée, mais qui semblait, du reste, parfaitement à son aise. Il n'avait pas même endossé son grand uniforme.

« Il est très bien, ce militaire, dit le souverain à l'un de ses aides de camp, allez demander son nom. »

L'aide de camp revint bientôt. « Il s'appelle Lafontaine, Sire, et il appartient au régiment du Gymnase.

— Comment, au régiment du Gymnase?

— Mais oui, Sire, c'est Lafontaine, le comédien. »

Et de fait, le célèbre acteur avait si bien revêtu les allures et le ton de son personnage qu'un juge plus habile que Napoléon eût pu s'y tromper.

Rien de plus brillant que ces représentations pour lesquelles les invitations n'étaient guère moins prisées que pour le bal qui, le 15 novembre, jour de la fête de l'Impératrice, suivait toujours la comédie. Chaque

représentation coûtait, suivant les troupes, vingt ou trente mille francs au trésor impérial. Je donne là le chiffre officiel, quoiqu'il me semble légèrement exagéré. Sauf l'Opéra et l'Opéra-Comique, pas un théâtre de Paris ne faisait alors et ne fait encore actuellement, même avec « le plus grand succès », plus de sept à huit mille francs par soirée. En y ajoutant trois mille francs de frais de chemin de fer et de menues dépenses, nous restons encore loin du total précité, et je ne vois pas comment pouvait être employé le surplus de la somme, si ce n'est pourtant en « douceurs (1) » pour les artistes.

Quant aux dépenses du château pendant les séries annuelles de fêtes, elles ne s'élevaient pas à moins de quarante-cinq mille francs par jour et atteignirent souvent cinquante mille francs, sans compter le prix des représentations théâtrales; le luxe déployé dans ces circonstances était vraiment étonnant, je dirais presque effrayant.

On avait construit le théâtre dans le vieux style, c'est dire que ce que nous appelons à présent les fauteuils y faisait absolument défaut. On trouvait quelque chose d'analogue à l'Opéra et au Théâtre-Français, mais ces places étaient exclusivement réservées aux hommes. Au reste, ces deux théâtres ont gardé à cet égard les vieilles traditions (2). A Compiègne, le parterre n'était occupé que par les officiers de tous grades des régiments casernés dans la ville et dans le département. Les chefs de corps et les principaux dignitaires de l'État remplissaient l'amphithéâtre qui s'élevait en plan incliné du parterre au premier rang de loges, ou plutôt jusqu'à la première galerie, prise presque entièrement par la loge impériale qui pouvait contenir environ

(1) En français dans le texte.

(2) Depuis quelque temps, l'Opéra et la Comédie admettent les dames à l'orchestre. *(L'Éditeur.)*

deux cents personnes. Une légère cloison, à hauteur d'appui, la séparait seulement du reste de la galerie, d'où le sexe laid était impitoyablement banni. L'étalage de bras et d'épaules nus était quelque chose de merveilleux, quoique l'admiration y eût fort à choisir; un étranger, ignorant des usages de la cour, devait sans aucun doute se demander avec surprise comment certaines de ces dames pouvaient être assez téméraires pour affronter la comparaison avec leurs compagnes plus favorisées de la nature. Hélas! les malheureuses n'avaient pas le choix. La gaze la plus diaphane était rigoureusement proscrite, et malheur à celle qui tentait de se soustraire à cette règle absolue. Elle ne tardait pas à voir arriver un chambellan qui poliment la priait de se retirer. « L'épaule ou l'épaulette », c'était le mot d'ordre. On en avait fait le titre d'une chansonnette comique raillant discrètement la décision de l'Impératrice, ne tolérant autour d'elle que des uniformes resplendissants ou des femmes en toilette de bal. Le refrain, si je ne me trompe, reprenait à peu près ainsi :

Je ne porte pas l'épaulette;
Je ne puis me décolleter,
Je ne suis qu'un vieux bonhomme :
Donc je ne suis pas invité (1).

Les hôtes en simple habit de soirée, relégués sans pitié à la seconde galerie, n'avaient pas même là le droit d'occuper le premier rang, réservé encore à la plus belle portion de l'humanité.

Cette moitié charmante du genre humain, si ostensiblement favorisée, remplissait d'amertume l'existence du maire et du sous-préfet de Compiègne. Les femmes des fonctionnaires, des notabilités locales et de la petite noblesse du pays tenaient fort à assister à ces fêtes et

(1) En français dans le texte. On peut penser, en effet, que la rime était plus riche. *(Note du Traducteur.)*

insistaient généralement pour être placées au premier rang de la seconde galerie. Leurs pétitions, transmises par ces autorités indigènes au duc de Bassano, dépassaient toujours de beaucoup le nombre de places disponibles. Le duc ne connaissait point les solliciteuses. Force lui était donc de choisir au hasard ou de se laisser guider par le maire et le sous-préfet qui avaient à se prononcer, en fondant leur jugement non sur les charmes plus ou moins opulents et les traits plus ou moins réguliers des suppliantes, mais sur leur position sociale et leur bonne réputation. Or l'amour en France fait des siennes aussi bien en province qu'à Paris; il ne dédaigne guère que ce que Mirabeau se plaisait à appeler : les fées concombres. L'Impératrice, pourvu que les épaules et les bras fussent découverts, s'inquiétait peu de leur couleur et de la forme de leurs contours; l'Empereur, au contraire, pour maintes raisons tant personnelles qu'artistiques, ne supportait pas de voir la courbe harmonieuse décrite par les deux galeries, troublée et déparée par le voisinage de certains profils géométriques; et l'on aurait dit vraiment que le diable eût accaparé dans son lot toutes les femmes potelées et bien faites, laissant aux filles, femmes ou veuves de vertu insoupçonnée la tâche de réjouir par leurs formes anguleuses le cœur des vieux professeurs de mathématiques. Le dilemme ainsi posé tournait au tragique : les vertus décharnées trônaient-elles au premier rang, l'Empereur réprimandait Bassano, qui s'en prenait à son tour au maire et au sous-préfet. Les vertus douteuses, mais plus attrayantes, occupaient-elles, au contraire, les meilleures places, il ne manquait guère alors de se produire un léger scandale, car l'Impératrice ne les avait pas plutôt aperçues qu'elle se hâtait de les faire expulser, non sans avoir vertement tancé Bassano, qui ne manquait pas de s'en venger sur le maire et le sous-préfet. N'oublions pas

non plus le contingent arrivant de Paris, dont les belles recrues, — souvent recommandées à ces deux malheureux fonctionnaires, — pour être sans peur, n'étaient pas toujours sans reproche : mais comment de pauvres magistrats provinciaux auraient-ils pu se méfier?

Ainsi, quoi qu'il arrivât, maire et sous-préfet n'en valaient pas mieux, car, dans ce dernier cas, l'Empereur et l'Impératrice s'unissaient dans la même sévérité implacable, prohibant de façon absolue les ex-demoiselles ou veuves du Malabar, bien que cette sévérité procédât chez l'un et chez l'autre de motifs très différents.

Toutefois, ces esclandres étaient relativement rares, et la salle offrait un coup d'œil incomparable, dont on aurait vainement cherché l'équivalent dans les autres cours européennes. A neuf heures, le comte Bacciochi, premier chambellan, en habit de cour, descendait les quelques marches conduisant du foyer à la loge impériale, et, s'avançant tout au bord, annonçait : « L'Empereur! » Tout le monde se levait et restait debout jusqu'à ce que l'Empereur et l'Impératrice, qui le suivait immédiatement, eussent pris place dans les fauteuils dorés, recouverts de velours cramoisi, que leur avançaient les chambellans de service.

J'ai parlé ailleurs de l'entourage intime du couple impérial, je n'y reviendrai donc pas ici. Au fur et à mesure toutefois que semblait s'affermir la dynastie napoléonienne, son entourage changeait graduellement, mais sans qu'un observateur impartial pût honnêtement s'applaudir du changement. Les décavés et les déclassés de la première période avaient alors, ou tout à fait disparu, ou subi la plus merveilleuse des métamorphoses financières et sociales : les hommes, à la suite de spéculations tenant toutes de près ou de loin à la fameuse haussmannisation de Paris, dont leur situation

à la cour les mettait à même de profiter largement; les femmes, par des mariages dont je préfère ne pas discuter les conditions.

Bien des vieux noms authentiques de l'armorial français, dûment enregistrés dans d'Hozier, reparurent ainsi et vinrent grossir les rangs, jusque-là assez obscurs, des courtisans des deux sexes. Malheureusement leur sang, plus généreux que celui du vulgaire, étant aussi plus aisément échauffé, ces nouveaux venus prétendirent se targuer de ce bon sang bleu pour braver impunément l'opinion publique.

« Ce qui chez les mortels est une effronterie,
Entre nous autres demi-dieux,
N'est qu'honnête galanterie »,

avait osé écrire la duchesse du Maine à ce frère qu'elle aimait peut-être plus tendrement que ne l'y autorisait leur si proche parenté. Ce privilège de pouvoir voler le cheval que les gens de peu n'ont pas même le droit de regarder par-dessus la haie, ce privilège était hautement revendiqué par les descendants de l'ancienne noblesse qui condescendaient à honorer de leur présence la cour de Napoléon III, et revendiqué, disons-le, avec un cynisme digne des traditions les plus libertines de l'ancien régime.

L'Empereur et l'Impératrice ne semblaient en aucune façon les désapprouver ou infirmer leur droit; la souveraine, au reste, pourvu que « tout se passât en famille », fermait les yeux sur bien des choses qu'elle n'aurait pas dû tolérer. Aux Tuileries, il régnait encore un certain décorum; mais à Compiègne et à Fontainebleau, où l'on se sentait pour ainsi dire « entre soi », les excentricités les plus flagrantes, pour ne pas les qualifier autrement, étaient à l'ordre du jour, non seulement permises, mais encouragées par l'Impératrice, surtout après le départ de la première série d'invités qui com-

prenait généralement les gens sérieux, « les ennuyeurs, les empêcheurs de danser en rond », comme on les appelait. Les femmes appartenant à cette catégorie ou classées comme telles présentaient, à n'en pas douter, un contraste frappant avec celles des séries suivantes, dans lesquelles l'élément anglais brillait tout autrement que par son absence et qui exhibaient journellement les costumes les plus prodigieux.

Le jupon de drap, récemment importé d'Angleterre, et le costume de drap permettaient aux jolies promeneuses de braver tous les temps. Et lorsqu'elles s'en allaient, arpentant les routes boueuses, leurs coquets et minuscules chapeaux délicatement posés en équilibre sur d'énormes chignons, leurs bottes de course découvrant la jambe fine bien au-dessus de la cheville, les naïfs Compiégnois pouvaient bien les considérer avec stupeur, en se demandant quelle étrange société on hébergeait au Château. Mais l'ébahissement des indigènes n'était rien, comparé à celui des troupiers de la garnison qui voyaient leur manège envahi par ce bataillon de troupes légères, se livrant avec fureur au jeu de bagues, quelquefois au saut en place, et plus souvent encore piquant élégamment une tête, au grand amusement de leurs camarades. Worth ne régnait pas, à cette époque, comme arbitre incontesté de la mode : les cocodettes du cercle impérial pouvaient alors suivre leurs propres fantaisies dans l'élaboration de leurs innombrables toilettes; Paris, « l'arsenal des modes », comme l'avait dix ans plus tôt, et non sans gloriole, surnommé Mme de Girardin, n'avait pas encore été pris d'assaut par un naturel du bucolique comté de Lincoln. Mais tout changea bientôt. Worth, devenu le plus absolu des autocrates en matière d'ajustements féminins, inaugurait un régime nouveau qui n'était pas même celui d'un despotisme éclairé; sa volonté avait force de loi. Chaque genre de divertissement entraînait

avec lui son costume approprié, et bien souvent le costume devenait le seul prétexte du divertissement. Et lorsque l'imagination du grand costumier semblait à bout d'ingéniosité, il restait à ces dames la suprême ressource de se déguiser en ballerines, non pas en ballerines comme les auraient désirées le roi Bomba, le comte Sosthène de la Rochefoucauld ou M. Rouher, mais en vraies danseuses, avec le plus écourté des jupons de gaze et le maillot de soie chair.

Une année, je ne suis pas très sûr de la date, mais je me rappelle que la future impératrice d'Allemagne (1) se trouvait au nombre des hôtes de Compiègne, ces dames inventèrent de préparer une surprise à l'Empereur et à l'Impératrice à l'occasion de la Sainte-Eugénie. On requit en toute hâte un maître de ballet parisien, et le *Diable à quatre* fut mis en répétition.

Bien différent de Pierre le Grand qui fit pendre un soldat pour avoir accepté de jouer un rôle d'un caractère douteux, ajoutant que ce serait lui faire trop d'honneur que de le fusiller, Napoléon se déclara au contraire extrêmement satisfait; il manda dans la loge impériale les exécutantes, parmi lesquelles la princesse de Metternich, et leur adressa force compliments. Au bal qui suivit la représentation, on les vit paraître dans leur costume de ballet. Tout le monde était ravi. « Après tout, dit Napoléon en clignant de la paupière, avec cette manie qu'ont les hommes de courir après les danseuses, autant vaut leur en fournir de bonne maison. »

Philosophie inattaquable et jusqu'à un certain point mise en pratique par son auteur, car Napoléon n'admirait les danseuses de profession qu'à la scène. Il pensait avec Balzac que l'entraînement physique extraor-

(1) Il s'agit de la princesse Victoria, fille de la reine d'Angleterre, née en 1840, mariée en 1858 au prince Frédéric de Prusse, empereur allemand sous le nom de Frédéric III. (*Note du Traducteur.*)

dinaire subi par leurs membres inférieurs arrêtait en quelque sorte leur développement intellectuel : « L'esprit de la danseuse est dans ses jambes, ajoutait-il, et je n'aime pas les femmes bêtes. » L'Empereur, comme la plupart des membres de sa famille, ne reculait jamais, dans l'intimité, devant l'emploi du mot propre.

Cependant, jusqu'à ce qu'il se fût, par une connaissance plus intime, bien assuré de la stupidité d'une femme, il n'était que trop porté à se laisser séduire par le premier joli visage venu, ou, pour dire plus juste, par le premier joli visage sur lequel il jetait son dévolu. En effet, à peine assis à côté de l'Impératrice dans la loge impériale, pendant ces représentations de gala dont je viens de parler, son premier soin était de parcourir toute la salle avec sa lorgnette, et immanquablement cette lorgnette s'arrêtait toujours sur la plus belle de toutes les spectatrices, qu'elle se trouvât dans la galerie d'honneur ou à l'étage supérieur. Je veux dire, entendons-nous bien, la plus belle des étrangères présentes, car, dans ces occasions, l'Empereur ne s'occupait guère des femmes faisant partie de son cercle habituel. L'Impératrice avait dû prendre son parti de ces peccadilles ; elle ne pouvait courir sans cesse à Schwalbach ou en Écosse ; de plus, elle savait bien qu'il lui faudrait toujours finir par rentrer au bercail. C'est quelques mois seulement avant la représentation du *Diable à quatre*, qu'elle s'était réfugiée dans la petite ville allemande pour y cacher son dépit. Guillaume de Prusse, qui se trouvait alors à Baden-Baden, avait aussitôt quitté la société charmante et les superbes roulades de Pauline Lucca pour venir offrir ses consolations à la Griselidis en rupture de foyer pour cause de chagrins domestiques, oubliant qu'à son propre foyer une autre délaissée l'eût accueilli avec une joie bien plus sincère.

Le lendemain de la partie de chasse et de la repré-

sentation de gala, on organisait généralement une excursion à Pierrefonds, et plus tard aux magnifiques ruines romaines de Champlieu. Dans la soirée, on revenait aux charades et à la danse à l'orgue-piano.

Au troisième jour était réservée la partie la plus importante du programme : la chasse au cerf. A parler franc, je ne crois pas que Napoléon, quoique excellent cavalier, eût beaucoup de goût pour ce genre de sport réglé suivant les grandes lignes traditionnelles du Code de vénerie française. Ce qu'il aimait, c'était une bonne et rude course avec les chiens, comme on la pratique en Angleterre, et il s'inquiétait peu que la meute tînt la piste ou non. De fait, il y avait généralement deux meutes, l'une composée de chiens de pure race anglaise suivie par l'Empereur et ses invités; l'autre, exclusivement française, suivie par les sérieux amateurs de sport prompts à saisir tous les prétextes possibles pour s'éloigner de la foule brillante et parée qui, soit en voiture, soit à cheval, entourait le souverain. Parmi les chasseurs convaincus, arrivaient en foule les membres de la noblesse rurale du voisinage, tous monarchistes et légitimistes, dont quelques-uns ne daignaient pas même honorer l'Empereur de leur salut. Compiègne, Sénart, etc., appartenant, somme toute, au domaine public, ils pouvaient en agir ainsi, mais je ne puis me défendre de penser qu'en agissant avec cette impertinence préméditée, ces messieurs faisaient preuve d'un mauvais goût singulier.

L'endroit fixé pour le rendez-vous était invariablement la large clairière connue sous le nom du carrefour du Puits-du-Roi, d'où rayonnaient huit avenues immenses, s'étendant jusqu'aux limites extrêmes de la forêt de Compiègne. L'endroit, même abstraction faite des souvenirs de la vieille royauté, de Clovis à nos jours, était admirablement choisi et la mise en scène merveilleuse. Le vaste rond-point central gardé par les gen-

darmes de chasse n'était accessible que pour les officiers de cavalerie de la garnison et quelques privilégiés qui se joignaient à la suite de l'Empereur. Six des avenues étaient livrées aux piétons, qui pouvaient tout voir de cet excellent poste d'observation; la septième était réservée aux voitures de toute sorte, depuis l'humble patache du notaire du cru jusqu'aux magnifiques breaks des propriétaires terriens ou aux véhicules moins corrects, mais d'élégance plus tapageuse, des chefs de la société provinciale. Ceux-ci manquaient rarement l'occasion d'assister à ces réunions, où ils avaient chance de se trouver en contact avec la cour. Reléguée pour dix mois de l'année au moins en province, — en supposant un séjour de deux mois dans la capitale, — réduite au cercle de distractions assommantes et stupides, quoique souvent prétentieuses, de son propre milieu, la comtesse d'Escarbagnas, jeune ou vieille, belle ou laide, mariée ou veuve, patricienne ou plébéienne d'origine, attendait avec la même impatience anxieuse le retour annuel de l'époque et des circonstances qui pouvaient lui offrir de façon permanente l'entrée des Tuileries. Ce qui est arrivé une fois peut se présenter de nouveau. Agnès Sorel, Diane de Poitiers, Gabrielle d'Estrées, Louise de la Vallière, sans parler de Jeanne Poisson et de Jeanne Bécu (1), n'avaient pas épuisé toutes les possibilités d'une élévation soudaine jusqu'à un pas du trône. Ces modernes ambitieuses se seraient contentées d'une situation moins vertigineuse. Et qui peut savoir ? Alfred de Musset, l'audacieux poète des grandes passions, n'a-t-il pas écrit une comédie intitulée : *Il ne faut jurer de rien?* Et certainement ce qui est déjà arrivé peut arriver encore ; sans compter que le plaisir d'admirer toutes ces splendeurs valait bien la peine de se déranger.

(1) Mmes de Pompadour et Dubarry.

Cette dernière assertion ne souffre même pas la discussion. Certes, le spectacle valait bien le voyage. Quoique le cortège impérial ne fît jamais son apparition avant une heure, dès onze heures les principales artères de la forêt fourmillaient de spectateurs. Un peu avant midi arrivaient La Trace et La Feuille avec leur équipage. Les veneurs et piqueurs en grand uniforme se réunissaient autour d'une flambée pétillante, les chiens couchés à leurs pieds, tandis que les valets d'écurie et les grooms en petite tenue verte et brune, promenant les chevaux de l'Empereur et de sa suite, ajoutaient une note discrète à ce tableau animé et d'un coloris éclatant.

Le couple impérial faisait trêve en cette occasion à son inexactitude proverbiale dont les familiers des Tuileries rejetaient le blâme à parts égales sur les deux souverains. L'Empereur, disait-on, péchait par excès de hâte en voulant s'habiller trop vite, mais tardivement; l'Impératrice mettait au contraire à sa toilette une lenteur et un soin extrêmes. Aussi qu'arrivait-il? C'est que l'Impératrice, après la journée la plus fatigante ou la veille la plus prolongée, avait toujours l'air de sortir de son cabinet de toilette, tandis que l'Empereur, dès le début, semblait plutôt avoir complètement oublié d'y entrer. Toutefois l'Impératrice aux jours de grande chasse se montrait toujours d'une ponctualité absolue; la raison de cette exactitude inaccoutumée, bien plus impérieuse que le désir naturel pourtant d'exercer envers ses hôtes la politesse des rois, cette raison dont je garantis l'authenticité est assez caractéristique pour que je la relate ici. La nuit tombe vite en novembre, et l'Impératrice redoutait d'être surprise par le crépuscule dans la forêt, même au milieu d'une foule. Elle préférait éviter le désagréable souvenir d'un épisode de son premier séjour à Compiègne, alors qu'elle n'était encore que Mlle Eugénie de Montijo. Elle et son futur

époux s'étaient séparés du reste de la société. Que se passa-t-il entre eux? Personne ne le sut jamais bien positivement, mais le fait est que M. de Saint-Paul, second veneur, la retrouva seule en forêt, à cheval, mais arrêtée et grandement affligée. Elle raconta, pour expliquer son embarras et son abandon, que le cheval de son compagnon s'était subitement emballé. On prit l'explication pour ce qu'elle valait, car le Prince président, rentré depuis plusieurs heures de l'air le plus calme du monde, n'avait aucunement parlé d'elle. La vérité finit par transpirer cependant. Il paraîtrait que, furieux du refus obstiné de Mlle de Montijo de lui accorder pour la nuit une entrevue clandestine, l'auguste soupirant avait tourné bride brusquement, laissant la cruelle retrouver sa route comme elle pourrait.

Au coup d'une heure, invariablement, le cortège impérial était signalé. A cheval, en tête, le baron de Wimpffen, grand veneur de Compiègne, en habit de chasse vert et or, en bottes à l'écuyère et culottes de peau de daim, le tricorne galonné d'or surmonté d'une touffe de plumes noires. Derrière lui, le break impérial, traîné par six chevaux montés par des postillons en perruques poudrées; l'Empereur et l'Impératrice sur le siège de devant; les membres de la famille ou quelque hôte illustre dans l'intérieur. Les autres breaks étaient à quatre chevaux. La voiture de M. Hyrvoix, chef de la police secrète, fermait le cortège. A Paris, cet ordre était interverti, M. Hyrvoix, ayant le rang de préfet, prenait comme tel sa place dans toutes les cérémonies officielles et précédait, au lieu de le suivre, le carrosse impérial.

Je suis très porté, malgré tout ce qui a été dit sur la police secrète du second Empire, à tenir M. Hyrvoix pour un fonctionnaire profondément loyal et consciencieux. Malheureusement pour lui et pour ses maîtres impériaux, sa position était fort épineuse; astreint par le

fait même de ses fonctions à sonder l'opinion publique à l'égard de la dynastie, il ne voyait pas toujours ses rapports accueillis, notamment par l'Impératrice, avec la considération due à la vérité.

Quoique j'aie tenté, en coordonnant ces souvenirs, de les classer dans un ordre à peu près chronologique, plutôt que de m'abandonner à l'enchaînement arbitraire dans lequel ils se présentaient à ma pensée, j'ai pourtant parfois été contraint, et je le suis encore actuellement, à devancer dans mon récit le cours des événements, autant pour éviter des répétitions fastidieuses que dans la crainte d'oublier, en tardant à les noter, certains faits pour lesquels aucun document écrit ne peut me servir de rappel ou de point de repère. Ce chapitre en particulier d'un récit tant soit peu décousu ne devait traiter que des fêtes et des hôtes de Compiègne, et voilà que, tout en le relisant, je m'aperçois qu'il s'est changé en une sorte de biographie fragmentaire de l'Empereur et de l'Impératrice. Comme tel, j'y ajoute les anecdotes suivantes, très propres à mettre en lumière leurs dispositions respectives.

Le bruit de la mort de Maximilien s'était répandu dans Paris comme une sorte de roulement sourd, précurseur des tempêtes. Depuis plusieurs jours déjà, couraient de vagues rumeurs de la catastrophe ; on se l'était murmurée à la distribution annuelle des prix du Concours général, où le jeune Cavaignac s'était refusé à être couronné par le prince impérial. L'indignation montait, près de faire explosion. Un nuage sombre planait sur les Tuileries.

J'ai parlé ailleurs de l'expédition du Mexique, je ne m'y étendrai donc pas ici. Même en admettant que Napoléon et l'Impératrice eussent été absolument innocents de toute l'affaire, — ce qui n'était certes pas le cas, — une minute de réflexion eût dû suffire à leur montrer que, les apparences étant contre eux, le

mécontentement public était en cela justifié. Je suis persuadé que c'était bien là le sentiment personnel de Napoléon : il pliait devant l'orage, regrettant le mal qui se disait de lui, sans en garder rancune à son peuple. Mais il n'en était pas de même de l'Impératrice : n'aimant la vérité que lorsqu'elle la flattait, elle en était venue à se croire réellement une autocrate par la grâce de Dieu, comme l'avaient entendu les Bourbons. Malgré tout ce qu'on a raconté de son amabilité et de sa charité, Eugénie avait, en réalité, le cœur sec.

Aucune femme vraiment bonne n'aurait joué le rôle qu'elle se donna dans la scène que je vais décrire. Vindicative à l'excès, elle l'était, ce qui est pire encore, aveuglément. Bien qu'elle fût fermement convaincue de son « droit divin », elle ne sentait pas moins parfois son impuissance à se venger du peuple qui la dénigrait. Et dans son courroux, elle exhalait sa colère sur la première victime venue, bien que ce fût généralement l'innocent intermédiaire par lequel « la voix du peuple » arrivait jusqu'à elle. M. Hyrvoix, en vertu de son emploi, se trouvait fréquemment l'écho de cette voix. Il précédait habituellement tous les autres fonctionnaires pour présenter à l'Empereur son rapport quotidien. Celui-ci lui aplanissait la voie en demandant de prime abord :

— Que dit le peuple ?

Ce matin-là, qui suivait la nouvelle de la mort de Maximilien, la réponse se fit attendre plus que de coutume, car le chef de la police secrète en général ne mâchait guère les choses. Cette fois, pourtant, après un silence, M. Hyrvoix répondit simplement :

— Le peuple ne dit rien, Sire.

Napoléon, à qui ce temps d'arrêt n'avait pas échappé, reprit aussitôt :

— Vous ne me dites pas la vérité. Que dit le peuple ?

— Eh bien ! Sire, si vous tenez à le savoir, ce n'est

pas le peuple seulement, mais la nation entière qui est profondément indignée et écœurée des résultats de cette malheureuse guerre. On les commente partout et dans le même esprit. On dit que c'est la faute de...

— La faute de qui?... reprit Napoléon.

Nouveau silence de M. Hyrvoix.

— La faute de qui? insista Napoléon.

— Sire, balbutia M. Hyrvoix, du temps de Louis XVI on disait : « C'est la faute de l'Autrichienne... »

— Oui, continuez.

— Sous Napoléon III, on dit : « C'est la faute de l'Espagnole. »

Ces mots s'échappaient à peine des lèvres de M. Hyrvoix qu'une porte donnant sur les appartements intérieurs s'ouvrit brusquement et que l'Impératrice parut sur le seuil. « Elle avait l'air d'une superbe furie », dit M. Hyrvoix à son ami, de qui je tiens toute l'histoire. « Elle était en robe de chambre blanche, ses cheveux flottant sur les épaules, ses yeux lançaient des flammes. » Sifflant plutôt que parlant, elle bondit vers moi, et si ridicule que cela puisse paraître, elle me fit peur. « Répétez, s'il vous plaît, ce que vous venez de dire, monsieur Hyrvoix », murmura-t-elle d'une voix entrecoupée et rauque de colère.

— Certainement, madame, répliquai-je, puisque je suis ici pour dire la vérité, et, comme tel, Votre Majesté me pardonnera. Je disais à l'Empereur que les Parisiens parlent aujourd'hui de l'Espagnole comme ils parlaient, il y a soixante-quinze ou quatre-vingts ans, de l'Autrichienne.

— L'Espagnole! l'Espagnole! s'écria-t-elle trois ou quatre fois par saccades, — et je voyais ses poings fermés. — Je suis devenue Française, mais je montrerai à mes ennemis que je puis être Espagnole à l'occasion.

Là-dessus, elle disparut soudain, comme elle était

venue, sans tenir compte de l'Empereur, qui avait avancé la main pour la retenir. Quand la porte se fut fermée sur elle, je me tournai vers Napoléon :

— Je suis plus que navré, Sire, d'avoir parlé.

— Vous avez fait votre devoir, répliqua-t-il, et il me serra la main.

Rien de plus vain, il est bien certain, en la circonstance, que les menaces de l'Impératrice, car ces ennemis auxquels elle voulait prouver qu'elle savait être Espagnole à l'occasion, ces ennemis étaient légion. Toutefois, elle trouva un bouc émissaire dans l'honnête agent qui, comme le lui ordonnaient les fonctions dont il était chargé, avait franchement averti l'Empereur du mal qu'on disait d'elle, et M. Hyrvoix fut nommé receveur général du Jura. C'était l'exil en province.

Ce système d'ostracisme frappait indistinctement tous ceux qui avaient le malheur d'offenser l'Impératrice. Et la moindre divergence d'opinion sur le sujet le plus frivole constituait à ses yeux une offense; aussi, en peu d'années, les soi-disant conseillers de l'Empereur ne furent-ils plus que de simples automates manœuvrant selon le bon vouloir de l'Impératrice et d'après sa seule volonté. Les hommes qui se permettaient d'avoir une pensée indépendante étaient éloignés, à moins qu'ils ne préférassent se retirer spontanément du voisinage de la cour, en haine d'une tyrannie fondée non pas, comme celle de Catherine II ou d'Élisabeth, sur des facultés intellectuelles supérieures, mais sur les fantaisies capricieuses d'une femme qui ne se distinguait, en somme, moralement, de la vulgaire moyenne de son sexe que par une vanité excessive et une ambition démesurée.

Et comme rien plus que l'injustice n'engendre l'injustice, les hommes qui auraient pu sauver le second Empire quand sonna l'heure de la détresse, une fois

jetés dans l'opposition, se laissèrent aveugler par le ressentiment au point de ne plus établir de distinction entre la France et ceux qui l'avaient entraînée à sa ruine.

De crainte d'être taxé d'exagération, je n'en citerai qu'un exemple parmi tant d'autres. Un soir, au cours de ces charades dont j'ai déjà parlé, quelques-uns des acteurs des deux sexes jetèrent littéralement dans leur dialogue improvisé leurs bonnets par-dessus les moulins. Un jeune colonel, grand favori de l'Empereur et de l'Impératrice, sans être pourtant ni hypocrite ni collet monté, se déclara fort choqué qu'on se permît une pareille licence en présence des souverains. La critique, tout honnête et voilée qu'elle était, n'en atteignait pas moins l'Impératrice pour sa tolérance illimitée à cet égard; aussi prit-elle sans hésiter le parti des coupables. « Vous n'êtes pas content, colonel; eh bien! je m'en fiche, m'en refiche et m'en contre-fiche. »

L'Empereur se mit à rire et applaudit à cette sortie. Le colonel comprit à demi-mot et ne reparut plus à la cour.

Peu après, il partait pour Mexico, où ceux qui le virent à l'œuvre s'accordèrent à reconnaître en lui, non seulement un officier de valeur, mais encore le seul de toute l'armée française qui fût capable de manœuvrer de grandes masses. Néanmoins, lorsque éclata la guerre de 1870, il était toujours colonel et ne reçut aucun grand commandement. Les républicains, à cet égard, se montrèrent, pour une fois, plus sages que leurs devanciers ; il occupe, à l'heure actuelle, une haute situation dans l'armée, et l'avenir lui en réserve une plus élevée encore. Ce fut lui qui conseilla à Bazaine, au commencement du siège de Metz, de laisser dans la ville vingt ou trente mille hommes pour la défense de la forteresse et de faire avec le reste une trouée à travers les lignes ennemies. D'après les meilleures autorités de l'état-major général allemand,

l'avis, s'il eût été suivi, eût singulièrement changé l'état des affaires. Je n'ai pas l'intention de m'étendre sur la carrière de cet officier et sur ses capacités; je n'y ai fait allusion que pour bien prouver que, une fois sa rancune éveillée, Eugénie faisait bon marché de toute autre considération, même patriotique, et tenait systématiquement, quel que fût d'ailleurs leur mérite, ses adversaires à l'écart; car je dois ajouter que ce jeune colonel, lors de la scène précitée, s'était déjà affirmé comme un stratégiste de premier ordre.

On a beaucoup vanté la charité de l'Impératrice; mais, à parler franc, cette charité, parfois aussi aveugle que ses colères, était pour ainsi dire sporadique, fortement imprégnée d'ostentation théâtrale et trop souvent provoquée par une sorte de sentimentalisme faux, plutôt que par une compassion vraiment sentie. Malheur pourtant à celui ou à celle qui se serait aventuré à insinuer quelque doute sur l'opportunité de ces manifestations charitables.

Le préfet de police était, à cette époque, M. Boittelle, très digne homme, doué d'un grand bon sens et d'une honnêteté parfaite. Appartenant à la classe moyenne, il s'était affranchi de la vulgaire cupidité qui la caractérise si fréquemment en France, et après avoir quitté l'armée avec le grade de sous-officier, il s'était installé dans une petite ferme que lui avaient laissée ses parents. Or, il advint que M. de Persigny, qui s'appelait alors simplement Fialin, ayant été sous-officier au même régiment, et se trouvant un jour dans le Nord, après l'avènement de l'Empire, s'imagina de venir rendre visite à son ancien camarade. J'ai beaucoup connu M. Boittelle, je connais son fils, avec lequel j'ai conservé les plus amicales relations. Je suis convaincu que M. Boittelle ne sollicita ni place ni honneurs de celui qui était alors le tout-puissant favori de l'Empereur; néanmoins, Persigny appela peu après son ex-compa-

gnon d'armes à la sous-préfecture de Saint-Quentin. Les émoluments, même pour l'époque, n'avaient rien d'opulent, mais M. Boittelle n'était, en somme, qu'un petit fermier, et la promesse d'un prompt avancement put l'encourager à quitter pour cette maigre situation son paisible foyer. Bref, à la suite de multiples promotions, il arriva enfin à la préfecture de police de Paris.

En l'occurrence, le choix se trouva bon. J'ai vu à l'œuvre bien des préfets de police, et, entre autres, M. de Maupas, mon ami personnel, qui opéra la nuit du coup d'État; mais aucun ne m'a semblé fait pour ce poste ardu comme M. Boittelle. Sans être lettré ni savant, et sans avoir reçu une éducation brillante, il était essentiellement homme du monde dans la meilleure acception du mot. Très strict sous le rapport de la discipline, il ne se montrait pourtant pas d'une sévérité outrée, et faisait preuve d'une grande tolérance pour les faiblesses de notre société moderne. A la fois soldat et philosophe, ces deux personnalités étaient si bien fondues en lui que nul n'aurait pu dire où commençait l'une et où finissait l'autre. M. de Maupas, pénétré parfois à l'excès de sa propre importance, était trop fonctionnaire. Sa participation heureuse au coup d'État lui avait donné une opinion exagérée de son talent spécial pour « empoigner les gens ».

Un Anglais de mes amis, à qui je l'avais présenté, résumait ainsi, et non sans justesse, ses prétentions : Maupas est comme cet agent de police qui, ayant arrêté sans aide une femme de soixante ans, s'en vantait hautement, ajoutant qu'il eût agi de même, sa prisonnière eût-elle eu quatre-vingts ans.

Si bon cœur qu'eût M. Boittelle, il ne savait faire montre d'aucune sympathie pour cette philanthropie banale dont l'Impératrice, en revanche, semblait parfois éprouver de véritables accès : bien en cela de la race de la grande dame espagnole qui fit élever un monu-

ment sur la tombe d'un taureau au supplice duquel elle avait applaudi dans l'arène avec une sorte de frénésie.

C'est ainsi qu'elle exprima un jour à M. Boittelle le désir de visiter Saint-Lazare. Nous n'avons rien, en Angleterre, d'analogue à cette institution. La misérable femme qui, la nuit tombée, rôde dans nos rues est, sauf dans quelques villes de garnison, tacitement ignorée par nos législateurs, et, lorsqu'elle transgresse la loi commune, traitée par nos magistrats comme tout autre membre de la société. Nous n'avons pas d'établissements où le cancer moral morde plus profondément encore dans la chair et le cœur de ceux qui en souffrent par le fait même de l'isolement auquel on les soumet ; nous n'avons pas de système qui, en donnant au vice une sorte de consécration officielle, ferme, pour ainsi dire, à la créature déchue toute entrée dans la voie meilleure d'une vie réformée, qui conserve à jamais comme marque d'infamie sur un registre infernal les noms de malheureuses que le besoin seul souvent a poussées à s'y faire inscrire. Dieu en soit loué, nous n'avons pas de Saint-Lazare !

M. Boittelle connaissait assez l'état intellectuel et moral de la plupart des pensionnaires de cette triste maison, pour ne nourrir aucune illusion sur le bénéfice qu'elles pourraient retirer de la visite isolée d'une personnalité aussi haute ; et, d'autre part, il sentait fort bien qu'une curiosité morbide, très habilement dissimulée sous le masque de l'intérêt, était le seul mobile de la démarche de l'Impératrice.

Le respect même qu'il portait à sa souveraine le faisait hésiter à l'exposer inutilement à une insulte sinon probable, au moins possible ; il considérait donc la visite projetée comme tout à fait inopportune. Sachant bien qu'il serait absolument oiseux de développer à l'Impératrice, pour la faire renoncer à son dessein, ces raisons inspirées par une sagace philosophie, il se

résolut à adopter, en cette occasion, le franc parler du soldat : « Quels que soient, madame, vos sentiments de charité pour celles qui souffrent là, lui dit-il, votre place n'est pas au milieu d'elles. » Si brusque que fût la réponse, une minute de réflexion devait suffire à la plus pointilleuse des femmes pour démêler que son interlocuteur n'avait en rien l'intention de l'offenser. L'Impératrice en jugea autrement, et se redressant de toute sa hauteur : « La charité peut aller partout, monsieur, répliqua-t-elle. Vous voudrez bien m'accompagner demain à Saint-Lazare. »

Je désire parler aussi brièvement que possible des pensionnaires de ce sombre édifice du haut du faubourg Saint-Denis, mais la simple honnêteté m'oblige à convenir qu'une fois incarcérées, et si elles se conduisent bien, — à leur point de vue, naturellement, — ces malheureuses ne sont pas traitées avec une dureté inutile; j'irai plus loin, et je dirai même qu'on use envers elles de plus de douceur qu'avec les prisonnières des autres établissements pénitentiaires. Cette méthode d'indulgente pitié est due à la présence de ces anges de douceur qu'on appelle les Sœurs de charité (1). Elles sont là, nombreuses, patientes, sans grief personnel à venger sur leur propre sexe ; aussi ne regardent-elles pas ces créatures tombées comme le feraient peut-être d'anciennes et moins heureuses rivales, et ne sont-elles, par conséquent, jamais tentées de leur appliquer en gestes, en actes ou en paroles, un impitoyable *væ victis !*

Pendant mon long séjour à Paris, j'ai été autorisé deux fois à visiter Saint-Lazare, et je puis sincèrement affirmer que, si les lois qui y relèguent ces femmes constituent une injure flagrante à la civilisation du dix-

(1) Ce ne sont pas les Sœurs de charité proprement dites qui sont à Saint-Lazare (quoique leur berceau y soit), ce sont les Sœurs de Marie-Joseph. (*Note du Traducteur.*)

neuvième siècle, la façon du moins dont ces lois sont appliquées n'a rien de brutal. Cela ne veut pas dire, à coup sûr, que les pensionnaires y couchent sur des lits de plume, ni que leur nourriture soit d'une délicatesse exquise; mais leur bien-être matériel y est assuré. Toutefois l'Impératrice, dans un élan de sentimentalité fort déplacée, s'étonna que leurs repas quotidiens se terminassent sans dessert et en fit la remarque d'un ton de reproche. M. Boittelle, dont le bon sens avait été mis à une rude épreuve depuis le commencement de la visite, ne put réprimer un sourire : « Vraiment, madame, dit-il, vous permettez à votre bonté de faire taire votre raison. Si elles ont du dessert, que donnerons-nous aux honnêtes femmes? »

Le lendemain, M. Boittelle était nommé sénateur, c'est-à-dire privé de ces fonctions de préfet de police qu'il avait si bien remplies, de ce poste dans lequel il avait fait tant de bien et si discrètement. Lorsqu'il revit l'Impératrice bien des années après, la dernière heure de l'Empire avait sonné; ce fut en vain pourtant qu'il essaya de vaincre le ressentiment qu'elle lui gardait encore pour sa brusque franchise.

Et cette femme qui s'apitoyait sur le manque de dessert au réfectoire de Saint-Lazare pouvait, à la fin de la chasse, sauter délibérément de son cheval, plonger la lame acérée d'un couteau dans la gorge d'un cerf pantelant, et se réjouir à la vue du sang. Maints témoins de ces exploits cynégétiques en avaient conclu qu'à l'heure du danger elle saurait hardiment tenir tête aux ennemis de sa dynastie comme aux siens propres. Je n'ai pas besoin de souligner ici la profondeur de leur méprise. Chacun sait comment elle se déroba au moment suprême, tandis que la princesse à qui elle s'était flattée d'enseigner les manières de la cour, la princesse Clotilde, sut partir, elle, en reine, dans son landau découvert et précédé d'un courrier.

CHAPITRE VI

Un sculpteur et son modèle. — Les funérailles de Cortot. — Sympathie de David d'Angers pour la Grèce. — Le monument de Marco Botzaris. — Un complot contre David; son modèle lui sauve la vie. — Triste voyage en Grèce. — Révélations de Canler sur les dessous de la police parisienne. — Exil et mort de David. — Encore le modèle; sa mort à la Charité.

Au sujet du traitement infligé à Paris aux « femmes déchues », je citerai l'anecdote suivante, qui emprunte un intérêt particulier à la personnalité d'un de ses principaux acteurs.

Le sculpteur Cortot mourut en 1843; j'assistai à ses funérailles, et, en suivant le convoi à pied, comme il était d'usage à cette époque, je me trouvai à côté d'un des plus grands artistes que la France, je pourrais dire le monde entier, ait jamais produits : c'était David d'Angers. On ajoutait à son nom patronymique celui de sa ville natale, pour le distinguer de son célèbre homonyme, le peintre David. J'avais fait, un an plus tôt, la connaissance du grand sculpteur dans l'atelier de Delacroix. Tout à coup, tandis que le cortège longeait le quai Malaquais, je vis mon compagnon tressaillir violemment et quitter soudain la file du deuil. Ce ne fut que pour un instant, et il reprit bientôt place auprès de moi : mais je ne pus moins faire que de remarquer son trouble. Lui-même démêla sans doute sur ma physionomie la muette expression de mon intérêt, car, sans que

je lui fisse aucune question, il me dit spontanément : « Ce n'est rien. Je viens d'apercevoir une femme qui m'a sauvé la vie, et à en juger par sa mise et ses allures, elle doit être fort misérable, mais au moment où j'allais la rejoindre elle a disparu. Je crois deviner ce qui l'amenait ici, et je prendrai demain de plus amples informations, bien que ce soit, j'en ai peur, une démarche inutile. »

Je me tus un instant, quoique ma curiosité fût fort éveillée, car, je le répète, le monde artiste retentissait alors du nom de David d'Angers.

— Je ne savais pas, repris-je enfin, que vous ayez jamais couru un tel danger.

— Peu de gens le savent, répondit-il tristement ; car cela date de bien des années, lorsque vous étiez encore un enfant. Je vous raconterai tout cela à notre prochaine entrevue.

Une semaine plus tard environ, je quittais un soir le Café de Paris pour aller au bureau de tabac du coin de la rue Laffitte, lorsque je me heurtai au célèbre sculpteur. Le temps était très doux, nous nous assîmes devant Tortoni, et il me narra cette histoire que je rapporte aussi textuellement que me le permet un intervalle de plus de quarante années.

« S'il était besoin, commença-t-il, de m'excuser auprès d'un Anglais, d'avoir partagé ce philhellénisme qui abrégea la vie de Byron, je pourrais dire que j'ai sucé avec le lait le principe de l'indépendance nationale, car je suis né en 1789. Quoi qu'il en soit, lorsque Marco Botzaris succomba à Missolonghi, je me promis de lui élever, autant du moins que me le permettraient mes talents, un monument qui fût digne de son héroïque patriotisme. J'étais tout à la fois assez jeune pour être enthousiaste et assez présomptueux pour m'imaginer que je créerais quelque chose d'absolument inédit. Vous en avez vu le dessin, vous pouvez donc juger dans quelle mesure j'ai réussi. Toutefois, l'idée même de la

composition, quoique originale, ne fut pas, je dois l'avouer, le produit de ma seule imagination. Je sus sans doute saisir toute la poésie du sujet lorsqu'il se présenta inopinément à moi et l'adapter à mon œuvre; mais la frêle jeune fille, couchée sur le tombeau de Marco Botzaris et traçant du doigt son nom, me fut suggérée par une scène à laquelle j'assistai un jour au Père-Lachaise. Je vis une enfant inclinée sur une tombe et s'efforçant d'en déchiffrer l'inscription. Ce fut tout. Mais de cette minute, mon œuvre prit corps dans mon esprit; il ne me manquait plus que l'enfant idéale. La fillette entrevue au cimetière ne pouvait me servir de modèle, en admettant même, et rien n'était moins probable, que ses parents consentissent à la laisser poser; c'était, à n'en pas douter, « la petite demoiselle » d'une riche famille bourgeoise; en outre, bien nourrie et potelée, elle ne pouvait avoir plus de sept à huit ans. Il me fallait, au contraire, une adolescente, presque une femme; tous ses traits et tous ses membres devaient témoigner du mystérieux travail de transition qui s'opérait en elle. N'était-elle pas destinée à représenter, à l'observateur le plus indifférent, les souffrances engendrées par la lutte contre l'oppression pour la liberté? Penchée sur la tombe de Botzaris, elle semblerait scruter la pensée du grand patriote et recueillir ses aspirations; elle symboliserait la Vie arrachant à la Mort son secret.

« Telle était ma pensée, et pendant nombre de jours je me creusai la tête pour découvrir parmi mes modèles un type capable de l'incarner physiquement et moralement. Recherches vaines; les grisettes de la rue de Fleurus et du quartier Latin, en dépit de ce qu'en ont écrit les poètes et les romanciers de l'époque, n'étaient rien de moins que l'incarnation visible d'un sentiment sublime; les amertumes et les douleurs que doit entraîner une passion romanesque et méconnue, ne ternis-

saient pas du moins la fraîcheur de leur teint et n'influaient nullement sur la rondeur de leurs contours. C'étaient de fringantes créatures, et tout le dénotait en elles au premier coup d'œil. J'avais confié à quelques amis cet objet constant de mes préoccupations, et l'un d'eux m'envoya un jour un modèle qui lui avait paru réaliser l'idéal que je rêvais. La tête était certainement superbe, je n'ai jamais vu comme traits un ensemble plus parfait de beauté classique; mais d'expression, point; de plus, le buste opulent de la donzelle semblait prêt, dans sa luxuriance, à faire éclater victorieusement son mince corsage. Je lui dis aussitôt qu'elle ne pouvait me convenir, et lui développai mes raisons. « Monsieur ne peut pourtant pas exiger, me répliqua-t-elle lestement, que je tombe en consomption pour deux francs cinquante l'heure. » Et d'un bond, elle quitta l'atelier.

« Je finissais par devenir un fléau pour mon cercle d'intimes, lorsqu'un jour, en allant dîner avec Victor Hugo chez la mère Saget, à la barrière du Maine, je rencontrai tout à coup, boulevard du Montparnasse, le type même que j'avais si longtemps cherché en vain. La pauvrette, en dépit de ses haillons, était simplement charmante; âgée de quatorze ou quinze ans au plus, très grande pour son âge, d'une maigreur extrême, presque diaphane. Elle s'appelait Clémentine : je ne l'ai jamais connue que sous son nom de baptême, et je doute fort qu'elle en possédât un autre. Dès le lendemain matin, elle arrivait avec sa mère, vieille mégère portant l'ivrognerie et la débauche visiblement inscrites sur chacun des traits de son visage. Mais l'enfant elle-même était absolument innocente, aussi innocente du moins qu'il lui était possible de l'être avec une telle mère, — et d'une docilité parfaite. La vieille sorcière voyant que je ne lui offrais pas de rafraîchissements, dégoûtée peut-être de mon manque d'hospitalité, et lasse de se

tourner les pouces, cessa bientôt d'accompagner Clémentine, qui, désormais, vint seule à l'atelier.

« Mon atelier était alors situé rue de Fleurus. Au mur était suspendu, dans un cadre de satin noir, sur un panneau de velours, un superbe christ de bronze. J'avais souvent, et non sans surprise, remarqué que l'horrible vieille le considérait longuement, comme s'il eût exercé sur elle une sorte de fascination. Un jour que la fillette se rhabillait après deux ou trois heures de pose, elle s'écria tout à coup : « C'est à cause de ce christ que ma mère ne veut plus venir ici; elle dit qu'elle le volerait. Elle ne cesse d'en parler. Je me demande si vous consentiriez à vous en séparer, monsieur David. Un christ comme celui-là serait beau dans notre mansarde. Il me consolerait et m'encouragerait. Si vous vouliez, je vous l'achèterais. Naturellement je n'ai pas d'argent, mais vous en déduiriez le prix sur mes poses. Je poserai tant que vous voudrez, non seulement pour cette statue, mais pour tout ce que vous pourrez entreprendre plus tard. »

« Nous autres démocrates, républicains déterminés et presque révolutionnaires, nous ne passons pas généralement aux yeux du plus grand nombre pour être très respectueux des dogmes religieux; on nous regarde presque toujours comme des libres penseurs endurcis, pour ne pas dire des athées. C'est souvent une erreur (1). Je n'ai pas l'intention de vous réciter mon *Credo*, mais soyez certain que bien des républicains de 1789 et même de nos jours étaient et sont encore des croyants. En tout cas, je me plus à croire que ce christ tant désiré

(1) C'est une erreur. Sans parler de Camille Desmoulins répondant au juge qui lui demandait son âge : « L'âge d'un autre *sans-culotte*, Jésus », Esquiros parlait fréquemment du « Christ, ce bon patriote ». Lamennais commença ainsi son projet de Constitution : « Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, et par la volonté du peuple français. » *L'Éditeur.*

par la mère et l'enfant pourrait exercer quelque influence salutaire sur leur façon de vivre. Aussi, décrochant simplement le crucifix de bronze, je le lui tendis. Elle fléchit sous le poids. « Vous avez envie de ce christ, lui dis-je, le voilà; et quand vous serez tentée de faire le mal, regardez-le et pensez à celui qui vous le donne. »

« Qui me le donne ! » s'écria-t-elle avec bonheur; et sans ajouter un mot, elle s'enfuit de toute la vitesse de ses jambes. Six mois environ à partir de ce jour, la statue était achevée. Je n'avais plus besoin des services de Clémentine, et son souvenir s'effaça graduellement de mon esprit.

« Peut-être vous est-il revenu aux oreilles que peu de temps après le départ de mon œuvre pour la Grèce, je fus assailli rue Childebert en allant chez Gérard de Nerval. J'eus le crâne ouvert en deux endroits, et on me laissa pour mort sur la place. Je serais mort, en effet, sans un brave homme d'ouvrier qui, ayant trébuché sur moi en traversant la rue, me releva, me reconduisit chez moi et me veilla jusqu'au matin. Je devinai aussitôt qui était mon agresseur, quoique je n'en aie jamais soufflé mot à âme qui vive. Je n'avais pas, Dieu merci ! et je n'ai pas encore, que je sache, beaucoup d'ennemis, mais j'avais offensé cet homme en lui refusant mon vote dans un concours. Toutefois il n'était pas, j'en suis convaincu, responsable de ses actes, et dès ce moment il devait être fou. Ce n'est que bien des années après, lorsqu'il renouvela son attentat contre moi, que j'acquis la double certitude de sa culpabilité et de sa folie. Vous êtes très jeune, et la jeunesse est très crédule ou très sceptique. Il faut éviter ces deux écueils. Si vous entendiez à l'Ambigu ou à la Porte-Saint-Martin ce que je vais vous raconter, vous vous croiriez tenu, en homme éclairé, d'en hausser les épaules, en regardant avec une sorte de dédain bienveillant la grisette, le bourgeois ou l'ouvrier écoutant bouche bée

avec une foi presque religieuse. La Providence, ou le hasard, comme vous voudrez, combine plus de situations dramatiques, — et de plus saisissantes, — que MM. Scribe et consorts n'en ont imaginé pendant tout le cours de leur carrière professionnelle. Écoutez, et vous en jugerez par vous-même.

« Sept ans environ après l'attentat de la rue Childebert, je reçus un matin une lettre m'invitant à prendre part à une réunion qui devait avoir lieu le soir même, entre minuit et une heure, dans une maison du faubourg Saint-Jacques, proche du Val-de-Grâce. La lettre me traçait mon programme. Il n'y avait pas de portier dans la maison, je devais me munir d'une lanterne sourde, monter quatre étages. Là, je trouverais une porte, marquée d'une croix à la craie. Elle s'ouvrirait à une façon de frapper particulière qu'on m'indiquait. En dépit du danger que j'avais couru antérieurement, je n'eus pas le plus léger soupçon que cette convocation pouvait cacher un piège. Je n'établis pas la moindre corrélation entre cette lettre et l'événement où j'avais cru perdre la vie et dont le souvenir, si étrange que cela puisse paraître, s'était momentanément effacé de mon esprit. Une autre raison encore peut expliquer mon manque de prudence : sur un coin de la lettre, j'avais reconnu le signe, non pas précisément d'une société secrète, mais enfin le signe de ralliement convenu entre un certain nombre de patriotes.

« Bref, ce soir-là, un peu avant minuit, j'arrivais au lieu du rendez-vous. Je n'eus pas de peine à trouver la maison, et j'atteignis le quatrième étage sans rencontrer personne. Là se trouvait bien la porte marquée d'une croix à la craie. J'y frappai une fois, deux fois, sans recevoir de réponse. Néanmoins, la pensée d'un guet-apens ne m'effleura même pas. Je commençais à me croire la victime d'une farce des

élèves de l'École des Beaux-Arts, dont la plupart connaissaient mes opinions politiques. Je me retournais déjà pour redescendre, lorsqu'une porte de côté s'ouvrit lentement, et une jeune fille parut sur le seuil avec un flambeau allumé. La chandelle qu'elle portait et ma lanterne ne donnaient qu'une faible lueur; je m'aperçus pourtant qu'elle avait pâli en me voyant; mais ce n'est qu'au son de sa voix que je la reconnus. C'était Clémentine, mon ancien modèle. Elle me donna à peine le temps de parler. « C'est vous, monsieur David », me dit-elle, toute tremblante de crainte et d'émotion. « Vous! Au nom du ciel, partez, partez aussi vite que possible. Si vous restez une minute de plus, vous êtes un homme mort. Au nom du ciel, partez ! Et, de grâce, ne soufflez mot de ceci à personne, car ma mère et moi, nous le payerions de notre vie. Pour l'amour de Dieu, partez. Je ne savais pas que vous étiez la personne attendue. Partez, partez! »

« Je ne crois pas avoir articulé une parole. Instinctivement, je ne sentais que trop que je me trouvais en face, non pas d'une plaisanterie comme je l'avais imaginé, mais bien d'une réalité terrible. En un clin d'œil, j'eus descendu les escaliers et me retrouvai dans la rue. Là seulement se présenta à moi l'idée d'un rapprochement entre l'événement actuel et celui, déjà lointain, de la rue Childebert. Je résolus alors d'attendre et de faire le guet. Je me blottis donc contre une porte cochère distante de quelques pas. Dix minutes s'étaient à peine écoulées, que je vis une demi-douzaine d'individus arriver et disparaître dans la maison où habitaient Clémentine et sa mère. L'un d'eux, j'en suis certain, était l'homme que je soupçonnais d'avoir déjà attenté à mes jours.

« Les années passèrent sans me faire perdre cette fois le souvenir de mon ancien modèle, quand un jour je fus saisi du désir de la revoir. De nouveau, mais

en plein jour, je me rendis à la maison du faubourg Saint-Jacques, grimpai les étages et frappai à la porte que j'avais un assez sérieux motif de me rappeler. Elle me fut ouverte par un ouvrier, et un rapide coup d'œil jeté dans l'intérieur de la chambre me montra que j'avais affaire à un fabricant de formes pour chaussures. « Mlle Clémentine? » lui demandai-je. Cet homme me regarda assez insolemment. « Personne de ce nom n'habite ici. » Je m'enquis aux étages inférieurs, on ne la connaissait pas. Clémentine avait disparu. Je ne l'ai revue qu'en suivant, il y a quelques jours, avec vous le convoi de Cortot. Je ne l'aurais pas reconnue sans le christ de bronze qu'elle portait sous le bras et qui attira mon attention. Si ce que je suppose est vrai, elle doit avoir atteint le dernier degré de la misère; car je suis convaincu que seul un dénuement absolu a pu la décider à se séparer de son christ. Je n'ai pu pourtant le retrouver dans aucune des boutiques de bric-à-brac des quais, et je crois bien les avoir toutes visitées; il ne me reste donc rien à faire, si ce n'est d'attendre que la destinée place de nouveau cette malheureuse sur mon chemin. »

Là s'arrêtait le récit du grand sculpteur. Pendant les huit années qui suivirent, c'est-à-dire jusqu'au coup d'État, nous nous vîmes souvent, et, chose assez curieuse, je ne manquais guère de lui demander à chaque rencontre si, dans ses nombreuses courses à travers Paris, il n'avait jamais aperçu son ancien modèle. Je m'intéressais étrangement au sort de cette inconnue, et si nous avions pu la retrouver, j'aurais certainement assuré son avenir. Mes questions, pendant trois ans, reçurent toujours la même réponse négative; mais un soir, vers la fin de 1846 ou au commencement de 1847, David me dit qu'il l'avait croisée sur les boulevards extérieurs, bras dessus, bras dessous, avec un de ces terribles et tristes personnages

dont il faut trop souvent parler, mais qui, autant que je sache, ne forment nulle part une classe reconnue, si ce n'est à Paris et dans les grands centres de province. Il était visible que Clémentine désirait éviter David. Peu après, il la rencontra de nouveau et, cette fois, la suivit; mais bien qu'il fût loin d'être poltron, le courage lui manqua pour pénétrer dans le bouge où elle disparut avec son compagnon. Il la revit une dernière fois, dans la rue des Boucheries, au milieu de 1847. Elle était seule, semblait être revenue à son ancien quartier. Il fallut qu'elle lui parlât pour que David la reconnût. Son visage était tout couturé de cicatrices horribles, « provenant des blessures que lui avaient infligées ses amants ». Elle l'aborda pour le prier de lui venir en aide; ce qu'il fit aussitôt; mais à peine s'était-elle éloignée de quelques pas qu'elle fut arrêtée et conduite à la prison de l'Abbaye Saint-Germain (1), tout près de là. David l'y suivit afin d'intercéder pour elle. On lui dit de revenir le lendemain matin, et le soir même il me conta l'aventure. Je me résolus à l'accompagner, espérant pouvoir enfin exécuter mon projet et ramener au bien cette âme dégradée. J'échouai sans qu'il y eût de ma faute; mais ma tentative, du moins, me mit-elle en rapport avec un personnage presque aussi intéressant dans son genre que David dans le sien : M. Canler, le futur chef de la police parisienne. C'est par lui que j'ai connu quelques-uns des traits les plus révoltants de la vie criminelle à Paris. Mais avant de traiter ce sujet, je désire consacrer quelques lignes encore à David, que j'ai eu l'honneur de compter parmi mes amis jusqu'au jour de sa mort, bien que les dernières années de sa vie se soient passées hors de France. Il y revint toutefois pour mourir

(1) La prison de l'Abbaye était spécialement réservée aux soldats. Il ne peut être question que d'un poste voisin ou annexe de la prison. (*Note du Traducteur.*)

en 1856. Louis-Napoléon l'avait exilé après le coup d'État, soi-disant pour ses opinions politiques, mais en réalité à cause de son refus de terminer le monument funéraire de la reine Hortense après la tentative avortée de Boulogne.

J'hésite quelque peu, parlant de la France et des Français, à prodiguer les mots : « patriote et patriotisme », et mon hésitation redouble en considérant les patriotes de la troisième république et leur patriotisme. Je dois dire pourtant que, pour David d'Angers, ces mots étaient presque sacrés. Issu de parents extrêmement pauvres, il s'était acquis par son travail une fortune qui eût semblé suffisante même à des hommes nés dans une sphère plus haute et ayant des habitudes plus dispendieuses. Lui était la simplicité et la frugalité personnifiées, sa fille avait des goûts plus modestes encore, la plus grande partie de leur revenu allait soulager les misères d'autrui. Il n'avait donc rien à gagner à l'avènement d'une république, rien à perdre à l'établissement d'une monarchie ou d'un empire, et, s'il fut toujours l'ardent champion des institutions républicaines, — telles qu'il les comprenait, — on ne peut l'attribuer qu'à la noblesse de sa nature. Louis-Napoléon commit, en l'exilant, une faute que ses plus chauds amis ont peine à lui pardonner. Mais David ne se plaignit jamais. De même jamais il ne se permit une parole amère contre la mémoire de Flaxman, bien que Flaxman, le croyant de la famille de Louis David, qui avait voté la mort de Louis XVI, ait, à l'époque des débuts de son jeune confrère, refusé de le recevoir. Il tint toujours, au contraire, en grand honneur le souvenir du célèbre sculpteur anglais...

Et David s'en alla, errant désormais, avec sa fille, en pays étranger. Il essaya d'abord de s'installer à Bruxelles, mais bientôt le désir irrésistible de revoir celle de ses œuvres qu'il considérait comme la plus

belle, le monument de Marco Botzaris, ce désir l'attira en Grèce. Un ami, auquel il communiqua son dessein, lui écrivit aussitôt : « N'y allez pas », mais sans lui expliquer ce conseil, sans lui dire surtout que lui-même un an plus tôt était allé à Missolonghi. Nous trouvons le secret de ces réticences dans une lettre que David lui écrivit peu de jours après être revenu de Grèce. Il m'a été permis de la copier, et je la transcris ici mot pour mot : « Notre vaisseau n'avait pas encore jeté l'ancre près de l'endroit où mourut Byron, que j'apercevais déjà le tumulus érigé au pied du bastion en l'honneur de Botzaris et de ses héroïques compagnons. Ce n'était à l'horizon qu'un petit point sombre, mais au-dessus apparaissait une tache plus petite encore et d'un blanc lumineux, et je sentais instinctivement que c'était là ma statue de la « Jeune fille grecque ». Haletant d'émotion, je regardais, je regardais, m'imaginant voir bouger la tache à mesure qu'avançait le vaisseau. Pur effet de mon imagination, sans doute, espoir présomptueux de l'artiste cherchant dans la créature de marbre un frisson de vie à l'approche de son créateur.

« Hélas! pourquoi suis-je allé plus loin? Que ne me suis-je contenté du mirage au lieu de me précipiter en toute hâte vers la réalité! Car la réalité était déchirante, si déchirante que je pleurai comme un enfant, les poings serrés comme un géant au désespoir. La main droite de la statue, l'index qui montrait le nom avaient été brisés ; les oreilles avaient disparu ; l'un des pieds était pulvérisé, et la face lacérée de coups de couteau. C'était la face même de mon malheureux modèle, telle que je l'avais vue, dans les circonstances que je vous ai autrefois décrites. La statue entière était criblée de balles, et quelques touristes, des Anglais très probablement, avaient gravé leur nom sur le dos de la jeune fille. Ainsi se termine le plus

glorieux chapitre de ma carrière artistique : le modèle, dégradé à défier tout espoir de rédemption ; l'œuvre, mutilée sans retour ; l'auteur, exilé.

« Je me sentais impuissant à réparer le mal, aussi ne m'arrêtai-je pas longtemps. Peut-être ai-je tort de me plaindre. Je savais que Byron avait été enseveli près des fortifications de Missolonghi ; mais tous mes efforts pour retrouver la place de sa sépulture étaient restés infructueux (1). La maison où il avait rendu le dernier soupir était démolie. Pourquoi les Grecs auraient-ils eu plus de respect pour Botzaris ou Mavrocordato, que pour le grand poète ? Et s'ils se souciaient si peu de telles mémoires, que pouvait leur importer l'œuvre d'un inconnu ?... Toutefois, debout, à l'arrivée du vaisseau déjà en marche, je sentis mon cœur se briser ; j'avais perdu ma dernière illusion. »

Je crois fermement que la mutilation injurieuse infligée à sa statue hâta la mort de David. Son œuvre a été restaurée depuis par son élève de prédilection, M. Armand Toussaint, qui s'y était formellement engagé peu de jours avant la fin de l'illustre sculpteur. Néanmoins, le monument ne fut ramené à Paris qu'en 1861, et lorsque M. Toussaint eut achevé sa tâche, il invita la presse et les amis de son maître à venir juger du résultat de sa tentative. C'est à la porte de son atelier que je vis pour la première fois la femme dont j'ai narré plus haut les aventures. Quinze jours après, elle mourait à l'hospice de la Charité, en paix, j'en ai le confiant espoir, avec son Créateur.

La destinée, la Providence, que vous nommerez comme vous voudrez, ainsi qu'aurait dit David, m'avait amené là juste à temps pour adoucir les dernières douleurs d'une malheureuse qui, sans être absolument ir-

(1) David parle naturellement de l'endroit où les restes de Byron avaient été primitivement déposés. *L'Éditeur.*

responsable de ses propres fautes, avait été surtout la victime d'un système, système tellement inique que l'esprit le moins sérieux, pour peu qu'il soit doué d'une étincelle d'humanité, n'y peut songer sans frémir. Je fais allusion ici au système employé par la police criminelle de Paris dans la recherche des malfaiteurs ; il n'est pas encore complètement abandonné, bien que son succès implique les plus cruelles tortures pour de malheureuses femmes, tombées, il est vrai, mais des femmes pourtant, qu'il livre sans défense à la brutalité de leurs souteneurs (1).

Je m'abstiens d'angliciser le mot ; il s'expliquera de lui-même à la lecture des documents qui suivent, car, heureusement pour nous, ce type odieux n'existe pas en Angleterre, du moins comme classe sociale, et, ce qui est pire encore, comme classe sociale reconnue par ceux-là mêmes dont le premier et le plus impérieux des devoirs serait de l'exterminer, branches et racines.

. . . . . .

Le lendemain de l'arrestation de Clémentine, nous nous rendîmes, David et moi, à la prison de l'Abbaye Saint-Germain (2). Le sculpteur ayant fait passer son nom, ce fut le directeur lui-même qui vint nous recevoir. Mais Clémentine n'était plus là ; dès la nuit précédente, on l'avait transférée à la préfecture de police, « où, en vous hâtant, vous la trouverez encore », nous dit le directeur. Il nous remit une lettre d'introduction pour le fonctionnaire chargé des « filles soumises réfractaires », ou encore des « insoumises » coupables de quelque délit, car alors comme aujourd'hui ces infortunées n'étaient pas jugées par un

(1) En français dans le texte.

(2) Nous avons déjà dit qu'il s'agissait vraisemblablement d'un poste annexe ou voisin de cette prison. C'est sous cette réserve que nous conservons au fonctionnaire auquel David rend visite le titre de « directeur ». (*Note du Traducteur.*)

magistrat de la police ordinaire en audience publique, mais sommairement condamnées par ledit fonctionnaire, dont les jugements étaient portés à revision ou à confirmation devant son supérieur, le chef de la première division de la préfecture. Disons plus, la décision prise à leur égard n'était pas même, de crainte de scandales, communiquée à ces femmes avant qu'elles fussent bien et dûment enfermées à Saint-Lazare, car on les interrogeait toutes ensemble, et rien, on le sait, n'est contagieux comme l'esprit de révolte, surtout dans ce milieu de créatures ignorantes et hystériques.

Lorsque nous arrivâmes à la préfecture de police, la séance était terminée, mais notre lettre nous ouvrit la porte du cabinet du fonctionnaire. Sur la description de David, il se rappela parfaitement la femme en question et nous dit aussitôt qu'elle n'avait pas été envoyée à Saint-Lazare, mais relâchée. Quelqu'un avait agi en sa faveur, et ce quelqu'un n'était pas un moindre personnage que Canler lui-même, encore simple inspecteur à cette époque, mais qui s'était déjà mis hors de pair par son habileté de détective. « Qu'en a-t-il fait ? » demanda David.

« Je ne saurais vous le dire, lui fut-il courtoisement répondu, mais voici son adresse, et je ne doute pas qu'il ne se fasse un plaisir de vous donner tous les renseignements compatibles avec son devoir professionnel. »

Là-dessus, nous saluâmes et prîmes congé.

Ce ne fut que deux jours plus tard, ou plus exactement dans la soirée du surlendemain, que nous réussîmes à voir Canler, qui était alors chargé de la surveillance des théâtres du boulevard du Temple. J'aurai l'occasion de revenir encore à lui dans ces Souvenirs; aussi voudrais-je esquisser en quelques lignes son portrait.

Il avait alors environ cinquante ans et, très différent en cela d'un de ses successeurs, M. Claude, offrait le type accompli du vieux troupier. Personne n'aurait pu élever l'ombre d'un doute sur son honnêteté, et son intelligence était incontestable. Et néanmoins, cet homme, malgré cette honnêteté et cette intelligence, absorbé qu'il était par un but unique, la recherche et la capture des malfaiteurs, fut assez aveuglé par son idée fixe pour développer, sinon pour créer, un système absolument subversif de toute moralité.

Le nom de David étant partout et toujours le meilleur des passeports, il ne se fut pas plutôt fait connaître que Canler venait à lui. Le sculpteur expliqua son affaire, qui amena une grimace significative sur le visage de l'officier de police.

« J'ai bien peur, monsieur David, de ne pouvoir vous être d'aucun secours en cette circonstance. A parler franc, je l'ai rendue à la liberté sur la demande de son souteneur. »

Nous ouvrîmes des yeux comme des portes cochères.

« Oui, ajouta-t-il, je sais ce que vous allez me dire. Je connais d'avance toutes vos objections. Mais je ne pouvais agir autrement; cet individu m'a rendu un service, et c'en était le prix. Sans son aide, un des plus redoutables voleurs de Paris courrait encore les rues, tandis qu'il est bel et bien sous les verrous. C'est révoltant, j'en conviens; mais à la guerre comme à la guerre. » Voyant que nous restions muets, il poursuivit : « En règle générale, je ne dévoile pas mes tactiques à tout le monde; mais vous, monsieur David, vous n'êtes certes pas tout le monde, et si vous voulez bien venir me retrouver à la fermeture du théâtre, je serai bien aise d'en causer avec vous. »

A minuit et demi, nous étions installés dans un restaurant près de la Porte-Saint-Martin, et, après quel-

ques phrases préliminaires, Canler prenait la parole : « Si grand artiste que vous soyez, monsieur David, vous ne sauriez produire une statue sans faire les frais du bloc de marbre ou de la coulée de bronze qui donne un corps à votre œuvre rêvée. Vous devez payer de plus le praticien qui fait pour vous le gros du travail. Nos praticiens, à nous, ce sont les gens qui nous renseignent, et ils exigent leur payement comme les plus honnêtes ouvriers. Pour découvrir les criminels, il faut de l'intelligence, sans doute, mais il faut aussi de l'argent. C'est précisément là ce qui me manque, et pourtant, lorsque j'ai accepté mes fonctions actuelles, j'ai formellement promis à M. Delessert de ne pas négliger ce côté de mes attributions. Je désire tenir ma parole, premièrement parce que je l'ai engagée ; secondement, parce que cette chasse au crime est devenue pour moi, vous l'avouerai-je ? une nécessité matérielle, comme le boire et le manger ; troisièmement, enfin, parce que j'espère bien être un jour à la tête de la Sûreté à Paris. Le gouvernement m'alloue chaque année une somme ridiculement minime pour mon service d'informations et les récompenses à ses propres agents. Cela dépasse de bien peu une trentaine de mille francs ; mais lorsque je suis entré en fonction, pas un sou ne m'en arrivait entre les mains, et, à peu de chose près, il en est encore de même aujourd'hui. J'ai donc été obligé de me mettre en quête d'auxiliaires suffisamment désintéressés pour me servir gratuitement ; mais le désintéressement absolu étant fort rare, je le sais bien, j'ai dû chercher mes collaborateurs parmi ceux-là mêmes que j'étais chargé de surveiller et qui, pour prix de ma protection en cas de mésaventure personnelle, sont prêts à dénoncer leurs compagnons de crime et de débauche. Je ne veux pas vous infliger l'énumération des diverses catégories de ces alliés de rencontre, sachez seulement que le plus

abject de tous, le souteneur, m'est de beaucoup le plus utile.

« Trop paresseux pour travailler et, neuf fois sur dix, peureux comme une souris, il n'a que bien rarement recours au crime, qui implique toujours une certaine dose d'audace et d'énergie. En outre, il adore son Paris, dans lequel, suivant lui, il s'amuse et vit grassement; toutes ces raisons lui font éviter avec le plus grand soin de se compromettre, bien qu'il soit journellement en contact avec tout ce qu'il y a de plus vil dans les bas-fonds d'une grande cité. Mais il s'empare des secrets de ces misérables, si secrets il y a dans ce monde de forcenés où pas un ne peut résister au plaisir de raconter ses pires méfaits, tout en sachant bien que son bavardage peut le mener tout droit à l'échafaud. Ont-ils fait « un beau coup, une bonne affaire », s'ils ne s'en vantent pas bien haut, dans leur cynique hâblerie, du moins font-ils montre de leur succès par un brusque étalage d'élégance, par une facilité inusitée à régaler le premier venu, etc. Toutes choses qui excitent la jalousie du souteneur, car, quoiqu'il vive dans un bien-être relatif avec ce que lui donne sa maîtresse, il n'a guère de ces superbes coups de filet... Sa maîtresse coffrée, le pot cesse de bouillir; au reste, il l'appelle sa *marmite*. En quelques jours, il est aux abois, à moins toutefois qu'il n'en ait une dans chaque quartier, ce qui n'est pas souvent le cas, bien que cela arrive quelquefois. Mais, de toute manière, l'incarcération de l'une d'entre elles diminue son revenu. Aussi, en pareille circonstance, se rend-il, non sans émoi, à la préfecture de police, où, en échange de l'adresse d'un voleur ou d'un assassin anxieusement recherché, il obtient la mise en liberté de la malheureuse. J'ai connu un de ces misérables qui avait perfectionné son système d'espionnage à un tel degré qu'il était toujours à même de vendre quelque secret aux autres souteneurs, quand

ceux-ci n'en avaient point de leur cru à divulguer aux agents. Il obtenait ainsi jusqu'à trois ou quatre cents francs d'une révélation de ce genre, pour laquelle la police ne lui aurait pas donné la vingtième ou même la trentième partie de cette somme. Trois ou quatre cents francs constituent bien, à vrai dire, pour le souteneur un fort déboursé ; mais quand sa *marmite* est bonne, il aime mieux s'exécuter que d'en être privé pour six mois et plus. J'ai déjà obtenu ainsi bien des renseignements. Le souteneur de Clémentine est un de mes clients ; c'est pourquoi je la lui ai rendue. C'est scandaleux, je le veux bien, messieurs ; mais, encore une fois, à la guerre comme à la guerre. »

M. Canler nous conseilla, en outre, de ne pas nous occuper davantage de Clémentine. Il refusa positivement de nous donner aucune indication pouvant nous mettre sur ses traces. C'est ainsi que je ne la retrouvai que cinq ans après la mort de David, et trop tard pour lui être d'aucune utilité ici-bas.

CHAPITRE VII

La reine Victoria à Paris. — Les touristes anglais en 1855. — La vraie revanche de Waterloo. — Ouverture de l'Exposition. — Napoléon III à Boulogne. — Arrivée de la Reine; son entrée à Paris; son installation à Saint-Cloud. — Réception à l'Élysée-Bourbon. — Représentation de gala à l'Opéra. — Bal à l'Hôtel de ville. — Revue au Champ de Mars. — La Reine aux Invalides. — Réplique du maréchal Vaillant. — Fêtes à Versailles. — Retour en Angleterre.

Si magnifiques qu'aient été l'hospitalité, presque intime pourtant, de Compiègne et les grandes réceptions officielles des Tuileries, elles furent absolument éclipsées par la série de fêtes données à l'occasion de la visite de la reine Victoria à Paris en 1855. Pendant près de trois mois, la capitale présenta l'aspect d'une vaste foire. L'Exposition universelle de cette année inaugura l'ère des voyages de la classe moyenne qui sont devenus depuis si fort à la mode, surtout en Angleterre. Dès avant 1855, la construction des chemins de fer avait sans doute amené pas mal de nos compatriotes à Paris, mais ils appartenaient à une tout autre classe que ceux qui envahirent alors la capitale de la France. C'étaient, ou des hommes d'affaires, venus pour leurs affaires, bien que ne dédaignant pas de se divertir entre temps; ou bien des membres de l'aristo-

cratie britannique, classés parmi les *upper ten* (1), ou se donnant pour tels et voyageant plus ou moins *en grands seigneurs*. Ils arrivaient individuellement, déposaient leur carte à l'Ambassade, etc... Tous ces nouveaux venus, au contraire, arrivaient en groupe, se réunissant sans se connaître et faisant route de compagnie; de l'hôtel Meurice, de l'hôtel Bristol, ils ignoraient même l'existence ; ils encombraient en revanche le Palais-Royal et ses restaurants secondaires; ajoutons que la plupart ne savaient pas un traître mot de français. Quoi qu'en ait pensé le Français s'exclamant devant la statue de Wellington placée en face d'Apsley-House, c'est alors, et alors seulement, que commença sérieusement « la revanche de Waterloo ». Elle dure toujours. En effet, c'est de 1855 surtout que date, à la devanture des magasins, l'apparition des fallacieuses petites pancartes portant ces mots : *English spoken here*. On avait, jusqu'à cette époque, fait aux Anglais — quel que fût leur sexe — séjournant à Paris, l'honneur de présumer qu'ils avaient, dès l'enfance, reçu d'un précepteur ou d'une gouvernante indigène au moins quelque teinture de français ; et si leur manière de parler la langue de Racine écorchait tant soit peu les oreilles, ce n'en était pas moins, disons-le, la plus céleste des musiques, comparée au jargon infernal que tout boutiquier parisien se croit maintenant tenu de servir à sa clientèle d'outre-Manche, sans parler de celui plus intolérable encore des guides et des valets de place qui, par légions, infestent les rues.

L'Exposition s'ouvrit le 15 mai, la visite de la reine Victoria n'était annoncée que pour le milieu d'août. Les loisirs de l'attente furent charmés pour les Parisiens par la vue du lord-maire — sir F. Moon, je crois — et des aldermen, qui arrivèrent au commencement de

(1) La crème, le gratin.

juin et furent splendidement reçus par la municipalité de Paris, dont une députation alla les accueillir à Boulogne. Il sautait aux yeux toutefois que, pas plus pour cette visite que pour celle du roi de Portugal et de son frère, les Parisiens, décorateurs, tapissiers, pourvoyeurs de toutes sortes et les habitants mêmes, ne s'étaient mis en grands frais d'ingéniosité. Le mot d'ordre, évidemment parti de haut, avait été donné de se réserver pour l'événement capital, celui que Napoléon regardait alors comme « le plus glorieux de son règne ». L'Empereur, quoiqu'il fût allé rejoindre aux Eaux-Bonnes et à Biarritz l'Impératrice, dont la grossesse était alors officielle, rentra à Paris à la fin de juillet pour s'occuper personnellement pendant plus de quinze jours des moindres détails relatifs à la visite de la Reine et en régler lui-même le programme tout entier.

Je comptais parmi les rares privilégiés qui accompagnèrent Louis-Napoléon dans son voyage à Boulogne, le vendredi 17 août 1855. Lorsque nous arrivâmes à destination, le yacht de la Reine n'était pas encore en vue, mais nous savions déjà que par suite de son fort tonnage il ne pourrait entrer en rade qu'à marée haute, ce qui reportait son arrivée au samedi à une heure de l'après-midi. Peu après l'heure fixée, le vaisseau et sa flottille parurent au large ; mais la Reine restant à bord, nous n'eûmes plus qu'à tuer le temps de notre mieux. La chose n'était pas difficile, la population entière remplissant les rues, où il faisait du reste infiniment meilleur que dans les mansardes étouffées, qualifiées de chambres par les hôteliers et comptées comme telles la modique somme de quarante francs par jour.

Par suite de l'uniformité de ma vie, ces souvenirs n'empruntent quelque intérêt qu'à mes relations avec les plus célèbres de mes contemporains. Néanmoins

j'ai beaucoup voyagé et j'ai assisté à toutes les grandes réunions de gala qui ont eu lieu de mon temps, soit en Angleterre, soit sur le continent : c'est donc en toute connaissance de cause que je proclame ici le maître d'hôtel français incomparable dans l'art de vous tondre de sang-froid. Les Suisses et les Italiens, malgré leur maîtrise indiscutable en l'espèce, ne sont rien à côté de lui ; et les Allemands ne lui arrivent pas à la cheville. L'Italien vous dépouille hardiment comme son compatriote de l'Opéra-Comique, Fra Diavolo ; le Suisse rappelle le bandit anglais, détrousseur de grands chemins du bon vieux temps ; l'Allemand ressemble au mendiant qui, tandis que vous entr'ouvrez votre bourse pour lui faire l'aumône, vous dévalise prestement ; mais le Français, c'est l'usurier rapace qui « n'opère pas pour son compte personnel, mais pour un patron au cœur dur et implacable ».

L'Empereur se leva dès l'aube le samedi et se rendit au camp occupé par les troupes sous le commandement du maréchal Baraguey-d'Hilliers. La physionomie de Louis-Napoléon était en toute occasion indéchiffrable ; ses yeux étaient bien, je le répète, comme ceux du vulgaire, « les fenêtres de son âme », mais les rideaux en restaient presque constamment baissés. Ce n'est qu'à de rares intervalles que ses traits impénétrables venaient à s'éclairer d'un rayonnement intérieur et que sa tête, qu'il portait d'ordinaire inclinée à droite, se relevait complètement. Ce matin-là, plus que jamais, sa figure restait morne, fermée. Et cependant cette journée, même au fataliste qu'il était, ne devait-elle pas sembler prodigieuse ? L'aveugle déesse de la fortune, la « bonne étoile » en laquelle il avait foi avait-elle jamais favorisé un mortel comme elle le favorisait alors ?...

Peu d'années auparavant, au cours d'un de ses voyages présidentiels, Strasbourg, théâtre naguère d'un de ses plus cruels échecs, Strasbourg l'avait, il est vrai,

acclamé. Et quel contraste saisissant entre les deux journées! La première fois, jeté dans une chaise de poste, il s'était vu entraîné en prisonnier vers Paris où l'attendait vraisemblablement la destinée la plus terrible; dans la seconde journée, au contraire, accueilli en sauveur de la France, il avait senti déjà la couronne impériale à portée de sa main! Mais combien plus fortement encore ce contraste ne devait-il pas s'imposer à son esprit dans cette matinée d'automne à Boulogne, lorsque les légions, ses légions, s'ébranlant quelques heures plus tard, prirent leurs positions de Wimereux, à droite, au Portel sur la gauche, pour rendre hommage à la souveraine d'un pays qui avait été le plus irréconciliable ennemi du fondateur de sa maison, sur ces hauteurs au pied desquelles il avait été impuissant à soulever l'enthousiasme de la France, à l'endroit même où il s'était rendu la risée du monde par sa pitoyable comédie de l'aigle apprivoisé!

Et toutefois, je le répète, pas un éclair de joie ou d'orgueil ne vint illuminer son masque de sphinx. A voir là cet homme, impassible au milieu des honneurs les plus éclatants que le monde puisse décerner, la parole de Voltaire, condamnant le fatalisme comme principe moteur de la vie, me revenait forcément à la pensée : « Si le fatalisme par aventure se trouvait être la vraie doctrine, je préférerais l'erreur à une vérité aussi cruelle. »

Du débarcadère à la gare (car à cette époque les trains ne venaient pas rejoindre les vaisseaux), deux régiments de lanciers et de dragons formaient la haie le long de la route, tandis que sur le pont traversant la Liane, trois cents sapeurs barbus comme des lions, avec leur petit tablier de peau blanche et la hache sur l'épaule, se tenaient massés sur trois rangs serrés.

Le yacht de la Reine, avait-on calculé, devait entrer au port à une heure; mais il en était bien près de deux lorsqu'il fut amarré au milieu des saluts tonnants des

forts. L'Empereur, qui avait passé sa matinée à cheval, préférant toujours à tout autre dans les grandes circonstances ce mode de locomotion qui le montrait plus à son avantage, l'Empereur attendait debout auprès de son cheval; il traversa aussitôt la passerelle splendidement drapée de velours pourpre et tendue de tapis de même couleur, et après avoir baisé la main de la Reine, il lui offrit le bras pour débarquer; derrière l'hôte impérial et son auguste invitée, suivaient immédiatement le prince Albert et les enfants royaux. Une magnifique et spacieuse voiture, doublée en satin blanc et pouvant contenir six personnes, attendait la famille royale ; deux chevaux seulement la traînaient, mais quelles bêtes admirables !... Napoléon savait les choisir et les apprécier, et n'avait pas à cet égard perdu le temps de son séjour en Angleterre. Lui-même remonta à cheval et prit place à droite de la voiture, tandis que le maréchal Baraguey-d'Hilliers prenait la gauche. La tête du cortège se mit en marche au milieu des acclamations frénétiques de la foule, mais il fut loisible à ceux qui suivaient de recueillir quelques curieux commentaires des manifestants. Sachant bien que le départ du train subirait un retard considérable, j'avais renvoyé ma voiture pour rentrer à pied. Lord *** m'accompagnait; grand amateur de plaisanteries, il s'avisa d'interpeller un vieux loup de mer au teint basané qui, bien qu'il eût une jambe de bois, arpentait vivement le terrain. « Eh bien, mon ami, lui dit-il, nous voilà réconciliés. »

— « Oui, oui, je t'en fiche ! répondit le marin ; mais, puisqu'ils en sont à se faire des mamours, ils devraient bien me rendre ma jambe, que j'ai perdue dans leurs querelles. »

— « Imbécile ! » interrompit un vieux troupier, moins vieux pourtant que notre premier interlocuteur, et qui, lui, était manchot. « Imbécile, ta jambe ne t'irait pas

plus qu'à moi mon bras ; c'était ta jambe de garçon ! »

— « C'est vrai », acquiesça l'autre avec philosophie ; « mais tout de même c'est drôle que nous nous soyons battus comme des chiens », et il désignait le détroit dans la direction de l'Angleterre, « pour en arriver à cela. Si le vieux revenait, il serait rudement colère. »

Et je puis bien dire qu'en dépit de l'attitude sympathique de la population, en province comme à Paris, c'était là, au fond, le sentiment général. « Waterloo est arrangé et non pas vengé, dit un Parisien ; il paraît qu'aussi bien qu'avec le ciel, il est avec les rois des accommodements. »

Bien que dans l'organisation primitive le départ eût été fixé à une heure et demie, nous ne quittâmes guère Boulogne avant trois heures ; aussi à notre arrivée à Paris, la nuit commençait-elle à tomber, sans qu'il fît assez sombre toutefois pour qu'on pût déjà allumer les illuminations préparées en l'honneur de la Reine tout le long des boulevards, depuis le boulevard de Strasbourg, récemment ouvert, jusqu'à la Madeleine. D'un autre côté, le crépuscule ne permettait pas à la foule désappointée de distinguer les traits de la souveraine. On alluma les lanternes de la voiture : le résultat ne fut pas très satisfaisant. Mais on savait que la reine Victoria avait exprimé le désir d'être conduite à Saint-Cloud en voiture découverte, au lieu de s'y rendre dans le carrosse de gala, usité en ces occasions et qui était fermé. Aussi les Parisiens, — soit dit à leur louange, — lui tinrent-ils compte de sa bonne intention et ne lui marchandèrent-ils pas leurs plus retentissantes ovations. Victor Hugo a dit quelque part que le Parisien, que ce soit pour rire ou pour menacer, aime à montrer ses dents, et c'est d'ordinaire tâche ingrate et épineuse que d'analyser de semblables manifestations d'enthousiasme, car il y a toujours, en somme, entre deux nations, autant de causes de haine que de motifs d'amour ;

mais si le sentiment exprimé par le soldat et le marin dont j'ai parlé plus haut couvait à n'en pas douter dans bien des cœurs, du moins, au milieu de l'enchantement du spectacle féerique qu'on lui offrait, la masse du peuple l'avait-elle momentanément oublié.

Malgré l'obscurité envahissante, la scène était vraiment unique. Je n'en ai vu pour ma part l'équivalent que lors de la rentrée des troupes après la guerre d'Italie, mais nos amis de la génération précédente lui comparaient tout bas la grande journée du retour des Bourbons, en 1814.

Quoique la nouvelle gare du Nord, élevée sur l'emplacement de l'ancienne, fût complètement terminée depuis plus d'un an, ses abords, sans en être demeurés tout à fait à l'état de superbe projet, ne présentaient guère à la vue qu'un dédale inextricable de constructions inachevées et un amas gigantesque de poussière et de matériaux qui la rendaient pour l'heure absolument impropre au développement d'un cortège royal. On avait décidé en conséquence de rattacher la ligne du Nord à celle de l'Est aussitôt après les fortifications. La gare de Strasbourg n'offrait pas les mêmes inconvénients, le boulevard de ce nom, bien que fort peu bâti, s'étendant sans interruption jusqu'au boulevard Saint-Denis.

J'ai vu dans ma vie beaucoup de ces grands spectacles de parade ; j'ai vu Turin, Florence et Rome, pavoisées et décorées aux jours de réjouissances populaires ; j'ai assisté aux cortèges historiques des villes universitaires d'Utrecht et de Leyde et aux entrées triomphales de Bruxelles ; je me suis trouvé à Londres aux solennelles journées d'actions de grâces, mais je n'ai rien contemplé qui fût comparable aux masses pressées de peuple couvrant la route jusqu'au bois de Boulogne dans cet après-midi du samedi. Toute la population suburbaine avait afflué dans Paris. Une

ligne d'infanterie bordait les boulevards d'un côté, dans toute leur longueur ; de l'autre, les gardes nationaux. Et pas une maison depuis la gare, jusqu'à l'extrémité sud de la rue Royale, qui n'eût ses emblèmes, ses trophées, ses inscriptions de *welcome* (bienvenue). Avec cette sûreté du goût innée qui distingue les Parisiens, l'ordonnateur avait arrêté là les dorures et les ornementations artificielles, laissant se dérouler dans tout son effet prodigieux la magnifique perspective de l'avenue des Champs-Élysées ; çà et là, quelques mâts vénitiens, et c'était tout. Parmi les décorations les plus remarquables des grandes artères de Paris, je citerai sans contredit le superbe arc de triomphe érigé par la direction de l'Opéra entre la rue de Richelieu et ce qui est aujourd'hui la rue Drouot. Il s'élevait jusqu'au quatrième étage des maisons voisines et ne semblait pas être un édifice temporaire, mais bien un monument destiné à braver les injures du temps. Aucune description ne peut donner une idée de sa grandeur. L'intérieur était entièrement garni de draperies de pourpre semées d'abeilles ; au sommet, des aigles immenses, prêts à prendre leur essor, tenaient dans leurs serres d'énormes écussons portant les monogrammes entrelacés des hôtes impériaux et de leur royale invitée. En face du passage de l'Opéra s'élevait sur un piédestal orné de drapeaux une statue allégorique ; plus loin, derrière l'Opéra-Comique (1), apparaissait un obélisque dont la base était exactement la représentation en

(1) Cette façade de derrière aurait dû en réalité être la façade principale ; mais en 1782, lorsque l'architecte Heurtier soumit son plan de l'édifice destiné aux chanteurs italiens, ces derniers se montrèrent absolument opposés à l'idée d'un théâtre ouvrant sur les boulevards, dans la crainte d'être confondu avec les petits théâtres situés sur le boulevard du Temple et dans la direction du boulevard actuel des Filles du Calvaire. Cette vanité inouïe souleva l'opinion et leur attira maints quolibets, certain quatrain, entre autres, que je ne puis citer ici, même en latin. *L'Éditeur.*

miniature du palais de l'Industrie, où était installée l'Exposition. Devant la Madeleine, un bataillon de la garde nationale avait érigé à ses frais deux autres statues allégoriques : la France et l'Angleterre. Une députation de gardes nationaux avait déjà présenté à Sa Majesté un magnifique bouquet à sa sortie du train.

Par une délicate attention, les appartements privés de la Reine rappelaient, sous bien des rapports, ceux qu'elle occupait au château de Windsor, et là où le style de la pièce avait rendu cette transformation impossible, — comme, par exemple, dans l'ancien boudoir de Marie-Antoinette, — le pinceau habile de deux artistes célèbres avait été chargé de raviver les peintures ternies ou dégradées des murailles et des plafonds. D'admirables toiles, empruntées au musée du Louvre, rehaussaient la splendeur des salles de réception, tandis que le service du palais était confié exclusivement aux régiments d'élite en grande tenue.

Le lendemain de l'arrivée de la Reine étant un dimanche, il n'y eut dans la soirée qu'un concert privé. Dès le lundi, la Reine visita la section des beaux-arts, installée dans un local séparé en haut de l'avenue Montaigne et reliée au bâtiment principal de l'Exposition par des jardins merveilleusement dessinés. Sa Majesté passa de longues heures au milieu des chefs-d'œuvre de l'art moderne de tous les pays. Deux artistes français eurent l'honneur de lui être présentés. C'était, autant qu'il m'en souvienne et par ouï-dire (car je ne me trouvais pas là), Ingres et Horace Vernet.

Puisque j'ai abordé ici ce chapitre de l'art, je ne résiste pas au désir de me permettre une légère digression. Je peux affirmer avec certitude qu'en 1855, bon nombre d'Anglais de la haute bourgeoisie, sans se piquer d'être grands amateurs de peinture ou fins connaisseurs, étaient cependant familiers avec les noms, sinon

avec les œuvres, des maîtres de l'École française moderne, tandis qu'en cette même année 1855, l'envoi de l'École anglaise à l'Exposition universelle fut pour les Français de la classe correspondante une véritable révélation. Bien plus, cette surprise du vulgaire fut partagée par la plupart des critiques, et des meilleurs. Tous avaient bien entendu parler de sir Joshua Reynolds et de Gainsborough, peut-être même de Turner; mais Constable et Morland, Wilkie et Webster, Mulrady et toute la jeune école leur étaient restés parfaitement inconnus. Qu'arriva-t-il pourtant? A peine l'existence de ces artistes fut-elle ainsi révélée qu'il parut sur leur personne et sur leurs œuvres des séries d'articles, ou plutôt une suite charmante d'essais, mettant les plus ignorants des visiteurs à même d'apprécier, avec une justesse singulière, le talent de ces peintres, hier encore insoupçonné. Sachant, sans marchander l'éloge, ne jamais reculer devant l'expression d'un blâme mérité, il était curieux de voir ces critiques condenser en quelques brillants paragraphes le résumé des défauts et des qualités d'un artiste, examiner tout à la fois la tendance et la genèse d'une œuvre aussi bien que son exécution au double point de vue technique et dramatique, en discuter la ligne et la couleur et, tout en faisant la part du milieu et des influences d'entourage, en démêler de la façon la plus ingénieuse le côté purement individuel et subjectif. Combien de fois m'évertuant à grand'peine à la lecture des prolixes et adipeuses colonnes consacrées au même sujet dans nos journaux anglais, n'ai-je pas — qu'on me permette la métaphore — comme le peuple d'Israël regrettait les oignons d'Égypte, regretté ces savoureux oignons de France, cette bonne et substantielle nourriture littéraire si mal remplacée par le produit indigeste de ces cervelles d'ignorants! et d'ignorants, ce qui passe tout, procédant, sans en avoir une aussi bonne excuse que Pope, procédant par ordre

mathématique : car la particularité la plus écœurante de ces élucubrations est leur classification numérotée. Il semble vraiment que ces prétendus critiques, ne se sentant en rien supérieurs comme intellect à la moyenne des commissaires-priseurs, se croient tenus d'assimiler autant que possible leurs productions à un vulgaire catalogue. Ces articles, véritable objet d'abomination pour tout homme sachant tenir une plume, si incompétent qu'il soit du reste en matière de peinture, sont aussi justement détestés par le moins littéraire des peintres. Et certes il faut que l'art de la peinture soit en Angleterre une plante robuste et de belle venue pour avoir résisté victorieusement aux attaques comme aux éloges de ces barbares !

Mais revenons à la Reine, qui, après avoir quitté le Palais de l'Industrie, se fit conduire en voiture à Paris pour en visiter les monuments, et notamment la Sainte-Chapelle. L'itinéraire choisi fut, pour l'aller, la rue de Rivoli et le Pont-Neuf, et pour le retour, le Pont-au-Change et l'extrémité Est de cette même rue de Rivoli tout récemment ouverte jusqu'à la place de la Bastille. Sa Majesté jouit alors pour la première fois de la perspective des boulevards dans toute leur étendue. Les décorations de l'avant-veille étaient intactes, et la foule présentait une surface ondoyante de têtes humaines. Grâce à un permis de circuler que m'avait procuré un journaliste de mes amis, je pus me rendre à pied du boulevard Beaumarchais à Tortoni. Peut-être sera-t-il intéressant pour ceux qui vont toujours parlant de l'amitié qui existe entre la France et l'Angleterre de savoir que, durant tout le trajet, je n'entendis pas un seul cri de : « Vive l'Angleterre ! » C'était toujours : « Vive la Reine ! » La foule, sans qu'elle-même s'en rendît compte et tout en cédant à l'excitation du moment, semblait établir une distinction entre le pays et sa souveraine. Je ne commente pas le fait, je le constate seu-

lement. Ce n'est probablement pas la faute de l'Angleterre si elle n'a pas réussi à inspirer à la nation française prise en masse rien qui ressemble à un sentiment amical, mais il est bon de le signaler. Pendant toute la durée de la guerre de Crimée, sur dix Français cultivés, neuf affirmaient ouvertement que l'Angleterre ne s'était servie de la France que pour tirer les marrons du feu, et que cette alliance imposée au pays par Napoléon n'avait été inspirée à l'Empereur que par des motifs tout personnels et dynastiques, et non par un sentiment patriotique et national. Il s'en trouvait pour dire avec candeur, au moment même de la visite de la Reine, que cet honneur accordé à la France serait la seule et unique récompense pour tout le sang et l'argent gaspillés pendant la lutte. Mais il est juste aussi de constater que ces mêmes hommes ne parlaient qu'avec respect et admiration de la personnalité de la Souveraine.

A trois heures, il y eut à l'Élysée une brillante réception, au cours de laquelle on présenta à la Reine les membres du Corps diplomatique accrédités aux Tuileries. Peu après cinq heures, Sa Majesté rentra à Saint-Cloud, où les acteurs de la Comédie-Française donnèrent, dans la soirée et sur sa demande expresse, une représentation des *Demoiselles de Saint-Cyr*. La Reine désirait entendre de nouveau cette pièce dont elle avait été enchantée à Londres. Bien que je fusse fort intime avec Dumas, nous ne nous étions pas vus alors depuis plusieurs semaines ; ce qui est en somme peu étonnant, puisque Dumas fils lui-même en était souvent réduit à recourir à moi pour avoir des nouvelles de son père : « Qu'est-il devenu? Il pourrait être aux antipodes sans que je m'en doutasse », me disait-il une douzaine de fois par an. Pourtant deux ou trois jours après la représentation de Saint-Cloud, je croisai Dumas rue de la Chaussée-d'Antin : « Eh bien, vous devez être content, lui dis-je, il paraît que la Reine

a non seulement demandé à revoir votre pièce qu'elle avait déjà vue à Londres, mais qu'elle s'en est déclarée plus satisfaite encore la seconde fois que la première.

— C'est comme son auteur, répliqua-t-il, plus on le connaît, plus on l'aime. Je sais pourtant ce qui l'aurait amusée bien davantage que de voir ma pièce, c'eût été de me voir moi-même, et franchement ça m'aurait amusé aussi.

— Alors pourquoi n'avoir pas demandé une audience? je suis sûr qu'on vous l'aurait accordée », ajoutai-je, bien convaincu que Sa Majesté eût été trop heureuse de faire cet honneur à un homme de la valeur de Dumas.

« En effet, j'y ai pensé, me répondit-il. Une femme aussi remarquable et qui sera probablement la femme la plus célèbre du siècle aurait dû se rencontrer avec le plus grand homme de France, mais j'ai eu peur qu'on me traitât comme Mme de Staël traita Saint-Simon. C'est dommage, parce qu'elle s'en ira sans avoir vu ce qu'il y a de mieux dans notre pays : « Alexandre, roi du monde romanesque, Dumas l'ignorant (1). »

Et, éclatant de rire, il s'éloigna.

Le mardi 21, la Reine alla visiter à Versailles les galeries de peinture installées par Louis-Philippe et assista le soir à une représentation de gala à l'Opéra. Le len-

(1) Alexandre Dumas faisait allusion à une anecdote généralement peu connue sur Mme de Staël et le comte de Saint-Simon. Le chef de la nouvelle secte écrivit un jour à l'auteur de *Corinne :* « Madame, lui disait-il, vous êtes la femme la plus remarquable de France, j'en suis, moi, l'homme le plus remarquable. Si nous nous arrangions pour vivre quelques mois ensemble, nous aurions peut-être l'enfant le plus remarquable de toute la terre. » Mme de Staël déclina poliment l'honneur de cette proposition.

Quant à l'épithète d'*ignorant* que Dumas aimait à s'appliquer, elle venait de ce fait qu'en parlant de Dumas le célèbre chimiste, on l'appelait généralement Dumas le savant. « Donc, disait en riant le romancier, je suis Dumas l'ignorant. » *L'Éditeur.*

demain fut consacré de nouveau au Palais de l'Industrie, mais seulement à la section industrielle, et la soirée fut occupée par une représentation du *Fils de famille*. Le 23, après avoir passé plusieurs heures au Musée du Louvre, elle se rendit au bal que lui offrait la municipalité de Paris. Je ne tenterai même pas la description de cette fête ; les frais seuls de fleurs et de décoration s'élevèrent à la somme respectable de trois cent cinquante mille francs. L'honneur de l'organisation en revenait tout entier à Baltard, l'architecte des Halles centrales.

Mais je me rappelle un petit incident qui amena une rumeur de surprise parmi les dames de la Cour ; celles-ci avaient, déjà à cette époque, abandonné l'ancienne et charmante façon de danser et se contentaient de marcher les quadrilles ; aussi grand fut leur étonnement lorsqu'elles virent la royale matrone de trente-cinq ans, déjà pourvue d'une nombreuse famille, exécuter consciencieusement tous les pas que lui avait appris son maître à danser et sans y mettre rien de la nonchalance considérée alors comme le comble de la correction. Je me trouvais à côté de Canrobert, rappelé depuis peu pour reprendre ses fonctions auprès de l'Empereur. Après avoir considéré la Reine pendant quelques minutes, il se tourna vers la dame qu'il avait au bras, et je l'entendis lui dire : « Parbleu, elle danse comme ses soldats se battent : en veux-tu, en voilà ; et correcte jusqu'à la fin. » Ajoutons que jamais le soldat anglais n'eut un plus fervent admirateur que Canrobert.

La splendeur de cette fête de l'Hôtel de ville n'a jamais été surpassée, si ce n'est en 1867, lorsqu'il fut donné à la municipalité parisienne d'en faire de nouveau les honneurs, et cette fois à une véritable fournée de souverains. Le 24 eut lieu la troisième visite à l'Exposition, et je vois encore dans mon souvenir les huit splendides équipages de la Cour, descendant à grand fracas l'ave-

nue des Champs-Élysées. Je me rendais au Champ de Mars où se préparait une revue en l'honneur de Sa Majesté ; mais après avoir donné ordre à ma voiture de m'attendre rue Beaujon, je m'acheminai tranquillement vers l'avenue afin de mieux jouir de ce brillant spectacle. Le cortège disparu, je retournais rue Beaujon, lorsque je rencontrai Béranger qui y habitait. Le vieillard semblait fort pressé, ce qui m'étonna, car, de tempérament flegmatique, il se départait rarement de son calme habituel. Aussi m'informai-je de la cause de cette hâte inaccoutumée. « Je vais voir votre reine », me répondit-il. Je savais qu'un an ou deux auparavant il avait refusé de se rendre aux Tuileries sur l'invitation de l'Impératrice ; sur quoi celle-ci, qui savait à l'occasion être charmante, était allée elle-même voir chez lui le vieux chansonnier. Sa réponse ne manqua donc pas de me surprendre : « Je croyais, lui répliquai-je, que les têtes couronnées vous laissaient bien indifférent. Comment, vous avez refusé d'aller voir l'Impératrice, et vous vous précipitez pour voir passer la Reine?

— Non ; je vais voir la femme : s'il y avait sur le trône beaucoup de femmes comme elles, je leur pardonnerais d'être reines. »

Sa Majesté n'a jamais connu cette réponse, qui est cependant tout à la fois le plus bel hommage et le plus spirituel qui ait été rendu à ses vertus privées.

Tout cela se passait il y a bien, bien des années ! Je me suis souvent étonné, depuis, que le prince Albert, qui savait apprécier le mérite des littérateurs français comme celui des écrivains de son propre pays, n'ait pas suggéré à son auguste épouse la pensée de recevoir officiellement les hommes de lettres comme elle avait reçu le corps diplomatique. C'eût été une réunion pleine d'originalité, dont le souvenir eût marqué entre les meilleurs de cette merveilleuse semaine.

La France était encore considérée à cette époque comme la première puissance militaire de l'Europe ; et si ses soldats ne l'emportaient pas en valeur sur ceux qui succombèrent pendant la guerre franco-allemande, leur prestige, du moins, n'avait pas encore été entamé. Ils étaient en outre incontestablement plus agréables à voir que les légions mal vêtues de la troisième République. La revue fut donc des plus brillantes. L'étincelant défilé terminé, Sa Majesté se rendit aux Invalides pour visiter le tombeau de Napoléon Ier. Bien qu'il eût été commencé, je l'ai incidemment raconté, sous le ministère de M. Guizot, il n'était pas encore achevé et ne fut officiellement inauguré que six ans plus tard.

Mon billet pour la revue m'avait été donné par le maréchal Vaillant, ministre de la guerre et le seul des maréchaux du second Empire avec lequel je fusse à cette époque intimement lié; mais je nouai par la suite les meilleures relations d'amitié avec le maréchal Lebœuf et le maréchal de Mac Mahon.

Je consacrerai un chapitre de ces Souvenirs au maréchal Vaillant, originale figure de soldat, vraiment typique à bien des égards; pour l'instant, je me bornerai à rappeler une anecdote qui caractérise bien l'homme et qui se rapporte à cette visite de la Reine.

Jérôme Bonaparte, ancien roi de Westphalie, était alors gouverneur des Invalides. Rien de plus naturel que ce choix qui le constituait le gardien du dernier sommeil de son frère ; mais rien de plus naturel également, disons-le, que sa répugnance à se trouver auprès de ce tombeau avec la souveraine du pays qu'il rendait moralement responsable de la triste mort de l'illustre exilé. Aussi le dernier survivant des Bonaparte de la branche aînée, l'ancien combattant de Waterloo, prévoyant le pèlerinage de Sa Majesté, s'était-il empressé, une quinzaine de jours avant la visite redoutée, de se

rendre au Havre, où, par l'ordonnance de son docteur, et sous un prétexte de santé, il séjourna jusqu'à ce que la reine d'Angleterre eût quitté la France.

On ne jugea pas sans doute que le sous-gouverneur des Invalides fût un assez grand personnage pour en faire les honneurs à l'auguste visiteuse. Ce fut alors que l'on songea au maréchal Vaillant, mais l'Empereur voulut au préalable sonder lui-même à cet égard les sentiments du maréchal. Il se heurta au plus catégorique des refus : « Je n'ai pas l'honneur, Sire, lui répondit celui-ci, d'appartenir à votre illustre famille, et, sauf la famille d'un grand homme, personne n'a le droit d'oublier les souffrances que ses ennemis lui ont infligées. » Loyal soldat, plein de droiture et de bonté en dépit de sa brusquerie et de son opiniâtreté, il savait clairement démêler les fautes politiques de Louis-Napoléon ; il était le premier à déplorer ses générosités inopportunes et surtout le système par lequel il cherchait à se concilier la bienveillance des autres souverains d'Europe en les amusant. « Quand l'*Autre,* disait-il, leur donnait des fêtes, c'était chez eux et pas chez nous, ils en payaient les frais. »

Mais je reviendrai bientôt longuement à lui.

Lors de la première visite de la Reine à Versailles — la seconde eut lieu le samedi qui précéda son départ — elle avait été vivement émue à la vue du tableau représentant sa réception à Eu par Louis-Philippe ; réception dont j'ai parlé déjà dans ces Notes. Dès son arrivée, du reste, elle avait exprimé le désir d'aller voir les ruines du château de Neuilly et la chapelle commémorative érigée à l'endroit même du fatal accident où le duc d'Orléans avait trouvé la mort. « La femme qui est si fidèle à ses vieilles amitiés au milieu d'amitiés nouvelles, et surtout quand il s'agit comme en ce moment de dynasties rivales, cette femme est une amie bien précieuse », disait le fils de Jérôme. Et l'Empereur

et l'Impératrice applaudissaient de concert à ces paroles de leur cousin.

La fête à Versailles avait été fixée au samedi 25. Dans la matinée, la Reine se rendit au palais de Saint-Germain, où nul souverain anglais n'avait pénétré depuis le séjour de Jacques II. Puis elle retourna à Saint-Cloud, et de là gagna la magnifique demeure de Louis XIV, qu'elle n'atteignit qu'au crépuscule. La place d'Armes et l'ancienne résidence royale lui apparurent alors dans l'éclat féerique d'une brillante illumination.

Leurs Majestés Impériales et Royales entrèrent par la cour de marbre, au centre de laquelle la statue de Louis XIV s'élevait au milieu des fleurs les plus rares, voilant entièrement le piédestal. D'épais tapis cramoisis couvraient l'escalier de marbre, admirable pourtant, tandis que les balustrades disparaissaient sous la masse des feuillages exotiques ; c'est la première fois, si je me souviens bien, que j'ai vu des fougères, des mousses, des plantes vertes de toute espèce en pareille profusion. Les cent-gardes et les guides étaient de service, les premiers faisant la haie dans l'escalier même, les seconds, au bas, dans le vestibule. Dans le haut, à droite et à gauche, étaient installés les appartements privés de l'Impératrice; on avait réservé à la Reine ceux qu'avait occupés jadis Marie-Antoinette. J'eus l'occasion de les visiter quelques jours plus tard et d'y admirer les plus parfaits spécimens de l'art décoratif tel qu'il florissait sous Louis XVI qu'il m'ait jamais été donné de contempler. Sur les murs du boudoir bleu pâle couraient en festons des guirlandes de roses ; çà et là, des groupes de porcelaine de Saxe se détachaient, pures merveilles, d'une perfection exquise. Dans les chambres, les tentures vert d'eau s'égayaient d'un semis de gros bouquets de violettes, et le service à toilette, chef-d'œuvre de la manufacture de Sèvres,

était orné de médaillons d'après Lancret et Watteau. La salle historique de l'Œil-de-Bœuf, qui précédait les appartements de Sa Majesté, transformée en salon de réception, était exclusivement réservée aux hôtes impériaux et à leurs invités, car, outre le couple royal d'Angleterre, un ou deux princes étrangers, notamment le prince Adalbert de Bavière, se trouvaient là.

Le bal eut lieu dans la fameuse galerie des Glaces, à la transformation de laquelle l'Impératrice elle-même avait présidé, s'inspirant de la gravure bien connue : *Une fête sous Louis XV*. Partout encore, des roses à foison, mais cette fois les guirlandes, descendant du plafond, venaient relier les quarante lustres splendides qui, ajoutés aux appliques des murs, apportaient à la fête l'éclat de plus de trois mille bougies. A chacun des quatre angles de la vaste pièce, on avait organisé un petit orchestre, surélevé et entouré d'un grillage doré.

A dix heures sonnant, ces merveilleux jardins s'éclairèrent soudain du reflet des fusées et des flammes de Bengale donnant le signal du feu d'artifice, dont le bouquet représentait le château de Windsor. La lumineuse évocation disparue, l'Empereur ouvrit le bal avec la Reine, l'Impératrice lui faisant face avec le prince Albert. A vrai dire, en dépit de leur royal exemple, on dansa peu. J'étais bien jeune alors, mais tout ébloui du spectacle enchanteur qui se déroulait devant moi et des toilettes somptueuses qui m'entouraient, je restais sourd aux rythmes entraînants qui en toute autre circonstance m'auraient absolument enlevé, et je crois bien que je fus imité en cela par la plupart des invités.

La Reine reprit le lundi la route de l'Angleterre.

CHAPITRE VIII

Le maréchal Vaillant. — Sa clairvoyance, son économie, sa simplicité. — Son aventure avec le prince de Canino. — Audiences comiques. — Le service militaire, les conseils de revision, tours de passe-passe. — Un phénomène électrique. — Brusca, favorite du maréchal. — Aversion de celui-ci pour le faste et les grandes réceptions officielles. — Plaisante altercation avec le général Picard.

Deux ou trois jours après le bal de Versailles, j'allai au ministère de la guerre, voir le maréchal Vaillant, et le remercier de la bonté qu'il avait eue de m'envoyer une carte pour la revue du Champ de Mars. Nos relations avaient déjà près de deux années de date. Elles avaient commencé chez le docteur Véron, qui habitait à cette époque au coin de la rue de Rivoli et de la rue de Castiglione. Le vieux brave dépassait alors la soixantaine; il avait conservé une excellente mémoire et possédait sur les tranche-montagnes du premier Empire et les beaux de la Restauration, tout un répertoire salé d'histoires de garnison qu'il servait volontiers. Son vocabulaire, fréquemment emprunté à Rabelais et à Molière, ne manquait certes ni de vigueur ni de pittoresque; mais ne reculant pas devant l'expression crue, il appelait volontiers un chat un chat; aussi ne puis-je guère donner dans ces notes d'échantillons de son talent de conteur. Lui-même, à coup sûr, n'était ni un tranche-montagne ni un beau ;

à peine témoignait-il moins d'aversion pour les sabreurs que pour les guerriers de boudoir, et lorsque les deux types se fondaient en une seule personnalité, comme il n'était pas rare sous le second Empire, surtout après la guerre de Crimée et la guerre d'Italie, il n'en pouvait dissimuler son profond dégoût. Ne nourrissant pas la moindre illusion sur l'état de l'armée française, il s'abstenait pourtant, à cause de ma qualité d'étranger et malgré notre amitié, de formuler devant moi ses critiques à cet égard. Il se reconnaissait du reste incapable d'effectuer les réformes désirables. « Il faudrait avant tout, disait-il, un homme plus jeune et plus habile que moi ; il serait indispensable ensuite qu'il se sentît là à poste fixe. Aucun changement de ministère, aucune vicissitude politique ne devrait l'atteindre ; je ne joue pas et je n'ai jamais désiré jouer un rôle politique, et si je trouvais un homme qui pût mener à bien les réformes qui s'imposent au ministère de la guerre, ou mieux, qui fût capable d'y tout remettre, comme il le faudrait, sur un pied nouveau, je lui céderais la place sur-le-champ. Vous allez m'objecter, je le sais bien, que je tire un très confortable revenu de mes diverses charges et m'accuser de cumuler moi-même les traitements. Mais ne toucherais-je pas cet argent, qu'un autre le toucherait à ma place qui n'aurait pas un atome de talent de plus que moi... Et quel homme oserait dire à la nation que son armée est pourrie jusqu'aux moelles, qu'il n'est pas un de ses généraux qui en sache autant que le dernier des capitaines des armées autrichienne et prussienne? Et en admettant qu'un homme trouvât ce courage dans son patriotisme, ne serait-il pas honni et conspué comme un malfaiteur?... Je reste parce que je ne ferais aucun bien en me retirant; c'est une de mes raisons, et je crois de plus que je pourrais en m'en allant faire beaucoup de mal. Car, voyez-vous, les trois cent cinquante mille

francs de mes multiples émoluments, je les économise d'autre part à l'État en veillant sur ses finances. Non que je fasse beaucoup, mais ce que je peux, je le fais. »

C'était absolument vrai : il se montrait très soigneux des fonds publics aussi bien que de la caisse personnelle de l'Empereur, qui lui était confiée en vertu de sa charge de Grand Maréchal du Palais ; rien n'était plus vrai aussi que l'extrême limite de ses moyens d'action. Napoléon était généreux et prodigue par tempérament; aussi devint-il le point de mire de tous les imposteurs du monde, capables de lui présenter ou de lui faire parvenir une requête. Sa liste civile de près de quarante millions ne lui suffisait jamais. Assez simple dans ses goûts, mais connaissant bien l'amour des Français pour le faste et l'éclat, il les servait à leur gré. Quant à la charité, elle était tout à fait dans sa nature. Il n'aurait pas plus pu vivre sans donner que sans fumer son éternelle cigarette. Il appelait cette dernière la soupape de sûreté du cerveau, et la charité, la soupape de sûreté de l'orgueil. Je me rappelle une anecdote qui m'a été contée par quelqu'un de son entourage intime lorsqu'il n'était encore que Président. C'était à la veille d'un voyage dans une ville de province et sur la fin d'une séance du Conseil des ministres. Tout en parlant à l'un d'eux, il sortit de son gousset deux écus de cinq francs, et les faisant tourner à la manière anglaise : « C'est tout ce qui me reste pour mon voyage de demain, messieurs », dit-il en souriant. M. Ferdinand Barrot vit qu'il parlait sérieusement et emprunta dix mille francs que le Président trouva sur sa table de toilette, en se retirant pour la nuit. Vingt-quatre heures après, Napoléon n'avait même plus ses deux écus de cinq francs ; ils avaient été engloutis tout aussi bien que l'emprunt de M. Barrot dans des souscriptions locales pour des œuvres de charité. Parmi les papiers recueillis aux Tuileries après la

fuite de l'Empereur, on trouva plus de deux mille lettres de demandes, toutes datées de l'année courante et toutes portant leur réponse annotée dans le coin, — leur réponse, c'est-à-dire le montant de la somme envoyée. Le total ne s'en élevait pas à moins de soixante mille francs. Et n'oublions pas que c'étaient là seulement les pétitions que l'Empereur avait gardées par devers lui, ne pouvant les remettre à ses secrétaires ou à ses ministres comme ressortant de leurs attributions respectives. La phrase du maréchal Vaillant, prononcée bien des années plus tôt : « Je ne peux pas faire beaucoup, mais je fais ce que je peux », me semble suffisamment expliquée.

Le jour de ma visite au maréchal, celui-ci déplora amèrement les extravagances de l'Empereur; il ne pouvait comprendre qu'il invitât tant de souverains : « Je ne dis pas cela, ajouta-t-il, pour votre Reine : l'accueil que lui fait l'Empereur est un juste retour de l'hospitalité qu'il reçut lui-même autrefois en Angleterre. Je veux parler des autres qui vont venir, si nous durons assez longtemps pour cela. Oui, oui, vous verrez et vous vous rappellerez peut-être ce que je vous dis. »

Le vieux soldat, de fait, ne se laissa jamais éblouir par l'éclat des fêtes si merveilleuses qu'elles fussent et moins encore s'illusionna-t-il jamais sur leur efficacité comme ciment d'alliance et d'amitié internationales. Au reste, rien n'éblouissait le maréchal, et si déférent qu'il fût toujours dans ses rapports avec les membres de la famille impériale, il ne se faisait pourtant pas scrupule de leur dire carrément sa manière de voir. Le cousin de l'Empereur, Plon-Plon, pourrait raconter à cet égard plus d'une curieuse histoire.

Les gens verbeux, et ceux surtout que Carlyle qualifie de « wind-bags », étaient la terreur du maréchal; or, il appert d'une part que le prince de Canino, autre cousin de Louis-Napoléon, rentrait sans conteste dans

cette dernière catégorie, tandis que Vaillant, d'autre part, dans son horreur des bavards et pour les évincer autant que possible, avait pour méthode de fixer ses audiences à une heure très matinale : six heures et demie en été, sept heures un quart en hiver. Les gens, disait-il, n'aiment pas à se lever si matin, si ce n'est pour une affaire d'importance. Inflexible même envers le beau sexe, il ne se départait jamais de cette règle. Habitué sans doute, en vieux soldat qu'il était, à se lever de bonne heure et ravi du succès évident de sa détermination, il s'était résolu à ne faire aucune exception pour personne. « Je me réserve ainsi ma journée », disait-il en riant. Ceci posé, il arriva qu'un jour, le prince de Canino eut à solliciter une audience; Vaillant, comme bien on pense, la fixa à l'heure accoutumée. Le lendemain matin, grande surprise du maréchal, car au lieu du prince se présentèrent deux de ses amis. Ils venaient, expliquèrent-ils, demander raison à Vaillant d'avoir osé déranger un personnage de l'importance du prince à une heure aussi indue. « Mais je ne l'ai pas dérangé du tout : il n'avait qu'à ne pas venir, ce que du reste il a fait, répliqua le maréchal. Aussi bien, consentirais-je à lui rendre raison de mon offense imaginaire, que je ne me battrais certes pas à quatre heures de l'après-midi; il aurait donc à se déranger, mieux vaut qu'il reste dans son lit. Je vous salue, messieurs. » Et il les congédia.

L'Empereur en rit aux larmes, lorsqu'on lui narra l'aventure, et Napoléon ne riait, on peut m'en croire, ni aisément, ni souvent.

Il court bien des histoires sur l'horreur du maréchal pour les importuns; et comme il arrive toujours en pareil cas, elles sont pour la plupart empreintes d'exagération. On le montre, traitant de la façon la plus cavalière des personnages très haut placés et même des femmes du meilleur monde. Je n'ai jamais assisté natu-

rellement à aucune entrevue de ce genre, mais je me suis souvent trouvé aux audiences qu'il donnait à des visiteurs de moindre marque. Même dans ses meilleurs jours, ses manières étaient toujours brusques, mais rarement malhonnêtes, à moins qu'il n'y fût poussé par quelque bonne raison échappant souvent de prime abord au simple profane non initié. Je me rappelle que vers 1862 ou 1864, j'étais un jour avec lui dans ses appartements privés, lorsque son ordonnance lui apporta une carte.

— Faites entrer ce monsieur, dit Vaillant après un rapide coup d'œil sur la carte.

Entre un grand individu, bien mis, la rosette de la Légion d'honneur à la boutonnière; un officier retraité, à coup sûr.

— Qu'est-ce que vous me voulez? demande le maréchal, sans faire un mouvement, le dos tourné au visiteur.

— Me trouvant à Paris à l'occasion des vacances de Noël et du Jour de l'An, j'ai cru de mon devoir, Excellence, de venir vous présenter mes respects.

— C'est tout ce que vous me voulez? reprend le maréchal.

— C'est tout, Excellence, balbutie le malheureux.

— Très bien : alors je vous souhaite le bonjour.

J'avais, faut-il croire, l'air quelque peu choqué de cette façon sommaire d'éconduire les gens, car, la porte à peine fermée, le maréchal se retourna vers moi.

— Ne croyez pas, me dit-il, que j'aie commis une injustice. Quand des gaillards de ce genre viennent me présenter leurs respects, c'est qu'ils désirent que je leur présente aussi quelque chose, et de plus substantiel; c'est pourquoi je coupe court à leurs compliments.

Ces audiences prenaient aussi parfois un tour comique, car le maréchal savait, lorsqu'il le voulait, être fort spirituel. Dans le pays de l'égalité, plus que partout ail-

leurs, tout le monde est toujours en quête de privilèges et d'exceptions, mais jamais et en aucun cas les faveurs n'étaient — et ne sont encore — demandées à tort, à travers et au mépris de tout discernement comme lorsqu'il s'agissait — ou s'agit — d'éviter le service militaire. Mille prétextes variés, tous plus ridicules les uns que les autres, étaient mis en avant par les parents pour préserver leurs précieux rejetons de l'odieuse vie de la caserne. Quelques années de discipline militaire auraient, en bien des cas, fait le plus grand bien à ces jeunes gens, car, en général, ceux qui réclamaient le plus hautement l'exemption passaient leur temps dans l'oisiveté ou pire encore. En province, il y avait toujours moyen d'influencer le conseil de revision, soit par l'entremise du préfet, si les parents du jeune homme étaient connus pour leurs opinions gouvernementales, soit par celle de l'évêque, s'ils restaient, au contraire, fidèles aux régimes déchus, soit surtout, pour ne pas mâcher les choses, par la corruption tout simplement, s'ils étaient riches. A Paris, l'affaire présentait plus de difficultés; outre qu'il arrivait fréquemment que les membres du conseil de revision fussent changés à la dernière heure, comment au milieu de l'affluence des conscrits s'en fier à la mémoire de ces messieurs? De plus, les autorités militaires ayant introduit cette nouvelle règle que le nom des recrues ne serait appelé qu'une fois l'examen terminé, et comme, avec la meilleure volonté du monde, il est souvent difficile de distinguer un fils de famille d'un franc plébéien lorsqu'ils se présentent tous deux en costume d'Adam « tels que Dieu les a faits », il arriva souvent de plaisantes méprises. Plus d'une fois, malgré la grande ingénuité des parties intéressées et leur bonne volonté évidente à se laisser reconnaître par le chirurgien-major, il advint qu'un jeune artisan, sain comme l'œil, aussi bien, d'ailleurs, que le jeune bourgeois opu-

lent avec lequel on le confondait, fut déclaré impropre au service tandis que ce dernier, fort déconfit, s'y voyait proclamé apte à tous égards.

Je sais à ce sujet une bonne histoire dont je puis certifier l'authenticité, car elle arriva à un membre de la famille avec laquelle je m'alliai plus tard par mon mariage. Ce monsieur et son cocher avaient des fils du même âge. Les deux jeunes gens tirèrent donc au sort en même temps et amenèrent l'un et l'autre de mauvais numéros. Le système des remplaçants était encore en pleine vigueur, mais à ce moment-là précisément, par suite de bruits de guerre, assez fondés du reste, les remplaçants se cotaient un prix fou. Ç'aurait dû, je l'avoue, être parfaitement indifférent au richard dont il s'agit; par malheur, il était d'une parcimonie extrême, et la mère plaida sans succès la cause du jeune conscrit. Aussi extravagante dans ses dépenses que son mari était avare et n'ayant pas un centime d'économies, elle se creusait vainement la tête pour trouver le moyen d'éviter à son enfant gâté, sans bourse délier, bien entendu, puisque, nous le savons, sa bourse était vide, cette vie de caserne indigne de lui. Très belle et très intelligente, elle allait beaucoup dans le monde, où elle était fort entourée. Avec une diplomatie toute féminine, elle en arriva à connaître la composition probable du conseil de revision et, l'histoire ne dit pas comment, à enjôler le chirurgien-major de telle sorte qu'elle en obtint la promesse formelle d'agir pour le mieux en faveur du cher garçon. Il aurait fallu pour bien faire que le chirurgien vît d'abord le jeune homme, mais c'était là le compliqué de l'affaire, madame *** ayant fait la connaissance dudit officier dans des circonstances toutes particulières et qui ne lui permettaient guère de l'introduire à son foyer : ajoutons en outre que les autorités, en raison même des bruits de guerre, redoublaient de vigilance, que les agissements de cer-

tains officiers étaient suspectés et que, par suite, rien n'eût été plus imprudent de la part de notre homme que de donner l'éveil à ses supérieurs en se présentant chez sa... protégée.

Le temps pressait ; aussi avait-il fallu brusquer les événements ; on en jugera par ce fait que, trois jours avant la date fixée pour le conseil de revision, madame *** n'avait jamais vu le chirurgien et que la veille de la séance l'arrangement final était conclu. On avait décidé que le « cher enfant », sous prétexte d'une blessure à la main, se présenterait avec une bande de soie noire autour du poignet. La chose semble à peine croyable, mais le hasard voulut que le fils du cocher, qui était mécanicien, se fût justement blessé le poignet et l'eût entortillé d'un ruban noir. Le nom de famille du cocher commençait par un B, celui de la dame par un C. On devine le quiproquo, et la joie et la surprise du jeune mécanicien, en s'entendant déclarer impropre au service militaire pour cause de faiblesse des organes respiratoires. Mais la surprise, sinon la joie, du chirurgien fut bien plus grande encore lorsque, dans la fournée qui suivit, il aperçut un second conscrit ayant le poignet entouré d'une écharpe noire. Lui demander son nom n'était pas faisable. Craignant d'avoir été trahi ou découvert, l'officier, sans une minute d'hésitation, déclara aussitôt le présent numéro parfaitement constitué, bon pour le service. O fortune ennemie !

Je crains de m'être laissé entraîner bien loin des audiences comiques du maréchal Vaillant, mais j'y reviens, quoique par une voie détournée.

La supercherie la plus usitée pour obtenir l'exemption, lorsque toute tentative de corruption était impossible et l'emploi d'une influence privée hors de question, était de faire simuler aux jeunes recrues, ou la myopie, ou la surdité, ou encore le bégayement. Pour cette dernière infirmité, chacun sait qu'on arrive à s'en défaire

avec l'aide d'un bon professeur, mais c'est un fait aussi, — moins connu, il est vrai, — qu'à cette époque, il y avait un professeur pour apprendre aux gens à bégayer. Quant à moi, je connais personnellement un opticien du boulevard des Italiens dont le père a gagné une jolie fortune en abîmant la vue des jeunes gens, c'est-à-dire en les entraînant, pendant toute l'année qui précédait le tirage, de manière à les amener à se servir, au moment de la revision, de verres excessivement forts dont l'usage emportait d'emblée l'exemption. Il fallait, on le comprend, agir avec prudence et très graduellement; aussi notre industriel n'avait-il pas taxé ses honoraires à moins de mille francs; ce qui ne l'empêchait pas d'avoir parfois, à ma connaissance, vingt ou trente élèves... ou patients. Les autorités n'ignoraient rien de ces abus, mais se sentaient impuissantes à les réprimer. Simuler la surdité semblait plus compliqué encore, et cependant plus d'une recrue y avait réussi de la façon la plus victorieuse, lorsqu'un décret ministériel vint couper court à ces supercheries en détachant tous ces pseudo-myopes, sourds, bègues, et ceux mêmes qui souffraient réellement de ces infirmités, dans le service du transport et des ambulances.

C'est alors que le maréchal Vaillant fut accablé de visites par nombre de mères anxieuses espérant toujours obtenir une faveur pour leurs enfants, et ce fut l'ère des audiences vraiment comiques.

— Mais, Excellence, s'exclamait l'une d'elles, mon fils est à la lettre sourd comme un pot!

— Tant mieux, madame, il n'aura pas peur à la première fusillade. Nos jeunes conscrits sont presque tous de prime abord terrifiés au sifflement des balles. J'y ai passé, je vous assure : ce sera un admirable troupier.

— Mais il n'entendra pas les commandements.

— Ce n'est pas nécessaire, madame, il n'aura qu'à regarder les autres et à faire comme eux. Et, réflexion

faite, nous le mettrons dans la cavalerie : c'est, en somme, le cheval qui obéit au commandement, et non le cavalier. De plus, ce sera pour lui à la chambrée un réel avantage d'être sourd, car on y dit bien des choses qui amèneraient le rouge à son front innocent; à tout prendre, il vaudra mieux qu'il ne les entende pas. J'ai l'honneur de vous souhaiter le bonjour, madame.

Et quoique la dame sentît bien que le vieux soldat se moquait d'elle et de sa poule mouillée de fils, la chose était faite si poliment et avec une telle apparence de sérieux, qu'il lui fallait bien prendre son parti d'un refus.

Dans une autre occasion, — car le maréchal aimait à raconter ces histoires et les accompagnait d'une mimique fort réussie, — dans une autre occasion, à peine venait-il d'éconduire une dame affligée comme la précédente d'un sourd pour fils, qu'on en introduisit une seconde dont le rejeton souffrait d'une difficulté dans la parole.

— Madame, lui dit imperturbablement le maréchal, votre fils réalisera le type du soldat immortalisé par M. Scribe.

Et prenant une attitude théâtrale, il fredonna :

Un vieux soldat sait souffrir et se taire
Sans murmurer.

Et notez qu'il aura encore pour lui l'avantage d'être jeune. Je puis même vous donner une autre consolation. Une dame vient de me quitter dont le fils est sourd. Je verrai à faire placer le vôtre dans la même compagnie et leurs lits côte à côte. Il pourra ainsi bégayer tant qu'il voudra sans ennuyer son camarade.

— Mais mon fils est tellement myope, Excellence, presque aveugle; jamais il ne pourra distinguer ses frères d'armes des ennemis, plaidait une troisième.

— Que cela ne vous inquiète pas, madame, répliquait

le maréchal, nous le mettrons dans l'infanterie : il n'aura qu'à tirer, il est sûr de toucher quelqu'un ou quelque chose.

Tout ceci se passait, on le comprend, dans les bons jours du maréchal; car, lorsqu'il était de mauvaise humeur, c'est à peine s'il tolérait la plus légère observation; et encore fallait-il, si l'on risquait cette observation, qu'on l'énonçât dans un langage aussi brusquement concis que le sien propre. La flatterie avait par-dessus tout le don de l'horripiler; si convaincu qu'il pût être de son tort, on ne l'eût jamais amené à en convenir par des pleurnicheries ou de belles paroles. Trouvait-il, au contraire, un solliciteur aussi violent que lui, il n'était pas rare de le voir revenir sur sa décision première.

En attendant un jour le maréchal, je croisai dans l'antichambre un individu qui, à en juger sur sa mine, n'était rien moins que satisfait. Après avoir arpenté la pièce de long en large pendant quelques minutes, il finit par frapper du poing sur la table, tout en invectivant hautement le maréchal et en lui appliquant les épithètes les moins flatteuses.

Le vieux brave, attiré par le bruit, arriva en manches de chemise, car dès qu'il en avait fini avec les visites féminines, il ne manquait jamais d'ôter sa tunique.

— Rentrez, monsieur, dit-il au bruyant personnage.

Peu d'instants après, celui-ci ressortait la figure rayonnante. J'entrai à mon tour et trouvai Vaillant ravi et se frottant les mains.

— Un excellent garçon, après tout, s'écria-t-il, un excellent garçon!

— Ce peut être un excellent garçon, remarquai-je, mais il n'a pas un langage très choisi.

— C'est son genre; il n'aime pas qu'on lui refuse; mais c'est tout de même un excellent garçon; c'est

pourquoi j'ai fait droit à sa requête, que j'aurais bien certainement repoussée s'il avait pleurniché sur ma décision, bien qu'il ait, au reste, parfaitement raison dans ce qu'il demande.

De science stratégique dans le sens que les Allemands nous ont appris depuis à attacher à cette expression, le maréchal Vaillant avait peu ou point. La plupart des généraux, ses contemporains, sans en excepter les plus jeunes, n'étaient guère mieux doués à cet égard que leur chef hiérarchique. C'étaient tous de bons soldats lorsqu'il ne s'agissait que de se battre et de payer chacun de sa personne, comme ils l'avaient fait en Algérie, mais il n'y avait parmi eux ni un grand chef d'armée, ni même un tacticien ordinaire.

Ainsi que je l'ai dit plus haut, un des plus douloureusement pénétrés de cette vérité était le maréchal lui-même; il n'en était pas moins entêté, et quand il s'était une fois résolu à un plan d'action, il devenait presque impossible de l'en dissuader. Pendant l'hiver de 1854-55, il s'était mis dans la tête de faire occuper l'île d'Aland par le général Niel, au cas où Bomarsund tomberait entre les mains des Français. Il ne s'était pas arrêté un instant à cette considération que les quatorze mille hommes du corps d'occupation, insuffisants pour défendre l'île si les Russes voulaient leur en contester la possession, étaient trop nombreux s'ils devaient se borner à intercepter les renforts, cette opération n'offrant pas grande difficulté.

Un jeune et habile diplomate qui en savait plus, à lui seul, sur ces parages que tout le personnel du bureau des renseignements du ministère de la guerre, finit pourtant par lui faire abandonner ce projet. Il quittait le maréchal au moment même où j'étais introduit; ce dernier, bourru comme un ours mal léché, grommelait entre ses dents : « Garçon intelligent, très intelligent. » Et aussitôt, en quelques courtes phrases

saccadées, il me mit au courant de la situation, me demandant qui, à mon avis, avait tort ou raison. Je lui avouai franchement que je me rangeais à l'opinion du jeune diplomate. « C'est bien ce que je pensais, marmotta-t-il ; mais vous admettrez que c'est diablement ennuyeux d'avoir tort. »

Bien que le maréchal fût un très médiocre stratégiste, on avait tort de se le représenter comme un vulgaire troupier, brusque et peu cultivé, tel que l'étaient, il le faut dire, beaucoup des officiers ses contemporains. Il s'intéressait surtout à certaines branches scientifiques et ne manquait guère les séances de l'Académie des sciences, dont il était membre. L'astronomie l'attirait surtout; puis venaient l'entomologie et la botanique.

Néanmoins, malgré son enthousiasme cosmographique et bien qu'il eût risqué plus d'un rhume à observer quelque phénomène astral, il désapprouvait fort que l'on gaspillât des milliers de francs à cet effet ; pour peu qu'il s'agît de débourser l'argent du gouvernement en vue de recherches scientifiques définies de façon plus ou moins vague, ses instincts d'économie reprenaient aussitôt le dessus : « Je suis, ou plutôt j'ai été moi-même un phénomène scientifique très intéressant, disait-il alors, et personne n'a jamais dépensé un sou pour venir me voir. »

Il faisait ainsi allusion à un fait dont il m'a souvent parlé, et que plus tard il a raconté comme il suit dans ses Mémoires :

« Pendant longtemps, et surtout de 1818 à 1830, par les temps très secs et très froids, lorsque je rentrais dans mon humble chambre sans feu, après avoir passé la journée dans des appartements surchauffés, j'ai été souvent tout à la fois le spectateur et le médium d'un étrange phénomène d'électricité.

« Du moment où j'avais quitté mes vêtements, ne

gardant plus que ma chemise, cette dernière se mettait à pétiller, devenait absolument lumineuse, lançant des étincelles, tandis que les pans se collaient ensemble et restaient ainsi pendant un certain temps. »

Je lui demandai une fois s'il n'avait jamais communiqué ce fait aux autorités scientifiques. Il sut éluder une réponse directe à ma question, mais celle qu'il me fit est bien caractéristique de l'attitude intellectuelle et morale des officiers de l'Empire envers les Bourbons, aussi bien que de l'attitude des Bourbons eux-mêmes envers tout ce qui, choses ou gens, ne se trouvait pas en concordance absolue avec les principes religieux, politiques et sociaux de leurs partisans, prêtres ou laïques.

« Il faut vous rappeler, mon cher, répliqua-t-il, le régime sous lequel nous vivions quand j'étais sujet à ces manifestations électriques; rappelez-vous encore que j'avais combattu à Ligny et à Waterloo, que, sans avoir été licencié en 1815, j'étais surveillé comme tous les autres soldats de l'Empire, et que nos actes les plus innocents étaient considérés comme autant de tentatives de conspiration. Vous n'avez pas la plus légère idée de ce qu'était la police sous la Restauration, sans parler du clergé. Ce n'est pas pur hasard si j'accouple ces deux noms. Si j'avais fait part des phénomènes dont je vous parle à un savant quelconque, il n'eût pas manqué de publier le résultat de ses observations et de ses expériences, et savez-vous bien ce qui me serait arrivé?... J'aurais été jugé et peut-être condamné pour sorcellerie, — oui, pour sorcellerie, — à moins que les prêtres ne se fussent emparés de moi pour me présenter comme un phénomène, non pas scientifique, mais religieux, une sorte de stigmatisé. Ils auraient prouvé par A plus B, pour leur plus grande satisfaction, que j'étais, ou presque un saint, ou voué au diable, corps et âme; dans l'un et l'autre cas, la vie me

serait devenue intolérable. Ceux-là seuls qui ont vécu sous les Bourbons sont à même de comprendre à quel système de terreur ils se prêtaient. On vous dira qu'ils étaient bons et charitables, et ceci, et cela, et mille autres choses encore. Je dis, moi, qu'il n'y eut jamais de plus grands tyrans; et si le duc d'Angoulême et le comte de Chambord étaient arrivés au trône, la France serait tombée au niveau intellectuel de l'Espagne. Je préférerais la République la plus athée à un retour à cet état de choses, et je n'ai cependant pas besoin de vous dire que je crois fermement qu'il ne meurt pas un passereau sur la terre sans la volonté de Dieu.

« Oui, j'ai gardé le silence sur ces bizarres manifestations électriques, et si je ne l'avais pas fait, vous ne parleriez pas pour l'heure au maréchal Vaillant, je ne serais, soyez-en sûr, qu'un misérable idiot, en admettant que j'aie pu vivre jusqu'à présent. »

Telle fut la réponse du maréchal; et c'est le plus long discours que je lui aie jamais entendu prononcer.

Ses appartements étaient absolument bondés de caissettes remplies d'insectes, de papillons, etc. Le reste de la place était pris par les herbiers, et il n'était pas rare, au milieu de la conversation la plus intéressante, — intéressante surtout pour son interlocuteur, car le vieillard était une mine inépuisable d'anecdotes, — il n'était pas rare de le voir s'interrompre pour vous faire admirer un brin d'herbe sèche ou les contorsions d'une chenille.

Après la guerre d'Italie, la maison, je pourrais presque dire la famille, du maréchal s'accrut d'un nouveau membre, car Vaillant s'attacha à Brusca comme à un être humain. L'histoire racontait qu'elle lui avait été léguée par son premier maître, un général autrichien tombé à Solférino; et le maréchal ne l'a jamais nié. En tout cas, il trouva Brusca, couchée auprès du mourant et léchant le sang qui coulait de ses blessures.

Brusca n'était pas particulièrement jolie, et j'aurais défié le jury le plus compétent en matière de race canine de la classer bien catégoriquement, mais elle était très intelligente et du naturel le plus affectueux. Toutefois, elle se montrait fort réservée, sinon hostile, à l'égard des civils; il me fallut des années pour m'insinuer dans ses bonnes grâces, et je crois bien que je fus l'unique *pékin* ainsi favorisé. Ce mot seul lui faisait montrer les dents, dresser les oreilles et la queue dans toute la limite du possible. Pour ce dernier appendice, la chose n'allait pas sans un certain effort, car ladite queue, rappelant comme structure celle des *colley* ou des chiens de Poméranie, n'en était pas moins tortillée autant que celle d'un modeste carlin. Chose assez curieuse, son aversion pour les civils ne s'étendait pas à leurs compagnes du beau sexe, mais la vue d'une blouse la jetait dans des paroxysmes de rage; il fallait alors l'enchaîner, bien qu'en général ses manifestations agressives, joyeuses ou autres, fussent assez paisibles; elle restait pour l'ordinaire parfaitement immobile, se bornant à émettre quelques sons en ton mineur qui seuls trahissaient sa présence. Elle ne quittait guère le maréchal, toujours couchée à ses pieds ou perchée sur le dos de sa chaise, car elle n'était pas chien de grande taille. Compagne fidèle des promenades de son maître, soit à pied, soit en voiture, on la voyait auprès de lui à table, et elle dormait sur sa descente de lit. Se permettant de temps à autre une lente flânerie dans l'appartement, elle contemplait, songeuse, les herbes sèches et les insectes. Mais un jour, ou plutôt un soir, ses allures nonchalantes subirent la plus complète des métamorphoses : c'était à l'une des réceptions du maréchal à l'occasion de la visite de l'empereur François-Joseph à Paris. Parmi les invités se trouvaient quelques officiers de la suite de Sa Majesté; la joie délirante de Brusca en revoyant ces uniformes autrichiens qui lui avaient été jadis si

familiers fut, à la lettre, indescriptible. Elle se trouvait sur le palier supérieur au moment où elle les aperçut, et les assistants purent la croire saisie d'un subit accès de rage. Bien que l'entrée des appartements de réception lui fût de coutume interdite, rien ne put l'en arracher ce soir-là. Enfermée dans la chambre à coucher du maréchal, elle sut mener si grand vacarme, aboyant et hurlant tour à tour, qu'il fallut lui rendre la liberté. D'un bond elle rentra dans les salons et, pendant trois heures, ne quitta plus les talons des officiers autrichiens. Bien mieux, elle se montra à l'heure du départ toute prête à les suivre, abandonnant sans regret pour eux son si bon maître et sa confortable existence; on dut la retenir de vive force. Le maréchal ne savait trop de prime abord quelle contenance tenir devant ces velléités de désertion de sa favorite, mais il se décida bientôt à lui pardonner une défection qui n'était que fidélité à des compatriotes. Quelqu'un ayant souri à l'emploi de ce dernier qualificatif fut vertement rabroué.

— Je maintiens ce que j'ai dit, compatriotes; et je serais rudement fier d'avoir une compatriote pareille.

Brusca, de ce jour, monta encore plus haut dans l'estime du maréchal; c'était, à l'entendre, un véritable parangon.

— Cette chienne n'a pas seulement toutes les qualités de son espèce, disait-il, c'est mieux encore, elle n'a aucun des vices de son sexe. Elle m'aime tant qu'elle ne veut pas être distraite par un autre amour et vit dans le plus rigoureux célibat.

— La malheureuse, disait-il encore de temps à autre, elle a failli se compromettre.

Hélas ! le maréchal s'était trop avancé en vantant si fort la vertu de Brusca; il lui fallut bien convenir un jour qu'elle avait eu quelques faiblesses, qu'elle expia du reste par une période de santé difficile.

— Elle a mal tourné, avouait plaisamment son maître, mais que voulez-vous, je ne vais pas l'abandonner.

Et quand la crise fut passée :

— Son incartade ne lui a pas porté bonheur, espérons que la leçon lui profitera.

Brusca eut l'honneur d'être « portraicturée » par Jadin, le Michel-Ange des chiens. Le tableau terminé, on l'exposa plusieurs mardis de suite dans le salon où les visiteurs purent admirer la nouvelle œuvre du maître. Il s'ouvrit ensuite une sorte de concours entre les familiers du maréchal pour célébrer le caractère de Brusca et versifier son panégyrique ; mais bien que plusieurs académiciens s'y fussent essayés, aucune de leurs élucubrations ne sembla digne d'être gravée sur le cadre du portrait de Brusca. Quelques-unes de ces poésies pourtant, — dont l'une en grec, — artistement calligraphiées sur vélin, ornèrent désormais la table du salon. Le quatrain choisi pour le cadre, œuvre d'un auteur anonyme et qu'on attribuait tout bas au maréchal lui-même, faisait ainsi parler la fidèle Brusca :

— Si je suis près de lui, c'est que je le mérite.
Rêvez mon sort brillant, rêvez, ambitieux !
Du bonheur de mon maître en ami je profite,
J'aimerais son pain noir s'il était malheureux.

Une autre originalité du maréchal Vaillant était de ne jamais accepter une lettre non affranchie ou insuffisamment affranchie. Il s'en tenait si strictement à cette règle, dans ses relations officielles comme pour sa correspondance privée, que plus d'un document d'importance fut ainsi impitoyablement refusé dans ses bureaux qu'il fallut ensuite à grand'peine faire rechercher dans les différents services de poste européens.

Sept fois sur dix, le maréchal en voyage manquait le train. Il n'en faudrait pas hâtivement conclure qu'il fût

inexact ; c'était au contraire la ponctualité incarnée. Malheureusement, dans son beau zèle, il péchait par excès et dépassait le but : arrivant en général à la gare une demi-heure ou trois quarts d'heure d'avance, que pouvait-il faire, sinon s'asseoir dans un coin et s'y endormir consciencieusement, pour ne se réveiller, hélas ! qu'après le départ du train ?

Vaillant était Dijonnais, et il avait à Nuits, station située, comme on sait, entre Beaune et Dijon, une cousine d'un certain âge, restée fille, et à laquelle il rendait de fréquentes visites. Installé à Dijon à l'hôtel de la Cloche, il y rentrait habituellement par le dernier train ; et quel que fût pour lui le charme de ces réunions de famille, il ne manquait jamais d'insister pour se mettre en route bien plus tôt que de raison. Il trouvait donc la gare déserte, plongée dans une demi-obscurité — car Nuits est une très petite ville — et le guichet fermé. Un soir qu'il faisait très chaud, il lui prit fantaisie de s'étendre sur le gazon, le préférant aux dures banquettes de la salle d'attente. Là, il s'endormit, mais si bien que lorsqu'il se réveilla stupéfait, il faisait grand jour. Il était six heures du matin, et nombre de trains étaient montés et descendus sans que personne osât troubler son sommeil.

— Mais, monsieur le maréchal, on aurait cru vous manquer de respect en vous réveillant. Après tout, vous n'êtes pas tout le monde, il y a des distinctions, lui dit en manière d'excuses le chef de gare.

— La mort et le sommeil, monsieur, répondit Vaillant, font table rase de toute distinction.

Traduction libre de notre proverbe : *Death levels all* (1). Il aimait à emprunter ainsi des citations aux langues étrangères, à l'anglais notamment qu'il connaissait à fond et dont il avait traduit plusieurs ouvrages militaires. Ordre fut donné, à partir de cette mésaventure,

(1) La mort nivelle tout.

de faire abstraction complète de son rang et de le réveiller comme un simple mortel plutôt que de lui laisser manquer le train.

Ce rang, au reste, rien n'ennuyait le maréchal comme de se le voir rappelé à tout propos; s'il était fier de quelque chose, c'était de sa très humble origine, et, bien loin de reléguer ses ascendants dans l'ombre comme maints parvenus, il se plaisait au contraire à en parler ouvertement. J'ai lu une lettre par laquelle il répondait à une demande de renseignement à cet égard; son correspondant n'était pas, on le comprend, mû par un vulgaire motif de curiosité. « Mon grand-père était un modeste marchand de soieries de la place Saint-Vincent, à Dijon; son père avait été chaudronnier. Il m'est impossible de remonter plus haut dans ma généalogie, là s'arrêtent mes quartiers de noblesse. Permettez-moi de vous dire par la même occasion qu'il n'y a pas plus stupide proverbe que celui-ci : Tel père, tel fils. Jugez-en plutôt. Mon père mourut pauvre, respecté de tous et sans avoir, que je sache, un seul ennemi. Il était pour tous si bon et si bienveillant que ses amis l'avaient surnommé « le Christ ». Je ne lui ressemble en rien. Tandis qu'il était petit et mince, je suis grand et gros; on le citait pour sa douceur, et chacun me trouve brusque et cassant. Bref, il possédait toutes les qualités des défauts dont on me gratifie, et j'en ai peur, à trop juste titre. »

Pour moi qui le connaissais bien, je suis persuadé, au contraire, que le monde ne lui rendait pas justice. Il avait bien des défauts, mais il avait plus encore de bonnes qualités. Sa modestie était sincère, et les flatteries qui grisent tant d'hommes dans sa situation le laissèrent absolument froid. Lorsqu'il était de bonne humeur, il avait coutume d'y couper court avec un : « Oui, oui, le maréchal Vaillant est un grand homme, il n'y a pas de doute; tout le monde est d'accord sur ce

chapitre-là; donc, n'en parlons plus. » Était-il, au contraire, de disposition chagrine, il montrait la porte aux flagorneurs, en ajoutant : — Monsieur, si je suis un aussi grand homme que vous le dites, je suis trop grand pour m'occuper de vos petites affaires. J'ai l'honneur de vous saluer.

Il aimait beaucoup sa ville natale, dont une des rues portait et porte encore son nom.

Ne supportant pas, nous l'avons dit, d'être mis en évidence, il se gardait de descendre chez le préfet, ou chez le maire, ou encore chez le général commandant la place; il prenait tout uniment ses quartiers à l'hôtel, où il entendait être traité comme le commun des voyageurs. Si le maire se croyait tenu de s'incliner devant un désir aussi nettement exprimé, il n'en allait pas de même avec la population, ce qui chagrinait fort le maréchal. Néanmoins, lors de l'Exposition locale de 1858, il consentit à présider la distribution des récompenses, stipulant toutefois que sa réception serait des plus simples. Les Dijonnais s'y engagèrent et jusqu'à un certain point tinrent leur promesse. La cérémonie devant avoir lieu au Parc, le préfet, accompagné des autorités du pays, alla prendre le maréchal dans sa voiture. A l'entrée du Parc, le cortège officiel trouva le général Picard, entouré de son état-major et à la tête de plusieurs bataillons d'infanterie. Au moment où le maréchal mettait pied à terre, le général s'avança pour le saluer, tandis que sonnaient les clairons et que les tambours battaient aux champs. Vaillant furieux s'abstint pour l'instant de tout commentaire, mais sitôt la cérémonie finie, il fit appeler le général qu'il admonesta très vertement.

Le général Picard supporta le choc sans broncher. — Avez-vous fini, monsieur le maréchal? demanda-t-il enfin.

— Oui, j'ai fini.

— Très bien! Si vous voulez une autre fois être traité en simple bourgeois, vous ferez mieux de ne pas porter le grand cordon de la Légion d'honneur. Si je ne vous avais pas salué comme je l'ai fait, je me serais attiré les reproches du ministre de la guerre et du grand chancelier de la Légion d'honneur. Après tout, je préfère recevoir les vôtres.

— Mais le ministre de la guerre, c'est moi.

— Je ne suis pas tenu de le savoir. J'ai vu seulement un vieux monsieur portant le grand cordon. Si vous êtes le ministre de la guerre, soyez assez bon pour dire au maréchal Vaillant, quand vous le verrez, qu'il ne devrait pas pousser de vieux soldats comme moi à l'oubli de leurs devoirs.

— Allons! Vous avez raison, général. Mais, hein! tout de même! quelles têtes chaudes que ces Dijonnais!

Le général Picard était, lui aussi, né à Dijon.

CHAPITRE IX

La guerre franco-allemande. — Le vendredi 15 juillet 1870. — Confiance présomptueuse des Français. — Clairvoyance de Napoléon. — Son état de lassitude intellectuelle et physique. — Une consultation; opinion du Dr Ricord. — Patriotisme ou chauvinisme? — Le Rhin allemand. — Suicide de Prévost-Paradol. — Promotions dans l'armée. — Les maréchaux Niel et Lebœuf. — Altération du plan de campagne primitif. — L'Empereur quitte Saint-Cloud. — Premières dépêches. — M. Thiers refuse le portefeuille de la guerre. — Le général Trochu. — L'Impératrice et son entourage contrecarrent ouvertement les vues de l'Empereur.

Après un laps de temps de plus de treize années (1), il est assez difficile, pour ne pas dire impossible, de préciser exactement la date et l'heure de chaque événement marquant d'une période phénoménale entre toutes. Je ne tenais pas de journal quotidien; aussi dois-je m'en fier presque entièrement à ma mémoire et me contenter pour me guider dans ces souvenirs de quelques notes hâtives, jetées alors au courant de la plume et sans intention préconçue de les coordonner un jour pour les livrer à la publicité; je ne laisse pas pourtant d'affirmer avec certitude tous les faits principaux de mon récit, soit que j'en aie été moi-même le témoin, soit qu'ils m'aient été communiqués par mes amis et mes connais-

(1) C'est, comme il l'a déjà dit, vers la fin de 1882 que l'auteur entreprit la rédaction de ses Mémoires. *L'Éditeur.*

sances. Par exemple, je me rappelle fort bien que, sitôt la guerre déclarée, mes amis m'engagèrent à sortir le moins possible et surtout à éviter les foules : « Vous êtes étranger, me dit l'un d'eux; il n'en faut pas plus pour que le premier malandrin venu, désireux de vous jouer un mauvais tour, attire l'attention sur vous, et, avant d'avoir pu justifier de votre nationalité, vous seriez roué de coups, sinon pis encore. »

On me donnait cet avis le vendredi 15 juillet 1870, vers six heures du soir, c'est-à-dire peu après les scènes orageuses du Sénat et de la Chambre des députés et au moment même où la nouvelle, s'en répandant dans Paris comme une traînée de poudre, amenait en masse les habitants des faubourgs dans les quartiers du centre. Mes amis étaient tous des gens cultivés et de bonne éducation, et comme tels peu susceptibles de se laisser emporter par l'espèce de délire qui saisit ce soir-là la capitale et la métamorphosa pendant plus d'une semaine en une vaste maison de fous, — et en une maison de fous, s'il vous plaît, où les pensionnaires mutinés auraient réussi à secouer le joug des gardiens! — Cependant, même dans mon cercle intime, personne ne s'avisait de mettre en doute la victoire éventuelle de la France et son droit incontestable « à châtier l'arrogance du roi de Prusse », pour employer leurs propres expressions.

Rien n'est détestable, j'en conviens, comme les gens qui se mêlent d'être sages après coup, mais je puis affirmer en toute honnêteté que je ne partageais guère cette belle confiance; pas un instant non plus, toutefois, il ne me vint à l'esprit que la défaite pût être aussi écrasante. Je me rappelais maints incidents des quatre dernières années que les Français jugeaient bon d'oublier; j'étais aussi au courant de bien des choses qu'ils ignoraient ou feignaient d'ignorer; mais ayant avant tout pris à cœur l'avis contenu dans cette phrase : « Vous êtes étranger », et bien que je n'eusse à redouter

de leur part ni violences ni récriminations, je me renfermai dans un silence absolu.

Sans plaider la cause du dernier Empereur, je reste intimement convaincu qu'il était tout à fait opposé à la guerre, et je crois de plus que, fût-il resté à Paris ou à Saint-Cloud, le désastre n'en eût pas été amoindri. Il ne se faisait pas d'illusions sur l'état de ses armées, sans pourtant se rendre un compte exact du degré profond de pourriture de tout le système; mais dire seulement ce qu'il pressentait, eût été, à toute époque et surtout pendant ces quatre dernières années, signer l'arrêt de mort de sa dynastie. Dès octobre 1866, il avait bien essayé de remédier au mal par une voie détournée en nommant une commission chargée d'élaborer un plan de réorganisation de l'armée. Tout en semblant ne demander que de plus forts contingents, Napoléon espérait au fond que l'enquête dévoilerait des preuves de corruption si évidentes qu'il se trouverait par là même autorisé à démettre de leurs charges plusieurs des hauts fonctionnaires qui l'entouraient. Mais il se heurta à une opposition violente, aussi bien de la part de ceux qui s'en tenaient au but avoué de la commission que de ceux qui en avaient su démêler le motif occulte et véritable. Ce fut la majorité du Corps législatif qui poussa la première ce cri relevé aussitôt par les adversaires du régime impérial : « Si ce projet de loi est adopté, il n'y aura plus de bons numéros. » Ledit projet impliquait de fait le service obligatoire pour tous, et un vote de cette nature eût compromis du coup la situation des députés vis-à-vis de leurs électeurs, tout particulièrement dans les campagnes, car, disons-le, ce serait bassement prostituer le mot de « patriotisme » que de l'appliquer aux paysans.

De l'expédient imaginé pour suppléer à ce premier projet, je dirai peu ou rien. N'est-ce pas assez que le seul rejet de cette loi ait mis Bismarck à même de pou-

voir, sans un espion, sans un attaché rue de Lille, déterminer exactement d'avance l'effet désastreux qui résulterait pour la dynastie impériale d'une défaite militaire sérieuse, et lui ait permis de calculer avec une exactitude presque mathématique la force de la ligne de défense qui lui serait plus tard opposée ?

L'armée française, hélas! était comme la soupe du pauvre Écossais, « aigre, brûlée, pleine de grumeaux, froide, et, le diable l'emporte, il n'y en avait pas même assez ». Ce n'est déprécier en rien le génie de Bismarck que de dire qu'un homme doué de facultés bien inférieures aux siennes eût aussi clairement discerné la marche à suivre.

Napoléon était-il donc plongé tout de même dans une ignorance assez épaisse pour s'abandonner à une sécurité peu justifiée? Certainement non; mais il était las, las de corps et d'esprit, et si ce n'eût été pour sa femme et son fils, peut-être se fût-il volontiers résolu à abdiquer. Il souffrait depuis bien des années d'une des plus douloureuss maladies qui soient au monde, et, quinze jours avant la déclaration de guerre, des symptômes étaient survenus, si alarmants, qu'une grande consultation avait eu lieu entre les docteurs Nélaton, Ricord, Fauvel, G. Sée et Corvisard. Ces messieurs, tous membres éminents du corps médical, avaient conclu à l'urgence d'une opération immédiate. Chose assez curieuse pourtant, le rapport signifiant cette décision ne fut signé que par l'un d'eux, et on n'en souffla mot à l'Impératrice. Il est à croire que si elle avait été avertie de l'état de santé de son époux, elle n'aurait jamais poussé à la guerre comme elle le fit indubitablement.

Ce n'est que bien plus tard, après la mort de l'Empereur à Chislehurst, qu'on retrouva cette consultation; mais, par suite de mes relations d'intimité avec le Dr Ricord, ces faits, — et bien d'autres, — m'étaient

connus dès ce mémorable vendredi 15 juillet 1870. Il me parut néanmoins plus sage, comme je l'ai dit plus haut, de garder alors le silence.

Mais bien déterminé à ne pas *parler*, — puisqu'il n'en pouvait résulter aucun bien, — j'étais en même temps très résolu à *voir* et à *entendre* le plus possible ; aussi, vers huit heures du soir, risquai-je une sortie. Il faisait encore jour, la chaleur était suffocante; mais, dans l'exubérance de leur joie, les Parisiens ne pouvaient attendre pour la manifester que l'obscurité fût venue, et, tout en cheminant, j'aperçus aux balcons plusieurs femmes des classes dirigeantes qui, aidées de leur personnel, faisaient les préparatifs des illuminations de manière à pouvoir éclairer dès que le dernier rayon de soleil aurait disparu sur l'horizon. Je dis bien avec intention des femmes des classes dirigeantes, car je longeais alors la Chaussée d'Antin, et le seul fait d'y occuper un appartement au premier, au second, voire même au troisième étage, témoigne d'une situation de fortune au-dessus de la moyenne. Le bon sens et l'élégance ne marchent pas toujours, j'en conviens, de pair avec les gros revenus, mais il n'est guère possible en pareil cas d'appuyer son jugement sur des bases plus sérieuses.

Dans la rue, la foule se pressait, compacte, échauffée, bruyante à l'excès. Toutefois, à la vue de ces belles affairées, il se produisit une accalmie momentanée, suivie aussitôt de cette acclamation : « Vivent les Mères de la Patrie ! » Un rapide regard jeté sur ces dames suffit pour me convaincre que leur progéniture, — si progéniture elles avaient, — n'était encore en état de contribuer que fort peu à la gloire du pays ; mais je réfléchis en même temps qu'elles avaient, selon toute probabilité, des frères et des maris exposés à être appelés à bref délai aux avant-postes « pour n'en plus revenir », et qu'il serait injuste en conséquence de les accuser de

faire là du patriotisme à bon marché. Au reste, il était difficile, sauf pour un sceptique endurci, de n'être pas frappé de cette naïve explosion de rancune nationale de tout un peuple contre un autre peuple tout entier, et c'était, selon moi, une émotion très différente du pur patriotisme. A ce dernier et très noble sentiment se substituait, à mon avis, un assez curieux mélange de haine et de chauvinisme.

Le « sol sacré de la France » — pourquoi plus sacré qu'un autre sol, je n'ai jamais pu le définir; — enfin ce sol sacré n'était pas, en l'occurrence, menacé par la Prusse; tout bien considéré, ce n'était même pas pour une question d'honneur national offensé que Paris se déclarait prêt à se lever comme un seul homme et à tirer l'épée; et cependant, parmi ces milliers d'individus envahissant la rue ce soir-là, pas un qui n'agît comme s'il eût eu une querelle personnelle à vider, non pas seulement avec un ou deux Allemands, mais bien avec chacun des enfants, fils ou filles, du *Vaterland*, sans distinction d'âge ou de sexe. Il pouvait être huit heures et quart quand je commençai à descendre la Chaussée d'Antin; mais bien que le boulevard des Italiens n'en soit guère distant de plus de deux cents mètres, je n'en mis pas moins plus d'une demi-heure à franchir cet espace, car, au moment où j'émergeais non sans peine sur le boulevard, j'aperçus une horloge qui marquait neuf heures. Deux choses se dégagent nettement dans ma mémoire parmi les incidents de cette soirée : d'abord, les grands préparatifs d'illumination de plusieurs maisons de commerce devant lesquelles on plaçait les transparents lumineux à devises ingénieuses, réservés de coutume pour le 15 août, jour de la fête de l'Empereur. Nous étions encore à un mois de cette date, et le voisin d'un industriel enthousiaste lui en fit l'observation. « Je le sais, répondit celui-ci, je laisserai cet emblème jusqu'au 14 du mois

prochain et j'en ajouterai alors deux autres, encore plus grands. »

Au jour dit, non seulement le digne homme n'en ajoutait point, mais la décoration première avait disparu, car le second Empire se débattait déjà dans les affres de la mort.

Ce qui surnage aussi, distinctement, dans mon souvenir, c'est une énorme bande de calicot surmontant la boutique d'un libraire, avec cette annonce : *Dictionnaire français-allemand à l'usage des Français à Berlin.* Moins de deux mois après, je lisais ce qui suit c'est l'extrait d'une entrevue entre Bismarck et de Moltke d'un côté et le général de Wimpfen de l'autre, à la veille de la capitulation de Sedan : « Vous ne connaissez pas la topographie des environs de Sedan, disait le général de Moltke; permettez-moi à ce propos de vous citer un petit exemple qui prouve la présomption et le manque de méthode de votre nation. Au début de la campagne, vos officiers étaient tous munis de cartes d'Allemagne, tandis que les moyens leur faisaient absolument défaut pour étudier la géographie de leur propre pays, puisqu'ils n'avaient pas de cartes de France. » Tout en lisant ceci, je ne pus m'empêcher de penser au libraire et à son annonce, et de me demander combien de dictionnaires il avait bien pu vendre pendant ces quelques premiers jours de fol espoir.

Je ne poussai pas très loin ma promenade ce soir-là; dès la Maison Dorée, je fus contraint de m'arrêter et de me borner au rôle de simple spectateur. Dans l'impossibilité où je me trouvais d'obtenir un siège, je demeurai debout, écoutant ce qui se disait autour de moi, et, dans le tumulte des opinions qui se croisaient, je n'en recueillis qu'une seule qui fût franchement opposée à la guerre. C'était celle d'un auteur dramatique justement célèbre ; sans être hostile ni à

l'Empire, ni à l'Empereur, il avait pourtant repoussé, bien des années plus tôt, les offres de la princesse Mathilde qui voulait le présenter à Napoléon. Sa haine pour les Allemands, quoique profonde, ne l'aveuglait pas sur leur rare puissance d'organisation et leurs hautes qualités intellectuelles : « Il est bel et bon de crier : A Berlin ! disait-il, et il n'est que trop probable que plus d'un de ces braillards y entrera, mais ce ne sera pas de la façon qu'ils espèrent : ils défileront tête basse sous l'escorte des Allemands. »

Mon interlocuteur avait baissé la voix, et il me pria de ne pas répéter ce qu'il venait de me dire. « Si je me trompe, ajouta-t-il, je ne veux pas qu'on m'accuse d'avoir jeté de l'eau froide sur l'ardeur martiale de mes compatriotes ; si l'événement, au contraire, me donne raison, je renoncerai volontiers au triste honneur d'avoir prophétisé l'humiliation de mon pays. »

C'est pourquoi je supprime ici son nom, mais j'ai souvent songé depuis lors à ses paroles ; et quand je l'ai entendu accuser, particulièrement en Angleterre, d'avoir contribué à la corruption du second Empire par ses œuvres dramatiques, je n'ai pu moins faire que d'en sourire *in petto*. A une seule exception près, il n'est point de ses pièces qui ne renferme un sérieux enseignement moral; c'est de plus un excellent mari, un bon père, un fils parfait, et on ne peut guère lui reprocher que de serrer un peu trop les cordons de sa bourse.

Le bruit continuait sur les boulevards, assourdissant ; mais bien que la foule fût des plus denses que j'aie jamais vues, à Paris ou ailleurs, je dois convenir qu'on n'eut pas à déplorer les brutalités et les plaisanteries grossières qui se produisent en Angleterre en semblable circonstance. Sauf quelques exceptions, telles, par exemple, que la manifestation devant l'ambassade de Prusse, l'attitude générale de la population pari-

sienne, somme toute, resta correcte. Que serait-il advenu si des étrangers — Allemands ou autres — s'étaient affichés ostensiblement? Je l'ignore; mais s'il s'en trouvait là, du moins dissimulaient-ils de leur mieux leur nationalité en gardant le silence.

Malgré cette modération relative du flot populeux, les boutiquiers parisiens, qui sont bien les plus insignes poltrons du monde dès qu'il s'agit d'un rassemblement quelconque, les boutiquiers parisiens, les marchands de comestibles exceptés, tinrent leurs volets hermétiquement clos pendant les deux journées du samedi et du dimanche; je crois fort aussi que ce samedi fut chômé par la grande majorité des ouvriers de la capitale, hormis pourtant les cochers de fiacre, les commissionnaires, les facteurs du chemin de fer, etc. Ceux-ci, au contraire, étaient littéralement sur les dents, car la nouvelle de la déclaration de guerre n'était pas vieille de vingt-quatre heures que déjà l'exode avait commencé. Nos compatriotes semblaient particulièrement anxieux de regagner l'autre côté du détroit. L'ennemi eût été signalé aux portes mêmes de Paris que leur mouvement de retraite n'en aurait guère pu être accéléré davantage. L'expression de « bouches inutiles » n'avait pas encore été officiellement employée, et j'ai dans l'idée que c'est un cocher de fiacre qui, dans un colloque avec un automédon son confrère, en fit usage le premier. Il attendait place Vendôme les voyageurs qu'il allait emmener à la gare et s'écriait, goguenard : « Voilà des bouches inutiles qui s'en vont, mon vieux. » Je n'avais jamais jusqu'alors entendu ces deux mots usités dans cette acception spéciale.

On me raconta ce jour-là, à propos de cochers de fiacre, une autre anecdote que je relate ici sans me porter garant de son authenticité.

Près de l'ambassade de Prusse se trouvait une station de voitures de place, et les jeunes attachés

étaient bien connus de la plupart des cochers, à titre de clients presque quotidiens. Or, le samedi matin, l'un d'eux héla un fiacre pour se faire conduire à la gare de l'Est : il allait rejoindre son régiment. En descendant de voiture, le jeune diplomate s'apprêtait à payer son cocher, lorsque celui-ci se refusa à recevoir le prix de la course : « Un homme ne paye pas son propre convoi, monsieur, lui dit-il, et vous pouvez être sûr que j'ai rempli pour vous l'office d'employé de pompes funèbres. Adieu, monsieur. » Un coup de fouet, et il était déjà loin. Vraie ou non, l'histoire, même inventée, prouve à quel point on comptait dans les classes inférieures sur l'anéantissement total des Allemands.

J'eus l'occasion d'aller le dimanche à la gare du Nord pour accompagner un ami qui prenait le train-poste.

L'immense pièce froide et nue qui sert de salle d'attente était bondée de partants, et parmi eux se trouvaient bon nombre de jeunes Allemands, robustes gaillards, de mine honnête, qui, à en juger par leur mise, devaient occuper de bonnes situations commerciales à Paris. Presque tous étaient entourés d'amis et de connaissances, et semblaient médiocrement ravis de la perspective qui s'ouvrait devant eux ; à peine se parlaient-ils les uns aux autres, dispersés dans la salle par groupes de trois ou quatre. Je remarquai qu'on avait plus que doublé le contingent habituel des sergents de ville, et j'aperçus en outre des officiers de paix, ce que nous appellerions en Angleterre des inspecteurs de police. Ceux-ci avaient évidemment reçu des instructions particulières, car auprès de chacun des groupes susnommés, ils postaient autant que possible un sergent de ville. Je me méprenais tout d'abord sur le but de cette étroite surveillance, croyant y voir une sorte d'espionnage ; mais je reconnus mon erreur en voyant un officier de paix s'approcher d'un des groupes les plus nombreux : « Messieurs, dit-il très poliment, vous

êtes Allemands, et je vous prierai de vous mettre ensemble afin de pouvoir au besoin vous protéger. » J'appris plus tard que l'Empereur lui-même, au milieu de ses écrasantes occupations, avait, craignant quelque violence des Parisiens, donné ordre de veiller spécialement sur les Allemands.

Pendant la semaine qui suivit, l'effervescence fut loin de se calmer, mais, sauf quelques légers incidents, les manifestations populaires ne varièrent pas : c'étaient toujours des défilés improvisés sur les voies principales au chant de la *Marseillaise* et du *Chant du Départ*, jusqu'à ce que la foule eût appris par cœur le *Rhin allemand* d'Alfred de Musset, peu connu jusqu'alors du gros public.

Sur ces entrefaites, la nouvelle s'était répandue du suicide de Prévost-Paradol, récemment nommé ministre plénipotentiaire de France à Washington, et les républicains en menaient grand bruit. Suivant eux, c'était la honte et le remords d'avoir abandonné ses couleurs politiques, le désespoir devant le tour que prenaient les événements, qui l'avaient poussé à cette démarche fatale. Ces mensonges mainte et mainte fois répétés ont fini par créer sur cette mort une sorte de légende qui l'associe étroitement à la chute du second Empire. Rétablissons les faits. La grande majorité des Anglais ignore jusqu'à l'existence de Prévost-Paradol, et, malgré les talents incontestables dont il fut doué, bien des Français seraient dans le même cas si quelques politiciens, dans un but à eux connu, ne s'étaient imaginé d'en faire un martyr volontaire de la cause impériale, ou plutôt de cette fraction du parti impérial qui visait à reconquérir la rive gauche du Rhin. J'ai connu Prévost-Paradol ; il ne se serait distingué en rien des milliers de Français cultivés, ses contemporains, sans la publication de la *France nouvelle*, par laquelle il tenta de stimuler dans le sens de la conquête l'ambition de ses compatriotes ;

ce fait même est un argument de plus contre le motif faussement allégué de son suicide. C'est dans la nuit du 10 au 11 juillet qu'il se tira un coup de pistolet au cœur, alors que le pessimiste le plus invétéré ne pouvait encore prévoir la guerre de façon certaine et moins encore ses conséquences désastreuses pour la France. Ceux qui désireraient connaître la cause véritable de la fin tragique de Prévost-Paradol n'ont qu'à lire une courte nouvelle, parue sous le voile de l'anonymat dans la *Revue des Deux Mondes,* en février 1860. Le héros de *Madame de Marsay* n'est autre que le brillant journaliste lui-même ; les germes de la monomanie du suicide étaient chez lui manifestes, et ceux qui l'ont connu de près devaient s'étonner seulement qu'il eût tant différé.

L'effervescence, je l'ai déjà dit, ne se calmait pas, mais les esprits sérieux commençaient à émettre bien des critiques, et parmi eux, chose curieuse, se trouvaient pas mal d'officiers supérieurs ; bien qu'ils fussent trop loyaux pour exprimer ouvertement le peu de confiance que leur inspiraient leurs chefs, un auditeur attentif démêlait aisément ce manque de confiance dans leurs conversations. J'eus, cette semaine-là, un entretien avec l'un d'eux, que, pour des raisons faciles à comprendre, je ne nommerai pas, et voici, autant qu'il m'en souvienne, ce qu'il me dit, sachant bien qu'il pouvait s'en fier à ma discrétion : « Il n'existe pas actuellement au ministère de la guerre de bonne carte de France, et, de plus, cette carte existerait-elle, qu'aucun des hommes qui sont aujourd'hui au pouvoir ne saurait s'en servir. Je doute fort qu'il y ait un plan de campagne arrêté ; ils prétendent diriger cette guerre comme celles de Crimée, d'Italie et du Mexique, s'en tenant à la manière de faire qui leur a si bien réussi en Afrique. Ils devraient bien savoir pourtant tout ce que ce système a de risqué, ils l'ont déjà expérimenté en 1859 ; et je

n'ai pas besoin de vous démontrer combien l'armée avec laquelle nous allons nous mesurer diffère des armées russes et autrichiennes, même commandées par un Todleben. Il ne devrait plus être question de l'école de guerre africaine, mais il n'en est pas ainsi. C'est jusqu'à un certain point la faute de l'Empereur. Vous rappelez-vous ce que disait son oncle : « Il n'est pas un seul de mes généraux dont je ne connaisse à fond le jeu et l'action. Les uns se jettent dans la mêlée jusqu'à la taille, les autres jusqu'au cou, d'autres enfin, mais en nombre infiniment moindre, je vous assure, s'y plongent tête baissée... » Napoléon III est loin d'être aussi bien renseigné sur la valeur personnelle de ses généraux, sans parler des officiers subalternes. »

« Mais il devrait l'être pourtant, lui objectai-je, il en reçoit un grand nombre tous les dimanches matin. » Je faisais allusion au lever officiel tenu chaque semaine aux Tuileries, et auquel étaient admis non seulement les généraux, mais tous les officiers supérieurs des armées de terre et de mer.

« Vous avez raison, il devrait l'être, — reprit mon interlocuteur, — et s'il ne l'est pas, ce n'est pas manque de bonne volonté et d'efforts consciencieux de sa part. Vous n'avez jamais assisté naturellement à ces réceptions, puisque les civils, à l'exception de quelques ministres, en sont rigoureusement bannis. L'intention en soi était bonne, je le répète, mais l'exécution en a été des plus défectueuses. L'opposition violente que rencontra dès le principe cette innovation de la part des ministres et des hauts dignitaires de la maison de l'Empereur aurait dû ouvrir les yeux à Sa Majesté sur la nécessité de recevoir ces officiers seuls, sans même un chambellan de service. Dans l'état actuel, savez-vous ce qui arrive? Je vais vous le dire. Les officiers sont debout, alignés autour de la pièce, l'Empereur passe, s'arrête devant presque chacun d'eux, leur pose une question,

les engage à protester s'il en est besoin au sujet de quelque abus ou à proposer quelque réforme urgente. Mais le chambellan est derrière ses talons; le ministre de la guerre, le maréchal commandant de la garde impériale, le gouverneur militaire de Paris sont à quelques pas. Le malheureux officier interpellé se sent la langue liée; il sait que chacune de ses paroles sera entendue, et, plutôt que de se faire taxer par ses supérieurs de fâcheux et d'importun, il se retranche dans un silence absolu; et ce sont les plus honnêtes qui en agissent ainsi. Appelez cela timidité, couardise si vous voulez, mais tout le monde vous dira que cette timidité existe dans toutes les administrations civiles ou militaires. L'Empereur, en conséquence, bien que connaissant de nom et de vue la plupart des officiers supérieurs, ne sait rien en somme de leurs capacités respectives. Je puis dire en toute assurance que, depuis les quinze ou seize dernières années, il n'y a pas eu, soit dans l'armée, soit dans la marine, douze promotions importantes justifiées par les états de service des nouveaux gradés. Des divisions, que dis-je! des corps d'armée ont été ainsi confiés à des hommes qui pourront à un moment donné se montrer très brillants et valeureux, mais qui ne sont pas plus capables de manœuvrer de grandes masses d'hommes qu'un simple sergent-major. Pour employer une métaphore plus frappante, on a choisi les meilleurs pontes à la table du baccara pour leur faire résoudre les problèmes les plus ardus du jeu d'échecs. Qu'en résultera-t-il en face d'un champion comme de Moltke? Dieu le sait! Nous avons à la tête de notre cavalerie des hommes qui savent à peine se tenir à cheval; d'autres, chargés du commandement de divisions et même de corps d'armée, ferrés du reste sur toutes les questions d'artillerie, de pontons, de ponts, etc., ne sont pas plus à même qu'un petit enfant d'organiser régulièrement une retraite ou de combiner un plan d'at-

taque. Ils ont pour théorie que leur brio et leur courage, leur téméraire, chanceux et, reconnaissons-le, souvent heureux système d'Afrique suppléeront à leur ignorance de la tactique et de la stratégie. Ceci est naturellement une opinion implicite plutôt qu'ouvertement exprimée, car plusieurs de ces favoris se croient de bonne foi en ces matières les rivaux de Jomini, de Napoléon, et peut-être aussi de Moltke. Comprenez-moi bien pourtant, il y a dans l'armée française bon nombre d'officiers qui se sont livrés à une étude approfondie de la science de la guerre et qui pourraient, à cet égard, supporter avantageusement la comparaison avec les meilleurs officiers allemands et les plus instruits ; mais ils ont dû se résigner à rester à l'arrière-plan, toute tentative de leur part pour lever l'étendard de la haute science militaire ayant été depuis des années systématiquement repoussée par l'entourage du souverain. D'autre part, les hommes tenus ainsi à distance n'ont pas supporté silencieusement cet ostracisme. Ils ne se sont pas plaints hautement, mais ils ont fait pire peut-être au point de vue de la discipline de l'armée en adoptant une attitude mi-hostile, mi-critique vis-à-vis de leurs chefs. Les *mess* d'officiers tels qu'ils existent en Angleterre sont à peu près inconnus sur le continent et surtout en France. L'officier célibataire prend quotidiennement ses repas à l'hôtel ; il se laisse aller parfois à parler du service à table d'hôte devant les civils. Ses critiques font leur chemin, pénètrent à la caserne, tant et si bien que le troupier est devenu sceptique au sujet de la capacité des généraux et des maréchaux, et chacun sait que le soldat qui commence à mettre en doute l'aptitude de ses chefs, est comme le prêtre qui s'interroge sur les preuves de l'infaillibilité du Pape, il devient un danger pour l'institution à laquelle il appartient. »

Mon interlocuteur ne m'apprenait en réalité rien de nouveau, mais peut-être ne se doutait-il pas que je

fusse d'ores et déjà si bien informé. Je tenais tous ces détails, avec bien d'autres, d'un allié de la famille dans laquelle j'étais entré par mon mariage, et les critiques de celui-ci, corroborant celles de son collègue qu'on vient d'entendre, tiraient une importance plus décisive encore de cette circonstance particulière qu'il était aux Tuileries un hôte assidu et toujours bien accueilli. Il était officier supérieur, mais il convenait avec une franchise confinant au cynisme que n'eussent été la sonorité de sa voix et son habileté à conduire le cotillon, il n'eût sans doute jamais dépassé, sinon à l'ancienneté, le grade de capitaine, « car, ajoutait-il, il y a certainement mille capitaines qui en savent beaucoup plus que moi, deux mille qui en savent autant, et bien peu qui en sachent moins ; aucun d'eux n'a été promu et n'a chance de l'être jamais, à moins que les uns ou les autres n'enlèvent leur grade à la pointe de l'épée ». Suivant lui, aux époques des promotions générales, on ne regardait même pas les états de service. « Une réponse adroite aux questions de l'Empereur, une jolie figure, des manières agréables, c'en est assez pour établir une réputation au château. Les ministres de la guerre se gardent bien de rectifier ces jugements impulsifs de l'Empereur et l'Impératrice, car ils pensent, non sans raison, qu'une enquête approfondie sur les mérites des candidats pourrait tourner au désavantage de leurs protégés personnels et de ceux de leurs collègues. Ce système de nomination « au petit bonheur » — car c'est devenu un système — fondé sur le plus éhonté des népotismes, est toléré par ceux-là mêmes qui auraient dû dès l'origine le combattre de tout leur pouvoir, sous ce spécieux prétexte que le courage du Français supplée à tout, prétexte d'une impertinence rare et d'une singulière outrecuidance, puisqu'il implique un défaut de courage équivalent chez les officiers des autres nations. Mais autre chose encore. Tous ces favoris

sont jaloux les uns des autres, et, prenez note de ceci, cette jalousie sera féconde en résultats désastreux, car il deviendra aussi difficile pour l'Empereur de céder à leurs extravagantes exigences que de s'y refuser. Le temps est passé des réformes radicales. « On ne peut pas troquer ses chevaux en traversant un torrent », a dit Abraham Lincoln, et le torrent que nous traversons est vertigineux. L'Empereur a en outre l'horreur des figures nouvelles, et, pour extirper le mal radicalement, c'est sa maison militaire au complet qu'il lui faudrait balayer. »

Telle était, sur les chances de la campagne, l'opinion de deux officiers supérieurs. Quant aux notes qui vont suivre, je dois les faire précéder d'une remarque toute personnelle. Pour des raisons privées, que je ne peux ni ne dois mentionner, j'ai résolu de ne pas signer ces Souvenirs, qu'ils soient publiés avant ou après ma mort. Je sais qu'en agissant ainsi, j'en diminue de beaucoup la valeur; car, bien que je n'aie, à aucune époque, joué en France un rôle social ou politique, j'y ai cependant acquis une notoriété suffisante pour que mon nom seul m'assure la confiance du lecteur. Tout en gardant l'anonyme, je prie ceux qui me liront de tabler sur ce fait que j'étais probablement le seul étranger que les Français ne regardassent pas alors d'un commun accord comme un ennemi déguisé.

Tandis que mon parent me donnait les renseignements rapportés plus haut, je savais déjà qu'il existait au ministère de la guerre un projet de mobilisation et un plan de campagne, élaborés avant sa mort par le maréchal Niel (1), prédécesseur immédiat du maréchal Lebœuf. Je savais, de plus, que ce plan comportait la

(1) Mort le 14 août 1869. Il avait été appelé, le 19 janvier 1867, au ministère de la guerre, en remplacement du maréchal Randon.
L'Éditeur.

formation de trois armées, sous les commandements respectifs des maréchaux Mac Mahon, Bazaine et Canrobert, et que l'organisation de ces trois armées avait servi de base aux négociations d'une alliance franco-autrichienne qui avait été lancée à Vienne par le général Lebrun, deux mois avant la déclaration de guerre.

Jusqu'au 22 ou au 23 juillet, les préparatifs se poursuivirent en concordance avec le projet primitif; les états-majors respectifs antérieurement désignés, les divers régiments et brigades répartis de longue date se hâtaient déjà de prendre leurs positions, quand tout à coup ce plan originel était brusquement modifié et les trois armées fondues en une seule qui, sous le commandement unique et exclusif de l'Empereur, prenait le nom de l' « Armée du Rhin ».

D'où ce revirement soudain? Les historiens, dans leur dédain habituel des petites causes, ont essayé de l'expliquer de différentes manières. Selon les uns, le changement avait pour but d'offrir à l'Empereur l'occasion de se distinguer personnellement; l' « Armée du Rhin » devait faire revivre les gloires de la « Grande Armée »; ce serait une seconde édition de l'épopée napoléonienne. Sitôt la première éclatante victoire remportée, l'Empereur rentrerait en triomphe dans sa capitale; on reviendrait alors, si la chose était faisable, au plan du maréchal Niel, — c'est-à-dire que les troupes françaises ayant pris pied sur le territoire ennemi seraient de nouveau partagées sous le commandement d'autant de Ney, de Soult et de Kléber.

Suivant d'autres, l'Empereur, aveuglé jusqu'alors sur la quantité, sinon sur la qualité, des troupes dont il pouvait disposer, avait ouvert subitement les yeux sur l'état réel des affaires. Les six cent cinquante mille hommes soi-disant prêts à entrer en campagne n'existaient guère que sur le papier : l'effectif réel ne s'éle-

vait pas à plus d'un tiers, soit à deux cent cinquante mille hommes environ de troupes de toutes armes.

Les faits avancés par ces historiens sont vrais en principe, mais ils n'exercèrent pas sur la détermination de l'Empereur l'influence prépondérante qu'on leur attribue, du moins en ce qui concerne la concentration du commandement suprême dans les mains de Napoléon. Si désireux que pût être ce dernier, dans l'intérêt de sa dynastie, de récolter la gloire d'un ou deux combats victorieux, livrés sous sa direction immédiate, il n'en sentait pas moins parfaitement son incapacité à remplir une pareille tâche, surtout dans l'état actuel de sa santé. Louis-Napoléon, sans doute, croyait en son étoile, mais il savait bien que ce n'est pas la chance qui décide du sort des batailles. S'il avait jamais nourri des illusions de ce genre, la campagne de 1859 leur avait donné un rude choc, à ces illusions, car il se vit à plusieurs reprises à deux doigts de la défaite; et nul plus que lui ne s'en rendit un compte exact.

La fusion des trois armées en une seule fut due, premièrement, à la difficulté, sinon l'impossibilité de constituer trois armées avec un contingent bien inférieur à trois cent mille hommes de troupes; secondement, à la jalousie invétérée qui animait les maréchaux les uns contre les autres. Napoléon craignait, et à trop juste titre, en mettant ces trois armées en campagne sous trois commandements différents, de voir se renouveler les querelles advenues pendant la guerre d'Italie, alors que Niel accusait Canrobert de ne l'avoir pas soutenu en temps opportun, et ainsi de suite. On n'a pas oublié que l'Empereur lui-même avait été obligé d'intervenir pour apaiser ces différends; étant données ces circonstances, Napoléon jugea préférable de risquer l'aventure et d'en assumer sur lui seul l'entière responsabilité.

L'Empereur quitta Saint-Cloud le 28 juillet. Il est

indiscutable que sa confiance dans l'organisation préparée par le maréchal Niel était déjà singulièrement ébranlée, et qu'aussi la célèbre phrase de Lebœuf : « Nous sommes prêts, plus que prêts ! » retentissait déjà à ses oreilles comme une amère moquerie.

Voici quelques-uns des télégrammes trouvés après le 4 septembre dans les papiers des Tuileries. C'étaient probablement les copies des dépêches originales, quoiqu'il soit douteux que celles-ci aient été communiquées à Saint-Cloud dès leur réception. Plût à Dieu qu'elles l'eussent été !

Le chef de l'intendance militaire au général Blondeau, ministère de la guerre, Paris.

Metz, 20 juillet 1870, 9 h. 50, matin.

Il n'y a à Metz ni sucre, ni café, ni riz, ni cognac, ni sel. Nous n'avons qu'un peu de lard et du biscuit. Expédiez, pour le moins, un million de rations à Thionville.

Le général Ducrot au ministère de la guerre, Paris.

Strasbourg, 20 juillet 1870, 8 h. 30, soir.

Il restera demain à peine cinquante hommes pour garder Neuf-Brisach ; Fort-Mortier, Schelestadt, la Petite-Pierre et Lichtenberg sont également abandonnés. C'est le résultat des ordres que nous exécutons. La garde mobile et la garde nationale locale pourraient facilement être utilisées pour le service de la garnison, mais j'hésite à adopter cette mesure, Votre Excellence ne m'ayant pas donné de pouvoirs à cet égard. Il paraît certain que les Prussiens se sont déjà rendus maîtres de tous les passages de la forêt Noire.

Le général commandant le IIe corps d'armée au ministère de la guerre, Paris.

Saint-Avold, 21 juillet 1870, 8 h. 55, matin.

Le dépôt envoie d'énormes ballots de cartes qui sont absolument inutiles pour le moment, tandis que nous n'avons pas une seule carte de la frontière française. Il vaudrait mieux nous en envoyer en grande quantité, cela nous serait plus utile et nous manque absolument.

Le général Michaël au ministère de la guerre, Paris.

Belfort, 21 juillet 1870, 7 h. 30, matin.

Arrivé à Belfort, ne trouve ni ma brigade, ni mon général de division. Que dois-je faire? Ne sais pas où sont mes régiments.

Le général commandant le IVe corps d'armée au major général, Paris.

Thionville, 21 juillet 1870, 9 h. 12, matin.

Le IVe corps n'a encore ni cantine, ni ambulance, ni fourgons, pas plus pour la troupe que pour l'état-major. Il manque absolument de tout.

A quoi bon en citer davantage? Il y avait en tout environ deux cents dépêches datées uniformément de la semaine qui suivit la déclaration officielle de la guerre. Bien qu'il soit malaisé de déterminer combien d'entre elles passèrent sous les yeux de l'Empereur, il n'en est pas moins certain qu'il se faisait une idée assez exacte de la situation. Le fait suivant le prouve, dont je me porte garant et qui n'a jamais, que je sache, été relaté nulle part.

Durant les deux années qui précédèrent l'ouverture des hostilités, le Corps législatif n'avait cessé de lésiner sur le budget de la guerre; au cours de la première session de 1870, la chose semblant tourner à la manie, l'Empereur finit par en appeler à M. Thiers, par l'entremise du maréchal Lebœuf, lui demandant d'aider le gouvernement à lutter contre ce courant de fausse économie. Thiers promit son appui et tint fidèlement sa parole; mais son secours arrivait trop tard. L'Empereur ne lui en resta pas moins reconnaissant, et trente-six heures avant de partir pour le théâtre de la guerre, il lui faisait, toujours par l'intermédiaire de Lebœuf, offrir le portefeuille de la guerre. Cette offre, respectueusement déclinée, du reste, ne jette-t-elle pas une lueur significative sur l'état d'âme de Napoléon à l'égard de ses officiers, puisqu'il allait, dans une passe aussi critique, jusqu'à leur préférer un simple civil?

Remarquons, en passant, que ce fut toujours le point culminant de l'ambition de M. Thiers d'être considéré comme un grand stratégiste, un tacticien de premier ordre, doué par surcroît des connaissances spéciales d'un officier de génie. « Jomini était un civil! » s'écriait-il fréquemment. Des gens compétents ont souvent assuré que ces prétentions de Thiers étaient jusqu'à un certain point justifiées par ses capacités. Notons encore que M. de Freycinet est assez bizarrement affligé de la même prétention.

Je citerai un fait encore dont la corrélation est flagrante avec le précédent. Lorsque, quelques mois après la Commune, les choses commencèrent à se réorganiser dans Paris, on découvrit à l'Imprimerie naguère impériale, devenue l'Imprimerie nationale, un volumineux paquet d'imprimés. Il contenait, entre autres, une circulaire rédigée par l'Empereur lui-même et intitulée : *Une économie mal entendue*. Elle s'adres-

sait aux députés et datait de mai 1870; après leur avoir exposé la force présumée des armées de la Confédération germanique du Nord, cette circulaire se terminait en ces termes : « Si nous venons à comparer à la nôtre la condition militaire de l'Allemagne du Nord, nous serons à même de juger combien ceux qui voudraient réduire encore nos forces nationales sont mal éclairés sur nos véritables intérêts. »

C'est toujours resté pour moi, et pour tous ceux qui connaissaient l'existence de ce document, un mystère qu'il n'ait pas été publié en temps opportun, quoique, à vrai dire, considéré à la lumière des événements qui ont suivi, on ne voie pas trop quel bien eût pu résulter de sa divulgation. Ces événements mêmes, qui devaient suivre, les prévoyait-on aux Tuileries en mai 1870? Je ne le crois pas. La majorité de l'entourage de l'Empereur sentait bien que la guerre avec l'Allemagne n'était qu'une question de temps, mais bien peu la considéraient comme imminente. Que la suppression de cette circulaire ait été le résultat d'une négligence fortuite ou préméditée, c'est une pensée qui ne supporte pas un instant de réflexion; car Napoléon, bien que souffrant et abattu, était trop soucieux des prérogatives souveraines, pour ne pas, le cas échéant, témoigner d'un tel mépris de ses volontés, qu'il fût intentionnel ou non, un extrême mécontentement. Il est également impossible d'admettre qu'on ait pu berner l'Empereur et lui faire accroire que ladite circulaire avait été distribuée, tandis qu'elle moisissait dans les entrepôts de l'imprimerie. Il est à présumer plutôt que ses soi-disant conseillers l'amenèrent à renoncer à la publication de ce document, dans la crainte de dessiller les yeux de la France sur l'infériorité de son armement. Un seul homme avait osé, trois ans auparavant, faire toucher du doigt, pour ainsi dire, cette infériorité manifeste. C'était le général Trochu; or, son livre, l'*Armée fran-*

çaise, lui avait fermé les portes des Tuileries. Les crânes et pimpants colonels qui s'empressaient autour de l'Impératrice, ne se firent pas scrupule de ridiculiser le livre et de calomnier son auteur ; mais l'Empereur, tout en sachant Trochu systématiquement opposé à la dynastie, reconnaissait ses grandes qualités militaires. L'échec subséquent de Trochu n'invalide pas ce jugement. « Je sais ce que Trochu voudrait et pourrait faire s'il avait sa liberté d'action ; mais je n'ai pas besoin de m'en inquiéter, car il sera empêtré », disait de Moltke au début du siège.

D'autre part, le colonel Stoffel, l'attaché militaire français à Berlin, fut sévèrement admonesté par le maréchal Niel et par Lebœuf, pour avoir maintes fois tenté de faire connaître à l'Empereur l'état magnifique de l'armée prussienne et de ses auxiliaires et la puissance de leur effectif. Un manque de diplomatie et d'étiquette militaire fut le motif ostensible et avoué de la disgrâce de Stoffel, mais, en réalité, celui-ci n'était coupable que d'avoir exposé le ministre de la guerre et ses coadjuteurs « dansants » à être troublés dans leurs plaisirs par les doutes éveillés dans l'esprit du souverain sur leur capacité — ou leur nullité — intellectuelle.

Nous l'avons eu, votre Rhin allemand...
. . . . . .
Où le père a passé, passera bien l'enfant !

C'était là le *Credo* de l'état-major, et ils continuaient à danser, à flirter et à intriguer pour des places qui, une fois dans leurs mains, devenaient de grosses sinécures. Ils avaient ri avec dédain du dicton du premier Napoléon, à savoir qu' « il n'y a pas de mauvais régiments, mais seulement de mauvais colonels ». De mauvais colonels, il n'en existait pas à leur avis, à moins que ce ne fût peut-être ceux dont on n'entendait pas constamment résonner les éperons sur les tapis du bou-

doir de l'Impératrice ou dans l'arène glissante des salles de bal. L'Empereur, à leurs yeux, n'était qu'un rêveur et un philosophe, incapable de s'affranchir de sa première éducation allemande. La meilleure chose à faire était de le laisser écrire et imprimer ce qu'il voulait, quitte à l'empêcher au dernier moment de le publier, sous prétexte de ménagements à garder vis-à-vis de la vanité nationale. Si dédaigneux qu'ils se montrassent de l'esprit germanique, laborieux et piocheur, ils n'en avaient pas moins adopté une phrase tirée du livre d'un illustre Allemand. « Qu'ils disent et écrivent tout ce qu'ils voudront, s'était écrié un jour Frédéric le Grand, tant qu'ils me laisseront faire ce que je veux. » Ces messieurs avaient légèrement altéré le texte, sinon l'esprit de cette phrase. « Que l'Empereur dise et écrive ce qu'il voudra, tant qu'il nous laissera faire ce que nous voulons; nous n'avons qu'un souci, c'est de ne pas lui laisser publier ses élucubrations. »

Ils oubliaient, s'ils les avaient jamais sues, — car leur ignorance égalait leur suffisance, — ces lignes superbes du fondateur de cette dynastie qu'ils minaient sourdement depuis des années par leurs débordements, leur frivolité et leur corruption : « Le général est la tête, il est tout dans l armée. Ce n'est pas l'armée romaine qui a conquis la Gaule, mais César; ce n'était pas l'armée carthaginoise qui faisait trembler les soldats de la République aux portes mêmes de Rome, mais Annibal; ce n'est pas non plus l'armée macédonienne qui atteignit l'Indus, mais Alexandre; ni encore l'armée française qui poussa la guerre jusqu'au Weser et à l'Inn, mais Turenne; ce n'est pas enfin l'armée prussienne qui défendit pendant sept ans la Prusse contre les trois grandes puissances de l'Europe, mais Frédéric le Grand. »

Et celle qui aspirait à jouer le rôle d'une Marie-Thérèse, qui, sans valoir une Marie-Antoinette, se

montra plus dangereuse qu'une Marie-Louise, l'Impératrice applaudissait aux vantardises de ces aveugles. « Le courage fait tout », avait été pendant près de vingt ans la devise des Tuileries. Ce pouvait être vrai tant qu'il s'agissait des comédies à la Marivaux et des charades dans le goût de Boccace qui avaient été si longtemps à l'ordre du jour. La souveraine avait encore à apprendre que cela ne pèserait que peu ou pas dans la balance lors de la lutte homérique qui allait se livrer.

CHAPITRE X

La guerre. — Divulgation du projet de traité. — L'Impératrice convoite la régence. — Coup d'œil rétrospectif. — La guerre de Crimée. — Les notes de couturière payées par Bismarck. — Les républicains et la guerre. — Premier engagement. — La *Marseillaise*. — Le Café de la Paix. — Opinion du général Beaufort d'Hautpoul sur de Moltke. — Les journalistes au début de la campagne; leur outrecuidance. — Dépêches officielles. — Le *glorieux* Bazaine. — Wœrth et Spickeren. — Fautes politiques de l'Impératrice.

Bien avant que l'Empereur eût gagné le théâtre de la guerre, il devint évident pour les esprits clairvoyants qu'il s'opérait une réaction parmi les membres des classes élevées. On n'y parlait plus avec une superbe confiance du droit incontestable de la France à châtier l'arrogance du roi de Prusse. Les plus optimistes, à la suite de la divulgation du fameux « projet de traité », s'étaient vus forcés de reconnaître *que Bismarck avait roulé l'Empereur* (1); et malgré leurs assurances réitérées qu'ils se passeraient bien de l'appui moral de l'Europe, ils prenaient malaisément leur parti de l'animosité provoquée par la publication de ce malheureux document. Honnêtement parlant, je ne crois pas qu'ils déplorassent outre mesure la duplicité dont Louis-Napoléon avait fait preuve en essayant de jouer le

(1) En français dans le texte.

tour aux cosignataires du traité garantissant la neutralité de la Belgique; ils se sentaient plutôt blessés dans leur amour-propre de ce que le souverain se fût, qu'on me pardonne la vulgarité de l'expression, laissé pincer en pure perte. On prononçait modestement le mot d'imbécile, et lorsqu'il fut bien avéré que la Régence venait d'être conférée à l'Impératrice, les manifestations de mépris et de désapprobation s'en accentuèrent encore; car, en dépit des affirmations contraires, les Parisiens n'aimaient pas l'Impératrice. J'ai raconté, dans un chapitre précédent, que ceux qui lui étaient franchement hostiles ne se gênaient pas pour l'appeler « l'Espagnole », en attachant à cette expression le sens le plus dénigrant; ceux dont l'aversion n'allait pas aussi loin se bornaient à ne voir en elle qu'une femme à la mode, incapable à tous égards de prendre en main les rênes du gouvernement, vu surtout la gravité exceptionnelle des circonstances. Quant à l'Impératrice, elle désirait passionnément exercer les fonctions de régente, ses flatteurs et ses courtisans l'ayant imbue de cette idée qu'il lui était réservé de faire revivre à la fois la sage Élisabeth et Catherine la Grande; l'élément clérical de son entourage fut loin d'être en cela à l'abri de tout reproche.

Pendant la guerre de Crimée, lord Clarendon avait dû déjà, quoique de façon moins ouverte, combattre ce projet de régence, car Napoléon III avait à plusieurs reprises exprimé l'intention de prendre le commandement de ses troupes. Ses ministres, et particulièrement MM. Troplong et Baroche, l'avaient supplié de n'en rien faire. La reine Victoria elle-même, devant qui cette idée avait été soulevée pendant son séjour à Paris, l'en avait détourné de tout son pouvoir. L'Impératrice, au contraire, l'y encourageait fortement. « Je ne vois pas, disait-elle à la Reine, qu'il soit plus exposé là qu'ailleurs. » Ce qui la flattait dans ce plan belliqueux,

c'était la perspective de la Régence, et non la gloire qui en pouvait revenir à son époux; car elle n'éprouvait en réalité alors, comme plus tard en 1859, aucune sympathie pour le but de la guerre. La Russie schismatique, combattant soi-disant pour conserver la garde du Saint-Sépulcre, ne l'intéressait guère, et la défaite de l'Autriche entraînant, lui avaient dit les prêtres, la ruine du pouvoir temporel du Pape, la réjouissait médiocrement. En fait de science politique, l'impératrice Eugénie se borna toujours à répéter, en perruche bien apprise, les racontars de son cercle intime.

Toutefois, en 1859, son désir fut enfin satisfait, et elle put, avant l'ouverture de la campagne, déclarer officiellement au Corps législatif qu' « elle avait une foi entière en la modération de l'Empereur lorsque l'heure de la paix aurait sonné ». A chaque nouvel engagement livré sur le champ de bataille, ses dames d'honneur et ses familiers papillonnant à l'entour en escomptaient à l'envi les résultats politiques. L'Empereur, suivant eux, se montrerait fort coulant en traitant avec l'Autriche, puissance catholique et conservatrice qu'on ne pouvait humilier jusqu'au bout, tandis que l'Italie n'était après tout qu'un foyer jamais éteint de conspiration, un pouvoir anticatholique, révolutionnaire et le reste.

Et je sais de façon positive que l'Empereur se vit forcé, après Solférino, de suspendre ses opérations parce que le ministre de la guerre avait « par ordre de la Régente » arrêté les envois de troupes et de munitions, tandis que, de son côté, le ministre des affaires étrangères mettait tout en œuvre pour alarmer le souverain.

L'Impératrice n'en arriva pas moins à arracher de nouveau la Régence à Napoléon III en 1865, lorsqu'il alla en Algérie chercher quelque soulagement à ses cruelles souffrances physiques. Je dis bien, arracher,

car cette mesure était parfaitement inutile, puisque l'Empereur ne quittait pas le territoire français. Malgré l'habitude invétérée que nous avons de rire des maris « menés par leurs femmes », aucun écrivain n'a encore été assez hardi pour étudier ce sujet au point de vue purement historique. Les matériaux pourtant ne lui manqueraient pas non seulement en France, mais encore en Angleterre, en Allemagne et surtout en Russie. L'auteur pourrait même laisser de côté Catherine de Médicis. Pourquoi remonter aussi loin? Il commencerait avec Marie de Médicis et sa fille Henriette-Marie; il montrerait comment cette tyrannie féminine tourne quelquefois assez bizarrement au bien général, comme par exemple lorsque Sophie-Dorothée tourmente son époux pour faire porter à son premier-né une robe de baptême et une couronne si lourdes que l'enfant en meurt et fait place ainsi à Frédéric le Grand. Mais il lui faudrait reconnaître aussi que le monde se fût bien passé de la servante éhontée qui domina Pierre le Grand, comme de la veuve de Scarron qui mena Louis XIV, de Marie-Antoinette et de tant d'autres.

La régence de 1865, sans avoir été désastreuse en elle-même, fut lourde de conséquences funestes pour l'avenir en donnant à l'Impératrice l'importance politique qu'elle avait si longtemps convoitée ; elle prit dès lors l'habitude d'assister au conseil des ministres, ceux-ci à leur tour se croyaient tenus de l'informer personnellement d'événements qui auraient dû rester strictement entre eux et le chef de l'État. Les choses allèrent ainsi jusqu'à l'arrivée au pouvoir de M. Émile Ollivier, le 2 janvier 1870; le nouveau ministre changea d'attitude, mais les ambassadeurs d'Autriche et d'Italie n'en continuèrent pas moins à flatter la vanité de l'Impératrice en recourant sans cesse à elle; le rôle qu'ils jouèrent au 4 septembre démontra clairement combien ces prétendues indiscrétions diplomatiques de leur part

étaient calculées et servaient les intérêts de leurs gouvernements respectifs.

Quant à Bismarck, quelqu'un très au fait des dessous de la politique de Berlin me dit un jour : « Toute sa politique a consisté à payer à Paris des notes de modistes et de couturières pour des femmes dont l'élégance et le charme personnels le laissaient du reste profondément indifférent. »

Pour lord Lyons, je dois le dire, il se refusa avec autant de courtoisie que de fermeté à être « diplomatiquement » circonvenu par l'Impératrice. Tout en lui rendant les hommages qu'il lui devait en sa qualité de femme et de souveraine, tacitement, il s'abstenait de la considérer comme engagée dans la partie politique, et bien qu'il se montrât toujours fort réservé dans ses discours, à peine pouvait-il réprimer l'expression de son mépris pour ceux qui agissaient différemment. Je ne sais si lord Lyons laissera après lui des Mémoires; s'il le fait, nous saurons non seulement la vérité, et rien que la vérité, mais encore toute la vérité sur la responsabilité qui incombe à l'Impératrice dans la déclaration de guerre; et nous verrons que cette fatale décision ne fut pas prise par le couple impérial dans la nuit du 14 au 15, mais dans celle du 5 au 6 juillet 1870. En attendant, et sans avoir la présomption d'anticiper sur les révélations de notre ambassadeur, je transcris ici mes souvenirs personnels à ce sujet.

Je flânais le mardi 5 juillet vers deux heures et demie de l'après-midi dans le faubourg Saint-Honoré, lorsque je fus arrêté, juste en face de l'ambassade, par la voiture de lord Lyons qui tournait pour rentrer dans la cour de l'hôtel. Lord Lyons l'occupait, et comme nous étions dans les termes les meilleurs et les plus amicaux, il me fit signe de venir le retrouver. J'arrivai au bas du perron conduisant au vestibule, presque en même temps que sa voiture, et nous entrâmes ensemble. Je

ne restai pas, me semble-t-il, plus de dix minutes avec lui, mais je le quittai sous cette impression qu'en dépit de l'attitude belliqueuse adoptée par le duc de Gramont et M. Émile Ollivier vis-à-vis de la candidature Hohenzollern, il n'y avait que peu ou pas de chance de guerre, l'Empereur étant un partisan déclaré de la paix. Je me le rappelle avec d'autant plus de netteté que lord Lyons me dit qu'il sortait d'une entrevue avec le ministre des affaires étrangères. Sans pouvoir citer textuellement ses paroles, je suis sûr du moins du sens d'une de ses observations qui me frappa ; le duc de Gramont était à son gré la dernière personne à choisir pour la conduite des négociations. « Il y a entre lui et Bismarck trop de rancune personnelle, m'expliqua-t-il ; cette rancune date du séjour du duc à Vienne ; il ne peut pardonner à Bismarck d'avoir tourné en dérision ses prétentions d'habileté diplomatique. » Et encore : « Je comprends sans l'approuver l'irritation personnelle de Gramont, mais celle d'Ollivier me dépasse, et il semble aussi enragé que l'autre. Néanmoins, encore une fois, tout cela va se dissiper. Guillaume est trop sage pour déclarer la guerre sous un prétexte puéril, et l'Empereur, trop malade pour ne pas vouloir la paix. Ah! si l'Impératrice pouvait le laisser tranquille! Je vais ce soir chez Ollivier, j'en saurai plus long demain matin. »

Ne ressort-il pas de là que les historiens ont été par la suite mal renseignés, l'attitude qu'ils attribuent à cette époque à M. Émile Ollivier étant diamétralement opposée à celle rapportée plus haut et qui avait si fort étonné lord Lyons? J'ai peu connu M. Ollivier, mais il ne m'a jamais paru homme à se livrer à des fanfaronnades pour le seul bénéfice de la galerie, galerie composée pour lors de toute la clientèle de l'opposition que l'Empereur redoutait plus que tout. D'après ce que j'ai entendu dire depuis, Louis-Napoléon semblait dévoré d'inquiétude, mais, suivant un intime des

Tuileries, ce n'étaient pas les résultats de la guerre qu'il supputait avec angoisse, car il espérait pouvoir l'éviter, mais bien les conséquences de la paix. A parler sans ambages, disons que la minorité républicaine des Chambres, grossie depuis peu de nouveaux contingents et soutenue par ses adhérents moins scrupuleux encore du dehors, travaillait de vive force à pousser l'Empereur non à la guerre, mais à la paix, et dans le seul but de dénoncer ensuite hautement cette paix comme humiliante et honteuse pour la France.

Malheureusement pour leur pays, ils rencontrèrent une alliée inattendue dans l'Impératrice. Elle pensait trouver dans la guerre avec la Prusse un moyen d'assurer à son fils la couronne impériale qu'elle voyait chanceler sur la tête de son époux ; eux, — qu'on nous passe cette comparaison familière —, jouaient un jeu comme celui de « Pile ou face » ainsi entendu : « Face, je gagne ; pile, tu perds. » La paix maintenue à l'aide de négociations diplomatiques leur fournissait une excellente occasion de dauber le régime impérial, trop faible, diraient-ils, pour sauvegarder l'honneur national ; et la guerre était un beau prétexte à rééditer leurs insanités sur l'iniquité des armées permanentes, le sacrifice des vies humaines, etc. Je vais plus loin et j'affirme sans hésiter que si un parti connaissait à fond le degré de corruption auquel était tombée l'armée, c'était le parti républicain. Le plébiscite du 8 mai, avec ses milliers de votes contre l'Empire, — votes en grand nombre émanés d'officiers, — leur avait permis non seulement de se compter, mais encore de grouper des renseignements insaisissables pour leurs adversaires au pouvoir. Ceci équivaut à les accuser d'avoir, de façon délibérée, et pour des raisons politiques, contribué à la ruine momentanée de leur patrie : et telle est bien mon intention. Je ne parle pas sans fondement sérieux.

Le jour même de ma rencontre avec lord Lyons, il

s'était tenu à Saint-Cloud deux conseils des ministres présidés l'un et l'autre par l'Empereur. Entre la première et la seconde séance, les sentiments pacifiques du chef de l'État ne subirent aucun changement. Napoléon prévoyait et désirait si peu la guerre que, ce même jour, dans la soirée, pendant la tenue du deuxième conseil, il m'envoya un de ses aides de camp pour se faire indiquer l'adresse exacte de M. Prescott-Hewett, le célèbre chirurgien anglais. Je n'étais pas chez moi, mais à mon retour, une heure plus tard, j'envoyai télégraphiquement cette adresse à Saint-Cloud. J'ai su depuis qu'une dépêche avait été expédiée à Londres le même soir, s'enquérant de l'époque à laquelle M. Hewett pourrait venir à Paris pour une consultation. Rendez-vous fut pris, mais finalement M. Hewett ne vint qu'en août et se rendit sur le théâtre de la guerre, à Châlons, je crois, pour voir son illustre patient.

Le conseil des ministres se réunit pour la troisième fois à Saint-Cloud, le 6 juillet, à dix heures du matin, afin de rédiger la réponse à l'interpellation de M. Cochery sur la candidature Hohenzollern; interpellation inspirée, disait-on, par M. Thiers ; mais je veux borner mon récit à ce que je sais de très positif à l'égard de l'Empereur. Un peu après deux heures de l'après-midi, je me trouvais au Café de la Paix, lorsque mon vieil ami Joseph Ferrari (1) vint à moi. Il était très lié avec Adolphe et Élysée Ollivier, les frères du ministre. Le sachant partisan sincère de la paix, je n'eus pas besoin, en voyant son air abattu, de lui demander la nature des nouvelles qu'il m'apportait. Du premier coup d'œil, je vis que les choses tournaient mal; au reste, il ne me laissa pas le temps de lui poser une question.

(1) Joseph Ferrari était Italien de naissance, mais il passait la plus grande partie de son temps en France ; il mourut à Rome en 1876. Il est connu par son ouvrage : *Les Philosophes salariés.*

L'Éditeur.

— C'en est fait ! s'écria-t-il en m'abordant, à moins d'un miracle, nous aurons la guerre avant quinze jours. Et continuant : Attendez une heure seulement, et vous verrez le résultat de la réponse de Gramont à l'interpellation de Cochery. Aucune nation européenne, et la Prusse moins qu'aucune autre, ne saurait la tolérer.

— Mais, observai-je, hier, à cette heure-ci, on m'assurait, et en parfaite connaissance de cause, que l'Empereur était absolument résolu à ne pas dépasser les bornes d'une observation pacifique.

— Et on avait raison, me répondit Ferrari, à dix heures du soir, à la clôture du conseil, tel était encore son sentiment. Mais immédiatement après, il a eu avec l'Impératrice un entretien qui, je le sais de bonne source, ne s'est pas terminé avant une heure du matin. La réponse dont vous allez bientôt lire le texte, et qui n'est rien moins qu'un défi à la Prusse, cette réponse est le résultat de cet entretien. Écoutez-moi bien : l'Impératrice n'aura pas de repos qu'elle n'ait entraîné la France dans une guerre avec la seule grande puissance protestante du continent. Cette puissance vaincue, elle tentera de détruire l'unité naissante de l'Italie. Elle ne se doute pas que Victor-Emmanuel n'attendra pas si longtemps pour intervenir, et qu'il se tient prêt, au premier succès des Français sur le Rhin, à passer les Alpes sur un signe de la Prusse ; à moins que les Prussiens n'ayant le dessus, dès le début de la campagne, il ne se mette résolument à la tête de ses troupes en marche sur Rome. Oui, je le répète, l'Impératrice entraînera la ruine de la France.

L'accusation, pour cruelle qu'elle soit, était-elle injuste? Je ne le crois pas. L'exclamation plaisante et paradoxale que l'Impératrice aimait à lancer dans les commencements de son mariage, sans la comprendre, au reste, et sans chercher à en approfondir la portée : « Pour moi, je suis légitimiste ! » cette exclamation, tout

en cessant d'être sur ses lèvres, s'était comme greffée dans son esprit. Impatiente comme elle l'était de toute contradiction, volontaire et tyrannique par éducation et par nature, son soudain et merveilleux accès à une des plus hautes situations d'Europe ne pouvait manquer d'accentuer encore ces défauts de caractère. Superstitieuse, de plus, comme la plupart des Espagnoles, elle s'était persuadé que la bohémienne qui lui avait prédit sa future grandeur n'était autre qu'une messagère divine; de là à croire qu'elle occupait le trône en vertu d'un droit divin, comme celui dont se réclamaient les Bourbons, il n'y avait qu'un pas vite franchi. Un gouvernement personnel et irresponsable était pour elle le corollaire indiqué de ce droit divin. C'est ainsi qu'elle entendait le légitimisme. Sans être douée de facultés intellectuelles bien hautes, elle avait senti pourtant au début que le second Empire n'était un édifice bien stable ni par ses fondations, ni par sa superstructure, et jusqu'à ce que l'Angleterre l'eût pour ainsi dire étayé par son alliance et par la visite officielle de la Reine, elle sut garder une louable réserve. Mais elle aspira dès lors à devenir quelque chose de plus que l'arbitre de la mode. Ses premières tentatives pour s'emparer du pouvoir avaient échoué, je l'ai dit déjà, puisqu'elle n'avait pu décider l'Empereur à aller en Crimée. Elle réussit mieux en 1859; et en 1865, son succès ne fit que s'accroître. Dès sa première régence, elle avait jeté les fondements de ce qui s'appela plus tard le parti de l'Impératrice; pendant la seconde, l'édifice terminé et débarrassé de ses échafaudages, elle s'occupa à en régler l'aménagement intérieur. Ni elle, ni personne dans son entourage n'avait, d'ailleurs, la plus vague idée du changement politique qui se préparait en France, tendant à rendre à la nation ses droits constitutionnels. Son parti ressemblait au lièvre de la fable qui regardait par le mauvais côté de la lorgnette et s'adon-

nait à une sécurité trompeuse au sujet de la distance qui le séparait du chasseur. Leur chasseur à eux, personnifié par le ministère libéral du 2 janvier 1870, leur tomba dessus avant qu'ils se fussent méfiés de son approche.

M. Émile Ollivier, soit dit à sa louange, se refusa à suivre les errements de ses prédécesseurs. Non seulement il s'abstint de discuter des affaires de l'État avec l'Impératrice, mais il évita même de lui en parler. En dehors du menu fretin du parti, il se fit ainsi deux ennemis puissants : d'abord l'Impératrice elle-même, puis Rouher, qui démêla dans cette nouvelle attitude une critique implicite de sa propre conduite. Rouher, je me plais à le répéter, était l'honnêteté même, mais il aimait le pouvoir personnel. L'Empire, pour lui, c'était l'Empereur, l'Impératrice et l'héritier présomptif, tout comme pour Bismarck, l'Allemagne, c'était la dynastie des Hohenzollern. On l'entendit un des premiers proclamer partout et bien haut que le plébiscite du 8 mai était une manifestation en faveur, non de l'Empire libéral, mais de la personne même de l'Empereur, et Napoléon se refusant à voir la chose sous ce jour-là, Rouher n'hésita pas à l'abandonner pour aller grossir les rangs de la coterie de l'Impératrice. Ce n'est un secret pour personne que l'intention bien arrêtée de cette dernière, à la première victoire signalée des armes françaises, était d'inaugurer son autorité de régente en balayant le cabinet du 2 janvier. Le décret du 22 juillet lui conférant la régence « pendant l'absence de l'Empereur commandant ses armées » ne l'avait investie que de pouvoirs très limités.

Cependant le moment était venu du départ de l'Empereur, et la fermentation morale continuait dans Paris, mais ce n'était plus déjà, pour un observateur attentif, l'enthousiasme sans mélange des premiers jours. La foule encombrait toujours les rues; les cris : « A Ber-

lin ! » moins nourris peut-être, s'élevaient de temps à autre aussi bruyants ; les troupes, partant pour la frontière avec force harangues et acclamations, recevaient des preuves plus substantielles de la sympathie populaire ; l'homme assez malavisé pour prononcer le mot de « paix » eût couru grand risque d'être écharpé sur place, comme il avait failli arriver, un soir, boulevard Montmartre, devant le Café de Madrid : et pourtant, ce n'était plus le même enthousiasme.

— Ce prologue à la comédie attendue de la « Mégère allemande apprivoisée » se prolonge vraiment trop ! — disait un Français de mes amis, grand lecteur de Shakespeare ; et il était loin d'avoir tort, car de tous côtés abondaient les Christopher Sly. Dans les bivouacs des troupes appelées, on semblait plutôt se préparer à une parade d'opéra-comique ou à un drame équestre du Cirque qu'aux dures nécessités de la guerre, avec cette différence, toutefois, qu'il y avait du vin dans les verres et que les viandes n'étaient pas en carton.

— Ces soldats sont comme des canons mal conditionnés, observa quelqu'un ; ils sont chargés jusqu'à la gueule et ne partent pas.

Bref, la portion la plus sensée de la population parisienne commençait à trouver désirable qu'on entonnât un peu moins d'hymnes patriotiques et qu'on se rapprochât un peu plus des Allemands. Le compte rendu de quelques escarmouches préliminaires avait été sans doute favorable aux Français, mais en même temps le fait indéniable qu'elles avaient eu lieu en pays français, et non sur le territoire allemand, ne s'accordait guère avec le cri tant répété : « A Berlin ! » Pour suivre le programme dont ce cri formulait le premier numéro, l'armée française aurait dû se trouver déjà à moitié chemin de la capitale de la Prusse. C'est ce que murmuraient les gens sensés et intelligents.

Néanmoins, on continuait de crier : « A Berlin ! » et la *Marseillaise* résonnait d'une aube à l'autre, tournant à l'obsession. Çà et là, au coin des rues, apercevait-on un groupe plus compact? Neuf fois sur dix, une femme en formait le centre avec un bébé dans les bras ; à peine le petit pouvait-il parler, et cependant, de sa voix grêle, il s'efforçait de répéter, avec plus ou moins de justesse, l'air de la *Marseillaise ;* tout autour, la foule attendrie faisait silence, désireuse de favoriser les efforts de l'enfant, et des applaudissements frénétiques accueillaient la fin du solo, suivis bientôt d'une pluie de monnaie de cuivre dans les mains de la mère réelle ou supposée du précoce patriote. Le 18 juillet, jour où la déclaration de guerre fut officiellement notifiée aux Parisiens, la Comédie-Française donnait le *Lion amoureux* de Ponsard; à la fin du deuxième acte, le public réclama à grands cris la *Marseillaise*. Il ne se trouva pas un seul membre de la Compagnie capable de faire droit à cette requête, et le régisseur de semaine dut s'avancer au bord de la rampe et demander un délai de deux jours pour mettre les fameuses stances à l'étude. Comme bien on pense, après le précédent établi par Rachel, qui l'avait entonné en 1848, l'honneur de chanter l'hymne révolutionnaire incombait à une femme. D'après ce que j'appris quelques jours plus tard, le nombre des compétitrices à ce rôle de choix fut assez restreint, en dépit du consentement tacite du gouvernement. Les dames sociétaires ou pensionnaires qui avaient été, pour la plupart, aussi bien que leurs camarades du sexe fort, admirablement accueillies par l'Empereur, lors des représentations de Saint-Cloud, de Compiègne et de Fontainebleau, devinant instinctivement le chagrin que cette concession avait dû causer au chef de l'État, s'accordèrent pour décliner, sous quelque prétexte, l'honneur qu'on leur offrait. Mlle Agar accepta, et eut à chanter quarante-quatre fois la *Marseillaise* du 20 juillet au 17 septem-

bre, jour de l'investissement complet de la capitale par les armées allemandes.

Il ne faudrait pas supposer, toutefois, que le gouvernement eût attendu que la guerre fût officiellement déclarée pour permettre qu'on exécutât la *Marseillaise* sur les promenades publiques. Je me rappelle avoir traversé le jardin des Tuileries dans l'après-midi du dimanche 17 juillet; une musique militaire y faisait entendre différents morceaux, comme la coutume en avait prévalu depuis des années, pendant les mois d'été, à Paris et dans les principales villes de garnison de province. Tout d'un coup, ils attaquèrent la *Marseillaise*. Je me retournai surpris vers mon compagnon, qui appartenait à la maison de l'Empereur. Il comprit cette interrogation muette.

— C'est par ordre exprès de l'Empereur, me dit-il. C'est le chant de guerre national, en somme, bien plus qu'un hymne révolutionnaire.

— Mais, objectai-je, la guerre n'est pas encore déclarée.

— Elle le sera demain, me répondit-il.

Cependant le public, composé en partie, pour l'heure, de membres de la classe élevée, semblait peu disposé à considérer la *Marseillaise* comme le chant de guerre national, et les applaudissements qui accueillirent la strophe finale manquaient décidément de chaleur.

J'ai déjà raconté la scène dont j'avais été témoin dans la matinée du même dimanche, à l'occasion du départ des Allemands, et rappelé la manifestation qui avait eu lieu devant l'ambassade de Prusse le vendredi précédent au soir. Je ne puis assigner de dates aussi exactes aux preuves isolées de mauvais goût données par les Parisiens en diverses circonstances, mais il en est une dont je me souviens admirablement, et ce ne fut pas un étranger, mais bien un Français qui me la souligna, en étant lui-même, en son bon sens, profondément froissé.

C'était après la déclaration de guerre, avant la fin de juillet; nous passions la soirée, assis, devant le Café de la Paix que j'avais pris depuis peu l'habitude de fréquenter, y retrouvant bon nombre de notabilités du parti impérialiste. Sur les boulevards le tapage devenait infernal : les journaux du soir publiaient un récit très détaillé de l'insignifiante escarmouche qui coûta la vie au lieutenant Winslow et dans laquelle les Français avaient fait quelques prisonniers. « On devrait, écrivait un rédacteur connu faisant allusion à ces prisonniers, on devrait les amener à Paris et les exposer publiquement comme exemple. » — « Et le pire, ajouta l'ami qui me lisait ce paragraphe, c'est qu'il le pense comme il le dit. Voilà les descendants d'une nation qui s'enorgueillit d'avoir dit à Fontenoy : « Tirez les premiers, messieurs les Anglais » (phrase, entre parenthèses, qui n'a jamais été prononcée dans le sens qu'on lui attribue) (1). Si vous voulez venir avec moi, je vous ferai voir quel serait le sort probable de ces prisonniers si le désir de l'auteur de ce sot paragraphe était accompli. »

(1) Ce fut en réalité un officier anglais qui cria : « Messieurs des gardes-françaises, tirez. » A quoi les Français répondirent : « Messieurs, nous ne tirons jamais les premiers; tirez vous-mêmes. » Cette réponse, loin d'être l'expression d'une politesse raffinée, n'était que le résultat de la croyance admise et enracinée que l'infanterie qui ouvrait le feu était indubitablement battue. Nous trouvons la preuve évidente de ce préjugé dans les instructions pour l'infanterie de 1672, et plus tard dans l'ordonnance suivante adressée par Louis XIV à ses troupes : « On apprend au soldat à ne pas tirer le premier et à supporter le feu de l'ennemi, puisque l'armée qui a tiré la première est infailliblement battue, ses adversaires ayant conservé leur poudre. » En conséquence, à la bataille de Dettingen, deux ans avant Fontenoy, on avait poussé cette théorie jusqu'à l'absurde en défendant expressément aux gardes de tirer, bien qu'ils fussent cinglés par les balles de l'ennemi. Maurice de Saxe loue hautement la sagesse d'un colonel qui, pour empêcher son régiment de tirer, avait donné à ses hommes l'ordre de rester au port d'armes. — *L Éditeur.*

Sitôt dit, sitôt fait. Un quart d'heure après, nous étions installés au Café de l'Horloge, aux Champs-Élysées, et mon ami payait cinq francs cinquante deux petits verres de prétendue « fine champagne », non compris le pourboire du garçon. L'entrée, sauf ce détail, était gratuite, et la seule différence entre ceux qui entraient et ceux qui restaient dehors consistait en ceci que les derniers pouvaient suivre la représentation en l'entendant sans la voir et sans débourser un centime, tandis que les premiers la voyaient sans l'entendre, le vacarme à l'intérieur étant terrible. Peu après notre arrivée, l'attaque de l'inévitable *Marseillaise* par l'orchestre ne parvint pas à captiver l'attention du public ; personne ne songeait ni à écouter, ni à applaudir.

Mais ce n'était encore que le prélude du divertissement auquel mon ami m'avait convié et qui consistait en une pantomime à grand spectacle représentant un engagement entre deux bataillons de zouaves et d'Allemands. Ceux-ci eurent le dessous naturellement; et deux d'entre eux, pour le bouquet, amenés sur le devant de la scène, furent contraints de demander grâce à genoux. Je dois avouer toutefois que la chose fit long feu, et que, n'eût été le choix fort remarquable de beaux mollets exhibés par les zouaves, pas un des jeunes écervelés dont l'assistance était émaillée n'y eût accordé la moindre attention.

Il n'y avait pas dans tout Paris de centre d'informations sur ce qui se passait à la frontière, qui valût le Café de la Paix, devenu, je l'ai dit plus haut, le rendez-vous préféré des bonapartistes. On y voyait le préfet de police Piétri, Sampierro, Abbatucci et trente ou quarante autres, tous en excellentes relations avec le château. Là venait aussi le général Beaufort d'Hautpoul, celui-là même à qui Bismarck infligea plus tard par la plume du Dr Moritz Busch la plus sanglante injure que puisse subir un soldat, en l'accusant d'être

en état d'ivresse, lorsqu'il vint à Versailles débattre les conditions de l'armistice. C'était, autant qu'il m'en souvienne, un des deux officiers supérieurs de l'armée française qui faisaient du génie stratégique de Moltke le cas qu'il fallait : l'autre était le colonel Stoffel. Mais, mieux encore que ce dernier, le général d'Hautpoul se trouvait en situation d'en juger savamment, car il avait vu Moltke à l'œuvre, en Syrie, plus de trente ans auparavant; aussi devint-il, avant que le premier coup de feu eût été tiré, le Salomon Eagle de la campagne. « Je connais notre armée, et je connais Helmuth von Moltke, disait-il en hochant tristement la tête. Il faudrait que tous nos officiers possédassent sa science stratégique, pour lutter à chances égales. Moltke a ce don des grands joueurs de billard; il sait exactement d'avance quel sera le résultat du choc de deux corps se rencontrant à un angle donné. Nous sommes une nation condamnée. »

Ses amis, on le devine, se montraient fort irrités de ce qu'ils appelaient son langage antipatriotique, et lorsque arriva la nouvelle de l'engagement de Saarbruck, ils ne manquèrent pas cette occasion de l'accabler; mais il s'en tint à son dire. — « Ce n'est qu'une feinte de Moltke, répliqua-t-il, et cela ne prouve rien du tout. Attendez encore deux ou trois jours, et nous recevrons la nouvelle d'une bataille qui décidera du sort non seulement de la campagne, mais de l'Empire. »

Deux jours après, je le rencontrai près de la rue Saint-Florentin, l'air découragé et abattu : — « Nous avons, me confia-t-il, éprouvé une défaite terrible près de Wissembourg, mais n'en dites rien à personne. Le gouvernement espère une victoire sur un autre point des opérations, et il publiera à la fois les deux communications. »

Mais le gouvernement comptait sans les journaux, français ou étrangers; ces derniers pouvaient être confis-

qués, et plusieurs, tels que le *Times* et l'*Indépendance belge*, le furent effectivement; mais, en dépit de la loi temporaire promulguée par Émile Ollivier, il n'en alla pas aussi facilement avec la presse française. Je veux bien croire que s'ils avaient prévu le sort cruel réservé à l'armée française, les journalistes se seraient montrés moins récalcitrants; mais ne présumant au début que victoires éclatantes, ils envisageaient la campagne comme une série ininterrompue de brillantes représentations à grand spectacle dont les récits enflammés feraient monter fabuleusement leur tirage. Lorsque MM. Cardon et Chabrillat, du *Gaulois* et du *Figaro*, furent relâchés par les Prussiens, ils racontèrent à ce sujet force divertissantes anecdotes, confirmant ainsi, à leur insu, l'opinion que je viens d'exprimer; mais de toutes ces anecdotes, la meilleure est celle-ci que je tiens de la bouche même d'Edmond About.

Le correspondant d'un des premiers journaux de Paris, à son arrivée au quartier général de l'« armée du Rhin », sollicita de l'aide-major général la faveur de suivre les opérations. Bien qu'il fût muni de nombreuses lettres de créance de nature à peser plus ou moins sur la décision de l'aide-major général, celui-ci, en exécution des ordres formels de l'Empereur et du maréchal Lebœuf, se vit obligé de rejeter cette requête. Le journaliste n'était pas homme à se contenter comme cela d'une réponse négative. — Je suis venu avec l'intention bien arrêtée de rendre pleine justice, et plus encore peut-être, à votre talent et à votre valeur, et ce serait vraiment dommage de ne pas m'en donner l'occasion, finit-il par dire à l'officier.

— J'en suis bien fâché, lui répondit celui-ci, toutefois je ne puis déroger pour personne à la règle établie.

— Mais notre journal a un tirage énorme.

— Raison de plus pour vous refuser l'autorisation de suivre l'état-major.

Bien persuadé qu'il conférait lui-même une faveur comme s'il avait offert un superbe article de réclame à un directeur de théâtre pour une première représentation, le journaliste se refusa obstinément à considérer la chose sous ce point de vue. Voyant que ses arguments ne portaient pas, il se décida à lancer la flèche du Parthe. — Est-ce là, général, votre dernier mot? Eh bien, j'ai peur que vous n'ayez à le regretter, car, s'il en est ainsi, nous sommes bien décidés de notre côté à ne pas faire bénéficier cette guerre de la publicité de nos colonnes.

La décision première de M. Émile Ollivier était la bonne; mais au lieu de la promulguer en un décret d'ordre exceptionnel et temporaire, il en aurait dû faire une loi permanente en temps de paix comme en temps de guerre. Le comte Eulemburg, ministre de l'intérieur de Prusse, avait le samedi 16 juillet adressé aux journaux allemands une circulaire leur recommandant de s'abstenir de donner aucune nouvelle, si insignifiante qu'elle pût être, relative aux mouvements des troupes. Autant que je me rappelle, les membres de la presse allemande n'avaient ni protesté, ni essayé d'éluder cette défense, ni crié « qu'on muselait la presse ». Cinq jours plus tard, au contraire, le ministre français se voyait, pour une mesure semblable, attaqué par tous les journaux de son pays, et, cédant à cette espèce de tempête dans un verre d'eau qu'il aurait dû braver et réduire, il consentait à un compromis et condescendait à prier là où il était en droit d'ordonner. Il décida en outre que les nouvelles de la guerre seraient directement communiquées aux journaux par le gouvernement. C'était, les directeurs des grandes feuilles parisiennes ne s'y méprirent pas, une façon de leurrer la nation en lui donnant un compte rendu toujours tronqué, aussi tardif que possible, et souvent fabuleux, des événements. Leurs pires appréhensions à cet égard

ne tardèrent pas à se réaliser. La nouvelle du terrible désastre de Wissembourg courait déjà dans toute l'Europe que Paris l'ignorait encore et que les Parisiens se livraient à des transports de joie sur le rapport mensonger, émanant de l'agence officielle, d'une brillante victoire. Aussi fut-ce un délire de colère lorsque la vérité se fit jour à travers les dépêches larmoyantes et stupides du quartier impérial, bien qu'elles ne révélassent pas dans toute leur étendue les défaites subies à Wœrth et à Spickeren.

L'*Agence* n'en poursuivit pas moins et jusqu'au bout le cours régulier — ou, pour être plus exact, très irrégulier — de ses informations ; car les républicains adoptèrent, par la suite, cette tactique du gouvernement impérial, et les membres de la Commune eux-mêmes s'en tinrent au système de ceux qu'ils avaient momentanément évincés du pouvoir; mais je me bornerai à rappeler dans ce chapitre les événements antérieurs au 4 septembre. Si patentes que fussent, même pour les simples civils, les bévues successives commises par les généraux en chef, les moindres mouvements de Bazaine, par exemple, n'en étaient pas moins présentés comme le résultat d'un calcul génial et profond. Le général Beaufort d'Hautpoul, malgré son pessimisme, s'y laissa prendre tout le premier. Il parlait de la « savante inactivité » de Bazaine comme d'un trait de génie. « Il immobilise deux cent mille ennemis autour de Metz, lui entendis-je dire à plusieurs reprises. Ces deux cent mille hommes sont ainsi réduits à l'impuissance, tandis que nous recrutons nos armées et que nos forces se réorganisent. » Il fermait les yeux, faut-il croire, à l'évidence de ce fait que ces deux cent mille Allemands étaient là, en réalité, les implacables geôliers de l'élite des armées françaises.

Le général d'Hautpoul se trouvait-il en rapport direct ou indirect avec la susdite agence, ou bien quelque

ingénieux secrétaire, ayant surpris les expressions admiratives du général, jugea-t-il bon de les adopter comme siennes? Toujours est-il que l'agence, aussi bien que les journaux qui recevaient d'elle le mot d'ordre, ne tardèrent pas à accoler au nom de Bazaine les épithètes les plus flatteuses, tant que l'on en vint à parler désormais couramment du « glorieux Bazaine ».

Il en alla de même avec Palikao; les lieux communs sentencieux, tombant de sa bouche à rares intervalles, furent cités comme autant d'oracles arrachés à grand'-peine à une sagacité presque prophétique. Plus familiers avec Shakespeare, les écrivains de l'époque n'eussent pas manqué de lui faire reprendre l'exclamation de Macbeth : *The greatest is behind.*

Et pendant ce temps-là, les troupes, livrées au hasard des marches et des contremarches sans plan préconçu, accablaient leurs chefs de sarcasmes et insultaient ouvertement à Châlons le « fantôme d'Empereur », comme ils l'appelaient; et de fait Napoléon n'était dès lors guère plus qu'un fantôme. La chute de l'Empire ne date pas de Sedan, mais de Wœrth et de Spickeren; et personne, pas même les hommes qui, moins d'un mois plus tard, allaient lui porter le dernier coup, ne s'en rendait plus pertinemment compte que l'entourage immédiat de l'Impératrice.

Dès ce moment, — nous étions au 6 ou au 7 août, — l'idée se fit jour dans cet entourage de sauver l'Empire en sacrifiant au besoin l'Empereur. « Une seule chose pourrait prévenir la ruine de la dynastie, disait une dame d'honneur à un de mes proches parents, ce serait que l'Empereur mourût à la tête de son armée. On magnifierait cette mort comme héroïque, et le Prince impérial en bénéficierait. »

Je n'ai pas la prétention de pouvoir déterminer jusqu'à quel point l'Impératrice partageait cette opinion, mais voici quelques faits, peu connus jusqu'à ce jour,

qui jettent quelque lumière sur ce sujet, et dont j'affirme l'absolue vérité.

L'Impératrice ne connaissait pas la consultation du 1er juillet dont j'ai parlé précédemment. Mais elle savait que Napoléon souffrait d'une maladie très sérieuse, et que son mal s'était considérablement aggravé depuis son départ par suite de l'obligation où il se trouvait d'être presque constamment à cheval. M. Franceschini Piétri, secrétaire privé de l'Empereur, l'en avait avertie le 7 août, après Wœrth et Forbach. Il lui avait dit aussi que l'Empereur, en conséquence, n'était pas éloigné de l'idée de rentrer à Paris, en abandonnant le commandement en chef à Bazaine; mais que, sa conscience et sa fierté s'opposant à ce départ, il ne s'y résignerait que sur l'expresse demande de l'Impératrice et sollicité par elle. Je parle en toute assurance, je le répète, tenant ce détail de M. Joseph Piétri, qui était alors préfet de police et qui le fut jusqu'au 4 septembre.

D'autre part, M. Franceschini Piétri n'était pas seul à remarquer l'état évident de dépression intellectuelle et morale de l'Empereur, état accru encore par l'acuité de ses souffrances physiques au point de sauter aux yeux de tous ceux qui l'approchaient; un témoin oculaire m'écrivait, le 4 août : « L'Empereur est en très mauvais état; après Saarbruck, Lebrun et Lebœuf ont dû littéralement l'enlever de cheval. Le jeune prince, qui, comme vous l'avez sans doute entendu dire, est resté auprès de son père tant qu'a duré l'engagement, avait l'air désolé, car, pendant tout le temps, c'est à peine si celui-ci lui avait adressé la parole. Mais une fois dans la voiture qui attendait à une dizaine de mètres de là, Napoléon passa le bras autour du cou de son fils, l'embrassa sur la joue, et je vis deux grosses larmes rouler de ses yeux. Je remarquai que l'Empereur avait eu grand'peine à franchir à pied ces quelques mètres. »

Lebœuf, qui, comme bien d'autres, a porté jusqu'à

un certain point la peine des fautes du maréchal Niel, comprit qu'il fallait faire quelque chose pour consoler l'Empereur dans sa mauvaise fortune; aussi lui proposa-t-il de rentrer avec lui à Paris, tandis que le corps d'armée de Frossard, qui avait effectué sa retraite en bon ordre, grossi de quelques autres divisions qui n'avaient pas encore essuyé le feu de l'ennemi, tenterait de relever la situation en attaquant les armées de Von Steinmetz et du prince Frédéric-Charles, toutes deux encore, à l'heure actuelle, en voie de formation. Mais Napoléon, tout en admettant la sagesse de ce plan, se borna à secouer tristement la tête, en déclarant qu'il ne pouvait pas, vu la double défaite subie par l'armée sous ses ordres immédiats, résigner le commandement en chef.

Qu'était-il donc arrivé pendant les vingt-quatre heures qui avaient suivi l'arrivée du télégramme de M. Franceschini Piétri ? Très simplement ceci : l'Impératrice, non contente de se refuser à exercer la pression qui aurait fourni à son époux un prétexte de retour, avait rendu ce retour impossible par l'envoi d'une dépêche le déconseillant expressément.

Plus encore, le cabinet avait, le 7 août, dépêché sur le théâtre de la guerre M. Maurice Richard, ministre des beaux-arts — département détaché à l'époque du ministère de l'instruction publique — avec la mission de s'enquérir à la fois de l'état de santé de l'Empereur et du degré de confiance inspiré par le souverain à son armée. Le 7 août, un train spécial avait emmené le ministre à Metz, où il n'avait séjourné que deux heures ; c'est du moins ce que nous dit, à Ferrari et à moi, Adolphe Ollivier, que nous rencontrâmes au Café de la Paix. Quelques heures après le retour de M. Richard, le lendemain 8, nous apprîmes, toujours par Adolphe Ollivier, le résultat de l'enquête : les nouvelles étaient lamentables à tous égards.

Aussi, dès l'ouverture du conseil tenu dans la matinée du 9, M. Émile Ollivier, comme conséquence naturelle du rapport de son collègue et comptant fermement sur l'appui de celui-ci, proposa-t-il de prime abord le retour immédiat de l'Empereur. Ce plan, on le devine, fut aussitôt combattu avec violence par l'Impératrice, et quelle ne fut pas la surprise du premier ministre, lorsque se retournant vers M. Richard comme pour en appeler à son témoignage, il se heurta à un silence obstiné et significatif de la part de son collègue! Celui-ci, à parler net, avait été suborné, et M. Ollivier se vit réduit à l'impuissance.

Un jour ou deux avant cette scène — je ne saurais préciser la date — était arrivée au quartier général à Metz une dépêche de M. Ollivier, transmettant le vœu généralement exprimé par les journaux parisiens du retour du Prince impérial à Paris. Mais le même jour, suivant de près le télégramme du ministre, l'Empereur, me raconta M. Piétri, recevait une autre dépêche, rédigée avec le chiffre particulier de la Régente, dans laquelle celle-ci lui exprimait formellement le désir de voir son fils rester à l'armée. Ce désir, elle ne l'expliquait pas et recommandait seulement à l'Empereur d'accéder en paroles à la demande contraire qu'on lui adressait, mais de se garder d'y donner suite et d'en faire le moindre cas.

Bien que l'Impératrice n'eût pas le pouvoir de convoquer le Parlement, elle ne laissa pas que de le réunir dans le but inavoué de renverser le ministère Ollivier. Je suis persuadé que l'Empereur ne lui pardonna jamais d'avoir ainsi outrepassé ses droits. Si quelqu'un des familiers de Chislehurst vit encore quand paraîtront ces notes, il ne me démentira pas.

Que pouvait être, en réalité, un Parlement convoqué en de telles circonstances, sinon une sorte de conseil de guerre dont toutes les décisions ouvertement discu-

tées devenaient pour l'ennemi autant d'indications précieuses? L'Impératrice ne doutait pas qu'il ne lui fût aussi aisé de le dissoudre que de le convoquer, oubliant trop la leçon contenue dans cette fable où le cheval invite l'homme à monter sur son dos pour combattre le cerf et se trouve le premier vaincu. Il n'y a pas le moindre doute que le but principal de l'Impératrice ne fût, comme je l'ai déjà dit, de renverser le ministère Ollivier; faute d'autres preuves, le témoignage des hommes qui ont à leur tour renversé l'Empire serait suffisant pour établir ce fait de la manière la plus indubitable, et ce n'est pas l'un, mais bien cinq ou six d'entre eux qui ont déclaré ouvertement que la chute du ministère Ollivier n'avait été amenée qu'avec l'approbation tacite du parti de la cour; lisez : de ce parti de l'Impératrice auquel j'ai fait allusion plus haut.

La liste des bévues de la Régente, voulues ou non, serait trop longue pour être détaillée ici ; j'en reviens à l'exposé de mon impression générale sur les hommes et les choses, après l'entretien que j'avais eu avec le général Beaufort d'Hautpoul dans la rue de Rivoli.

Il ne restait pas alors, je crois, dans tout Paris dix hommes sensés gardant la moindre illusion sur la possibilité d'un revirement de fortune par suite d'une audacieuse attaque en pays ennemi ; aussi les plus chauvins eux-mêmes avaient-ils renoncé à crier : « A Berlin! » Mais l'espoir restait encore au cœur de tous qu'à la suite de quelque brillant coup de main, les Prussiens seraient enfin repoussés loin du « sol sacré de la France ». Cet espoir se fût-il réalisé, que l'Empire n'en eût pas moins été, j'en suis convaincu, irrémédiablement condamné.

Parmi ceux qui comptaient encore sur un coup de main, se trouvaient M. Paul de Cassagnac et, chose assez curieuse, le général Beaufort d'Hautpoul; ce dernier fondait de grandes espérances sur Bazaine. Quant

à M. de Cassagnac, il méditait très sérieusement de s'engager dans les zouaves; par une anomalie étrange, ce partisan bien déclaré de la cause impériale n'en était pas moins considéré par la masse du peuple comme un homme sûr et de bon conseil. Je me rappelle à ce propos une soirée passée sur le boulevard après l'affaire de Beaumont qui, plus encore que la défaite de Wœrth et de Forbach, avait porté au paroxysme la rage de la population parisienne. Tout à coup, s'avançant vers nous, — entre la rue Laffitte et la rue Le Peletier, — nous aperçûmes un groupe compact du centre duquel émergeait la haute stature de M. de Cassagnac. Nous craignîmes un instant pour lui quelque méchante aventure, d'autant plus que nous avions remarqué, tournant autour du Café Riche, quelques meneurs du parti révolutionnaire ou plutôt, pour mieux préciser, du parti blanquiste. Mais la démonstration actuelle, loin d'être hostile, semblait, au contraire, tout amicale et témoignait hautement de cette persuasion intime où était la foule que, quand bien même tous les autres se fussent entendus pour la tromper, lui, Cassagnac, ne la tromperait jamais. « Eh bien! et les fusils, monsieur Paul? criait-on à l'envi, les fusils, y en aura-t-il pour tout le monde? » Il faut se rappeler qu'on venait de décréter la levée en masse. M. de Cassagnac ne pouvait pas confesser la vérité; il ne voulait pas non plus mentir et s'en tira par un faux-fuyant : « Je ne sais pas », répondit-il simplement. Nous observâmes qu'à son approche les blanquistes s'étaient éclipsés.

L'édifice impérial, chancelant déjà sur ses bases, croulait dès lors de toutes parts.

CHAPITRE XI

Le 4 septembre. — Révolution plus comique que tragique. — Harold et Boadicée. — Concurrence Pyat, Blanqui et Cie contre Jules Favre, Gambetta et Cie. — Ramail au Palais-Bourbon. — Thiers joue le rôle d'un sous-Talleyrand. — Son entrevue avec lord Granville. — Disparition des aigles impériales. — Joie de la foule. — La République proclamée dans les casernes. — Ramail aux Tuileries. — Comment M. Sardou sauva les Tuileries du pillage. — Proclamation officielle de la République.

Ceux-là seuls qui se trouvaient éloignés de Paris le 4 septembre 1870 ont pu s'imaginer les scènes de ce jour-là sous quelque aspect tragique. A tout prendre et à vrai dire, elles ne furent que la vaste parodie d'une véritable révolution. Si je les apprécie de la sorte, ce n'est certes point parce que le renversement du second Empire eut lieu sans effusion de sang. Du sang versé n'aurait fait qu'ajouter l'odieux au burlesque sans que l'ensemble des faits en constituât davantage une de ces tragédies dont la pensée suffit pour plonger l'homme frissonnant dans un abîme de songeries. En l'état des choses, le souvenir du 4 septembre ne peut guère amener qu'un sourire aux lèvres de tout témoin impartial des événements qui se déroulèrent alors. D'un côté, ce piteux Harold conduit à Wilhemshohe dans un confortable landau, entouré d'une escouade de uhlans, tandis que sa non moins pitoyable Boadicée s'esquive dans un fiacre, négligeant même, en sa hâte, de se

munir de la provision de mouchoirs nécessitée par un violent rhume de cerveau, et fuit devant un poursuivant imaginaire au lieu de s'empoisonner; de l'autre côté, « ceux qui prennent la parole pour les autres » — *id est :* les avocats — « prenant le pouvoir pour eux-mêmes » (1). En vérité, le seul chroniqueur capable d'entrer comme il convient dans l'esprit de ce sujet, serait notre vieil et estimable ami M. Punch. Pour ma part, depuis l'après-midi du samedi jusqu'aux premières heures du lundi, à peine vis-je quelque incident digne d'être pris au sérieux, et les divers récits que je recueillis çà et là ne modifièrent en rien mon impression personnelle.

Bien que la défaite de Sedan fût consommée dès le jeudi 1er septembre, à neuf heures du soir, il n'en circula pas la plus légère rumeur dans Paris avant une heure avancée de la soirée du vendredi, et ce ne fut guère que le samedi, vers la même heure, que la lugubre vérité se fit jour tout entière pour la généralité du public. Si l'on vit dès lors la douleur et la consternation se peindre sur bien des visages, les sentiments de rage ne firent explosion que plus tard, lorsque des hauteurs de Belleville, de Montmartre, de Montrouge et de Montparnasse, les habitants de ces délicieuses régions en descendirent pour pénétrer comme une avalanche jusqu'au cœur de la cité. C'étaient les agneaux de ce troupeau dont les bergers s'appelaient Blanqui, Delescluze, Félix Pyat et Millière. Ils s'étaient disséminés avant d'atteindre le boulevard Montmartre, et nous ne les aperçûmes pas du Café de la Paix où nous étions assis. Pendant qu'ils se ralliaient dans les rues transversales pour marcher sur le Palais-Bourbon, leurs compétiteurs Favre, Gambetta et Cie leur coupaient l'herbe sous le pied, de sorte qu'ils arrivaient pour

(1) En français dans le texte.

trouver la besogne faite et les ministres de l'Empire en voie d'être dépossédés. Sans ce regrettable délai, la Commune eût régné dès le 4 septembre 1870, tandis que son avènement fut, comme on sait, retardé jusqu'au 18 mars suivant.

La société Blanqui, Pyat et Cie ne pardonna jamais à la société Jules Favre, Gambetta et Cie de l'avoir devancée et surtout d'avoir négligé de partager avec elle les produits du butin. Cela est si vrai qu'après bien des années de domination exclusive, les successeurs et cofondateurs de la grande maison Jules Favre, Gambetta et Cie ont été contraints non seulement d'octroyer pleine amnistie à ceux qu'ils avaient trompés, disons le mot, trichés dans le principe, mais encore d'en admettre quelques-uns à participer aux bénéfices de l'entreprise; c'est ainsi que Méline, Ranc, Tirard, Alphonse Humbert, Camille Barrère et cent autres plus ou moins impliqués dans les affaires de la Commune, occupent tous, à l'heure où j'écris, de hautes fonctions ou de très lucratifs emplois.

Un de nos amis, dont l'impartialité planait au-dessus de tout soupçon et qui, doué d'une force peu commune, redoutait moins qu'aucun d'entre nous d'affronter la cohue, nous offrit de pousser une reconnaissance jusqu'au Palais-Bourbon. Il revint au bout d'une heure et nous raconta qu'il avait vu Gambetta, perché sur une chaise, derrière les grilles, haranguer le peuple et l'exhorter à la patience et à la modération.

« Le truc est ingénieux, nous dit notre ami, il est au reste bien connu des cambrioleurs qui ne manquent pas de l'employer entre eux, lorsque deux bandes ont jeté leur dévolu sur la même proie : tandis que les premiers arrivés « font le coup », eux aussi expédient l'un des leurs à la langue bien pendue, qui est chargé de calmer les autres par sa faconde. »

Une chose bien certaine, c'est que ni Gambetta ni sa

clique ne désiraient la continuation de la guerre ; ce qu'ils voulaient, c'était une Assemblée constituante les laissant jouir en paix du fruit de leur usurpation, car c'en était une, ni plus ni moins que le coup d'État tant stigmatisé. La fameuse phrase : « Pas une pierre de nos forteresses, pas un pouce de notre territoire », ne leur vint qu'après coup, quand ils s'aperçurent que Bismarck ne leur accorderait pas la paix dans des conditions aussi acceptables que celles qu'il aurait consenties à Napoléon à Donchery, au lendemain de Sedan.

Chacun savait le samedi soir, vers dix heures, qu'il y aurait une séance de nuit, et sans en excepter même les gens d'humeur pacifique rentrés prudemment au logis, je ne crois pas qu'un quart de la population adulte masculine de Paris se soit couché ce soir-là.

Notre ami retourna au Palais-Bourbon, mais ne put obtenir de renseignements sérieux sur ce qui s'était passé entre les députés pendant les vingt-cinq minutes qu'ils étaient restés réunis. Tout ce qu'il parvint à savoir, c'est que l'Empire, bien qu'existant encore nominalement, était virtuellement renversé, l'acte de déchéance figurant à l'ordre du jour. En revenant par les boulevards, notre éclaireur aperçut la voiture de M. Thiers entourée d'une foule enthousiaste qui, pour un peu, aurait dételé les chevaux ; et, en nous le racontant, il n'hésita pas à qualifier tout crûment Thiers de « recéleur des vols commis au préjudice des monarchies (1) ».

Arrêtons-nous un instant à considérer ce sous-Talleyrand, si pompeusement gratifié du titre de *libérateur du territoire* pour avoir négocié, en somme, une affaire dont n'importe quel banquier intelligent se serait tiré aussi bien que lui (2) ; tâchons d'établir dans quelle mesure il participa au 4 septembre.

(1) En français dans le texte.

(2) « Je n'aime pas M. Thiers », dit l'auteur un peu plus loin.
(Note du Traducteur.)

Je m'appuie sur les témoignages d'hommes très au fait des dessous de la politique pendant bien des années et ayant au reste rapporté de cette connaissance approfondie des événements un égal mépris pour tous ceux qui y ont joué un rôle actif. Thiers, après avoir refusé son appui et ses conseils à l'Impératrice, qui les avait sollicités par l'intermédiaire du prince de Metternich et de Prosper Mérimée, déclina également l'offre du pouvoir lorsqu'elle lui fut faite par Gambetta, Jules Favre, Jules Simon, etc., dans l'après-midi du 4 septembre. On ne l'en voyait pas moins ici et là, et partout, prodiguant les avis tout en évitant avec soin d'assumer aucune responsabilité. Il entreprit presque aussitôt son fameux voyage dans les différentes cours d'Europe; si je ne puis donner de détails précis que sur une seule de ces entrevues diplomatiques, de ceux-là du moins je garantis la parfaite authenticité. La scène, on le devine, se passait à Londres. Après avoir harangué lord Granville pendant deux heures, sans lui laisser le temps de placer un traître mot, Thiers s'arrêta enfin. Cinq minutes plus tard, et tandis que lord Granville lui énumérait les graves raisons pour lesquelles le cabinet de Saint-James ne pouvait intervenir, l'ardent patriote dormait profondément.

Mieux encore, lorsqu'on discuta les conditions de la paix, Thiers fut d'avis de céder Belfort plutôt que de payer un autre milliard. « On peut reconquérir une ville, disait-il, un milliard perdu ne se rattrape jamais. » Les historiens n'en affirmeront pas moins que Thiers fit des efforts surhumains pour sauver Belfort. Je n'aime pas M. Thiers; c'est pourquoi, étant très conscient de cette antipathie, je me suis imposé au cours de ces Notes d'en parler le moins possible.

Le 4 septembre, le soleil se leva radieux sur Paris, et je sortis dès l'aube, bien que je ne me fusse couché qu'à trois heures du matin. La foule était déjà

compacte tout le long de la rue Royale et sur la place de la Concorde, et bien avant que la Chambre eût entamé le débat sur la déposition des Bonaparte (déposition qui ne fut jamais formellement votée), partout des ouvriers enlevaient ou détruisaient les aigles impériales, aux acclamations forcenées de la populace : l'un d'eux s'étant blessé assez grièvement au cours de cette besogne, on l'emporta en triomphe. Néanmoins, certains membres bien connus de la Chambre ayant voulu se frayer un passage à travers les masses serrées, des huées s'élevèrent en grand nombre autour d'eux. Malgré leur notoriété, je dois avouer que pour ma part, je ne les connaissais pas. Je les croyais impérialistes, et voilà qu'ils se déclarèrent républicains. Les signes d'hostilité provenaient des groupes composés en apparence d'ouvriers. Comme il était bien certain que, même se sentant en nombre, des partisans de l'Empire n'eussent jamais osé se mettre ainsi en évidence, j'en vins à conclure naturellement, tout en me gardant bien de questionner personne, que les tapageurs appartenaient à la bande Pyat, Blanqui et Cie. C'était la Commune en germe, représentée dès ce jour sur la place de la Concorde et prenant rang sans retard.

Instruit par mon expérience du 24 février 1848, je prévis aussitôt l'invasion prochaine de la Chambre. A cette époque, il n'avait pas été plus dangereux pour un étranger que pour un Français de se mêler à la canaille; mais au 4 septembre la situation changeait de face. Bien que je n'eusse pas encore passé par la mésaventure qui m'arriva plus tard avenue de Clichy et que je relaterai en son temps, et bien que je ne fusse pas encore aussi prudent que je le devins par la suite, je me rappelai pourtant fort à propos cet avis du proverbe français : « Dans le doute, abstiens-toi », et je dirigeai mes pas du côté des boulevards, où j'étais bien sûr

qu'il ne pouvait s'élever de doute sur mon identité.

Toutefois je dois convenir qu'aucun incident du genre de ceux que je redoutais n'arriva, à ma connaissance, ce jour-là. Qu'il y ait eu ou non cinquante espions de Bismarck dans la capitale, aucun ne fut molesté. Pendant ces premières vingt-quatre heures au moins, les Parisiens, tout à la joie d'être délivrés de l'Empire, avaient banni de leur pensée le souvenir importun des Allemands abhorrés et de leur marche sur Paris. On les rencontrait se serrant les mains et se congratulant les uns les autres comme s'il leur fût échu quelque bonne fortune rare et inespérée. Bien des années auparavant, j'avais vu ma femme se livrer à des manifestations analogues après avoir renvoyé d'emblée une cuisinière qui nous avait honteusement volés : ma femme savait très bien que le lendemain elle aurait à subir les réclamations des fournisseurs dont cette domestique infidèle avait depuis plusieurs mois empoché l'argent, en laissant leurs factures impayées : « Mais, disait-elle avec un optimisme amusant, peut-être prendront-ils en considération que nous l'avons renvoyée, et ne nous tiendront-ils pas pour responsables. » Les peuples de race latine, et les Français spécialement, représentent dans l'humanité l'élément féminin.

Je remarquai que les grilles du jardin des Tuileries donnant sur la place de la Concorde étaient restées ouvertes et que les jardins eux-mêmes étaient noirs de monde. Il pouvait être dix heures et demie ou onze heures. Je ne revins pas par la rue Royale, mais par la rue de Rivoli. La population affluait dans les rues, mais son attitude n'avait rien de menaçant; la foule, tout en regardant beaucoup le drapeau qui flottait encore sur les Tuileries, passait outre et s'écoulait lentement. Lorsque j'eus rejoint les boulevards, je m'assis devant le Café de la Paix, bien décidé à n'en pas bouger. Je savais que toutes les nouvelles, quelles qu'elles

fussent, y arriveraient en droite ligne; l'événement justifia mes prévisions.

Nous apprîmes d'abord que les gardes nationaux avaient remplacé les troupes régulières à l'intérieur et autour du Palais-Bourbon, ce qui donnait à penser, ou qu'il ne fallait plus compter sur l'armée, ou que les républicains de la Chambre avaient pris cette mesure dans leur propre intérêt. Je dois avouer que je place la parole d'un officier français bien au-dessus de celle d'un député quelconque, qu'il siège à droite, à gauche ou au centre; or, un officier français m'a raconté par la suite que les troupes, à la caserne Napoléon et ailleurs, avaient commencé, dès huit heures du matin, à fraterniser avec le peuple, en criant : « Vive la République! » des fenêtres de la caserne. Quoi qu'il en soit, la Chambre fut envahie; et constatons en passant que la cohue qui en résulta permit à Jules Favre et Cie de se rendre en toute hâte à l'Hôtel de ville et d'y proclamer le gouvernement de la Défense nationale.

Mais revenons à mon poste d'observation du Café de la Paix. La multitude qui, depuis le grand matin apparemment, stationnait sur la place de la Concorde, ne semblait pas y être arrivée sous la conduite d'un chef, ni obéir à un mot d'ordre. J'en excepte, bien entendu, les groupes dont j'ai déjà parlé et qui huaient les députés républicains.

Les flots de peuple que je dus remonter pour revenir rue de Rivoli ne paraissaient poussés vers la Chambre des députés que par un simple motif de curiosité. Il n'en était pas de même du cortège que je vis paraître à l'instant précis où je m'installais devant le café et qui tourna à gauche en atteignant la rue de la Paix : il était composé de gardes nationaux, avec ou sans fusils, — ceux-là, les armés, infiniment moins nombreux que les autres, — tous s'avançant en bon ordre, et silencieu-

sement ; chaque compagnie précédée de ses officiers respectifs. A vrai dire, ce silence si profond était gros de menaces. Devant et derrière eux marchaient en foule de simples civils, et je remarquai deux choses : peu d'entre eux portaient des blouses, et beaucoup, au contraire, étaient coiffés de képis neufs. Ceux-ci, bien qu'aussi impassibles que les autres, semblaient être les meneurs. Bien des personnes autour de moi secouèrent la tête, pleines d'appréhension en assistant à ce morne défilé dont le calme trompeur ne les abusait pas. Je confesse que je ne partageais en rien leur opinion. Pour ma part, je ne voyais là que des manifestants résolus, et non de turbulents révolutionnaires. Je n'avais rien observé de pareil en 1848. C'était moi qui me trompais cependant, car, suivant M. Sampierro-Gavini qui, contrairement à son frère Denis, faisait sous l'Empire partie de l'opposition, ce furent ces gens-là qui envahirent la Chambre. Je dois ajouter que M. Sampierro-Gavini n'avait, tout en appartenant à l'opposition, qu'une très médiocre sympathie pour ceux qui renversèrent l'Empire ou établirent la Commune. Sa foi presque idéale en la cause constitutionnelle s'alliait à une vénération quelque peu outrée pour le nom des Bonaparte ; il était Corse.

Plusieurs heures s'écoulèrent pendant lesquelles rien n'arriva qui soit digne d'être relaté. D'après les récits des témoins oculaires des événements qui se déroulaient simultanément au Palais-Bourbon et aux Tuileries, il ressort clairement que le peuple ne pensait en aucune manière à faire à l'Impératrice l'honneur de l'élever au rang d'une Marie-Antoinette. L'ami qui, dans la soirée précédente, nous avait apporté les nouvelles de la Chambre, parent, entre parenthèses, du fameux docteur Évans, un des habitués du Café de la Paix, cet ami s'était posté dans le jardin des Tuileries, tout près de la grille séparant la partie publique de

celle réservée aux souverains, trouvant, nous confia-t-il, « qu'il serait plus intéressant d'assister aux derniers et héroïques efforts d'une Impératrice luttant contre la fortune adverse qu'au couronnement sans couronne d'une dizaine de rois Pétaud (1) ». C'est donc lui qui nous donna les détails concernant les scènes qui précédèrent et suivirent la fuite de l'Impératrice; fuite dont personne ne semblait connaître l'heure exacte. La façon dont il nous décrivit ces scènes était si pittoresque que je n'éprouve aucune difficulté à me les rappeler; d'autant que j'avais pris sur le vif et noté à l'époque quelques-unes des expressions mêmes qu'il avait employées. Qu'est-il devenu? je l'ignore. Il partit pour la Nouvelle-Zélande à la suite d'une aventure amoureuse, et on n'entendit plus parler de lui. Bien qu'à peine âgé de trente ans, il passait déjà pour un médecin d'avenir. Je ne sais quel pouvait être son degré de parenté avec le docteur Évans, celui-ci le traitait couramment de cousin; il s'appelait Ramail.

Le jeune Ramail stationnait donc depuis midi dans le jardin des Tuileries; la foule, déjà compacte à cette

(1) Il était autrefois d'usage en France que toute association, société ou corporation quelconque se choisît annuellement un roi; les mendiants ne faisaient pas exception à cette règle, et leur chef prenait le titre de roi Pétaud, du latin *peto,* je demande. Sa cour, on le devine, était une sorte de ménagerie où chacun en agissait à sa guise et était aussi roi que celui qui en portait le titre. Cette expression : *la Cour du roi Pétaud*, devint synonyme de tout ce qui était désordonné, malpropre et ridicule.

« Oui, je sors de chez vous fort mal édifiée;
Dans toutes mes leçons, je m'y vois contrariée;
On n'y respecte rien, chacun y parle haut,
Et c'est tout justement la cour du roi Pétaud. »

(MOLIÈRE, *Tartufe*. Acte I, scène 1.)

L'Éditeur.

heure, était absorbée dans la contemplation d'un individu qui s'évertuait à abattre l'aigle dorée surmontant la grille. « Remarquez, nous dit Ramail, qu'il n'était alors que midi environ ; et je ne crois pas que la séance de la Chambre se soit ouverte avant une heure. Si les républicains disent par la suite que l'Empire était virtuellement condamné avant même qu'ils eussent voté sa déchéance, leur assertion aura du moins un semblant de vérité, car ils étaient là plus de deux mille spectateurs, assistant, sans protester ni de la voix ni du geste, à la destruction des aigles ; or deux mille personnes, si elles sont de leur avis, représentent facilement pour les républicains la France entière ; tandis que deux millions d'individus, ayant le mauvais goût de se permettre d'être avec eux en flagrante divergence d'opinion, ne sont plus à leurs yeux qu'une majorité inintelligente et corrompue.

« Mais, poursuivit-il, la profonde ingratitude dont faisaient preuve alors les basses classes et la petite bourgeoisie ne laissa pas de m'étonner, car, bien qu'il ne fût pas douteux pour moi que sur la totalité de ceux qui restaient là, bouche bée, une bonne moitié au moins ne dût sa prospérité et son bien-être aux dix-huit années d'Empire, je ne surpris pas parmi eux une seule expression de regret devant la soudaineté de ce brutal coup de balai politique. »

Je devais être depuis une demi-heure environ à une vingtaine de pas du portail qui précède le pont tournant, lorsque je me sentis subitement emporté en avant par une poussée de la foule ; et avant même que j'aie pu m'en rendre compte, je me trouvai de l'autre côté de la grille ; plus de cinq cents personnes étaient entrées avec moi ; cette grille avait-elle été enfoncée ou ouverte ? Je n'en ai pas la plus vague idée. Sans aller plus loin, nous nous arrêtâmes aussi brusquement que nous étions partis. Je me retournai avec quelque diffi-

culté pour regarder par-dessus les têtes de ceux qui étaient derrière moi ; indiscutablement, les portes étaient grandes ouvertes, et la foule à l'arrière-plan me parut plus dense encore que dix minutes auparavant. Cependant le calme restait complet, sans cri ni bousculade. Alors, me retournant de nouveau, je compris le motif qui les faisait hésiter à pousser plus avant : les voltigeurs de la garde, massés devant la porte principale donnant des jardins privés dans l'intérieur du palais, les attendaient de pied ferme. « Mon cher Ramail, me dis-je *in petto,* te voilà en bonne posture pour avoir la cervelle traversée d'une balle avant que tu sois de dix minutes plus vieux ; car à la première oscillation de la masse dans laquelle tu es confondu, la garde fera feu. » J'avoue que, n'étant guère disposé à affronter la mort pour une cause aussi vulgaire, j'essayais tout doucement de me glisser en dehors de la cohue d'où commençaient à s'élever sourdement des grognements sinistres, lorsqu'une voix résonna, claire et sonore :

« Citoyens ! » disait cette voix. Je me retournai encore en me dressant sur la pointe des pieds.

Celui qui parlait était un grand et beau garçon, jeune selon toute apparence, à l'air distingué et possédant une voix de clairon ; je ne me rappelai pas l'avoir jamais vu, mais je reconnus tout de suite son compagnon, qui était Victorien Sardou.

Il ne se peut, avec un tel visage, élever de méprise à son égard. J'ai entendu des gens soutenir qu'il ne ressemblait absolument pas au Grand Napoléon, d'autres prétendre au contraire qu'à placer le portrait du vivant à côté de celui du mort, il était impossible d'en faire la différence. Pour moi, je me fais fort d'affirmer que, revêtu d'un uniforme comme celui, par exemple, que portait à Arcole le lieutenant d'artillerie Bonaparte, M. Victorien Sardou eût pu offrir la main à l'Impératrice et l'emmener en toute sécurité à travers le

peuple ébahi, et croyant à quelque miraculeuse résurrection.

Mais revenons à mon histoire : « Citoyens, répéta le compagnon de M. Sardou, je ne m'étonne pas de votre surprise en trouvant le jardin fermé et son accès défendu par des soldats. Les Tuileries appartiennent au peuple, maintenant que l'Empire n'existe plus ; car il n'existe plus à l'heure actuelle, en dépit de la garde impériale massée devant cette porte. En conséquence, mon ami et moi nous vous proposons d'aller demander le retrait de la troupe. Mais il faut pour cela que vous nous promettiez de ne pas bouger, car la plus légère tentative offensive de votre part pourrait, avant notre retour, amener une collision sanglante, et je suis bien persuadé que vous êtes aussi désireux que moi d'éviter une pareille catastrophe. »

Si ce jeune homme n'est pas acteur, il mériterait de l'être. Chacune de ses paroles portait, entendue distinctement par tous. La foule l'acclama, et à l'unanimité promit d'attendre. Nous les vîmes alors, lui et M. Victorien Sardou, prendre leurs mouchoirs et les attacher au bout de leurs cannes. Peut-être n'eurent-ils pas tort, car lorsqu'ils s'engagèrent hardiment dans l'avenue centrale, je suis loin d'être convaincu qu'ils ne jouaient pas là leur vie. J'ai une vue excellente, et je distinguai un mouvement franchement hostile de la part des troupes gardant la porte principale, et un officier de mobiles qui suivait à distance les parlementaires partageait, à n'en pas douter, mon appréhension, car il se masquait prudemment derrière les arbres, s'abritant autant que possible. Sans prétendre être plus sage que la plupart de mes semblables, je me permets de douter que beaucoup de ceux qui suivaient alors du regard M. Sardou et son compagnon, aient suspecté le but véritable de la mission périlleuse qu'ils s'imposaient. En réalité, ils voulaient simplement éviter l'incendie et

le pillage des Tuileries. Je ne voudrais pas non plus calomnier la garde impériale et ses officiers, mais je ne crois pas que cette noble pensée leur ait même traversé l'esprit. Que leur importait le superbe édifice, maintenant que l'une de leurs idoles l'avait quitté, sans doute pour toujours, et que l'autre s'apprêtait à fuir? Quoi qu'il en soit de leurs sentiments, leur mouvement fut, je le répète, des plus marqués. J'ai oublié de vous dire que la porte intérieure était fermée, et je vis M. Sardou parlementer à travers les grilles avec un des gardiens. Un officier général sortit aussitôt, accompagné d'un civil, juste au moment où la foule, jusqu'alors immobile, commençait à s'ébranler, et moi avec elle. Tout à coup l'officier monte sur une chaise ; je reconnais le général Mellinet ; son compagnon, c'est M. de Lesseps, resté debout auprès de lui. La garde impériale disparaît, ce que voyant, le peuple, qui ne redoute plus les coups de fusil, s'avance rapidement jusqu'à quelques pas de la grille. Une acclamation formidable retentit ; elle salue la chute du drapeau impérial, lentement amené du sommet du toit. « Messieurs, s'écrie le général, les Tuileries sont dé« sertes, l'Impératrice est partie. Mais il est de mon « devoir de garder le palais, et je compte sur vous pour « me seconder. » Il parlait toujours sans que la foule cessât pour cela d'avancer. Je crus le moment critique arrivé et le palais envahi en dépit des discours du général... lorsque voici que soudain la porte principale s'ouvre et qu'en sortent les gardes mobiles ; ils se massent sur deux rangs. On ouvre les grilles, la foule se précipite, mais les mobiles sont là, pour prévenir toute incursion intempestive dans l'intérieur du palais, et quelques minutes après nous nous retrouvons sur la place du Carrousel. C'est ainsi que, pour un temps, et par sa présence d'esprit, M. Sardou sauva bel et bien les Tuileries.

Une demi-heure plus tard, nous apprenions que le gouvernement de la Défense nationale avait été proclamé à l'Hôtel de ville, et, dans la soirée, tout Paris illuminé flamboyait comme après une éclatante victoire.

CHAPITRE XII

Le siège. — Incrédulité des Parisiens sur la possibilité de l'investissement. — Paris transformé en champ de manœuvre. — Fermeture des théâtres. — Les gardes mobiles. — L'Entrepôt général des vins. — Incendie des forêts avoisinant Paris. — La statue de Strasbourg. — M. Joseph Prudhomme harangue ses fils. — Quelques cas de trahison. — Héros ignorés. — Inventeurs de plans pour l'anéantissement des Allemands. — Le cheval de Troie, la mitrailleuse à musique. — Une soirée à l'Alcazar. — Les derniers trains. — Intérieur d'une gare. — La manie de l'espionnage. — Où étaient les espions? — Mon arrestation. — Un couteau compromettant.

En dépit des rapports arrivant de province et annonçant la marche des Allemands sur la capitale, il se trouvait encore dans Paris des milliers de gens pour affirmer sérieusement que jamais les Prussiens n'oseraient l'investir, moins encore le bombarder. Mais il n'en faudrait pas conclure, comme l'ont fait à tort tant d'écrivains anglais, que cette confiance puisât sa source dans une appréciation erronée du courage des Allemands, et qu'on les crût incapables de venir défier le lion jusque dans son antre. Pas du tout. Les Parisiens gratifiaient simplement leurs ennemis de cet amour et de cette superstitieuse vénération qu'ils éprouvent eux-mêmes pour « le centre des lumières et de la civilisation ». Et qu'on n'aille pas croire qu'ils s'inspirassent en cela de la pompeuse épître adressée par Victor Hugo au roi Guillaume; le poète, au contraire, n'avait été que l'in-

terprète du sentiment de ses concitoyens. Ce n'était en rien le cas du sot faisant école ; je croirais plutôt que les muettes aspirations de visionnaires ignorés, flottant dans l'air ambiant, s'étaient comme condensées dans le cerveau du visionnaire par excellence, qui, doué, lui, du don d'éloquence, donna corps à ces rêves épars. Ajoutons pourtant que son éloquence ne dépassa guère, en cette occasion, les limites d'un sublime radotage.

Tout Paris néanmoins avait été subitement transformé en un vaste champ de manœuvre, et le cliquetis des armes résonnait nuit et jour à travers la cité. On ne rencontrait plus dès lors de bandes chantant dans les rues; toutefois les passants écoutaient toujours avec un pieux respect les artistes ambulants, hommes et femmes, exécutant les airs patriotiques de certains opéras, légèrement modifiés pour la circonstance. Le « *Pars, beau mousquetaire* », d'Halévy, était devenu « *Pars, beau volontaire* » ; le « *Guerre aux tyrans* » du même compositeur, « *Guerre aux All'mands* » (1), et ainsi de suite.

Tous les théâtres avaient à cette époque fermé leurs portes ; la Comédie-Française, qui avait, je crois bien, tenu bon la dernière, rouvrit presque aussitôt les siennes pour donner chaque semaine deux, quelquefois trois représentations au profit des victimes du siège. Néanmoins, plusieurs locaux y avaient été aménagés pour recevoir les blessés. De même une partie du nouvel Opéra encore inachevé était occupée par un commissariat, tandis que le reste du bâtiment, transformé en caserne, abritait les gardes mobiles provinciaux, dirigés par milliers sur la capitale et que les camps ne pouvaient plus contenir. On vit alors ce spectacle unique, véritablement prodigieux et jusqu'alors inédit :

(1) Airs tirés des *Mousquetaires de la Reine* et de *Charles VI*.
L'Éditeur.

le Parisien recevant, sans les tourner en dérision, des provinciaux dépaysés, et mieux encore, toujours convaincu qu'il est bon, malgré la gravité des circonstances, de mêler le plaisant au sévère, on le vit, pour rehausser la cordialité de son accueil, faire à ses nouveaux hôtes les honneurs des curiosités de Paris ! Merveilles que considérait d'un œil impassible le Breton aux longs cheveux, maigre de corps et lourd d'esprit, marmottant je ne sais quel inintelligible jargon, qui pouvait tout aussi bien être quelque invocation à ses vieilles divinités païennes qu'un tribut de légitime admiration, tandis que plus rusés et plus cyniques, sans être plus émus, jugeant d'après leur goût de l'épargne et du lucre, les dix mille paysans fraîchement amenés des herbages normands s'écriaient sans vergogne : « C'est ben beau, mais ça a dû coûter gros ; c'est ben de l'argent qu'on aurait pu épargner ! » Même à cette heure suprême, ils ne pouvaient se défendre d'un sentiment d'amertume en pensant qu'ils avaient dû contribuer pour leur quote-part à l'érection de ces splendeurs architecturales.

Le Cirque Napoléon et le Cirque de l'Impératrice — la République n'avait pas eu encore le loisir d'en changer la dénomination — remplissaient l'office de bureaux de consignation pour ces cargaisons humaines ; on les y amenait à leur arrivée qui, en général, avait lieu de nuit. Dès le lendemain matin, il étaient transférés à leurs campements respectifs où commençait sur-le-champ leur éducation militaire. Sur le mérite de la méthode adoptée, je crains d'être un juge peu compétent, mais je dois avouer que je fus loin d'être puissamment impressionné par la science que déployaient les instructeurs.

Les jardins des Tuileries avaient été fermés au public, qui devait se contenter d'admirer à distance l'artillerie et les longues rangées de chevaux qu'on y avait parqués. Était-ce la distance même qui prêtait

un enchantement à ce spectale? Il faut le croire, car la foule ne se lassait pas de s'extasier devant les mitrailleuses. Quant aux artilleurs de service, ils ne manquaient pas de temps à autre de régaler à travers la grille les badauds du premier rang d'un cours improvisé d'artillerie pratique. Si cruellement ébranlée qu'eût été la confiance populaire à bien des égards, la foi du moins restait entière en ces engins de mort.

Le vacarme effrayant qui avait signalé les premières semaines de la guerre s'était calmé sans que la physionomie de Paris, toutefois, eût rien de découragé et d'abattu. Le gaz brillait encore étincelant, les cafés regorgeaient de clients, et toutes les tables des restaurants étaient occupées ; nous n'étions pas encore investis, et l'idée de pénurie, sans parler même de famine, bien que très discutée comme éventualité, n'avait pas passé à l'état de fait patent et irrécusable. « Cela n'arrivera jamais, disaient et pensaient bien des gens, et tous ces racontars à propos des rations déjà parcimonieusement distribuées ne sont qu'inepties pures. » Les journaux, de leur côté, en faisaient le thème inépuisable de leurs plaisanteries; ils riaient aussi dans le principe des télégrammes du roi de Prusse à son épouse, mais bientôt la plus simple pudeur les força d'abandonner ce dernier sujet.

Une chose évidente dès le début du siège, c'est que, si profond que pût devenir sous d'autres rapports le dénuement général, le vin du moins, loin de manquer, coulerait toujours à profusion pour réjouir le cœur de ces hommes qui prétendaient mieux faire et plus oser que le commun des mortels.

Chose assez curieuse, bien que j'eusse passé la majeure partie de mon existence à Paris, je n'avais jamais visité les entrepôts de vins et de spiritueux; j'étais en fait absolument ignorant de tout ce qui concerne l'approvisionnement de la capitale. Désireux d'être mieux

instruit, j'écrivis à un des chefs de la maison qui me fournissait depuis bien des années mon vin et mes liqueurs, pour le prier de me faire faire cette visite.

Je crois que l'Entrepôt général n'occupait pas à cette époque moins de vingt-cinq hectares (1), ce qui implique comme emmagasinage plus de trois fois cette superficie; car, outre les caves, les bâtiments extérieurs ont souvent trois ou quatre étages. L'Entrepôt se composait, et se compose encore, je crois, de trois quartiers distincts : l'un affecté aux vins; l'autre aux alcools ; le troisième, bien plus restreint, aux huiles de table: La dernière aile renferme les caves de l'Administration générale des hospices. Les caves réservées aux alcools étaient complètement vides lors de ma visite, leur contenu avait été transféré non loin de là, dans un caveau à l'épreuve des bombes et des obus.

J'étais venu pour voir, j'avais vu ; ce qui ne m'empêcha pas de me trouver, en quittant les caves, tout aussi mal édifié qu'en y entrant; l'énormité même du stock m'avait positivement abasourdi, et je n'aurais pas su mieux qu'un petit enfant évaluer la quantité de vin emmagasiné là. Mon guide riait sous cape de mon ébahissement.

— Tout ceci va s'éclaircir, rassurez-vous, me dit-il, en serrant la main à un de ses principaux employés. Monsieur vous dira, à un hectolitre près, la quantité de vin ordinaire que nous avons en réserve. Vous connaissez approximativement la population de Paris, elle s'est fortement accrue pendant ces derniers jours, mais elle est, selon toute probabilité, appelée à diminuer pendant le siège, si siège il y a ; en tout cas, cette augmentation momentanée ne monte certainement pas à cent mille.

(1) L'auteur dit : 60 acres, mesure anglaise, ce qui donne exactement 2,428 ares 026, l'acre étant de 40 ares 4671.

(*Note du Traducteur.*)

Maintenant, — s'adressant à son employé, — voulez-vous dire à monsieur ce que vous avez en dépôt?

— Nous avons en cave, à l'heure présente, seize cent mille hectolitres de vin ordinaire, répondit celui-ci; nous en avions, il y a dix jours, environ cent mille de plus, mais les marchands de vin, restaurateurs et autres se sont depuis largement approvisionnés. Je ne fais pas entrer les vins fins en ligne de compte, car ils sont en bien moindre quantité, et d'ailleurs il n'est pas présumable qu'on en ait besoin; mais, le cas échéant, ils suffiraient encore à la consommation de bien des semaines. On peut évaluer le nombre d'âmes à l'intérieur des fortifications à un million sept cent mille, mettons un million huit cent mille avec le récent accroissement : cela fait, en conséquence, y compris les derniers achats des liquoristes, cent litres par individu, homme, femme ou enfant. Je ne comprends dans mon calcul ni le contenu des caves particulières, ni l'approvisionnement des marchands de vin antérieur à ces derniers dix jours. Notez que le vin ordinaire n'est pas sensiblement plus cher que dans les années de grande abondance : il coûte 25 ou 30 francs de moins qu'en 1854 ou 1855, par pièce de deux cent dix à deux cent trente litres. Le vin ne passe, en outre, par les mains d'aucun regrattier; aussi n'est-il pas probable que nous en soyons de longtemps réduits à boire de l'eau.

En revenant à Paris, nous remarquâmes des bœufs, des porcs et des moutons parqués dans les squares publics et sur les boulevards extérieurs; le gazon rabougri des squares avait déjà entièrement disparu, et il sautait aux yeux que, quelque soin qu'on prît, le bétail ne pouvait moins faire que de se détériorer dans des conditions pareilles; le fourrage, sans contredit, manquerait avant peu : avant l'investissement, il avait déjà dépassé plus de deux fois son prix ordinaire. De plus, d'après les gens compétents, il était à craindre, dans le cas d'un

automne pluvieux, que le bétail, resserré en des emplacements aussi restreints, fût atteint de maladies épidémiques qui le rendissent absolument impropre à l'alimentation. Dans la perspective de cette éventualité, les doctes membres de l'Académie des sciences commençaient à se livrer à de savants conciliabules dont le résultat restait encore inconnu.

Nous rentrions à pied comme nous étions venus; il y avait éclipse totale des voitures de maître, et bien que les omnibus et les fiacres marchassent comme de coutume, leur circulation était fort entravée par de longues files de fourgons, pesamment chargés de caisses de bois blanc toutes neuves et renfermant évidemment des boîtes de conserves. Peu de femmes dans les voitures publiques, et tous les hommes, ou presque tous, armés d'un fusil. C'étaient les futurs défenseurs de la capitale revenant de Vincennes, où l'on distribuait des armes de l'aube à la nuit close. De fait, voir un ouvrier non muni d'un fusil ou d'une pioche, d'un pic ou d'une bêche, devenait une vraie curiosité, car ils avaient été en grand nombre engagés pour aider les soldats du génie à creuser les tranchées, faire les terrassements, etc.

Je ne puis pas plus aujourd'hui que je ne le pouvais alors parler en toute connaissance de cause de l'utilité de ces moyens de défense; il en est un cependant qui me parut fort mal conçu. Je veux parler de l'incendie des bois avoisinant Paris. Instruits par la dure expérience acquise à Wœrth et à Forbach, les généraux chargés de la défense de Paris ne pouvaient laisser subsister ces bois; mais quelle nécessité y avait-il de les détruire comme ils le firent? Malgré l'activité déployée, il restait encore des milliers de mains oisives désireuses d'être utilisées. Pourquoi n'aurait-on pas abattu et détaillé les arbres pour fournir Paris de bois de chauffage en vue de son prochain hiver? Il ne manquait pas

alors de chevaux disponibles, et cette mesure aurait eu le double avantage de permettre de réserver le charbon pour l'usine à gaz et de munir contre les rigueurs de la mauvaise saison des centaines de malheureux, dont les souffrances eussent été bien allégées par un supplément de lumière et de chaleur. Je n'ai pas personnellement beaucoup souffert pendant le siège ; mais, d'après tout ce que j'ai vu, je conclus hardiment que des privations au point de vue de l'alimentation sont plus aisément, je dirai presque, sont gaiement supportées dans une chambre chaude et à la claire lueur d'une bonne lampe.

Je n'insiste pas sur la quantité d'huile minérale qu'on perdit en essayant de s'en servir pour mettre le feu aux forêts, car cette tentative échoua la plupart du temps.

Cependant le patriotisme était poussé au paroxysme par les récits enflammés de l'héroïque défense de Strasbourg par le général Uhrich. La statue représentant la capitale de l'Alsace devenait, de la part du Parisien, le but d'un pieux pèlerinage, l'objet d'un culte touchant, bien que l'effet en fût trop souvent gâté par l'éloquence ampoulée de maints Joseph Prudhomme tenant avec emphase à leurs fils des discours préparés en réalité pour la galerie et qui rappelaient forcément à l'auditeur impartial le sarcasme de Heine : « Tous les Français sont acteurs, et les moins bons sont sur les planches. » Quoi qu'il en soit, il est certain qu'en l'occurrence les amateurs serraient de près les acteurs de profession. Du reste, le public, bon prince, ne se montrait pas d'une sévérité outrée et octroyait volontiers ses applaudissements au sentencieux harangueur qui s'éloignait noblement, suivi de son rejeton, savourant à part soi sa propre éloquence, pénétré tout à la fois de l'intime conviction qu'il était né orateur et de l'orgueilleuse conscience qu'il venait de remplir un devoir sacré envers sa patrie en débitant ses solennelles platitudes.

La suite logique de cette représentation d'amateur n'était, en général, pas difficile à pronostiquer. Le lendemain matin, un fait divers de quelque obscure feuille de chou relate l'incident; M. Joseph Prudhomme, débordant de joie, dépose sa carte chez le publiciste, auteur de l'article; le journaliste lui retourne la sienne et pour six grands mois devient le commensal habituel du ménage Prudhomme. Et la liaison se dénoue brusquement, neuf fois sur dix, par l'ahurissement de M. Prudhomme, découvrant que sa légitime épouse, par excès d'amitié, va veiller au confort domestique le plus intime de leur hôte jusque dans sa chambre de garçon!

Ceux qui ne péroraient pas, c'étaient les Duruy, les Meissonier et des centaines d'autres que je pourrais citer. L'éminent historien, grand maître de l'Université, endossait à soixante ans l'uniforme de simple garde national et s'acquittait de son service comme le plus humble des artisans dont il ne se distinguait que par sa croix de grand officier de la Légion d'honneur; le grand peintre en agissait de même.

En thèse générale, le petit boutiquier français, mi-bourgeois, mi-manant, est la plus sotte et la plus pompeuse des créatures, lorsqu'il n'est pas par surcroît sordide et méprisable.

Voici un fait dont je garantis l'authenticité et qui met bien ce type en lumière. Lors de l'escarmouche dans laquelle fut tué le lieutenant Winslow, l'auberge de Schirlenhoff où déjeunaient les officiers allemands, quand ils furent surpris par le général de Bernis et par ses hommes, cette auberge avait essuyé quelques dégâts. Déjà le général mettait le pied à l'étrier pour emmener ses prisonniers, lorsque apparut monsieur l'aubergiste qui lui demanda froidement à qui il devait présenter la note de la casse subie par son mobilier.

— A l'ordinaire, les perdants payent les pots cassés,

lui répondit le général en éclatant de rire; mais la France est assez riche pour se permettre de renverser la règle établie. Tenez; voilà le double de ce que vous réclamez.

Autre histoire, aussi authentique que la première. Peu avant le siège, un câble avait été placé secrètement dans le lit de la Seine entre Paris et le Havre. Deux petits boutiquiers de Saint-Germain révélèrent, pour une somme d'argent, ce fait aux Allemands qui ne soupçonnaient que vaguement l'existence de ce câble et qui très certainement ignoraient où se trouvaient sur la rive ses points d'attache : un de ces gredins fut découvert après le siège, l'autre parvint à s'échapper. Celui qui passa en jugement allégua sa pauvreté comme excuse et n'eut à subir qu'une condamnation dérisoire. Il transpira, par la suite, qu'il avait été grassement payé pour sa trahison et avait dupé son complice dans le partage des bénéfices de ce honteux marché.

Arrêtons-nous plutôt à considérer la situation sous un autre point de vue dont le contraste réconfortera notre pensée, car, sans parler de ceux qui s'apprêtaient à verser leur sang sur les champs de bataille, des centaines d'obscurs héros, dans une indifférence sublime de leur vie, enviaient le sort d'un Ravaillac ou d'un Balthazar Gérard. S'il leur eût été donné d'accomplir leur sinistre dessein, quelle eût été leur récompense? L'histoire ne les eût-elle pas traités de régicides, assimilés peut-être au rang d'assassins soudoyés, et signalés au mépris de la postérité comme des fanatiques sanguinaires? Et l'histoire, pour cette fois, aurait eu tort, car n'étaient-ils pas bien plus estimables dans leur folie coupable en somme, mais si désintéressée, que les Jules Favre et les Gambetta se posant en sauveurs du pays, quand ils n'étaient, en réalité, les sauveurs que de leur clientèle politique, bande besogneuse et avide, et de leurs compagnons d'aventure?

En dehors de ces exaltés, il y avait encore la légion des inventeurs de systèmes impossibles pour l'anéantissement instantané des trois cent mille Allemands cernant Paris; esprits paradoxaux qui fournirent la note comique dans le thème sombre de ce drame terrible, ces inventeurs assiégeaient sans relâche le ministère de la guerre, et, bon gré, mal gré, ils se faisaient écouter des employés du ministère inclinés après tout à la patience par l'espoir inavoué de devenir, en cas de réussite, « quelque chose dans l'affaire ».

« Je me demande de temps en temps si je suis officier d'état-major ou médecin à Charenton », nous disait un soir le prince Bibesco. Et il ajouta : « Depuis hier matin, j'ai reçu bien certainement une douzaine d'inventeurs; chacun d'eux voulait voir le général Trochu ou le général Schmitz et ne se laissait qu'à grand'peine persuader que je pouvais sans inconvénient les suppléer. Le premier, à lui seul, réussit à m'anéantir et me laissa sans force pour résister aux autres et les congédier poliment; si bien qu'ils auraient pu décider de me parler sans discontinuer pendant vingt-quatre heures, je me serais soumis docilement à les écouter. Ce terrible homme était à peu près de la taille de M. Thiers. La brièveté de son exorde fut en rapport avec la petitesse de sa stature; une phrase lui suffit. « Monsieur, me dit-il, d'un coup j'anéantis les Allemands. » N'étant pas sur mes gardes et pris sans fard, je ne pus, en dépit de l'étiquette qui exige toujours un sérieux absolu, me défendre de lui répliquer : « Avant de frapper ce coup, permettez-moi de bourrer ma pipe. »

« Cependant mon visiteur étalait sur la table une immense feuille de papier. « Je ne suis pas un inventeur, poursuivait-il imperturbable, je me borne à appliquer aux circonstances actuelles les leçons de l'histoire et à modifier légèrement la ruse antique du cheval de Troie. Voilà Paris avec ses quatre-vingt-seize bastions, ses

forts, etc. Je tire trois lignes : sur la première ligne, j'établis vingt-cinq mille hommes faisant mine d'attaquer les positions septentrionales de l'ennemi ; vingt-cinq mille hommes encore, établis sur la seconde, paraissent menacer par le sud les positions allemandes ; ces cinquante mille agresseurs sont très ostensiblement en vue des assiégeants, car ils se mettent en marche une heure environ avant le crépuscule. La nuit tombe, et c'est le moment que je choisis pour lancer mon réel corps d'attaque de cent cinquante mille hommes que je protège et dissimule complètement par une muraille mobile formée d'une plaque de fer noirci à la fumée. C'est là toute ma découverte. Mes cent cinquante mille hommes, abrités derrière leur mur, pénètrent sans encombre jusqu'aux lignes prussiennes ; cent mille d'entre eux, visant par-dessus la plaque, accablent l'ennemi, tandis que les cinquante mille autres poussent lentement la machine en avant. Douze coups par homme font douze cent mille coups ; c'est plus qu'il n'en faut pour causer une panique parmi les Allemands qui ne comprennent pas d'où vient la fusillade, car mon mur est sombre comme la nuit même. A supposer cependant que ceux qui gardent le camp tentent de se défendre, leurs projectiles rejaillissent contre la plaque de fer qui, abandonnée ensuite, s'il le faut, par nos hommes, tombe à terre, tandis que ceux-ci profitent de leur liberté pour compléter leur victoire à l'arme blanche. »

« La proposition de mon second visiteur n'était pas moins formidable. Il s'agissait cette fois d'un marteau-pilon, mesurant modestement quinze milles de circonférence (1) et pesant dix millions de tonnes. Il serait soulevé au moyen de ballons à une certaine altitude. On attendrait un vent favorable soufflant dans la direction de Versailles ; une fois le marteau arrivé sur la

(1) Le mille anglais est de 1,609 mètres 03. — *Note du Traducteur.*

ville, on couperait les cordes, et... tout l'état-major et le corps d'armée allemands ne seraient plus que de la bouillie.

« Un troisième m'exhiba le plan d'une mitrailleuse à musique qui porterait la mort et la destruction dans les rangs des Prussiens en jouant du Wagner, du Schubert et du Mendelssohn ; la préférence serait donnée surtout au premier de ces compositeurs. « Les Allemands, disait-il, aiment trop la musique pour pouvoir résister à la tentation d'écouter. Ils s'approcheront par milliers quand fonctionneront mes mitrailleuses. Nous les aurons à notre merci. » J'ai demandé à ce nouvel Orphée de m'envoyer comme échantillon un petit modèle de ces boîtes à musique assassines, ajouta en terminant le prince Bibesco, et il y a consenti de fort bonne grâce. »

Je me laissai entraîner un autre soir à l'Alcazar, que je connaissais déjà pour être allé y entendre Thérésa. Cette fois, nous étions conviés à assister à une « Exposition d'engins de guerre » accompagnée d'un cours pratique sur leur emploi.

Les assistants étaient aussi gais et aussi en train que si les Prussiens avaient été à cinq cent mille lieues de Paris, plus gais peut-être même que lorsqu'ils venaient entendre chanter : *Rien n'est sacré pour un sapeur!* car ils étaient, pour l'heure, appelés à prendre une part active à la représentation . Le conférencier débuta par l'exhibition de plastrons à l'épreuve des balles, lesquels permettraient au soldat de s'avancer sans crainte sur l'ennemi, « car, ajoutait-il, ils rendent invulnérable la partie du corps qu'ils recouvrent ». Un farceur de l'assistance lança au sujet des « fuyards » une remarque que je ne puis guère transcrire ; mais le démonstrateur, un major espagnol ou italien, à en juger par son accent, n'en fut pas le moins du monde démonté. Il plaça son plastron sur une planche verticale en forme de cible et se mit à tirer dessus avec un revolver à la distance de

quatre ou cinq pas. Le susdit coussinet, quoique bel et bien roussi, ne fut effectivement pas transpercé; mais ce succès n'enleva pourtant pas d'emblée la confiance des spectateurs. « Prenez vous-même le plastron, s'écria l'un d'eux, et laissez-moi vous tirer dessus. » Proposition qui fit s'allonger le nez du major. « Avez-vous jamais tenté l'expérience sur un animal vivant? » questionna un autre. « Parfaitement, répliqua notre homme, j'ai expérimenté sur mon clerc. » Candide aveu accueilli par une explosion de rires et bientôt suivi d'une véritable clameur réclamant à grand fracas le susdit clerc qui, je n'ai pas besoin de le dire, ne parut pas. Un caporal de la garde nationale proposa alors de faire une nouvelle expérience sur le major blindé de son plastron, en le chargeant avec un chassepot armé de sa baïonnette; sur quoi, major et plastron, l'un portant l'autre, s'éclipsèrent sans plus et *subito* derrière les coulisses.

L'inventeur qui vint après exposa un appareil pour éteindre les incendies; l'assistance ne se déclara pas satisfaite d'une simple explication verbale, et plusieurs voix s'élevèrent proposant de mettre le feu à l'Alcazar. Il s'ensuivit une légère panique aussitôt réprimée, et cette représentation mouvementée continua au milieu des plaisanteries, des cris et des rires du public. Ces conférences n'aboutissent, chacun le sait, à aucun résultat pratique, mais elles aident à tuer le temps; c'est, après le théâtre, ce qu'il y a de mieux comme distraction.

Nous étions déjà à cette époque complètement bloqués; le monde finissait pour nous aux fortifications. Le dernier train de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans avait quitté Paris le 17 septembre au soir. Quant aux autres lignes, elles ne fonctionnaient plus depuis un jour ou deux, ayant mis à l'abri en lieu sûr la meilleure et la plus considérable partie de leur matériel

roulant. Ce qui en restait : wagons de troisième classe débarrassés de leurs banquettes, fourgons de bagages et de marchandises lavés avec soin, trucs pour les bestiaux, préalablement planchéiés, s'était métamorphosé en habitations temporaires pour les malheureux suburbains obligés de chercher refuge dans l'enceinte de la capitale. Aussi les principales gares offraient-elles à l'intérieur le spectacle le plus propre à réjouir le cœur d'un peintre de genre. Sur les trottoirs, ces *squatters* improvisés lavent et cuisinent à qui mieux mieux ; l'intérieur des voitures fait office tout à la fois de salon et de chambre à coucher, et l'ingéniosité, sinon le goût, n'a pas manqué à cet aménagement. La partie féminine de la colonie ne quitte guère son foyer d'aventure, mais les hommes travaillent aux fortifications ou rôdent dans Paris. On n'a réussi à caser dans l'intérieur que la moindre partie des dieux lares et des richesses domestiques ; le surplus est empilé à l'entrée. Les favoris de la maison, chiens ou chats, n'ont pas encore été sacrifiés aux nécessités de l'alimentation, et ces derniers surtout se croient transportés en plein pays de cocagne, car les rats et les souris pullulent dans les entrepôts de marchandises. Çà et là, gravement, une chèvre s'avance d'un pas majestueux, dans une béate inconscience du sort qui la menace; et Chanteclair, le coq, entouré de son harem emplumé, tâche de tirer le meilleur parti possible de la situation.

Bien certainement, cet énorme et subit afflux de population n'a pu être, en totalité, abrité de la sorte, mais des mesures ont été prises pour que personne ne reste sans asile. Tous les appartements vacants, depuis le plus somptueux du faubourg Saint-Honoré et des Champs-Élysées jusqu'aux plus humbles des quartiers populaires, ont été mis à réquisition, et voici que le pot-au-feu chante et mijote dans une superbe cheminée de marbre, tandis que Jacques Bonhomme

ébaubi se mire dans des glaces gigantesques dont l'existence seule le plonge dans la stupéfaction. Toutefois, les logements fermés par suite de l'absence de leurs locataires en villégiature en Suisse, en Angleterre, à Nice ou autres lieux n'ont pas encore été ouverts par ordre des autorités.

Dès que l'investissement fut complet, la manie de voir partout des espions, qui régnait déjà furieusement, devint une rage et tourna à l'épidémie. On ne peut douter qu'il n'y eût alors des espions à Paris, mais ils ne flânaient certes pas dans les rues, et pour les découvrir, j'en suis absolument certain, c'est dans le personnel des ministères qu'il aurait fallu les chercher. Car pour un étranger, à moins qu'il ne parlât français sans le plus léger accent, c'eût été pure folie d'accepter une mission de ce genre; et parmi les étrangers, combien y en avait-il et y en a-t-il encore qui, si parfaitement qu'ils sachent le français, ne trahissent de temps à autre leur origine par une prononciation imparfaite? Il n'y avait, d'autre part, rien à espionner dans les rues. Néanmoins l'idée fixe de l'espionnage atteignit alors une période d'acuité inimaginable. La majorité des gardes nationaux ne semblaient avoir d'autre occupation que la recherche de ces espions. Un pauvre prêtre espagnol fut arrêté pour être allé, trois fois dans la même après-midi, réclamer chez le cordonnier la seule paire de souliers portables qu'il possédât. Malheur à l'homme ou à la femme assez malavisé pour tirer dans la rue un carnet ou un portefeuille de sa poche ! Étiez-vous d'habitudes studieuses ou aimiez-vous simplement à prolonger votre veillée tard dans la nuit? la mince lueur filtrant à travers vos rideaux soigneusement baissés vous exposait alors à la brusque et intempestive invasion d'une demi-douzaine de gardes nationaux, grossiers et bravaches; votre concierge terrorisé se levait en toute hâte pour vous voir entraîner au prochain commissariat de police, où vous

pouviez enfin vous expliquer ; à moins, ce qui était pire encore, que vous ne fussiez conduit au corps de garde le plus voisin ; là, le lieutenant de service se faisait un point d'honneur d'agir en vrai troupier, c'est-à-dire suivant sa manière d'apprécier la chose, d'être brutal, malhonnête, et, pour brocher sur le tout, d'une familiarité révoltante. De l'officier de police, vous pouviez obtenir un semblant d'excuse pour avoir été ainsi, sans l'ombre d'un motif plausible, dérangé et traîné dans les rues comme un malfaiteur ; mais le pseudo-militaire aurait considéré la moindre expression de regret comme attentatoire à sa dignité de rencontre.

Bien entendu, il arrivait parfois qu'on eût affaire à des hommes bien élevés, ne demandant qu'à réparer de leur mieux les stupides faits et gestes de leurs subordonnés ; j'eus la chance de tomber un soir sur un de ceux-là, et, grâce à ce fort galant homme, je me tirai d'un très mauvais pas. C'était le 20 septembre ; une première et malheureuse défaite, subie sous leurs propres murs, n'avait pas peu contribué à aigrir les sentiments des Parisiens. Il ne restait certainement pas alors à Paris plus d'une vingtaine d'Anglais, décompte fait des bandes d'Irlandais engagés pour saler des bœufs à l'abattoir de la Villette. Au nombre de ces Anglais se trouvait un groom qui, très dangereusement malade lors de l'exode général, n'avait pu y prendre part, et le docteur lui ayant formellement défendu tout déplacement, il n'avait même pas été possible de le transporter à l'hôpital. Le bruit m'en était venu aux oreilles, et comme ce pauvre diable était un très brave garçon, excellent travailleur, marié et chargé de famille, non content de lui venir en aide de tout mon pouvoir, j'allai le voir moi-même deux ou trois fois pour le remonter et l'égayer un brin. Il était en bonne voie de guérison, mais sa convalescence marchait lentement, très lentement. Son logement était situé dans une des rues latérales à l'ave-

nue de Clichy, il l'occupait depuis bien des années, et la portière de la maison avait l'esprit parfaitement au repos au sujet de sa nationalité, quoique parmi les basses classes le fait d'être Anglais fût loin de constituer une garantie suffisante contre le soupçon d'espionnage. Et d'ailleurs, cette nationalité, comment la faire constater par des gens du peuple, peu disposés à croire un suspect sur parole et incapables de distinguer à l'accent un Anglais d'un Allemand? A leurs yeux, tout étranger était pour l'heure nécessairement un Prussien, et un Prussien ne pouvait être qu'un vil espion. Toutefois, par suite des circonstances dans lesquelles il se trouvait, je n'éprouvais à cet égard aucune inquiétude pour mon protégé.

Par un hasard malencontreux, quelques jours avant l'investissement de Paris, la portière tomba malade elle-même et fut remplacée par un homme, et un homme de mine fort rébarbative. Il me regarda de travers lorsque, en réponse à sa question, je lui lançai le nom de mon malheureux compatriote, et sa méfiance sembla s'accroître encore à la vue d'une boîte que je portais sous le bras, et dont le contenu, jugé sans doute par lui formidable, n'était qu'un simple instrument de chirurgie. Sans m'arrêter à son air farouche, je grimpai l'escalier.

Ma visite se prolongea vingt minutes ou une demi-heure environ. En redescendant, j'aperçus un rassemblement considérable encombrant le trottoir et la rue ; de plus, une douzaine de gardes nationaux rangés en demi-cercle, devant la porte de la maison, me fermaient toute sortie. Des cris nombreux accueillirent mon apparition : « Le voilà ! Le voilà ! » entendais-je de tous côtés. Un caporal avança sur moi : « Votre nom, citoyen ? me demanda-t-il, de l'air le plus fendant, et qu'est-ce qui vous amène dans cette maison ? » Je restai de sang-froid et lui répondis tranquillement que

je n'avais à lui indiquer ni mon nom, ni le but de ma visite; mais que s'il voulait me conduire à son lieutenant ou à son capitaine, j'étais prêt à leur fournir toutes les explications désirables. Mais il ne se tint pas pour satisfait. « Où est la boîte que vous portiez sous le bras ? Que contenait-elle ? Qu'en avez-vous fait ? » continua-t-il avec insistance. Sachant bien que ce serait peine perdue que de tenter de lui rien faire comprendre, je ne démordis pas de ma première réponse ; la cohue grossissait, on s'agitait autour de moi ; je requis derechef le susdit caporal d'avoir à me conduire au poste.

Volontiers, la racaille qui nous entourait m'eût jugé sans désemparer, jugé, c'est-à-dire, en l'espèce, pendu haut et court au plus proche réverbère. L'eussent-ils fait, que pas un n'eût été poursuivi comme meurtrier ; et le siège terminé, le gouvernement britannique, vu l'ancienneté de l'affaire, eût invoqué sans doute la prescription pour ne pas intervenir ; bien plus, il n'aurait pas manqué de gens parmi mes compatriotes pour dire : « C'est bien fait, il l'avait assez cherché » ; car, à quoi pensais-je, en somme, de rester à Paris au lieu d'aller m'installer confortablement à Londres ou ailleurs ? Aussi, en dépit de toute sa mauvaise grâce, n'en fus-je pas moins reconnaissant au caporal, lorsqu'il donna ordre à ses hommes de m'escorter, et son cri de : « En avant, marche ! » résonna à mes oreilles comme une délicieuse harmonie. Je suis retourné deux fois, depuis lors, avenue de Clichy, pour mon plaisir, ou plutôt pour déjeuner au célèbre restaurant du père Lathuile, et je conviens que la seule vue des réverbères me fit passer dans le dos un petit frisson rétrospectif.

Le trajet ne fut pas long pour arriver au corps de garde ; on l'avait établi dans une ancienne salle de bal ou de concert, car au fond de la pièce s'élevait encore un théâtre dont le décor représentait, autant qu'il m'en souvienne, un vieux château. Sur le plancher de la

scène, recouvert d'une épaisse couche de paille, étaient nonchalamment étendus une vingtaine de nos civiques guerriers ; d'autres, au contraire, causaient, assis autour des tables de bois sur lesquelles se consommaient naguère encore tant de saladiers de petit bleu. Les louches servant à remuer cette décoction pendaient encore aux murs, retenues par des chaînettes, car, dans ces parages, l'amour de toute propriété portative est si bien ancré dans l'âme des clients que les « 'chands de vin » s'arrangent en général pour tenter aussi peu que possible les doigts crochus de leurs habitués. La salle était sombre, bien que le gaz fût allumé, et il y flottait une intolérable odeur de paille humide et de vieux tabac.

Une partie de la populace qui m'accompagnait avait réussi à s'y introduire à ma suite en dépit des efforts des gardes nationaux ; mon entrée causa un certain émoi parmi les premiers occupants ; mais le capitaine, informé de l'incident, sortit bientôt d'une autre pièce et procéda sans tarder à un interrogatoire sommaire. L'exposé du caporal fut net et bref :

— Cet homme est un étranger qui va voir constamment un autre étranger supposé malade. Ce soir, il est arrivé portant sous le bras une boîte qu'il a laissée chez son ami. Le concierge a des raisons de supposer qu'il y a là-dessous quelque chose de louche, car il ne croit pas à la maladie de son locataire, celui-ci cherchant à se faire passer pour pauvre, quand il vit grassement au contraire avec sa famille. Le prisonnier ici présent a refusé de me donner son nom et son adresse et de m'expliquer le but de sa visite.

— Qu'avez-vous à dire, monsieur? me demanda le capitaine, un homme de trente-cinq ans environ, appartenant évidemment à la classe élevée. Je découvris plus tard qu'il se nommait Garnier ou Garmier, et qu'il remplissait les fonctions de caissier dans une des

grandes maisons de commerce de la rue Saint-Martin. Il fut tué dans la dernière sortie des Parisiens.

C'était, depuis le commencement de la soirée, la première fois qu'on m'appelait « monsieur ». Je pris simplement une carte dans mon portefeuille et la lui tendis :

— Si cela ne vous suffit pas, lui dis-je, quelques-uns de vos hommes peuvent m'accompagner jusque chez moi et s'assurer que je ne donne ni un faux nom, ni une fausse adresse.

Il me regarda un instant.

— C'est tout à fait inutile. Je vous connais bien de nom, quoique je n'aie pas l'honneur de vous connaître personnellement. J'ai vu votre portrait dans le magasin d'un de mes parents, — il me nomma un célèbre marchand de tableaux de la rue de la Paix, — et j'aurais dû vous reconnaître tout de suite, car il est d'une ressemblance frappante, mais il fait très sombre ici.

Et se retournant vers ses hommes et vers la foule :

— Je réponds de ce monsieur. Je voudrais que nous eussions dans Paris un millier d'espions étrangers de ce genre. La France n'a pas de meilleur ami que lui.

Je fus presque aussi effrayé des louanges du capitaine que je l'avais été du blâme du caporal, car elles m'attirèrent de la part de ces mêmes gens qui m'auraient volontiers pendu quelques minutes auparavant, une véritable ovation ; ce que voyant, M. Garnier m'invita à rester auprès de lui jusqu'à ce que mes amis de fraîche date se fussent dispersés. J'acceptai de grand cœur, et c'est pendant que j'attendais, assis dans la petite salle d'où il était sorti et où nous étions retournés, qu'il me raconta l'histoire suivante :

« — Mon principal service, monsieur, débuta-t-il, consiste bien moins à tuer des Allemands qu'à empêcher des individus parfaitement honnêtes d'être tués ou malmenés par le peuple. Pas plus tard que la nuit

dernière, on m'a amené trois hommes, tous trois de forts gaillards et Français, cela ne faisait pas l'ombre d'un doute. Ils ne prenaient certes pas leur parti de leur arrestation, mais à chaque question que je leur posai, ils se bornaient à m'envoyer au diable. Ce n'était pas la tactique habituelle d'un espion présumé, car un espion, en général, se montre fort doucereux et conciliant jusqu'à l'heure où, considérant la partie comme perdue, il donne libre cours à son insolence. Je réfléchis toutefois que la violence de mes trois compagnons pouvait bien aussi n'être, somme toute, qu'une feinte habile, mais je ne pus, malgré tous mes efforts, me convaincre que d'une chose, c'est qu'ils étaient sinon ivres-morts, du moins abominablement gris. Leur crime était d'avoir été surpris, musardant, le nez contre terre, dans un champ contigu aux fortifications. De quelque façon que je m'y prisse, je ne pus obtenir d'eux aucune explication. A la fin, le plus solide des trois fit le geste de tirer un couteau de sa veste. Aussitôt, et non sans peine, une douzaine de mes hommes s'emparèrent de lui et réussirent à lui arracher son vêtement. Qu'aperçûmes-nous, dissimulé entre son gilet et sa chemise ? une large lame, de l'aspect le plus terrifiant, véritable arme d'assassin.

— C'est un espion prussien, bien sûr ! s'exclama en chœur toute la chambrée.

J'examinai avec soin le formidable couteau, tâchant de déchiffrer le nom du fabricant, et, ce faisant, je le flairai... A l'aide d'une bougie, je scrutai de nouveau la physionomie des prisonniers. — Ces gens-là sont ivres simplement, conclus-je aussitôt ; ce que vous avez de mieux à faire, c'est de les reconduire chez eux.

— Mais le couteau ? insista le sergent.

— Il n'y a rien à dire au sujet du couteau, répliquai-je.

— Je vous crois qu'il n'y a rien à dire, grommela le propriétaire de l'arme suspectée, vu qu'il me sert toute la journée à couper des provisions pour ces maudits Parisiens.

Mais mes hommes ne se contentèrent pas de cette explication, et m'entourant :

— Certainement vous avez fait un signe à cet individu, capitaine? hasarda le sergent ; vous savez, quand vous avez approché son couteau si près de votre visage ?

— Pas du tout, mon ami ; je le sentais simplement. Et il empoisonnait l'oignon !

Cet épisode vous donnera une idée, monsieur, de la vie qu'ils me font mener. Pourtant, ajouta-t-il, je vous demanderai comme un service personnel de ne parler à personne de votre mésaventure. Il n'y a pas de ma faute, comme vous voyez ; mais nous sommes déjà en si mauvaise odeur au ministère de la guerre, que je ne voudrais pas que ce fait vînt encore corroborer notre réputation d'indiscipline tapageuse, hélas ! quelque peu justifiée. »

Je lui fis sans hésiter la promesse qu'il attendait de moi, et je l'ai, jusqu'à ce jour, tenue fidèlement.

CHAPITRE XIII

Le siège. — L'approvisionnement de Paris. — Ce que mangent et ce que boivent les Parisiens. — Ingéniosité des ménagères françaises. — L'hippophagie. — Les idées de M. Gagne. — Nouveaux jardins suspendus. — Gambetta quitte Paris en ballon. — Nadar et Napoléon III. — Les pigeons voyageurs. — Un concert au Cirque National. — Un déjeuner pour deux chez Durand. — *Le Roi s'amuse* au Théâtre-Montmartre. — Ni gaz, ni bois, ni charbon. — Le prix de certaines denrées. — Bonne humeur gouailleuse des Parisiens. — Cupidité des marchands. — Littérature culinaire. — L'*Utopie* de Thomas More. — Un ex-lieutenant de la légion étrangère nous invite à déjeuner. — Nous mangeons du rat. — Maigres ressources des indigents. — Provisions cachées. — Le beurre. — Menu du dîner des Gens de lettres du 1er janvier 1871. — Autre menu du Jockey-Club. — Le bombardement. — Plus de pain! — Fin du siège.

Je ne suis pas militaire et n'ai rien d'un soldat; aussi ai-je assez naturellement laissé de côté les divers problèmes techniques et stratégiques qu'impliquaient la campagne et le siège. Mais, malgré mon ignorance en ces matières et en dépit des échecs réitérés subis par les troupes du général Trochu dans leurs tentatives de trouée, je reste convaincu que les Allemands n'eussent jamais pris Paris d'assaut. Bien des années auparavant, de Moltke avait exprimé dans sa correspondance son opinion à ce sujet, non pas précisément à l'égard de la capitale de la France, mais, de manière générale, à l'égard de toute ville fortifiée renfermant plus de cent mille habitants. Une telle agglomération, disait-il en substance, car je ne me rappelle pas le texte même de ses paroles, une telle agglomération

strictement bloquée et isolée du reste du monde succombe d'elle-même.

En conséquence, et il est presque oiseux de le dire, de toutes les questions sociales soulevées par un siège, le problème de l'alimentation devient pour l'observateur l'un des plus intéressants. Au reste, même dans des conditions normales, la manière de se nourrir de la moyenne des Parisiens vaut vraiment la peine d'être étudiée. Le Parisien passe en général d'un pôle à l'autre pour la plus sobre des créatures du monde civilisé. Je ne crois pas pourtant qu'il absorbe moins d'alcool que le commun des Anglais ou des Allemands. L'alcool que boivent les Français est plus coupé, voilà tout. Une femme ivre est, soit à Paris, soit en province, un spectacle fort rare; mais, d'un autre côté, il n'y a peut-être pas dans les basses classes une femme sur mille qui consomme moins d'une demi-bouteille de vin par jour; quant aux femmes du monde, il n'en est guère qui ne s'offrent avec leur café un ou deux petits verres de chartreuse après chaque repas. Souvent le soir, au café, on entend commander pour une dame un grog américain aussi bien que pour le cavalier qui l'accompagne. Et je parle ici de femmes distinguées par la naissance et par l'éducation, épouses d'hommes comme il faut et bien posés, et non d'irrégulières appartenant au demi-monde, au quart de monde ou à quelque catégorie inférieure encore.

Mais en voilà assez sur cette question de la boisson, qui, depuis ma visite à l'Entrepôt, ne me préoccupait plus, ou plutôt me préoccupait à un nouveau point de vue, tout différent. Je me demandais maintenant si cette pléthore de vin ne deviendrait pas pour Paris un danger aussi réel que la pénurie tant redoutée d'aliments solides. Mes craintes ne se trouvèrent que trop justifiées.

Les Français, les Parisiens surtout, non seulement mangent beaucoup de pain, mais se montrent extrême-

ment délicats au sujet de sa qualité. J'ai là une note établissant que pendant l'année 1868-69 la consommation du pain à Paris s'est élevée, sans distinction d'âge ou de sexe, à un peu moins d'une livre anglaise (1) par tête et par jour; la note constate que le pain de seconde qualité n'entre dans ce total que pour une très minime proportion; cette seconde qualité valait pourtant celle qui est vendue comme première par plus d'un boulanger de Londres. J'en parle savamment, ayant tenu à goûter ce pain que la municipalité s'était fait un devoir de taxer afin de le procurer aux classes pauvres à un sou la livre meilleur marché que le pain de luxe; malgré cette différence appréciable de prix, l'ouvrier français n'en voulait point (2).

Même dans les plus humbles restaurants, c'est du pain de luxe qu'on sert aux clients; il faut, pour avoir du pain de ménage, le demander expressément; quant au petit pain mollet accompagnant le café au lait du matin, c'est devenu une chose de fondation, sauf chez les véritables indigents.

Pour la viande, je crois fort que, malgré tous les doutes soulevés sur cette question par les écrivains anglais, les ouvriers parisiens en mangeaient autant en 1870 que leurs confrères de Londres. On ne tient, en général, pas assez compte de ce fait que les premiers font par jour deux repas substantiels au lieu d'un. Il y a peu d'artisans anglais qui, le dimanche excepté, mangent à leur souper autre chose que du pain et du fromage; le prolétaire français, au contraire, consomme

(1) La livre anglaise est de 453 grammes 544 milligrammes. (*Note du Traducteur.*)

(2) Gœthe pendant son voyage en France remarqua que les paysans qui conduisaient sa voiture refusaient invariablement de manger du pain de soldat que lui-même trouvait pourtant à son goût. *L'Éditeur.*

Le fait rapporté par Gœthe se trouve consigné dans sa : *Campagne de France.* (*Note du Traducteur.*)

de la viande à midi et le soir à six heures. Toute la substance nutritive contenue dans les débris, autour des os, etc., généralement perdue pour l'Anglais, est utilisée en France jusqu'à la dernière parcelle. Quoi qu'il en soit, les statistiques, pour 1858, témoignent d'une consommation de près de huit onces anglaises de viande fraîche par jour et par tête. Et qu'on remarque bien que cette statistique est d'une stricte exactitude, puisque chaque livre de viande paye un droit d'octroi d'un sou à la sortie des abattoirs publics, et que la viande tuée supporte la même taxe aux portes de Paris; il n'existe pour ainsi dire point d'abattoirs privés.

A bien considérer les choses, on voit par ce qui précède que Paris ne se trouvait pas, en 1870, dans des conditions plus avantageuses que toute autre capitale menacée d'un siège. Paris n'avait guère à son actif que l'habileté des ménagères françaises, toutes, jusqu'à la plus humble, expertes en l'art de tirer grand profit de peu, à l'aide de légumes, de fruits, de sauces savamment préparées; encore, pour ces sauces, fallait-il du beurre, du lait, du lard, etc., tous ingrédients qui finissaient, comme le reste, par manquer. N'oublions pas cependant de mentionner aussi l'ingéniosité déployée dans les abattoirs publics pour utiliser en vue de l'alimentation les déchets de toute sorte provenant des animaux abattus. J'ai eu l'occasion dernièrement — en 1883 — de fréquenter pendant plusieurs semaines consécutives l'un des plus misérables quartiers de Londres. Je m'y rendais souvent à pied, car, je l'avoue non sans une certaine honte, le East-End était pour moi une région plus inconnue que maintes petites villes ignorées d'Italie, de France, d'Allemagne ou d'Espagne. Cette très remarquable observation d'un sociologue français que « la bataille de la vie se livre surtout en dessous de la ceinture » me revint à l'esprit au cours de ces pérégrinations et me parut s'appliquer très spécialement aux

classes inférieures. Et je puis dire sans hésitation que, à juger par Londres du reste du Royaume-Uni, en aucun pays du monde les indigents ne sont laissés dans une ignorance aussi profonde des principes les plus élémentaires d'une alimentation saine et à bon marché. Les pauvres français et allemands, comme ceux d'Espagne et d'Italie, ont à leur service une douzaine de mets peu coûteux et succulents dont nos Anglais pauvres n'ont aucune idée ; ces mets pourtant figurent comme entrées sur les tables des favorisés de la fortune et sur le menu des restaurants à la mode, sous le couvert de dénominations plus ou moins fantaisistes. L'ouvrier anglais est-il donc si absolument dépourvu d'économie et de sens commun que son mépris pour les étrangers lui fasse rejeter une leçon qui pourrait lui être si avantageuse? Je ne le crois pas. Le succès d'une leçon dépend en partie, j'imagine, de la manière dont elle est donnée. Un peu moins d'enseignement primaire, d'écoles du dimanche, de conférences bibliques, et, à leur place, quelques bons cours de cuisine pratique auraient bien vite triomphé de la difficulté.

Les Français, si conscients qu'ils soient de leur incontestable supériorité en matière culinaire, ne dédaignèrent pas alors, eux, d'accepter une leçon des étrangers. Prévoyant clairement le sort réservé au bétail parqué dans les squares et dans les jardins publics si la situation venait à se prolonger, et vu surtout l'approche de la mauvaise saison, les autorités s'adressèrent à M. Wilson, industriel irlandais résidant à Paris depuis bien des années, dont la grande expérience dans le commerce des salaisons pouvait leur rendre les meilleurs services. A peine avait-on jusqu'alors soumis à son procédé trente têtes de bétail, mais le nombre en augmente rapidement, et bientôt, bien que nous ne soyons encore qu'au commencement d'octobre, on peut prévoir, à aller de ce train-là, le jour prochain où il ne

restera à peu près plus un bœuf, un porc ou un mouton vivant dans Paris. Une cinquantaine d'Irlandais, sous l'habile direction de M. Wilson, travaillent sans désemparer à l'abattoir de la Villette; les Parisiens, ceux, du moins, assez privilégiés pour obtenir l'autorisation d'entrer, y affluent et surveillent avec un intérêt mêlé de curiosité ces préliminaires du régime de viandes salées qui les menace. Le fourrage ainsi économisé ira aux chevaux; le bruit court toutefois qu'un savant fort éminent conseille qu'on les abatte eux aussi pour les saler... Seuls, ceux réservés aux besoins de l'armée échapperaient à cet holocauste sur l'autel du patriotisme. M. Gagne, le même qui depuis nombre d'années fait le bonheur des Parisiens comme candidat perpétuel aux honneurs parlementaires, M. Gagne ne s'arrête pas à l'hippophagie et, le plus sérieusement du monde, propose l'anthropophagie. « Un être humain, passé soixante ans, n'est plus ni utile, ni décoratif », s'écrie-t-il dans une réunion publique, « et comme preuve de la sincérité de ma conviction, je suis prêt à me livrer pour servir à la nourriture de mes nobles et malheureux concitoyens. » Pauvre garçon! fou à lier, mais de bonne éducation et doué d'un fonds inépuisable de sympathie pour l'humanité. Ses très modestes revenus, provenant d'une propriété de province, lui firent défaut dès que Paris fut investi; mais, bien que sa présence y fût absolument inutile, il refusa de quitter la ville assiégée. La collection, peu considérable, mais très précieuse, d'argenterie de famille qu'il possédait, s'en alla pièce à pièce à la Monnaie, vendue, non pour se nourrir lui-même, mais pour soulager d'autres affamés; car il n'était jamais las de faire le bien. Il rappela jusqu'au bout le navrant héros de Balzac, « le père Goriot », se séparant de ses trésors pour fournir aux prodigalités de ses filles dénaturées, car les Parisiens se montrèrent fort ingrats envers lui. Fou, il l'était, à coup sûr; mais

quel homme, possédant la plénitude de ses facultés mentales, eût fait preuve d'une plus sublime générosité?

Quoi qu'aient pu penser les Parisiens de cette question de la chair humaine considérée au point de vue de l'alimentation, celle du moins de la chair de cheval n'avait rien de nouveau pour eux. Depuis 1866, des tentatives fréquentes avaient été faites pour introduire et pour répandre l'usage de cette viande dans la nourriture du peuple; mais celui-ci, pour une fois, s'était montré assez logique dans sa tenace opposition. « C'est très joli, écrivait un journal voué à l'amélioration des classes populaires, c'est très joli pour quelques savants, assis autour d'une table bien garnie, de savourer les morceaux de choix d'un jeune cheval, tendre et parfaitement sain, surtout lorsqu'on leur sert le filet aux truffes et les rognons sautés au vin de Madère; mais ce jeune cheval, parfaitement sain, coûtera plus cher qu'un bœuf ou une vache également jeunes et sains. Et alors, où se trouve l'avantage? Pour se vendre à bon marché, la viande de cheval devra provenir de vieilles rosses mûres pour le couteau de l'équarrisseur, mais absolument impropres à l'alimentation humaine, et le travailleur non blasé, qui avec ses goûts simples fait fi de la venaison et du gibier trop faisandé, ne se souciera pas de ronger les os d'un coursier hors d'âge. Autant vaudrait proposer à un cannibale de se régaler d'un invalide. Le meilleur morceau du vieux brave serait sans contredit son bras ou sa jambe de bois, tout comme la partie la plus avantageuse de l'antique Rossinante serait sa peau et ses sabots, avec ou sans fers, et aucun être humain, que je sache, cannibale ou non, ne peut être appelé à transformer son estomac en bûcher ou en tannerie, en hotte de chiffonnier ou en entrepôt de vieux fer, serait-ce même pour flatter la manie du plus enthousiaste des théoriciens. »

Aussi la consommation des trois années qui sui-

virent la publication de cet article — 1866 à 1869 — ne dépassa-t-elle pas deux millions de livres ; et encore est-il bien douteux que, sur cette quantité, plus d'un seizième ait été absorbé sciemment par les consommateurs. Car le public, pendant ces trois années, avait été sans cesse fortifié dans sa répulsion manifeste par des rapports officiels venant confirmer les assertions du journaliste précité, et dénonçant la saisie de chevaux malades sur les routes conduisant aux quatre abattoirs qui leur étaient spécialement affectés. Je me rappelle que dans la même semaine vingt-quatre de ces animaux furent ainsi confisqués par les inspecteurs sanitaires. « Cette viande empoisonnée, ajoutait le *Moniteur,* aurait fort bien été consommée, jusque sur les tables les plus recherchées de la capitale, sous la désignation fallacieuse de saucissons d'Arles ou de Lorraine, ou encore de saucisses allemandes. Les fabricants n'offrent jamais ces denrées frauduleuses aux charcutiers de profession dont l'expérience les effraye, mais elles se débitent couramment chez les fruitiers, épiciers, revendeurs de tout genre et marchands de conserves. » L'effet de ce second article fut d'éveiller la méfiance de la population parisienne d'un bout à l'autre de l'échelle sociale.

Sur les vingt-deux boucheries hippophagiques ouvertes avec l'autorisation officielle du gouvernement, quatre avaient déjà disparu en quatre ans, et les dix-huit encore existantes ne faisaient pas des affaires bien brillantes, lorsque l'éventualité probable du siège remit de plus belle la question sur le tapis. Le public ne pouvait guère cette fois se montrer positivement hostile au projet ; mais quant à dire qu'il l'accueillit avec enthousiasme, comme l'ont avancé les quelques rares avocats du système, ce serait se mettre en opposition flagrante avec la vérité. Les Parisiens firent contre mauvaise fortune bon cœur, voilà tout. C'est un fait assez curieux, mais très positif, que j'ai depuis entendu

des gens vanter les mérites de la chair du chien, du chat, voire même du pâté de rats; certains allaient jusqu'à ajouter que, par occasion, même dans le courant ordinaire de la vie, ils ne craindraient pas d'en tâter de nouveau, mais jamais je n'ai rencontré le même bon vouloir lorsqu'il s'agissait de la viande de cheval. Je parle, bien entendu, de personnes impartiales et sans parti pris. Une chose certaine, c'est qu'à la fin du siège, la vue d'un chien ou d'un chat était devenue une curiosité dans Paris, tandis que, d'après les rapports officiels, il y restait encore trente mille chevaux.

L'Académie des sciences, sur ces entrefaites, attira de façon inusitée l'attention publique par le compte rendu de ses séances, dans lesquelles la question de l'alimentation était la seule discutée. Écoutez plutôt! Le professeur Dorderon lit un rapport sur l'utilisation du gras de bœuf et de mouton; il communique en outre un nouveau procédé pour l'emploi culinaire du gras de rognon qui jusqu'alors a défié les essais des chefs les plus fameux. Il prétend avoir découvert le moyen de lui ôter cette odeur et ce goût désagréables qui en interdisent l'usage, et de lui donner au contraire l'arome et la saveur des meilleurs beurres de Bretagne et de Normandie. M. Richard, maire de la Villette, présente les résultats d'expériences semblables tentées sur les détritus d'animaux, résultats que le célèbre chimiste M. Dumas déclare satisfaisants. M. Riche, l'un des principaux employés de la Monnaie, transforme le sang de bœuf en boudins que la docte assemblée déclare supérieurs à ceux préparés avec du sang de porc. Les propriétés nutritives de la gélatine sont aussi démontrées de la manière la plus scientifique, et l'Académie des sciences devient peu à peu le rendez-vous des beautés de Paris en quête de leçons sur l'art culinaire approprié aux circonstances.

— Mais, monsieur, interroge l'une d'elles, main-

tenant que nous avons du beurre, veuillez nous dire d'où nous viendront les épinards.

— Que cela ne vous inquiète pas, madame, lui est-il répondu, si vous voulez la semaine prochaine nous honorer de votre présence, un de nos savants amis du Jardin des Plantes vous enseignera la manière de faire pousser en moins de quinze jours des salades et peut-être des asperges sur vos fenêtres ou votre balcon.

Le célèbre professeur, en répliquant ainsi, ne songe aucunement, comme il serait permis de le supposer, à mystifier sa charmante interlocutrice; ce qu'il dit là, il le croit sincèrement; et une semaine plus tard, quand « l'ami du Jardin des Plantes » a parlé, il s'ensuit une véritable invasion chez tous les marchands de graines avoisinant le Châtelet; chacun tâche de se procurer des pots de fleurs, et c'est par longues files que l'on rencontre dans Paris des brouettes remplies de terre végétale. Où que l'on aille, l'œil s'arrête sur de vigilantes ménagères surveillant avec amour les caissettes de bois installées sur leurs balcons; l'éminent acteur et auteur dramatique M. Philippe Lockroy, père d'Édouard Lockroy, le futur ministre de la troisième République, demande sérieusement pourquoi l'on n'en reviendrait pas aux jardins suspendus de Sémiramis : il prêche d'exemple en convertissant son balcon du cinquième étage en jardin maraîcher, et la chambre à coucher de son fils devient, au désespoir indigné de celui-ci, l'entrepôt des outils de jardinage, du terreau et d'une autre matière encore plus odorante, bonne aux légumes, mais dont le parfum n'est pas pour embaumer un appartement. J'ajouterai en passant que M. Philippe Lockroy ne s'en tint pas à cet essai et n'abandonna pas sa culture aérienne dès que la nécessité eut cessé de s'en faire sentir, car à l'heure où j'écris — 1883 — il vient d'obtenir un prix pour des poires ayant poussé et mûri sur ce même balcon.

La manie s'étendit, et chacun devint pour un temps maraîcher en chambre. M. Pierre Joigneaux lui-même, horticulteur de renom et de plus écrivain habile, n'y échappa pas et en fut atteint comme les autres. La chose en soi était parfaitement faisable, ainsi que l'a prouvé postérieurement l'expérience de M. Lockroy; mais du moins ce dernier n'imitait-il pas le nègre de naïve mémoire qui déterrait au bout d'une heure les pommes de terre qu'il venait de planter, afin de constater les progrès de leur croissance. Que des personnes absolument inexpérimentées aient pu croire à de pareilles chimères, le fait n'a rien de bien surprenant; mais il était amusant de voir un M. Joigneaux, qui ne pouvait, lui, arguer de son inexpérience, fournir néanmoins les fonds nécessaires à un Anglais venu pour lui proposer de tenter l'application de cette folle théorie. « J'étais convaincu que je ne le reverrais jamais ! » nous racontait-il au Café de la Paix, quelques jours plus tard; mais, malgré notre déférence pour son caractère, nous ne pouvons guère admettre cet habile désaveu de sa très réelle crédulité. « J'étais convaincu que je ne le reverrais jamais. Contrairement à mes prévisions, mon Anglais revint, et accompagné d'un commissionnaire chargé du matériel nécessaire. Je ne m'en suis mêlé en rien et me suis borné tout simplement à suivre de près sa tentative. Je sais qu'en Angleterre on obtient ainsi de la verdure, mais je me rends bien compte en même temps de la différence qui existe entre la production de quelques brins d'herbe et celle d'une récolte sérieuse. »

D'autres, plus ingénieux encore, affirmaient qu'étant donnée la possibilité d'obtenir des légumes en quinze jours avec de la lumière et quelques poignées de terre, il devait être facile de se procurer des champignons à l'aide d'une couche de terre plus épaisse habilement disposée dans une cave obscure.

On pouvait encore — heureusement — se rabattre sur un jardin potager moins hypothétique. Il s'étendait entre les fortifications et les forts et avait été dans le début quelque peu dévalisé, mais le gouvernement organisa bientôt avec les hommes qu'on n'avait pu armer plusieurs compagnies de cultivateurs dont les uns bêchaient et plantaient tandis que les autres faisaient bonne garde contre les maraudeurs. Leur uniforme très simple se composait d'un képi noir liséré de rouge et d'une ceinture rouge nouée autour de la taille. Bien que la besogne n'allât pas sans quelque danger, puisqu'il n'était pas rare qu'une balle allemande égarée couchât à terre l'un des leurs, ces gens ne se trouvaient pas, à tout prendre, les plus mal partagés.

« Nous avons presque tout ce qu'il nous faut », écrit alors un journaliste facétieux, « et maintenant voilà que ce bon et brave garçon de Gambetta s'en va dans la lune nous chercher du fromage à la crème pour notre dessert. »

Le bruit courait effectivement, depuis quelques jours, du départ imminent, — et par ballon, — du ministre de la guerre pour Tours. La date de ce départ avait été fixée au 7 octobre, et ce jour-là la petite place Saint-Pierre, située sur les hauteurs de Montmatre, était dès midi noire de monde.

Le « grand homme d'État », le « héros qui doit soulever les provinces et en obtenir des efforts inouïs pour purifier le sol sacré de la France de la souillure que lui inflige la présence des barbares Teutons », Gambetta, en un mot, n'est pas encore arrivé au moment où je me fraye non sans peine un passage à travers la foule, accompagné d'un de mes proches parents, officier d'état-major du général Vinoy. Le souvenir tout récent de ma mésaventure de l'avenue de Clichy m'eût, je l'avoue, empêché de m'y rendre seul.

On a établi un poste militaire sur la place Saint-

Pierre, et je me demande curieusement s'il va rendre les honneurs au « grand homme d'État »; je me demande encore si Nadar, le fameux Nadar que j'aperçois dominant la foule et donnant ses dernières instructions, traitera Gambetta avec la même courtoisie sommaire dont il usa jadis à l'égard de Louis-Napoléon. On sait l'histoire : l'Empereur était venu assister, au Champ de Mars, à l'ascension du ballon *le Géant*. L'attitude de Nadar en cette circonstance rappela celle d'Élisabeth envers la femme de l'évêque anglican Parker. « Je ne puis vous appeler madame, avait dit la Reine, et j'hésite à vous appeler mistress. » Ainsi, trop fervent républicain pour traiter Louis-Napoléon de « Majesté » et trop bien élevé pour insulter son impérial invité en l'appelant « monsieur », Nadar prit le parti de tourner la difficulté : il se plaça d'avance dans la nacelle, et, avant que le souverain ait pu l'interpeller, dès son approche, l'ordre de « Lâchez tout! » enlevait l'aéronaute dans les airs et le tirait de cette impasse.

Gambetta arriva-t-il en voiture, je n'en sais rien; en tout cas, son véhicule ne parut pas sur la place Saint-Pierre; il l'avait sans doute, comme le commun des mortels, laissé au bas de la pente, fort rapide, comme on sait. A voir la façon dont il reçut l'acclamation formidable qui retentit à sa vue, on l'aurait pu croire accoutumé dès le berceau aux hommages populaires. M. Spuller, qui devait faire le voyage avec lui, l'accompagnait, et je remarquai dès lors la bizarre ressemblance de cet homme avec M. Spurgeon (1). Parfaitement impassible, il ne semblait au reste réclamer aucune part dans les vivats de la foule, alors que Gambetta prodiguait à l'envi, de droite et de gauche, les saluts et les sourires, au grand divertissement, disons-le,

(1) Célèbre prédicateur non conformiste anglais, né en 1834. Sa popularité fut considérable, dès 1856, non seulement en Angleterre, mais dans le monde protestant tout entier. *(Note du Traducteur.)*

de Nadar, dont je surpris le ricanement discret ; discret, car, malgré la franchise hardie dont il était coutumier, Nadar savait toujours rester poli. Peu charmé pourtant du tour que prenaient les choses et désireux d'en finir au plus tôt, l'aéronaute brusqua le départ. Et Gambetta, debout au bord de la nacelle, saluait encore de la main son bon peuple de Paris, lorsque, au soudain essor du ballon, pris à l'improviste et perdant l'équilibre, le futur dictateur s'effondra dans les bras de son compagnon.

Le ballon s'éleva rapidement, disparut à nos regards, et le même soir, vers neuf heures, nous apprîmes qu'il avait heureusement atterri dans le département de l'Oise, à vingt kilomètres environ de Clermont.

A partir de cette époque, l'ascension des ballons montés, contenant une, deux, quelquefois trois cages de pigeons voyageurs, devint la distraction favorite des Parisiens, qui n'auraient pas mieux demandé que d'en voir partir journellement une douzaine. Car, pour eux, le départ d'un ballon, ce n'était pas seulement la transmission en province des nouvelles de la ville assiégée, c'était, bien plus encore, le retour espéré des messagers ailés qui rapporteraient peut-être sous leur doux plumage l'annonce réconfortante d'un mouvement agressif des provinces arrivant à la rescousse. Cet ardent espoir de délivrance ne prenait pas sa source soit dit à l'honneur des Parisiens, dans l'unique désir d'échapper aux privations et aux souffrances physiques. Les trois quarts d'entre eux eussent de grand cœur supporté pire encore dans l'espérance d'une terrible défaite infligée aux Allemands, soit par leurs propres troupes, soit par les recrues des provinces.

Mais bien que la Compagnie du gaz ait accompli des merveilles, puisqu'elle a fourni déjà au gonflement de cinquante-deux ballons depuis le blocus définitif, ou pour mieux dire à cause de cela même, elle ne peut

plus désormais faire davantage. La série des expériences n'en est cependant pas ralentie : tandis que les frères Godard établissent leur quartier général à la gare d'Orléans, MM. Dartois et Yon s'installent à la gare du Nord, et l'amiral Labrousse, inventeur déjà d'un affût de canon fort ingénieux, s'occupe activement du problème de la direction des ballons ; le gouvernement s'empresse d'accorder un subside de quarante mille francs à M. Dupuy de Lôme pour seconder l'amiral dans ses recherches. Une exposition permanente du matériel nécessaire à la navigation aérienne s'organise au Grand-Hôtel, sous la direction entendue de MM. Horeau et Saint-Félix. Partout le public afflue, et pour un instant cet espoir naît dans les cœurs que, bien qu'il ne puisse pas désormais être loisible à tous d'aller et venir librement comme les oiseaux, du moins il nous sera peut-être donné de rester, à l'aide de ces engins nouveaux, en communication permanente avec le monde extérieur. M. Granier ne vient-il pas de proposer l'établissement, sans le secours de poteaux, d'un télégraphe aérien ? Le fil conducteur, enfermé dans un tube en gutta-percha rempli d'hydrogène sera maintenu par ce gaz à une altitude de mille à quinze cents mètres ; quant au câble, il sera filé par ballon. M. Gaston Tissandier, dont la compétence est grande en ces matières, se montre favorable au projet. Mais, hélas ! il n'aboutit pas, et nous en sommes réduits de nouveau à nous rabattre sur des systèmes moins ingénieux et plus vulgaires.

En d'autres termes, nous essayons, à prix d'argent, de pousser de hardis compagnons à traverser les lignes prussiennes. Beaucoup tentent la périlleuse aventure, et, pendant quelques semaines, les journaux et les affiches sont envahis par les réclames d'une agence privée se chargeant de la réception et de l'envoi des dépêches au prix uniforme de dix francs par lettre. Les messagers partent en grand nombre, beaucoup re-

viennent presque immédiatement, rebutés par l'impossibilité de l'entreprise ; quant à ceux qu'on ne revoit pas, ils ont été tués sans doute par les Prussiens, car aucun d'eux n'arrive à destination.

On pense alors, pour le transport des dépêches, à utiliser les chiens de bergers, ou, mieux encore, de contrebandiers dont il existe des milliers sur les frontières de Suisse et de Belgique. L'Administration des postes va jusqu'à offrir deux cents francs par sac de dépêches délivré dans un délai de vingt-quatre heures après le départ de l'animal, avec une diminution de cinquante francs par chaque nouveau délai de vingt-quatre heures. Mais les malheureux chiens tombent victimes des sentinelles prussiennes, pas un seul ne réussit à gagner les avant-postes français. Il ne nous reste, comme ressource dernière, que le pigeon voyageur.

Nous n'en sommes pas toutefois pour cela découragés, et moins d'un mois s'est écoulé depuis l'investissement que les Parisiens réclament déjà à grands cris leur plaisir préféré : le théâtre. Il se produit naturellement bien des divergences d'opinions au sujet de l'opportunité de cette mesure, et nous y gagnons quelques excellents articles pétris d'esprit et agrémentés de force anecdotes historiques prouvant que si ignorants qu'ils puissent être à certains égards, les journalistes français possèdent du moins, dès qu'on aborde la question du théâtre, un fonds inépuisable de parallèles.

« En 1792, rappelait l'un, les Lillois s'en allaient tranquillement au spectacle pendant que les bombes pleuvaient sur leur malheureuse cité. Pourquoi serions-nous et moins gais et moins courageux ? »

« Néron, c'est vrai, chantait en s'accompagnant sur la lyre pendant l'incendie de Rome », rétorquait un autre, « mais Paris n'est pas encore en feu ; et flamberait-il déjà que le Néron responsable de cette catastrophe n'est pas ici, mais à Wilhelmshohe, où nous

pouvons être sûrs que nos angoisses et nos privations ne lui font pas perdre une bouchée. S'il ne joue pas de la lyre ou du violon, c'est parce que, comme son oncle, d'illustre mémoire, il n'est pas musicien. »

« Quoi qu'il arrive, disait M. Francisque Sarcey dans le *Gaulois,* l'art doit planer au-dessus de tout ; le théâtre n'est pas dans les circonstances actuelles un plaisir plus inconvenant que la lecture d'un bon livre ; c'est précisément dans les heures les plus sombres et les plus tristes de son existence que l'homme a besoin d'une distraction qui l'empêche momentanément de s'appesantir sur ses souffrances. »

A quoi Thomas Grimm, du *Petit Journal,* au nom du parti adverse, lui réplique aussitôt : « S'il m'est permis d'intervenir dans une question aussi grave, je n'hésite pas à dire que le temps n'est pas venu de chanter et de s'amuser. Il me paraît douteux que les spectateurs ne soient pas entraînés à penser malgré eux à d'autres scènes qui se jouent ailleurs, au même moment, non pas derrière la rampe. Et quand bien même leur attention tout entière serait concentrée sur l'agréable fiction déroulée devant eux, le son lointain du canon grondant à leurs oreilles ne les rappellera-t-il pas plus d'une fois à la sombre réalité? »

Mais la glace était rompue, et le dimanche 23 octobre, le Cirque National rouvrait ses portes pour un concert.

Ainsi que mes lecteurs ont pu s'en apercevoir par la lacune involontaire qui en est résultée dans ces Notes, j'avais, depuis les cinq dernières années, cessé d'être comme par le passé l'hôte assidu des théâtres et des concerts ; toutefois, pendant le siège, en dépit des occupations multiples dont je me trouvais surchargé et sur la nature desquelles je n'ai pas à insister ici, je ressentis soudain un besoin réel de distractions. Les soirées se faisaient fraîches, mon compagnon de prédilection me manquait, retenu par son service auprès du

général Vinoy, et l'avouerai-je? bien que j'eusse à ma disposition des ressources illimitées quant à l'obtention des choses matériellement nécessaires à la vie, et sans que je sois le moins du monde d'un naturel économe, la question du chauffage contribuait pour sa part à me pousser hors de chez moi. A vrai dire, le bois ne coûtait encore que six francs les cent kilogrammes, mais quel bois! Si jadis l'anonyme inventeur du vieux proverbe bien connu avait vu pareil combustible dans la cheminée devant laquelle il méditait ses sentences, jamais, certes, il ne lui fût venu à la pensée d'écrire : « Il n'y a pas de fumée sans feu. »

Des amicales causeries au coin de l'âtre dont j'avais si pleinement joui depuis tant d'années, il n'était plus question. Presque tous mes intimes, pris par le service militaire, passaient leurs heures de loisir, soit au lit à se reposer des fatigues et des désagréments des longues nuits de corvée, soit au café ou dans les restaurants où se colportaient librement les nouvelles de tout genre, la plupart, disons-le, du caractère le plus anecdotique. Au reste, tant que ne manquèrent ni la lumière, ni le combustible, les restaurants et les cafés furent peut-être, à tout prendre, plus amusants pendant le siège que je ne les avais jamais vus. Un des traits les plus plaisants de ces réunions nocturnes était sans contredit la présentation de la note du dîner. Les prix du Café de Paris, à ses plus beaux jours, n'étaient que de la plaisanterie comparés aux totaux actuels. On en jugera par cette note d'un déjeuner pour deux chez Durand :

Hors-d'œuvre (radis et saucisson)	Fr.	10 »
Entrée (navarin aux pommes de terre)		18 »
Filet de bœuf aux champignons		24 »
Omelette sucrée (trois œufs)		12 »
Café		1 »
Une bouteille de vin de Mâcon		6 »
Total	Fr.	71 »

Le pain et le beurre étaient compris dans les hors-d'œuvre, mais on voudra bien remarquer aussi que nous avions demandé l'entrée et le filet de bœuf *pour un*, suivant l'expression consacrée, et que Durand restait au surplus le meilleur marché des cinq restaurants ayant conservé leur clientèle ordinaire. Bignon, Voisin, le Café de la Paix et le Café Anglais étaient infiniment plus chers. Les clients de ce dernier établissement, soit dit en passant, mangèrent du pain blanc jusqu'au 16 décembre.

Je me résolus donc à me rendre au concert du Cirque National et à prendre part désormais à tous les plaisirs variés qui pourraient nous être offerts. Rarement ai-je vu à l'entour d'un théâtre foule plus pressée que ce soir du 23 octobre, et je doute fort que le but charitable de la représentation ait été pour quelque chose dans cette affluence, car, en ce cas, le public non admis n'eût pas moins déposé son obole au bureau de location, ce que ne firent pas les évincés que j'entendis proférer en s'éloignant des paroles confuses ne ressemblant que de fort loin à une bénédiction. Leur charité évidemment, si charité il y avait, n'entendait pas se dépenser cette après-midi-là à l'ombre du foyer domestique.

La représentation débuta par un sermon de charité donné par l'abbé Duquesnay, le zélé et très agissant curé d'une des paroisses les plus populeuses de Paris. Je redonnerais bien volontiers dix francs pour entendre de nouveau un semblable sermon. L'abbé, bien certainement, avait pris Laurence Sterne pour modèle; de ma vie, je n'ai rien entendu de plus enlevé, comme verve et comme brio. Pas la moindre tentative au reste pour vous assommer d'arguments mystiques et vous jeter pour ainsi dire la religion à la tête. En revanche, bon nombre de citations sur les avantages de la bienfaisance, citations tirées pour la plupart de Shakespeare et admirablement traduites, il est à croire, par l'orateur

lui-même, qui termina ainsi : « Je n'ai pas souvenir d'un seul avare qui, converti par mon ministère ou par celui d'un de mes confrères du sacerdoce, soit devenu foncièrement charitable. Car, si l'avare se décide à donner, c'est que, en vertu de la parole évangélique que vous connaissez tous, il considère son aumône comme un prêt consenti au Seigneur. Maintenant, mes bons amis, permettez-moi donc de vous soumettre mon interprétation personnelle du texte sacré. Dieu, il est vrai, est la justice même, et, selon sa promesse, il payera bien au centuple les intérêts réclamés par ce prêteur rapace; mais je crois fort aussi que, ce premier compte une fois réglé, il le traduira comme usurier devant le tribunal suprême. En conséquence, si vous aviez l'idée de placer votre argent de cette manière en prenant Dieu comme caution, vous ferez mieux, croyez-moi, de le garder dans votre bourse. »

L'allocution terminée, l'orchestre, conduit par Pasdeloup et composé pour les neuf dixièmes de musiciens en uniforme militaire, exécute l'ouverture de la *Muette de Portici*. Pasdeloup est un Allemand naturalisé, il s'appelle en réalité Wolfgang, mais le public ne semble y attacher aucune importance; il ne proteste pas davantage contre l'introduction dans le programme de deux musiciens allemands : Weber et Beethoven; l'œuvre de ce dernier est, au contraire, bissée avec frénésie. C'est, si je ne me trompe, la symphonie en *mi bémol;* on y a adapté des paroles de Victor Hugo, et Mme Ugalde enlève l'hymne entraînant de *Patria*.

Il existe, au sujet de cet hymne, une petite anecdote peu connue. Elle me fut racontée, un jour ou deux après le concert, par Auber, qui la tenait lui-même de Joseph Dartigues, critique musical au *Journal des Débats* lors de l'incident.

Hugo, tout jeune encore, se trouvait, un soir, au

Théâtre de Madame, devenu depuis le Gymnase. On y donnait une pièce de Scribe : *la Chatte métamorphosée en femme,* et Jenny Vertpré, que nos grands-pères ont applaudie en 1835 au Théâtre Saint-James, y tenait le rôle principal. Notre poète, toutefois, médiocrement empoigné par l'intrigue, les dialogues et les vers, n'y prêtait qu'une oreille distraite, lorsque, aux premiers accords de l'invocation hindoue, il se redressa brusquement sur sa chaise, charmé tout à coup. La mélodie achevée, sans attendre la fin de la pièce, Hugo quitta la salle, se fredonnant encore à lui-même l'air qui l'avait si fort captivé; car, malgré la répugnance qu'il éprouva toujours à confier ses drames aux librettistes pour les approprier aux exigences de l'opéra (1), il était grand amateur de musique. Le lendemain matin, rencontrant Dartigues sur le boulevard des Italiens, alors le boulevard de Gand, il lui communiqua aussitôt son impression musicale de la veille et lui recommanda d'aller en juger par lui-même :

— C'est tout autre chose que les stupides rapsodies qu'on entend d'habitude.

Peu de jours après, nouvelle rencontre des deux amis :

— Eh bien! êtes-vous allé entendre cet air au Théâtre de Madame? interrogea Victor Hugo.

— Oui, lui répondit Dartigues, cela ne m'étonne pas que vous l'aimiez, c'est du Beethoven.

Si incroyable que cela paraisse, Hugo ne connaissait pas même de nom le célèbre compositeur allemand. On était alors en France très ignorant de la musique classique. Mais Hugo n'oublia jamais cette symphonie et, plus tard, en exil, composa les admirables paroles si bien chantées par Mme Ugalde au Cirque National.

(1) Hugo a fait pourtant lui-même un opéra : *Esmeralda,* mis en musique par Mlle Louise Bertin. *(Note du Traducteur.)*

L'impulsion donnée, les murs de Paris ne tardèrent pas à se couvrir derechef d'affiches de théâtre et de concert, tout comme si les Allemands n'avaient pas été aux portes de la cité. J'allais presque partout, et j'eus le regret de voir la majorité des acteurs et des actrices, naguère encore comblés de faveurs et d'honneurs par Louis-Napoléon, rivaliser, aurait-on cru, à qui jetterait le plus d'opprobre sur lui et sur son règne.

L'une des rares et très honorables exceptions à cette déplorable attitude fut M. Got; invité à réciter les *Châtiments*, de Victor Hugo, il se refusa — non sans quelque emphase — à « accabler un vaincu du sort ».

L'ancienne loge impériale de la Comédie-Française était affectée à l'usage des convalescents, soignés à l'ambulance du théâtre.

J'ai entendu, pendant cette période, Melchissédech et Taillade, Caron et Berthelier, et pourtant c'est le souvenir d'une représentation du Théâtre-Montmartre qui surnage et survit à toutes les autres dans ma mémoire; on y reprenait *Le Roi s'amuse*, de Hugo. Dans le cours ordinaire des choses, je n'aurais pas entrepris cette lointaine expédition pour entendre une pièce quelle qu'elle soit, fût-ce même celle-là, réputée le chef-d'œuvre de Victor Hugo; mais, en l'occurrence, la tentation était irrésistible. Joué une seule fois à Paris, le 22 novembre 1832, ce drame avait été suspendu dès le lendemain par ordre gouvernemental. Alexandre Dumas père, Théophile Gautier, Nestor Roqueplan, tous spectateurs de la première et inoubliable représentation, m'en avaient maintes fois vanté les beautés de premier ordre. Je m'étais promis de le lire et ne l'avais pas fait. L'eussé-je lu que, très probablement, dans la crainte justifiée d'y perdre le charme et la fraîcheur de mon impression première, je ne serais pas allé ce soir-là à Montmartre. Cette représentation, hommage rendu au génie du grand poète, était encore et surtout une

sorte de défi jeté par la jeune République aux régimes qui l'avaient précédée; pourquoi, dira-t-on, la seconde République n'avait-elle pas autorisé cette reprise? Je n'ai jamais pu le démêler clairement.

Nous gravîmes donc péniblement, mon compagnon et moi, la pente rapide de la rue des Martyrs, et à peine débuchés sur la place du Théâtre, nous comprîmes, à la cohue énorme envahissant le petit square, qu'il se préparait évidemment quelque chose d'inusité. Nous arrivâmes pourtant, en jouant des coudes, à nous procurer deux fauteuils et à pénétrer dans la salle. On avait remédié tant bien que mal à l'insuffisance de la lueur faiblement projetée par le gaz en installant çà et là des lampes au milieu de l'auditoire et des bougies sur la scène. Pas une place ne restait inoccupée. L'ouverture, composée de fragments de *Rigoletto*, souleva une tempête d'applaudissements, et aussitôt le rideau se leva. La scène représente, on le sait, le somptueux vestibule du Louvre de François Ier; on y voit le Roi, entouré de ses courtisans et de ses favoris; autour de lui, clopin-clopant, évolue Triboulet, son mauvais génie, tel que l'a décrit Victor Hugo.

Grand fut mon désappointement. J'étais venu, prêt à admirer, n'espérant ni de superbes décors, ni des costumes somptueux, ni un jeu transcendant de la part des acteurs, mais comptant du moins sur une interprétation respectueuse de l'immortelle création d'un grand poète. Peu familier encore avec l'art provincial tel qu'il existe en Angleterre, je ne pouvais m'imaginer une représentation de Shakespeare, par exemple, que dans les conditions de mise en scène qui ont prévalu dans les meilleurs théâtres de Londres. J'ai lu depuis, toutefois, le récit des faits et gestes de ces troupes ambulantes de cabotins, mais je ne crois pas que la plus humble d'entre elles ait jamais pu se rendre coupable, dans le fond comme dans la forme, d'un iconoclasme

aussi profond que celui dont je fus pendant cette soirée le témoin attristé; l'impression ressentie, loin d'être comique, en était absolument douloureuse. Et ce n'était pas, certes, la percaline lustrée remplaçant le brocart et le grossier tissu faisant l'office de dentelles qui m'horripilaient jusqu'à la souffrance, mais bien la pitoyable et notoire incapacité de tous ceux qui étaient là, acteurs et public, à saisir le sens du plus simple vers. On leur avait dit que cette pièce était un réquisitoire à outrance, non pas seulement contre un roi libertin en particulier, mais contre des générations et des générations de gouvernants débauchés et corrompus. Et pour rendre la leçon plus frappante, ils avaient fait de Saint-Vallier un vieux radoteur imbécile, de Triboulet un entremetteur ; François Ier n'était plus qu'un Bill Sykes amoureux, et la fille infortunée de Triboulet, la poétique Blanche, une misérable hystérique se glorifiant de son déshonneur.

J'ai vu *Orphée aux Enfers,* la *Belle Hélène* et la *Grande-Duchesse;* j'ai entendu Schneider à son apogée et à sa décadence, alors que des hommes bien élevés s'esclaffaient et des femmes du meilleur monde trépignaient à des allusions à faire rougir un charbonnier de Londres; mais jamais, jamais je n'ai rien vu d'aussi dégradant que cette représentation.

Et lorsque, enfin, les *dramatis personæ* se groupant autour d'un buste d'Hippocrate, — remplaçant pour la circonstance celui, introuvable alors, de Victor Hugo, — l'un d'eux s'avança pour déclamer les *Châtiments*, je me retirai, écœuré, espérant bien n'avoir jamais à subir dans l'avenir pareille exhibition. C'est la première leçon de haine des rois donnée au peuple de propos délibéré que j'aie entendue. Les disciples promettaient, et, lorsque éclata la Commune, je n'en fus qu'à moitié surpris. Bien avant cette sinistre époque, j'en étais arrivé à cette conclusion, qu'il fallait moins redouter les *bar-*

bares cernant Paris que ceux-là mêmes qui s'agitaient au cœur de la cité; les premiers du moins croyaient en leur chef, les autres, au contraire, ne venaient-ils pas d'arborer hardiment leur devise, si grosse de menaces : *Ni Dieu ni maître!*

Voici pourtant venir les longues nuits d'hiver. La provision de gaz est épuisée, ou peu s'en faut ; le bois, ce bois atroce qui ne brûle pas, vaut aujourd'hui sept francs cinquante les cent kilos. Le bœuf et le mouton ont entièrement disparu de l'étal des bouchers. Les rats commencent à se vendre un franc la pièce, et les œufs trente francs la douzaine. Le demi-kilo de beurre atteint cinquante francs ; les carottes et les pommes de terre coûtent, les premières quarante francs, les secondes vingt francs le décalitre. On me raconte qu'il y a encore du lait, mais depuis huit jours je n'en ai ni vu ni goûté. Pour ce qui est de moi, je peux bien supporter cette privation, mais dans mes visites à quelques pauvres gens de mon voisinage je me trouve en face de malheureux enfants de deux à trois ans, nourris de pain trempé dans du vin et souffrant de diverses maladies engendrées par cette alimentation si peu appropriée à leur âge.

Je me livre à diverses enquêtes dans les mairies et je constate que le taux de la mortalité en octobre a dépassé de trois mille environ le chiffre du mois correspondant de l'année précédente. On m'assure, en outre, que dans cet énorme accroissement les résultats directs du siège, c'est-à-dire les hommes tués à l'ennemi et ceux qui ont succombé aux suites des blessures reçues sur le champ de bataille, n'entrent pas pour un tiers; c'est le typhus, la fièvre lente, l'anémie, etc., qui commencent à exercer leurs ravages parmi les assiégés. Mais, ce qui est plus grave encore, les autorités se sont trompées dans leurs prévisions quant à l'afflux de population étrangère qu'il fallait s'attendre à recevoir

dans Paris. Les soixante-quinze mille Parisiens ou étrangers qui sont partis au début du siège ont été aussitôt remplacés, mais ils l'ont été dans cette effrayante proportion de trois pour un : c'est donc en fait cent cinquante mille bouches de surcroît à nourrir. « Il aurait fallu envoyer en province tous les vieillards et les femmes et les enfants, — me dit un des obligeants fonctionnaires qui me renseignent ; — il n'en eût pas coûté plus cher, et ceux qui restaient auraient eu leurs coudées plus franches pour une défense énergique. Mais vous aurez peine à le croire, monsieur ; voilà pourtant le registre qui le prouve : il s'est célébré près de quatre cents mariages le mois passé ! N'est-ce pas resserrer encore, comme à plaisir, les inextricables difficultés de la situation actuelle ? »

Mais, comme on l'a dit, l'esprit ne perd jamais ses droits en France, et au milieu des plus cruelles épreuves le Parisien sait garder la finesse de ses reparties, souvent gouailleuses, parfois touchantes : cela constitue alors une sorte de *blague* attendrie, unique en son genre. Parmi mes pensionnés se trouvait la femme d'un tapissier, garçon frugal, travailleur, mais dont le métier subissait pour l'heure un chômage absolu. Lui, faisait son service sur les fortifications ; elle, s'efforçait à grand'peine de nourrir toute la maisonnée avec la maigre pitance allouée par le gouvernement à son mari et les parcimonieuses rations quotidiennes de la municipalité. Le plus jeune de ses trois enfants n'avait guère que quatre semaines. Un matin, à ma grande surprise, ce ne fut plus un, mais deux nourrissons que je lui trouvai sur les genoux. « Oui, monsieur, c'est comme ça ! — me dit-elle avec un pâle sourire. — André a ramassé ce poupon-là sur le seuil d'une porte dans la rue Mogador, et il me l'a rapporté en me disant : « Ce n'est « pas une affaire, va, il ne gênera pas l'autre : la nature « a mis le couvert pour deux. »

Le Parisien est flâneur de naissance ; c'est après être devenu Parisien d'habitudes que Balzac a écrit : « Flâner est une science , c'est la gastronomie de l'œil. » Aussi, la flânerie étant, vu les circonstances, la seule gastronomie qu'ils puissent se permettre, les Parisiens s'en donnent-ils à cœur joie pendant ces mois d'octobre et de novembre ; ils stationnent de préférence devant les magasins de comestibles offrant encore à l'admiration des badauds, qui une volaille, qui une oie ou un pigeon. La vue d'une dinde occasionne un attroupement, et l'acheteur probable d'un lapin devient le point de mire des regards de la foule comme le gagnant du gros lot à la loterie. Neuf fois sur dix, les négociations ne dépassent pas les préliminaires et se bornent à la demande du prix de l'animal convoité ; car les marchands sont polis, mais tenaces.

— Combien le lapin ? interroge le nabab supposé ; le seul fait de poser cette question implique déjà la richesse.

— Quarante-cinq francs, monsieur.

— Vous plaisantez. Quarante-cinq francs ! C'est tout simplement ridicule, proteste l'autre.

— Je ne plaisante pas, monsieur, il m'est impossible d'en rabattre un centime.

L'amateur déçu s'éloigne à regret ; mais à peine a-t-il fait vingt pas que le vendeur le rappelle.

— Écoutez, monsieur, lui crie-t-il.

L'espoir revit au cœur du chaland. Son imagination évoque le fumet d'une savoureuse gibelotte, ses papilles s'humectent, et d'un bond il franchit la distance qui le sépare de la boutique.

— Ventre affamé a des oreilles, pour sûr, lance un assistant.

— Eh bien ! qu'est-ce que vous me rabattez ?

— Je ne vous rabats pas un sou : mais j'avais oublié de vous dire que mon lapin sait jouer du tambour.

Toutes les facéties pourtant n'étaient pas aussi inno-

centes que celle-ci, et beaucoup révélaient de la part de leurs auteurs une insensibilité pénible à rappeler. Les indigents, à vrai dire, en étaient garantis par leur pauvreté même; mais il reste à savoir si les gens riches peuvent être honteusement volés par des commerçants aisés, et si le commerce n'a d'autre but que de permettre à ces derniers de thésauriser aux dépens de leurs clients. La cupidité, ce trait caractéristique et abominable de la classe moyenne en France, s'étalait sans vergogne dans une situation qui aurait dû en supprimer, au moins momentanément, toute manifestation.

J'ai parlé déjà de la motion d'un docte membre de l'Académie des sciences prônant les mérites de la gélatine extraite des os des animaux. Sa proposition, adoptée par les uns, repoussée avec mépris par les autres, fut attaquée notamment par le docteur Gannal, médecin et chimiste éminent, connu surtout par ses travaux sur l'art de l'embaumement, qui font autorité. Ce savant convaincu poussa même l'opposition jusqu'à faire l'épreuve de la nouvelle substance sur lui-même et sur sa famille, afin de démontrer par le fait les mauvais effets qu'il en attendait. Au bout d'une semaine, les malheureux étaient passés à l'état de squelette, et ce fut alors, mais alors seulement, que le docteur Gannal, triomphant, réunit ses savants collègues pour leur faire constater, à sa mine et à la mine pitoyable des siens, le succès (!) de son expérience.

Cela n'empêcha pas quelques Parisiens, en vertu sans doute de ce dicton qu' « un homme qui se noie se raccroche à la moindre branche », de se mettre au régime de la gélatine, sourds aux libelles plaisants qui couraient alors, et dont voici bien, je crois, le meilleur :

L'inventeur de la gélatine,
A la chair préférant les os,
Veut désormais que chacun dîne
Avec un jeu de dominos.

Ceux-là du moins s'empoisonnaient en pleine connaissance de cause et induits par la nécessité à tâter de tout; mais combien de pauvres dupes, odieusement exploitées, payaient à prix d'or comme parfaitement naturelles des têtes de veau admirablement imitées, c'est vrai, mais qui, posées sur le feu, ne laissaient au fond de la casserole qu'un résidu infect et gluant, à la profonde indignation, la chose va de soi, des maîtresses de maison soucieuses et des cuisinières irritées ! L'une de ces dernières vengea d'un coup toute sa corporation en renversant, un jour, casserole et contenu sur la tête du fournisseur de mauvaise foi, tandis que, profitant de l'état d'impuissance momentanée de celui-ci à défendre sa marchandise, elle quittait le magasin, emportant triomphalement dans chaque main une jolie volaille. L'impudent voleur eut l'audace d'en appeler à la justice, mais le représentant de la loi, bien inspiré, ne voulut pas même prêter l'oreille à sa plainte.

Un autre trait de mœurs bien curieux fut la passion soudaine déployée pendant le siège par les cuisinières pour ce qu'on me permettra d'appeler la littérature culinaire. En règle générale, un cordon bleu français, qu'il soit de premier ou de second ordre, ne cherche pas ses recettes dans des livres de cuisine : son talent ne dérive que de son expérience personnelle; mais à l'heure dont je parle, le *Livre de cuisine de mademoiselle Marguerite*, la *Cuisinière pratique*, se trouvaient sur toutes les tables de cuisine de la capitale. Les cuisinières aux abois y recouraient de détresse, sans la moindre confiance en ces formules compliquées, mais dans l'espoir d'y trouver des idées pour l'emploi des étranges ingrédients placés pour lors à leur disposition. Je m'abstiens de transcrire ici leurs appréciations sur les auteurs de ces ouvrages ; car l'énergie de leur langage ne saurait guère être rendue que par un des maîtres du réalisme, M. Zola par exemple. Je me suis plu à

signaler plus haut l'inaltérable bonne humeur gardée par les Parisiens dans les circonstances les plus critiques, mais la vérité m'oblige à intercaler ici un post-scriptum excluant de cet hommage mérité la tribu des cuisiniers et surtout des cuisinières.

— C'est comme si on essayait d'apprendre à patiner à la femme aux jambes de bois du boulevard ! — disait à un célibataire de mes amis un de ces anges du fourneau, dépité du chômage forcé de ses talents culinaires.

Allant un jour voir cet ami, je le trouvai lisant et fort absorbé, ce qui ne laissa pas de me surprendre, car, bien qu'il eût reçu une excellente éducation, il n'était pas grand amateur de lecture.

— Qu'est-ce que vous faites donc? lui demandai-je.

— Je lis l'*Utopie* de Thomas More, me répondit-il en déposant le volume.

— L'*Utopie* de More? m'écriai-je, en montrant du doigt la couverture représentant une accorte beauté penchée sur des casseroles.

— N'est-ce pas pour moi, à l'heure actuelle, la véritable *Utopie* de More? Ce livre ne traite-il pas de choses qui ne seront jamais réalisées : suprême de volaille, tourne-dos à la poivrade, etc.? Il y manque un chapitre traitant de l'alimentation des villes assiégées. Les Hollandais auraient pu l'écrire, ce chapitre, il y a plusieurs siècles, puisqu'ils furent sur le point, à Leyde, de manger leur bras gauche tandis qu'ils se défendaient encore du bras droit ; nous apprendrions ainsi d'eux la meilleure manière d'accommoder un membre sacrifié. Rien que ce chapitre ajouté, on vendrait avant peu cent éditions nouvelles de l'ouvrage, et du coup la fortune de l'auteur serait faite. Encore faut-il savoir si celui-ci tirerait grand profit de l'aubaine, car il serait tenu de vivre selon ses maximes et ne pourrait goûter une bouchée ni du beau kanguroo ni de l'éléphant

que j'ai vus exposés hier boulevard Haussmann...

La mélancolique tirade de mon ami fut interrompue, sur ces entrefaites, par l'entrée d'une de nos connaissances communes, un ex-lieutenant de la légion étrangère, amputé du pied droit et par suite réformé depuis Constantine. Remarquant aussitôt les airs dolents de notre hôte, le nouvel arrivant s'enquit de ce qui les causait et provoqua ainsi une nouvelle dissertation sur les difficultés de la situation considérée au point de vue de l'estomac. C'était au reste, dès que deux ou trois personnes se trouvaient réunies, le sujet invariable et bien topique de toutes les conversations.

L'ancien officier éclata de rire.

— Vous êtes dans l'erreur la plus profonde ; il reste encore à Paris certains aliments en abondance ; seulement je suis forcé d'admettre avec vous que les Parisiens n'en savent pas tirer parti.

— Vous chargeriez-vous de le leur apprendre ?

— Certainement non, car ils se moqueraient de moi. On est farci de préjugés au sujet de ce qu'il faut manger ou ne pas manger ; et, pour vous le prouver, je veux vous offrir demain un déjeuner de ma façon, et vous m'en donnerez des nouvelles. Mais je ne vous dirai pas de quoi il se compose. Vous jugerez les mets, et je ne vous en dévoilerai l'origine que deux jours après cette petite fête.

Nous acceptâmes l'invitation, bien que je n'en fusse pas, je le confesse, autrement enthousiasmé. Le jour suivant, vers une heure, nous nous asseyions à la table hospitalière de l'ex-lieutenant ; il nous confia que, trois semaines auparavant, il avait renvoyé sa cuisinière et remplacé la donzelle par un vieux brave qui le servait à merveille, quoique manchot. Tout en restant parfaitement respectueux, le susdit Joseph nous accueillit avec un gros rire qui, au fur et à mesure qu'avançait le repas, se changea en un sourire orgueilleux. Il avait à

coup sûr collaboré avec son maître à la confection du menu, qui, d'un bout à l'autre, je dois l'avouer, se trouva succulent. A vrai dire, j'étais un peu comme le nouvel occupant d'une maison hantée par un fantôme moqueur; mais si je n'avais été prévenu d'avance qu'il y avait dans le repas quelque chose d'inusité et de bizarre, je me serais parfaitement régalé et diverti. Notre hôte nous raconta en riant que Joseph s'était levé le matin, en notre honneur, à quatre heures et quart, et qu'avant cinq heures il était aux Halles. Comme nous pouvions aisément discerner un fumet prononcé d'oignon dans le ragoût qui servait d'entrée, et que les pommes de terre dont se composait la garniture du second plat étaient visibles à l'œil nu, nous en conclûmes que la nécessité de se procurer ces légumes avait imposé au digne troupier ce lever matinal, et nous lui en vouâmes aussitôt une reconnaissance proportionnée à sa peine. Il ne planait non plus aucun mystère sur le poisson, ni sur l'entremets. Le premier, c'était de la morue sèche, mais avec une sauce !... une sauce exquise, restée unique dans mes souvenirs de gourmet! Quant au second, c'était un plat de macaroni au sucre, délicieux, que nous déclarâmes digne d'être présenté à la table d'un prince. Encore une fois, si je n'avais été bel et bien convaincu de l'étrangeté foncière de ce repas, je me serais volontiers abonné à devenir le commensal quotidien du logis. J'aurais parié, du reste, que nous avions été doublement mystifiés par notre hôte au sujet de certain plat dans lequel je croyais bien, si habilement qu'on les eût désossées, avoir reconnu des alouettes.

Fidèle à sa parole, quarante-huit heures après, notre amphitryon nous révélait les véritables ingrédients qui avaient concouru à la composition de ce fameux menu. Des mulots, très petites souris de l'espèce que nous appelons, je crois, en Angleterre, souris des champs,

avaient figuré avec honneur comme entrée ; et de gros rats avaient fait les frais du second service. Quant à la morue sèche, on en trouvait encore abondamment chez tous les épiciers et marchands de salaisons. Pour suppléer à l'absence du beurre et du lard dans les sauces et le macaroni, Joseph avait employé de la moelle de cheval ; or, ne sachant comment les utiliser, on vendait, paraît-il, les os des boucheries hippophagiques à un prix ridiculement bas. Son gibier ne lui avait pas coûté plus cher : il avait attrapé les mulots autour des fortifications, où il allait presque journellement, et la protection d'un sien cousin, qui exerçait aux Halles un commerce important, lui donnant jusque dans les caves du marché ses grandes et ses petites entrées, c'est là qu'il avait fait le plus aisément du monde et sans bourse délier sa capture de rats.

« Par ce que vous avez mangé chez moi, conclut l'ancien officier, vous pouvez juger à quel point notre supériorité tant vantée en matière de cuisine est une réputation surfaite. Ce plat de morue que vous avez tant apprécié paraît une fois ou deux par semaine sur la table des plus pauvres ménages en Flandre, en Hollande et surtout dans le Brabant septentrional, où les bons catholiques en font leur mets presque exclusif du vendredi. La sauce à la moutarde qui l'accompagne serait naturellement meilleure préparée au beurre, mais je vous mets presque au défi d'en faire la différence pour peu que la cuisinière ait eu soin de saupoudrer d'abord le gras ou la moelle qu'elle emploie d'un soupçon de safran. Le safran, qui devrait jouer un grand rôle en cuisine, est cependant méconnu par nos meilleurs chefs. C'est grâce au safran que vous n'avez pas perçu la plus légère odeur de musc dans cette entrée que vous avez prise pour un salmis d'alouettes. Sauf la viande de chien, on peut tout déguiser avec du safran.

« Écoutez bien ce que je vais vous dire, et dans un

mois environ, peut-être avant, vous reconnaîtrez la vérité de mes paroles. Dès que la chair de cheval manquera, les Parisiens se rabattront sur les chiens, levant le nez avec dégoût sur les chats et les rats, bien que ces derniers soient mille fois supérieurs aux chiens — au point de vue comestible, s'entend.

« De fait, ce seul rapprochement constitue de ma part une injure grave envers la gent féline et souricière, car l' « ami de l'homme », en dépit des préparations les plus savantes, n'est jamais qu'un détestable aliment. Sa chair, flasque et huileuse, défie tous les apprêts : qu'elle soit bouillie, frite, fricassée, sautée, elle n'en garde pas moins une affreuse saveur d'huile de ricin. La seule façon d'atténuer ce goût écœurant et de la rendre mangeable est de la saler ou plutôt de la poivrer, c'est-à-dire de la couper en tranches et de la laisser *se faire* pendant une quinzaine de jours sous une couche de grains de poivre. Et encore, avant de la cuire, faut-il la plonger dans l'eau bouillante et jeter cette première eau.

« De pareilles précautions ne sont pas nécessaires avec la « faune des toits » qui, de même que sa victime de plus grande taille, le rat, a toujours été mal jugée et méconnue sous le rapport culinaire. Une gibelotte de chat est bien meilleure qu'une gibelotte de lapin ; la chair du premier est plus tendre et d'un goût moins prononcé. Quant à la répugnance que nous éprouvons à manger du chat, les Allemands, eux, l'éprouvent à l'égard du lapin. J'ai connu dans la légion étrangère un lieutenant wurtembergeois qui n'aurait pas tâté pour un empire de Jean Lapin et qui dévorait à belles dents les Grippeminaud ou Raminagrobis de l'endroit. Ceux qui n'ont pas mangé de couscoussou de chat, préparé suivant la méthode arabe, ignorent un mets des dieux (1). »

(1) Le couscoussou (*kuskus*) est proprement de la semoule cuite à l'étuvée : on l'assaisonne à son goût et on y ajoute du mouton, du

Notre ami s'étendit encore longuement sur ce sujet et sur les mérites respectifs de la viande de rat et de cheval; il ajouta en terminant : « Mais, en somme, à quoi bon ? Ceux qui pourraient réellement bénéficier de mes conseils ne sont pas là, et y seraient-ils qu'ils ne feraient qu'en rire, très probablement; je veux parler des indigents. La seule nourriture animale qui ne puisse être remplacée par son équivalent, ou à peu près, en substance nutritive, c'est le lait. Mais un adulte, à moins qu'il ne soit d'une constitution très délicate ou atteint d'une maladie pour le soulagement ou la guérison de laquelle le lait est absolument indispensable, un adulte peut parfaitement vivre sans lait pendant six mois. Il n'en est pas de même pour les enfants. Je tiens seulement à vous démontrer que les pauvres, avec leurs maigres ressources, — et Dieu sait si elles sont maigres, — pourraient toutefois s'en tirer mieux qu'ils ne le font, car il ne doit pas manquer de chats et de rats auxquels ils ne veulent pas se résigner à goûter. »

Cette allusion aux indigents et à leurs maigres ressources me revint à diverses reprises à l'esprit pendant le cours de la soirée ; je savais que les autorités s'évertuaient de leur mieux à soulager la misère générale et individuelle, je savais aussi qu'elles étaient en cela admirablement secondées par la charité privée, qui, non contente de mettre des sommes considérables à la disposition du gouvernement, agissait par elle-même au moyen de visiteurs et de comités spécialement organisés pour la circonstance.

Les rations de viande de cheval et de pain distribuées dans les bureaux officiels étaient insuffisantes; on ne donnait plus que quarante-cinq grammes de

poulet, etc. ; c'est alors un couscoussou au mouton ou au poulet. Le couscoussou de chat est une fantaisie dont les Arabes ne mangeraient pas. *L'Éditeur.*

viande et trois cent cinquante grammes de pain par jour et par tête ; et ces rations devaient tomber bien plus bas encore. On distribuait aussi des billets pour des repas servis avec ou sans viande ; il y avait même, en outre, des distributions de combustible, bien qu'il n'existât plus en réalité de bois de chauffage à Paris. Tous les sièges en bois des promenades publiques, les échafaudages des maisons en construction avaient disparu. Chez un de mes amis, il ne restait que la porte extérieure de l'appartement : toutes les autres, remplacées par des rideaux, avaient été fendues et utilisées pour le chauffage de la famille. Mais les pauvres, élevés dans la sainte terreur du propriétaire, ne pouvaient imiter ce procédé aussi commode que dispendieux. Du moins, je ne constatai nulle part dans mes visites que les portes de leurs misérables logis eussent disparu. Quant à obtenir un supplément de pain et de viande, ils n'y pouvaient songer, même avec de l'argent ; car, si quelques magasins étaient encore ouverts et leurs propriétaires obligés, de par la loi, de se conformer au tarif établi par la municipalité, on n'y trouvait rien à acheter. Je me rappelle que, passant certain matin rue Lafayette près d'une de ces boutiques, je vis la foule qui faisait queue sans doute depuis plusieurs heures se disperser désappointée. « Nous n'avons à vendre ce matin, venait de déclarer le commis, que des truffes de conserve. »

Et pourtant, il faut bien le constater, aux premières rumeurs de paix, ces devantures vides se remplirent comme par enchantement de pyramides de boîtes de conserves artistement échafaudées et offertes à des prix bien moindres non seulement que ceux de la veille, mais que ceux mêmes du tarif municipal. Les fréquentes tentatives faites par la police pour découvrir ces dépôts clandestins avaient invariablement échoué, les cachettes étant installées fort loin des boutiques et les marchands

trop avisés pour se laisser prendre sans vert. Un étranger aurait eu beau entrer chez eux et leur offrir cent francs d'une demi-douzaine de boîtes de conserves, qu'ils n'en auraient pas moins gardé la plus parfaite impassibilité pour lui assurer qu'à leur grand regret il ne leur restait pas un anchois à vendre. Et à tout prendre, comment s'en étonner, quand on pense que la découverte de cette sorte d'accaparement eût été leur arrêt de mort certain? car, le cas échéant, rien n'eût pu les sauver de la légitime indignation de la populace. Pour ceux qui achetaient à des prix anormaux ces provisions cachées, leur discrétion était acquise par ce fait même qu'un seul mot imprudent de leur part leur eût sur-le-champ coupé les vivres.

Voici, au reste, à l'appui de ce qui précède, un fait dont je garantis la parfaite authenticité. Mon nom, figurant sur les listes des différents comités pour le soulagement des pauvres, avait acquis, je dois le dire pour l'intelligence de mon histoire, une certaine notorité. Or donc, le 25 janvier, à onze heures du matin, au moment où les négociations entamées entre Jules Favre et Bismarck ne pouvaient guère avoir dépassé les débats préliminaires, il arriva que je reçus un billet apporté par un commissionnaire et émanant d'un épicier du faubourg Montmartre; cet industriel sollicitait ma visite personnelle, ayant, disait-il, à me faire une proposition fort avantageuse pour mes protégés. Une heure après, j'étais chez lui, et aussitôt il m'offrait de me vendre cinq cents boîtes de conserves variées et deux cent cinquante boîtes de sardines à deux francs l'une, c'est-à-dire à un prix double à peu près du prix ordinaire. La chose était pour me surprendre, car trois semaines environ auparavant j'avais écrit à ce même individu, lui demandant précisément la même quantité de marchandises que je désirais distribuer comme étrennes. A quoi le digne homme m'avait répondu qu'il

ne lui restait plus de conserves, mais qu'il pourrait *peut-être* m'en procurer à cinq francs la boîte. Je découvris plus tard que cet excellent épicier avait un fils attaché au ministère des affaires étrangères. Je laisse au lecteur le soin d'en tirer la déduction logique.

Je suis également persuadé qu'il y avait encore d'énormes provisions de viande de cheval fraîche ou salée, dissimulées je ne sais où; car, ainsi que je l'ai déjà remarqué, il fut établi par un rapport officiel ou quasi officiel qu'il existait encore au moment de la signature de l'armistice trente mille chevaux à Paris, dont le plus grand nombre eût été certainement abattu en cas d'urgence par ordre du gouvernement. Le prétexte mis en avant de leur utilité au point de vue de la défense, ce prétexte, il est presque oiseux de le dire, ne tient pas debout, puisque la sixième partie de ce contingent eût largement suffi aux besoins de l'administration de la guerre. En réalité, Jules Favre et consorts, bien convaincus dès lors de l'inutilité d'une plus longue résistance, mais manquant du courage nécessaire pour en convenir franchement et espérant par ce moyen convertir à leur cause les partisans de la résistance à outrance, poussaient les choses au pire et exagéraient encore la famine trop réelle, comme si la situation n'eût pas été déjà assez atroce. Les chevaux acquis par le gouvernement pour l'alimentation se payaient généralement un à deux francs la livre, et cependant il était impossible, en dehors des rations distribuées dans les cantines municipales, d'acheter une livre de viande de cheval à moins de sept ou huit francs. Pourquoi cette différence?

Le beurre valait trente à trente-cinq francs la livre, mais la mixture livrée comme telle méritait-elle le nom de beurre? Pour obtenir quelque chose de mangeable, il fallait en donner soixante francs. L'espèce de graisse qu'on vendait deux francs la livre excitait la répu-

gnance invincible même des plus pauvres, qui préféraient manger leur pain sec, et quel pain cependant ! En voici la composition :

POUR UN PAIN DE 300 GRAMMES

Blé	75	grammes.
Seigle, orge ou pois	15	—
Riz	60	—
Avoine	90	—
Paille hachée mêlée d'amidon	30	—
Son	30	

Voici un tableau des prix des autres denrées, auxquels prix, du reste, il n'était même pas toujours possible de se les procurer :

Un chien ou un chat	20 fr.
Un rat, un corbeau ou un moineau	3 à 4
Une livre de viande d'ours	12
Une livre de venaison	14
Une livre de viande de loup ou de porc-épic	8
Un lapin	40
Une volaille	40
Un pigeon	25
Une oie	80
Une dinde	100
Une livre de jambon (très rare)	10
Une livre de lard (moins rare)	6
Un œuf	5
Haricots en grains (le litre)	8
Un chou	16
Un poireau	1
Un boisseau (1) de carottes	75
Un boisseau de pommes de terre	35
Un boisseau d'oignons	80

Toutefois, personne, que je sache, ne mourut de faim,

(1) Le boisseau contient exactement douze litres et demi.

et j'étais en mesure d'être bien renseigné à cet égard. Ce furent les enfants en bas âge et les vieillards qui souffrirent le plus : le lait vendu deux francs le litre était quelque chose de honteux, coupé d'eau pour les trois quarts ; quant au bouillon de bœuf, il était impossible d'en avoir à aucun prix.

On distribuait pourtant aux pauvres de ce lait et de ce bouillon, introuvables ailleurs, dans les cantines municipales, mais seulement sur la présentation d'un certificat de médecin ; et ceux-ci, sans avoir le moins du monde le cœur dur et tout en s'apitoyant sincèrement sur les misères qu'ils ne pouvaient soulager, devaient forcément se limiter pour la délivrance de ces certificats. Par contre, et bien que le froid fût devenu terrible à maintes reprises, on ne manqua guère, en général, de literie, ni de draps, ni de vêtements chauds.

L'allusion qu'avait faite notre ami le lieutenant aux pauvres et à leur douloureuse pénurie me revint, comme je l'ai dit, fréquemment à la pensée pendant les jours qui suivirent notre fameux dîner. J'en vins à me demander dans quelle mesure les indigents avaient dû se séparer, de façon définitive ou temporaire, de leur mobilier et de leurs petits trésors domestiques, pour se procurer si peu que ce fût des denrées de luxe que je viens d'énumérer. Afin de m'éclairer à ce sujet, je me décidai à me rendre au Dépôt central du Mont-de-Piété, rue des Blancs-Manteaux. Je m'étais pourvu d'une lettre d'introduction auprès du directeur, qui mit aussitôt un de ses employés à ma disposition. Nous étions alors aux derniers jours de décembre.

Je transcris brièvement ici et de mémoire les renseignements que je recueillis alors, mais j'affirme de la façon la plus positive les quelques faits que j'avance. Jusqu'à la fin d'août les transactions du bureau central, comprenant, de fait, celles de toute la capitale, ne présentèrent rien d'anormal ; mais du moment où s'affirma

la probabilité de l'investissement, le Mont-de-Piété fut pris d'assaut. Les demandeurs de prêts, toutefois, loin d'appartenir aux classes pauvres et à la petite bourgeoisie, étaient, au contraire, des gens aisés, dont le but principal était de mettre leurs objets de valeur en sûreté et qui regardaient l'intérêt de 9 1/2 p. 100 qu'ils avaient à verser sur les avances à eux consenties comme une prime d'assurance et un droit d'emmagasinage, sachant bien que rien n'était à l'abri du feu et des voleurs comme les dépôts du Mont-de-Piété, et qu'en outre, quoi qu'il pût advenir, l'État demeurait responsable des objets engagés.

L'affluence cessa dès que l'investissement fut un fait accompli, mais les ressources financières de l'établissement avaient été mises là, on le comprend, à une rude épreuve, et, à l'heure où l'on me donnait ces renseignements, le montant des fonds disponibles était tombé depuis le commencement d'août, époque à laquelle les comptes avaient été arrêtés, d'un total de huit millions à sept cent cinquante mille francs environ.

L'ordonnance du maire de Paris, destinée à prévenir cet abus, avait été promulguée trop tard, lorsque le mal était fait. Cette ordonnance suspendait l'effet du décret de 1863 limitant le maximum d'un prêt à dix mille francs pour le Bureau central et à cinq cents francs pour les bureaux auxiliaires, et fixait pour la durée du siège un maximum unique de cinquante francs (1).

Du 19 septembre à la fin d'octobre, la cessation absolue de tout travail dans la capitale et, comme conséquence forcée, le brusque arrêt du payement des salaires amenèrent l'engagement de milliers d'objets consistant surtout en meubles, vêtements, etc.; mais, chose assez curieuse, les outils d'ouvriers et les instruments propres

(1) Pareille mesure avait été prise en 1814 dans des circonstances analogues, mais alors le maximum du prêt avait été limité à vingt francs au lieu de cinquante. *L'Éditeur.*

aux divers métiers n'y entrèrent que dans une faible proportion. Actuellement, me dit en terminant mon interlocuteur, le Mont-de-Piété se trouve dans un état de stagnation complète : on ne retire point de gages, et il ne s'en engage que fort peu de nouveaux (1).

Cependant, Noël et le Jour de l'an étaient proches, et on n'avait tenté encore aucune sortie pouvant amener une modification pratique de la situation. Le froid sévissait intense. Impossible d'obtenir une parcelle de coke ou de charbon, ni pour or ni pour argent. Depuis près d'un mois, les rues n'étaient plus éclairées : jusqu'à la fin d'octobre, un réverbère avait encore lancé çà et là sa lueur incertaine, mais c'était maintenant l'obscurité complète ; il avait fallu renoncer à remplacer le gaz par le pétrole sur la voie publique, car le stock d'huile minérale commençait aussi à diminuer. La plupart des magasins étaient fermés, mais à l'approche des fêtes quelques-uns ôtèrent leurs volets et tentèrent un maigre étalage de bonbons en sucre et en chocolat, voire même de marrons glacés. Mais ces articles ne trouvèrent pas, je crois, beaucoup d'amateurs. Les magasins de jouets ne prirent pas même la peine de garnir leur devanture, et leur abstention fut sage, car pas un Parisien n'ignorait que les neuf dixièmes des

(1) Notons ici un trait assez curieux au sujet de l'engagement des outils et des instruments de travail pendant le siège. Un comité de Londres envoya à Paris, après l'armistice, une somme de 20,000 francs destinée expressément au rachat de cette sorte de gages. Les membres du comité français chargé de cette tâche, bien que remplis de gratitude pour cette généreuse offrande, crurent de prime abord que cette somme ne les mènerait pas loin, étant donné qu'à cette époque le Mont-de-Piété détenait 1,708,549 articles représentant un total de prêts de 37,502,743 francs. Les autorités donnèrent une grande publicité à l'envoi de ces 20,000 francs et à l'usage qui devait en être fait ; il arriva pourtant qu'au bout d'un certain laps de temps on eut à retourner 6,430 francs au comité anglais, les outils ou lots d'outils retirés, au nombre de 2,383, ne s'élevant qu'à un total de prêts de 13,570 francs. *L'Éditeur.*

jouets vendus dans ces magasins étaient de provenance allemande, et, à peine exposé, l'étalage tout entier eût couru le grand risque d'être mis en pièces par les passants. Les baraques mêmes qui parurent cette année-là sur les boulevards ne contenaient que des jouets appropriés à la circonstance et ayant un caractère militaire, des fusils, des canons, etc. C'était chose touchante, dans les années qui suivirent, d'entendre garçons et fillettes parler entre eux avec une sorte de terreur respectueuse du 1er janvier 1871, « du Jour de l'an sans étrennes » !

Il ne faudrait pas croire pourtant que Paris s'abîmât dans la mélancolie pendant ces deux jours de fête La foule encombrait les rues et remplissait les cafés. Malgré ce qu'en ont dit des écrivains ultra-patriotes, je suis porté à croire que les Parisiens ne conservaient plus dès lors aucune illusion sur la possibilité d'un retour de la fortune des armes, mais beaucoup d'entre eux croyaient encore que les assiégeants reculeraient devant le bombardement de Paris. Le gouvernement, soit pour réconforter les assiégés, soit pour épuiser plus promptement son stock de provisions et se préparer une capitulation plus honorable, le gouvernement offrit à la ville affamée de splendides étrennes se composant de :

104.000	kilogrammes	de bœuf conservé ;
52.000	—	de haricots secs ;
52.000	—	d'huile d'olive ;
52.000	—	de café vert ;
52.000	—	de chocolat ;

don qui provoqua cette amusante réplique d'un groupe de littérateurs et d'artistes déclarant que, tout en étant fort reconnaissants de ces largesses pour leurs frères et leurs sœurs de tendances plus épicuriennes, eux, littérateurs et artistes, très satisfaits de la chère qu'ils avaient faite le jour de Noël, comptaient bien se

réunir de nouveau le 1er janvier pour discuter, fourchette en main, le menu suivant :

Consommé de cheval au millet.
Brochette de foie de chien à la maître d'hôtel.
Émincé de râble de chat, sauce mayonnaise.
Épaules et filets de chien braisés à la sauce tomate.
Civet de chat aux champignons.
Côtelettes de chien aux champignons.
Gigot de chien flanqué de ratons, sauce poivrade.
Bégonias au jus.
Plum-pudding au rhum et à la moelle de cheval.

Le jour même de la publication de ce menu, un débitant du marché Saint-Germain inaugurait une nouvelle enseigne ainsi conçue :

RÉSISTANCE A OUTRANCE

GRANDE BOUCHERIE CANINE ET FÉLINE

L'héroïque Paris brave les Prussiens ;
Il ne sera jamais vaincu par la famine !
Quand il aura mangé la race chevaline,
Il mangera ses rats, et ses chats, et ses chiens.

Le propriétaire d'une rôtisserie de la rue de Rome s'en était tenu à la prose, mais sa prose, pour ceux qui savaient la lire, était bien autrement fine que la poésie de son confrère de l'autre côté de l'eau :

VIN A DIX-HUIT SOUS
ET EAU DESSUS

ROSSE BEEF
RAT GOUT DE MOUTON

Pour ma part, j'ai mangé, pendant le siège, de l'éléphant, du loup, du casoar, du porc-épic, du kanguroo, du rat, du chat et du cheval; mais, prévenu par notre ex-lieutenant, je me suis abstenu de manger sciemment de la viande de chien. Ce fut le propriétaire de la bou-

cherie anglaise, M. Debos, lequel, entre parenthèses, n'était pas Anglais du tout, qui me fournit la plupart de ces mets étranges; car il acheta à des prix fabuleux presque tous les hôtes des jardins zoologiques. Les animaux du Jardin d'acclimatation avaient été transportés au Jardin des Plantes. Les éléphants de ce dernier établissement furent payés vingt-sept mille francs par M. Debos. C'est en janvier 1871 que je fus élu membre du Jockey-Club, où j'avais dîné déjà une fois, par invitation spéciale; autant qu'il m'en souvienne, voici le menu qu'on nous servit :

Soupe aux poireaux.
Aloyau de bœuf.
Poule au riz.
Flageolets au jus.
Biscuits de Reims glacés.
Charlotte de pommes.

Bien qu'on gardât encore vivace l'espoir que Paris échapperait au bombardement, des instructions minutieuses n'en avaient pas moins été affichées sur les murs, indiquant la manière d'agir dans le cas éventuel de cette calamité. Au reste, il n'est pas douteux que si de ronflants discours et la publication d'un nombre incalculable de décrets avaient pu être d'un secours quelconque pour la malheureuse cité, Trochu d'abord, et les autres après lui, l'auraient sauvée et au delà. Mais je me suis promis, en publiant ces souvenirs, de ne me laisser entraîner à aucune critique des opérations militaires, et je ne veux pas manquer à la parole que je me suis donnée à moi-même. Passons.

Le premier et plus important résultat de ces instructions officielles fut l'installation dans toutes les allées d'énormes tonneaux remplis d'eau jusqu'au bord et l'amoncellement dans toutes les cours de gros tas de sable. Mais les mois s'étant écoulés sans menace de

bombardement, le contenu des barriques se changea en solides blocs de glace, tandis que les tas de sable disparaissaient sous une épaisse couche de neige, transformée au reste, à la première gelée, en une mare infecte de boue et de fange grossie encore par l'eau des barriques éclatées et nous procurant ainsi l'agrément d'un déluge en miniature.

Et lorsque, le 5 janvier à l'aube, les premiers projectiles s'abattirent sur quelques maisons au sud de Paris, les gens étonnés se persuadèrent encore qu'ils étaient la victime d'une erreur, d'une trajectoire mal calculée portant les bombes au delà de la limite préméditée par l'ennemi. Cette supposition jusqu'à un certain point ne manquait pas de fondement. Depuis la matinée du 27 décembre, les assiégés avaient entendu à diverses reprises le formidable grondement du canon, mais on leur avait dit que c'était simplement l'écho du terrible duel d'artillerie se livrant pour la possession du plateau d'Avron, entre les positions de Noisy-le-Grand et de Gournay, du côté de l'ennemi, et les forts de Nogent, Rosny et Noisy, du côté des Français. La population parisienne tout entière était en outre imbue de cette idée que les Allemands ne bombarderaient pas leur ville avant de l'avoir solennellement sommée de se rendre : vieux et persistant souvenir des légendes populaires et des drames militaires à grand spectacle. Du reste, il ne manquait pas d'hommes, mieux renseignés que la masse du public, qui tenaient pourtant pour certain que, sinon les Parisiens, les consuls étrangers du moins et leurs compatriotes seraient avertis en temps opportun pour pouvoir, si le cœur leur en disait, quitter la ville menacée.

Ce fut un jour terriblement froid que ce 5 janvier ; il avait gelé ferme pendant toute la nuit, et lorsque vers midi je traversai la Seine, le brouillard glacé qui flottait sur la rivière commençait à peine à s'élever lentement

en masses épaisses et irrégulières à travers lesquelles, filtrant çà et là, les pâles rayons d'un impassible et glacial soleil d'hiver semblaient se rire de notre misérable état grelottant. En atteignant le boulevard Montparnasse, je croisai plusieurs brancards sur lesquels on rapportait de malheureuses sentinelles absolument gelées et plus qu'à demi mortes de froid.

Je ne sais pas quelle peut être au point de vue militaire la portée d'un bombardement, mais on m'a assuré que les plus grands stratégistes comptent surtout sur l'effet moral qu'il produit sur les assiégés. Je ne puis dire qu'une chose, c'est que si le maréchal de Moltke avait fait entrer ledit effet moral dans ses calculs pour accélérer la reddition de Paris, il aurait pu continuer pendant une année entière de bombarder la capitale sans se rapprocher pour cela d'un iota du but qu'il poursuivait, si j'en peux juger du moins par les scènes auxquelles j'assistai dans cette matinée de janvier, avant que la familiarité avec les bombes meurtrières en ait pu, selon le proverbe, engendrer le mépris. Au risque de m'attirer le courroux des amateurs d'histoires à sensation, étrangers ou indigènes, écrivains ou peintres, propagateurs de la légende par la plume ou le pinceau, je dois honnêtement confesser qu'un omnibus renversé ou une paire de chevaux abattus eussent à peu de chose près excité la même curiosité que faisait naître alors la vue des maisons bombardées de Vaugirard, de Montrouge et de Vanves. Sur la chaussée du Maine, la route avait été labourée par une bombe sur une longueur de cinq à six mètres; ailleurs, un obus avait traversé le toit d'une maison et tué une femme sous les yeux de son mari; ailleurs encore, la bombe, après avoir emporté tout un pan de mur d'un petit chalet à un étage, avait complètement détruit le mur d'en face : bref, les faits prouvaient jusqu'à l'évidence que la vie humaine n'était

plus en sûreté dans l'enceinte des fortifications ; personne cependant ne poussait de lamentations déchirantes, nul ne se tordait les mains de désespoir; les regards navrés ne s'élevaient pas vers le ciel empreints d'une douleur touchant au délire, douleur contenue ou s'exhalant au contraire en cris et en sanglots ; non, les femmes elles-mêmes restaient calmes. Le sentiment dominant était plutôt une sorte de mépris muet, très différent dans sa manifestation des explosions bruyantes coutumières aux Français et mêlé d'une dose considérable de *badauderie;* le mot comme la chose est si essentiellement français que je n'en trouve pas l'équivalent en anglais, car le badaud parisien, oisif ou flâneur, ne ressemble à aucun de ses congénères européens. Pour bien saisir la différence foncière qui existe entre les uns et les autres, il faut avoir eu la bonne fortune d'assister à un incident identique dans les rues de Paris, de Londres, de Madrid, de Florence et de Rome, de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg, pour ne pas nommer encore Bruxelles, la Haye, Amsterdam, Munich et Dresde. Le *Joseph Prudhomme* de Henri Monnier ne met en lumière qu'une des faces du caractère du badaud parisien. Le type qui s'en rapprocherait le plus est à mon avis le touriste anglais de la classe moyenne voyageant sur le continent, s'efforçant d'expliquer sans relâche à sa femme et à ses compagnons de route des choses qu'il ne sait ni ne comprend lui-même, tout en rendant hautement grâce à sa bonne étoile d'avoir fait de lui un fils de la noble Albion.

Mais le badaud de Paris, si amoureux qu'il soit, comme son prédécesseur de la Rome antique, du théâtre et des jeux du cirque, comme lui aussi veut avoir du pain; et lorsque, quinze jours après, ce cri navré s'éleva de toutes parts : « Il n'y a plus de pain », l'heure de la reddition, virtuellement, avait sonné.

CHAPITRE XIV

Quelques membres de la Commune. — Cluseret. — Son opinion sur Rossel, Bergeret, etc. — Thiers et Abraham Lincoln. — Raoul Rigault à cheval. — Théophile Ferré et Gil-Pérès. — Les comiques de la troupe. — Gambon, Jourde. — Le colonel Maxime Lisbonne. — Dombrowski et La Cécilia. — Le théâtre pendant la Commune. — Un concert au palais des Tuileries. — Représentation de gala à l'Opéra-Comique. — Chute de la Commune.

J'ai parlé déjà d'un jeune étudiant en médecine en la compagnie duquel, sous l'Empire, il m'arrivait fréquemment de passer mes soirées au café du boulevard Saint-Michel. Après être resté comme moi à Paris pendant le siège, il refusa de fuir à l'avènement de la Commune. Bien entendu, à chacune de nos rencontres et tant que dura cette période troublée, nous ne parlions guère d'autre chose que de la Commune elle-même, dont il approuvait jusqu'à un certain point le principe, sans pourtant sympathiser le moins du monde avec ses propagateurs. A peine connaissais-je de vue quelques-uns des principaux meneurs; mais j'avais entendu parler de certains d'entre eux, — de Jules Vallès, par exemple, — comme littérateurs ou journalistes ; j'ajouterai, au reste, que le cas que j'en pouvais faire se restreignait uniquement à leurs productions littéraires, et je ne me gênais pas pour le dire souvent à mon ami. « Vous vous trompez à leur endroit, me répliquait-il invariablement; il y a dans le nombre des hommes dont la valeur ou

le talent sont indiscutables. Tenez, Cluseret entre autres; seulement la plupart sont faits pour la situation qu'ils occupent comme un chien pour porter des manchettes (1). Venez me prendre ce soir, et vous en jugerez par vous-même; Cluseret sera sûrement à la brasserie Saint-Séverin. »

Je n'étais jamais allé encore à cette brasserie Saint-Séverin, bien que je fusse entré deux ou trois fois pendant le cours des années précédentes au café de la Renaissance, établissement situé en face de la fontaine Saint-Michel et où se trama, on peut le dire, le sinistre drame communard. C'est là déjà qu'en 1866, Raoul Rigault, Longuet, les frères Levraud, Dacosta, Genton, Protot et une douzaine d'autres avaient été arrêtés par M. Clément, alors commisssaire de police.

Le même soir, vers huit heures, nous traversâmes donc le pont Saint-Michel, et, quelques minutes après, nous nous trouvions entourés des plus brillants premiers rôles de la troupe.

Sauf aux jours de grande revue, jamais je n'avais contemplé pareille collection d'étincelants uniformes. Autant que je puisse me le rappeler, je n'aperçus dans le groupe qu'un seul civil. C'était un vrai squelette, difforme et d'une laideur remarquable. On me le nomma; il s'appelait Tridon. Son nom m'était familier de longue date comme celui d'un des plus remarquables polémistes du règne précédent. Presque aussitôt Cluseret fit son entrée.

Mon ami nous présenta l'un à l'autre, et pendant plus de deux heures nous restâmes là, assis, à causer ensemble; et je dois avouer que j'ai rarement passé une soirée plus intéressante. Cluseret, qui avait habité l'Amérique pendant plusieurs années, parlait admira-

(1) Littéralement : *like square pegs in round holes*, comme des bâtons carrés dans des trous ronds. (*Note du Traducteur.*)

blement l'anglais, et c'est dans cette langue que nous poursuivîmes notre conversation. Comme je l'ai fait observer à maintes reprises, je n'avais pas à cette époque la plus légère intention de publier un jour mes souvenirs; toutefois, cet entretien m'avait si vivement impressionné qu'en rentrant chez moi, j'en traçai aussitôt un compte rendu sommaire que je retrouve dans mes papiers.

Cluseret ne nourrissait aucune illusion sur la conclusion finale de la Commune : « Il ne nous serait pas possible, me dit-il, d'établir une Commune permanente, quand bien même tous nos partisans seraient aussi dévoués à notre cause que Kossuth et Garibaldi l'étaient à la leur, et ce n'est certes pas le cas, car, abstraction faite des égoïstes guidés par leur seul intérêt, la plupart de nos chefs sont de purs utopistes, incapables de rabattre dans la pratique un iota de leur idéal. Les autres ne recherchent que leur élévation personnelle; aussi, en dépit de leurs capacités réelles, sont-ils absolument impropres aux postes qu'ils se sont attribués. A coup sûr, il y a des exceptions : ainsi Rossel, dont la science technique est considérable. Si je voulais le définir en deux mots, je l'appellerais Lothario-Cromwell, parce que, malgré ses aptitudes militaires et sa raideur de puritain, on voit trop de cotillons autour de lui. Ajoutez qu'il est dévoré d'ambition et d'une arrogance extrême; c'est un de ces républicains qui méprisent le prolétariat; il adopterait volontiers l'axiome de Napoléon Ier : *Les outils à ceux qui savent s'en servir;* mais il oublie que ledit axiome ne convient absolument pas à un régime socialiste comme celui que nous voudrions organiser, puisque, précisément, ce sont ceux qui ne savent pas se servir des outils qui prétendent être traités comme s'ils le savaient. S'ils l'avaient eue, l'intelligence nécessaire pour faire usage de ces outils, ne seraient-ils pas sortis sans l'aide de personne de la situation humble et pré-

caire où ils végètent presque tous?... Rossel est, à n'en pas douter, meilleur stratégiste que moi, et je ne lui en veux pas le moins du monde de me le faire sentir ; mais si Dombrowski ou Bergeret étaient l'un ou l'autre délégués à la guerre à ma place, Rossel serait, depuis plus de quinze jours, emprisonné, sinon fusillé.

« Car, continua Cluseret, Bergeret surtout se croit né général. Il monte bien à cheval, ayant, si je ne me trompe, débuté dans la vie comme garçon d'écurie : Michel Ney aussi (1), me direz-vous, mais Michel Ney a fait son apprentissage de soldat sur le champ de bataille, tandis que Bergeret a été successivement compositeur, chef de claque, correcteur d'imprimerie et finalement voyageur pour une maison de librairie. Tous métiers fort honorables sans doute, mais peu propres, semble-t-il, à former un bon général. Et pourtant, je voudrais que vous le puissiez voir : il porte son écharpe en bandoulière comme le font en Angleterre vos officiers en tenue de service; il aimerait assez, entre nous soit dit, qu'on la prît pour le grand cordon de la Légion d'honneur ; et son état-major est plus nombreux que celui du dernier empereur. Vous devriez aller dîner au quartier général du gouverneur militaire de Paris, cela vous amuserait, et je suis sûr que vous seriez le bienvenu; Marrast au Palais-Bourbon en 1848 n'était rien à côté. Si la Commune dure encore trois mois, vous y verrez des laquais en grande livrée, galonnés d'or et en perruque poudrée comme dans votre pays. Jusqu'à présent,

(1) L'auteur commet ici une légère erreur. Fils d'un tonnelier, à treize ans petit clerc de notaire, puis employé aux écritures du parquet, commis dans les bureaux de la compagnie des mines d'Apenweiler, Ney s'engagea à dix-neuf ans en 1788 dans un régiment de hussards. Humbles débuts, et qui, jusqu'au jour de son engagement, n'annonçaient guère, en effet, la carrière qu'il devait suivre ! Mais il ne fut jamais, croyons-nous, garçon d'écurie.

(*Note du Traducteur.*)

Bergeret a dû se contenter d'une livrée noire impeccable.

« Personnellement, poursuivit-il, je ne combats pas pour le communisme, mais pour le communalisme, ce qui, je n'ai pas besoin de vous le dire, est chose toute différente. Je ne vois pas pourquoi Paris et Lyon seraient plus incapables de gérer leurs affaires municipales sans l'intervention de l'État que tant d'autres grands centres provinciaux qui en ont fait l'expérience avec succès. Le gouvernement anglais ne s'ingère pas dans les affaires municipales de Londres sous le spécieux prétexte que c'est la capitale du royaume, ni dans celles de Manchester parce qu'on y a inauguré un système spécial de police; pas plus qu'il ne se mêle des affaires locales de Liverpool, de Leeds ou de Bristol. Vos lords-lieutenants de comtés ne sont, en fait, que des fonctionnaires décoratifs, bien loin comme influence administrative de nos préfets et de nos sous-préfets; et votre secrétaire d'État pour le département de l'intérieur (1) n'a pas la centième partie du pouvoir que possède notre ministre de l'intérieur. Nous voudrions, pour tout dire, faire un pas de plus que vous, sans éluder néanmoins les obligations financières imposées par une fédération. Ainsi ce que vous appelleriez impôts royaux ou impériaux, nous serions prêts à les payer, mais en nature aussi bien qu'en espèces. C'est là une des choses que nous voulons; ce que nous ne voulons pas, c'est la résurrection de l'Empire.

« Actuellement, et je ne parle pas à l'aventure en l'avançant, il court dans notre camp des rumeurs de trahison; d'après ces rumeurs, la lutte engagée contre les Versaillais ne serait qu'un prétexte pour balayer le terrain et préparer les voies à l'entrée docilement acceptée d'une armée impériale à Paris. Où serait recrutée cette armée? Parmi les prisonniers français

(1) *Home Secretary.*

actuellement sur le point de quitter l'Allemagne, et qu'on a travaillés tout le temps de leur internement dans l'intérêt de la dynastie napoléonienne. Après tout, n'avons-nous pas autant de droits à renverser le gouvernement de Versailles que celui-ci en avait à renverser l'Empire? Les pouvoirs de ce gouvernement sont-ils plus validés par les récentes élections que l'avait été le pouvoir de Louis-Napoléon par le plébiscite de 1870? M. Thiers se croit-il donc réellement un plus grand homme et un meilleur patriote qu'Abraham Lincoln qui traita, lui, les Sudistes en belligérants et non en insurgés? »

Ainsi parla Cluseret. Je ne veux pas dire que ce fût un homme absolument honorable, mais c'était à coup sûr un garçon fort intelligent, le plus intelligent vraisemblablement des meneurs de la Commune. En tout cas, notre entretien me laissa le désir de mieux connaître le reste de la bande, et comme ils avaient fait de la brasserie Saint-Séverin leur rendez-vous habituel du soir, j'y retournai à plusieurs reprises.

Peu de jours après, je m'y trouvai juste à point pour assister à l'arrivée de Raoul Rigault, à cheval et entouré de tout un état-major pédestre et essoufflé; une véritable évocation du tableau de Decamps : *La patrouille turque*. Le préfet de police n'était guère moins splendidement accoutré que ses codignitaires. Son uniforme, si je me souviens bien, était bleu à revers rouges, mais je n'aurais pu vraiment l'affirmer, même à l'époque, tant il était chamarré partout de galons d'or et de broderies. Ses myrmidons écartaient le peuple pour frayer le chemin à leur chef, et un malin dit en ricanant : « Mais il n'y a rien de changé, c'est absolument comme sous l'Empire! »

Rigault resta un instant immobile, protecteur, surveillant la foule et lorgnant les femmes; puis il descendit de cheval et nous aperçut alors, mon ami et moi, debout sur le seuil de la brasserie.

— Qui sont ces citoyens? demanda-t-il, en nous inspectant des pieds à la tête tout en caressant sa barbe. Quelqu'un lui dit nos noms, auxquels il répondit par une grimace significative; le mien surtout ne pouvait lui être étranger, étant porté par un de mes très proches parents, grand favori du général Vinoy. Il ne jugea pas toutefois à propos de nous molester; l'eût-il fait que nous risquions de passer un mauvais quart d'heure, car avant que lord Lyons ait pu s'interposer nous aurions eu grand temps d'être fusillés.

Nous avons toujours pensé depuis, mon ami et moi, que nous devions la vie à un affreux petit bonhomme qui avait alors murmuré quelques mots à l'oreille de Raoul Rigault, et qui, le jeune docteur me le dit ensuite, n'était autre que le bras droit du préfet de police : Théophile Ferré.

J'avais, comme la plupart des Parisiens, entendu bien souvent, avant et depuis la déclaration de guerre, prononcer son nom, car Ferré avait été impliqué dans le complot dirigé contre la vie de Louis-Napoléon et jugé à Blois aux mois de juillet et août 1870. Chacun sait comment il insulta le président de la Haute Cour, refusa de répondre et finit par s'écrier :

— Oui, je suis socialiste, anarchiste et athée, et malheur à vous quand viendra votre tour.

Il tint parole; c'était un vrai démon avec le physique de l'emploi; il ne pouvait se produire nulle part quelque cruelle et sanglante échauffourée sans qu'il se fît une joie de s'y mêler. Bien que fort laid, il n'approchait pas de la laideur phénoménale de Tridon, mais il inspirait une sorte d'horreur instinctive.

Chose assez curieuse, ce même Théophile Ferré, que je voyais alors pour la première fois, avait été le 25 ou le 26 mars le sujet d'une conversation prolongée entre moi et Gil-Pérès, l'acteur du Palais-Royal. Je connaissais Gil-Pérès depuis son premier succès dans Gaudens

de la *Dame aux Camélias*. J'avais donc appris vers les derniers jours de mars, à ma grande surprise, que presque aussitôt après la proclamation de la Commune, le joyeux acteur avait été cruellement maltraité rue Drouot et avait failli même être écharpé par la canaille. Quarante-huit heures après j'étais à Montmartre dans son appartement, où je le trouvai encore au lit, gravement, sinon dangereusement blessé.

— Je suis navré de votre mésaventure, lui dis-je en entrant; mais quelle mouche vous a piqué de vous mêler de politique?

Il partit d'un éclat de rire, de ce rire singulier, bien à lui, dont je n'ai jamais entendu l'équivalent, ni au théâtre ni ailleurs. Aussi étrange et non moins fameux, le rire de Grassot, à la fois grêle et enroué, était tout autre chose : quand Gil-Pérès riait, on eût cru assister à une volée de mousqueterie.

— Je me garde bien de me mêler de politique, me répondit-il, mais vous savez combien j'aime à me joindre à la foule pour y faire des études de caractères. Il y a aujourd'hui huit jours, je passais rue Drouot lorsque j'aperçus devant la mairie un rassemblement considérable. Sorti de chez moi de très bonne heure, j'ignorais complètement ce qui se passait dans mon voisinage; aussi figurez-vous mon ahurissement en entendant tous ces gens-là discuter de sang-froid la mort de Clément Thomas et de Lecomte. Mes cheveux s'en hérissèrent sur ma tête, et, sans en avoir bien conscience, j'ai dû jouer du coude pour me rapprocher des discoureurs. A cause du long vêtement noir que je portais malencontreusement ce jour-là, ils m'ont pris pour un curé. J'ai bien essayé de me nommer, mais avant d'avoir pu émettre un son, j'étais par terre, battu et piétiné. Une âme charitable, Dieu la connaît, leur dit qui j'étais et me sauva de leur stupide fureur. Je ne sais rien de plus, car on me rapporta ici sans connaissance et plus mort que vif. Et

quand je pense, ajouta-t-il, que si j'avais voulu, je serais aujourd'hui membre de la Commune !

— Que voulez-vous dire? lui demandai-je, non sans appréhension, craignant qu'il ne battît la campagne.

— Voilà : vous savez que, pendant le siège, j'ai essayé de faire mon devoir de garde national; dans mon bataillon se trouvait aussi ce Théophile Ferré dont vous avez déjà entendu parler à propos de son fameux procès. Un garçon intelligent, mais pauvre comme Job et féroce comme un tigre. Il me servait, sans s'en douter, de sujet d'études et, ces temps derniers, venait fréquemment me voir ici dans la matinée. En général, je l'invitais à déjeuner, car je me plaisais, sans avoir du reste la moindre foi en ses chimères, à lui faire développer ses plans pour l'établissement de la future Commune. Je le regardais au fond comme un fou fieffé. Deux ou trois jours environ avant les récents événements, il m'arriva un matin pâle comme un mort, mais fort excité. Je n'avais pas encore eu le loisir de lui demander la cause de son évidente émotion, qu'il s'écriait : « Cette fois, il n'y a pas d'erreur, nous sommes les maîtres. » Il comprit, je pense, à mon air ébahi qu'il me devait quelque éclaircissement, car il poursuivit : « Dans deux jours, nous tiendrons nos séances à l'Hôtel de ville, et la Commune sera proclamée. Et maintenant, que puis-je faire pour vous, citoyen Gil-Pérès? Vous avez toujours été très aimable pour moi, et je ne suis pas homme à l'oublier, aujourd'hui que me voilà au sommet de l'échelle. » Je lui répliquai que je lui serais très reconnaissant s'il pouvait engager Sardou ou Dumas à m'écrire un bon rôle, comme le dernier l'avait fait déjà, car j'étais bien résolu à ne pas me confiner dans les emplois comiques. Mais je vis que la colère le saisissait à cette réponse.

— Dois-je comprendre, glapit-il, que vous ne voulez pas faire partie de la Commune?

— Je n'ai pas l'ombre d'une ambition de ce genre, repris-je aussitôt; on se moquerait de moi et on aurait bien raison.

— Pourquoi se moquerait-on de vous?

— Parce que... parce que... balbutiai-je.

Et sans me laisser le temps d'achever :

— Parce que vous êtes petit? eh bien! moi aussi, je suis petit, et laid par-dessus le marché, et je vous certifie pourtant que le monde, avant peu, entendra parler de moi tout aussi bien que si j'étais un Hercule ou un Adonis.

— Là-dessus, il s'éclipsa, conclut Gil-Pérès, et je ne l'ai jamais revu.

Mon but, en rapportant cet entretien, est de prouver que la Commune et toutes les catastrophes qui l'ont accompagnée auraient pu être prévenues par le soi-disant gouvernement de Versailles, si messieurs les gouvernants avaient été un peu moins empressés de jouir en paix de leur grandeur de fraîche date.

Revenons pour un instant à Ferré et à ses collègues. Tous, sans exception, firent preuve, à ma connaissance, d'une sobriété extrême, quoique maints d'entre eux fussent très probablement grands amateurs de bonne chère et de gaieté. Les écrivains anglais, souvent mal ou très insuffisamment informés, ont soutenu le contraire; mais je sais pertinemment qu'il n'y eut pas un seul ivrogne parmi les chefs du mouvement insurrectionnel. Ferré lui-même, sobre parmi les sobres, ne but jamais, pendant les soirées que nous passâmes ensemble, que du café froid ou un doigt de liqueur largement coupée d'eau. Ce qui ne l'empêcha pas, du reste, d'être directement responsable de la mort de l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, qu'il aurait eu le pouvoir et le devoir de sauver.

Toute tragédie moderne comporte, on le sait, son élément burlesque, et il ne fit pas défaut même dans

cette sombre tragédie de la Commune. Les rôles comiques y furent tenus dans une certaine mesure par Gambon, Jourde, et d'autres qu'il me paraît inutile de nommer. Gambon, une des plus douces créatures qui fussent au monde, un véritable agneau, devint en quelque sorte communard malgré lui. Très disposé « à s'en remettre à la force morale pour le règlement de toutes ces questions irritantes », s'il n'avait tenu qu'à lui, on aurait envoyé à Versailles, comme il le proposa plus d'une fois, une commission munie de pouvoirs à cet effet. Il était âgé d'environ cinquante ans, et réalisait au physique le type du fermier aisé, robuste et bien portant. Son amour des « solutions pacifiques » datait d'une petite expérience de ce genre qu'il s'était permise sous l'Empire, bien qu'il soit, à tout prendre, assez douteux qu'un strict logicien eût considéré ladite expérience comme absolument pacifique. Gambon, magistrat et membre de l'Assemblée nationale sous la seconde République, votait avec le parti conservateur. L'avènement de l'Empire mit fin à sa carrière politique, et, pour mieux souligner sa désapprobation du coup d'État et des événements subséquents, Gambon refusa de payer ses impositions. Les autorités firent saisir une de ses vaches, et on allait procéder à la vente aux enchères de l'animal confisqué, lorsque son propriétaire parut sur la scène, accompagné de bon nombre de ses anciens électeurs.

— Cette vache, cria-t-il à pleins poumons, cette vache m'a été volée par le fisc impérial, et quiconque l'achètera se rendra complice de ce vol et sera lui-même un voleur !

Le résultat de cette sortie fut, on le devine, qu'il ne se présenta pas un seul enchérisseur, et que l'huissier se vit obligé de remettre la vente de la vache à huitaine. Ce fonctionnaire avisé jugea même plus prudent de transférer la vente dans une commune voisine ; mais

Gambon, qui avait eu vent de l'affaire, reparut comme devant, tentant son même essai de persuasion morale, couronné encore du même succès.

Pendant près de trois mois, notre huissier promena « la vache à Gambon » de commune en commune, suivi de Gambon partout et toujours, et partout et toujours le contribuable récalcitrant rééditait son pacifique et victorieux argument. Aux limites du département seulement, craignant que la persuasion morale ne réussît pas aussi bien chez des étrangers, Gambon arrêta le cours de ses pérégrinations et laissa les choses suivre leur marche ordinaire ; il avait eu du moins cette satisfaction intime de voir le montant des frais de vente dépasser de dix fois la valeur de la vache saisie.

Naturellement, au début de la Commune, tous les journaux *bien pensants* ne manquèrent pas de ressusciter l'affaire, et Gambon fut élu membre du nouveau gouvernement par le Xe arrondissement. Après le triomphe de l'ordre, Gambon parvint à passer en Suisse, mais il rentra en France après la proclamation de l'amnistie et brigua derechef les suffrages de ses concitoyens. A la brasserie Saint-Séverin, Gambon, disons-le, prenait place généralement à la table des dames ; je ne puis parler des habituées de cette table, n'ayant pas sollicité l'honneur de leur être présenté.

Jourde, l'un des deux délégués aux finances de la Commune, avait été employé à la Banque de France (1), ce qui lui donnait une grande autorité dans les questions financières. C'est à lui que M. Rouland, gouverneur de la Banque, remit le premier million requis

(1) Ce bruit avait pu courir alors, mais c'est une erreur : Jourde avait été employé dans une maison de banque privée, qu'il avait quittée en 1868 pour fonder une entreprise commerciale qui ne réussit pas. En réalité, lorsqu'il entra au Comité central, il était comptable et teneur de livres. Il était intelligent et, somme toute, fort honnête homme. *(Note du Traducteur.)*

par le Comité central. Mon ami le docteur, qui avait connu Jourde, l'invitait souvent à dîner avec nous, invitation toujours acceptée, du reste, avec empressement par le « payeur général ». La conversation vint à rouler, à la suite d'un de ces dîners, sur les événements qui avaient précédé la mise en réquisition de ce premier million. « Dès le second jour de la Commune (20 mars), nous raconta Jourde (1), le manque d'argent se faisait terriblement sentir, et Eudes proposait aussitôt de m'envoyer chercher des fonds à la Banque de France. A parler franc, je ne m'en souciais guère. Eussé-je été soldat, qu'à la tête d'un régiment j'eusse sans hésitation envahi la Banque; mais aller ainsi réquisitionner tranquillement un million, comme la chose la plus naturelle du monde, c'était une autre affaire, et je ne m'en sentais pas le courage. Le directeur de la Banque de France, sachez-le, est, pour quiconque a été employé dans une grande banque, comme une sorte de demi-dieu, car, en dépit de notre fameuse devise : Liberté, Égalité, Fraternité, il n'y a pas de peuple plus prêt que le nôtre aux courbettes devant l'autorité. Voyant que je me faisais tirer l'oreille, Eudes s'offrit à faire cette démarche et la fit effectivement, tout seul, sans vouloir accepter la moindre escorte. Mais il ne voulut pas assumer la responsabilité de toucher le million que le gouverneur avait, sur sa requête, placé à notre disposition ; aussi me vis-je contraint malgré tout d'aller trouver le gouverneur à mon tour. Il se montra d'une politesse extrême, m'appela tout le temps : monsieur le délégué aux finances; mais j'aurais préféré

(1) Historiquement, « Commune » ici est impropre. C'était le Comité central. La Commune ne fut officiellement constituée que quelques jours après par les élections du 26 mars. Mais on sait aussi que le mot « Commune » est couramment employé pour désigner tout le mouvement insurrectionnel qui prit naissance au 18 mars.
(Note du Traducteur.)

qu'il m'accablât d'injures, et ne pas apercevoir ce pli très ironique aux coins de sa bouche lorsque, prenant congé de moi, il me dit en souriant : « Vous « avez bonne chance d'être un jour mon successeur, « monsieur le délégué, et j'espère que vous mettrez à « profit ce principe que j'ai toujours tâché d'inculquer « à mes subordonnés : obéissance aux pouvoirs consti- « tués (1). »

Jourde n'était ni un sot, ni un vantard. Il se montra très bon administrateur et très consciencieux. Comme la plupart des hommes qui ont eu l'habitude constante de manier à journée faite des sommes considérables, la question d'argent le laissait absolument indifférent, et je suis persuadé qu'il ne profita pas de son passage aux affaires pour, qu'on me passe la vulgarité de l'expression, mettre, comme tant d'autres, du foin dans ses bottes. Mais c'est en vain qu'il essaya de pénétrer ses collègues de la nécessité de l'ordre et de l'économie. Aussi de temps à autre s'arrachait-il les cheveux — ses cheveux rouges — en voyant le gaspillage qui régnait à l'Hôtel de ville, où, dans le principe, Assi tenait table ouverte. Non qu'on y festoyât, loin de là; mais s'y asseyait qui voulait, et bien que le prix fixé par le commis aux vivres ou majordome fût des plus modérés : deux francs par déjeuner et deux francs cinquante par dîner, le nombre des hôtes volontaires et quotidiens augmentant tous les jours, le malheureux payeur général se trouvait à bout d'expédients pour subvenir au train toujours

(1) Jourde ne dit pas expressément qu'il soit allé tout seul toucher le million du gouverneur. Et c'est peu probable. Les délégués du Comité central qui signèrent le récépissé du 20 mars furent : Jourde, Varlin (son codélégué aux finances), Billioray, Mortier, Prudhomme, Josselin, Rousseau, Audiguoux, Gouhier, Arnaud, Assi. Mais il est tout à fait vraisemblable que la démarche lui ait paru particulièrement désagréable, car c'est bien lui qui, avec Varlin, y jouait le rôle principal et encourait la plus grande responsabilité.
(Note du Traducteur.)

croissant des dépenses gouvernementales, lorsque le Comité central mit terme à cette hospitalité inconsidérée en arrêtant Assi, que, soit dit en passant, je n'ai jamais vu.

Quand la Commune eut décrété la démolition de la colonne de la place Vendôme, le désespoir et la fureur de Jourde atteignirent au paroxysme. S'il s'opposait de toutes ses forces à ce vandalisme par de simples motifs de sens commun et de patriotisme, il objectait encore et surtout l'énorme et inutile dépense qu'entraînerait cette destruction; mais en vain tenta-t-il d'entraver le mal en supprimant les salaires des ouvriers démolisseurs; en vain trois ou quatre délégués de ses collègues le soutinrent-ils de leur opinion nettement déclarée, les autres ne lui en insinuèrent pas moins fort poliment que s'il ne déboursait pas de bonne grâce les fonds nécessaires, ils se verraient forcés de les exiger de vive force et profiteraient de l'occasion pour « le mettre au pied du mur » et en finir avec lui. Le soir où cette œuvre stupide fut accomplie, le peintre Courbet qui en avait été le promoteur vint de la brasserie Andler, tout proche de là, à la brasserie Saint-Séverin, pour y savourer les douceurs de son triomphe. Son ami Chaudey, du *Siècle,* ne l'accompagnait plus ; partageant le sort de Mgr Darboy, des abbés Lagarde, Crozes et Deguerry, il avait été arrêté comme otage, en vertu du décret de la Commune portant que toute exécution d'un prisonnier de guerre, pris par les Versaillais, serait suivie de l'exécution de trois otages tirés au sort.

Jourde ne s'affublait pas d'un uniforme, du moins je ne l'ai jamais vu qu'en civil. Je lui en fis un soir la remarque et lui fournis ainsi l'occasion de m'expliquer, non sans une indulgente partialité, l'ostentation ridicule déployée par ses collègues.

« Ils n'en agissent ainsi réellement, m'assura-t-il, que pour plaire aux gardes nationaux qui se méfient

des délégués qui restent en *pékin;* ils attribuent la répugnance de ceux-ci à endosser l'uniforme à la crainte de se compromettre, au désir secret de s'esquiver inaperçus si les choses viennent à mal tourner. Je vous accorde que cela même ne justifie qu'à moitié les uniformes exhibés par la plupart de mes collègues, mais, que voulez-vous? pour les peuples de race latine, il en est ainsi : la sagesse de Salomon les émerveille moins peut-être que sa magnificence, et, pour eux, la vraie cause de la grandeur de Joseph, ils le déclareraient volontiers, fut cette fameuse tunique aux multiples couleurs, motif de la jalousie de ses frères, raison de sa vente aux marchands égyptiens qui l'emmenèrent dans leur pays, point de départ par conséquent de sa gloire et de sa fortune.

« Je ne suis pas seulement, continua Jourde, délégué aux finances et payeur général, mais encore cuisinier en chef et rinceur de bouteilles pour tout ce qui concerne les questions pécuniaires au Comité central. J'ai peu d'employés pour me seconder dans mon travail, et sur ce petit nombre, très peu encore sur l'honnêteté desquels je puisse compter; je suis obligé par suite de garder pour moi bien des corvées. Tenez, j'ai reçu hier les comptes de quinzaine du fournisseur d'équipements militaires. Les totaux m'en ont semblé monstrueux, non pas tant sous le rapport du prix respectif de chaque uniforme qu'à l'égard du nombre d'uniformes livrés. Y expédier un de mes commis, c'eût été donner un coup d'épée dans l'eau, je le savais bien. « Envoyez un chat à Rome, dit un vieux dicton normand, il reviendra miaulant. » Mon employé, passez-moi la comparaison, serait lui aussi tout simplement revenu miaulant, m'assurant qu'il n'y avait pas la moindre erreur... Aussi pris-je le parti d'y aller voir moi-même et de demander à parler au directeur en chef de la maison.

« — Je suis certain qu'il n'y a pas d'erreur, monsieur,

me dit celui-ci, quoique je puisse bien vous avouer que j'ai fait la même remarque que vous en revisant les factures; le nombre des uniformes fournis m'a paru comme à vous fabuleux, mais j'ai dû me rendre à l'évidence après avoir étiqueté avec chaque numéro de livraison sa quittance justificative. Toutefois, j'ai compris qu'il devait se produire quelque part un terrible gaspillage, et je l'ai dit au directeur du comptoir des livraisons : « Si vous voulez rester en bas pendant une « heure, m'a répliqué cet employé, vous en aurez l'expli- « cation. » Je me permets, monsieur le délégué, de vous faire la même réponse.

« Je restai effectivement au rez-de-chaussée pendant une heure, poursuivit Jourde, et il ne vint pas, durant ce laps de temps, moins de huit individus munis de bons pour des uniformes complets de lieutenants ou de capitaines d'état-major. La plupart de ces jeunes gens ne me firent pas l'effet d'avoir de leur vie manié un fusil ou une épée; des mètres, me sembla-t-il, auraient été cent fois mieux placés dans leurs mains ; les airs qu'ils se donnaient achevèrent de m'écœurer. Mais ne tenant pas à m'attirer une nouvelle algarade du Comité central au sujet de mes économies de bouts de chandelles, je me résignai à laisser courir les choses. Regardez, voilà un spécimen de la façon dont nous nous équipons pour « aller-t-en guerre ».

Je regardai dans la direction qu'il m'indiquait et j'aperçus un personnage au teint basané, aux cheveux noirs longs et plats, de taille ordinaire, ou plutôt un peu au-dessous de la moyenne, et portant le costume le plus étrange qui se puisse voir. Il se composait d'une jaquette bleue de zouave, de larges pantalons flottants cramoisis rentrés dans de grandes bottes à l'écuyère; une ceinture également cramoisie, un sombrero noir à plumes rouges et un long sabre de cavalerie complétaient cet invraisemblable accoutrement. Notre

homme, somme toute, le portait bien, en dépit d'un certain air bravache et fanfaron sentant le théâtre d'une lieue. Je ne m'y trompais pas au reste, le parfum ou le relent de la rampe flottait bien réellement autour de lui.

— C'est le colonel Maxime Lisbonne, un acteur de profession qui s'est lancé avec fureur dans la carrière militaire, reprit Jourde. Sa bravoure est indiscutable, mais il est fait pour être colonel comme moi pour être général. Aucun de mes collègues ne semble soupçonner que toute profession, et celle des armes tout spécialement, exige un apprentissage sérieux. Maxime Lisbonne leur a dit qu'il voulait être colonel, et ils l'ont nommé sans plus de façon (1). Il ne fait jamais un pas sans traîner le turco que vous voyez sur ses talons.

Il me fut donné, dans une autre occasion, d'admirer

(1) Pendant mon séjour à Paris, de 1881 à 1886, comme correspondant d'un journal du soir de Londres, j'ai eu maintes fois l'occasion de voir M. Maxime Lisbonne, qui semble être devenu le témoin obligé de toutes les solennités sociales quelles qu'elles soient : premières, inaugurations de monuments, ouvertures d'établissements publics, etc. La raison de cette notoriété m'a toujours échappé, à moins qu'elle ne provienne de ce que les journalistes, dont les plus éminents le traitent sur un pied de parfaite égalité, le regardent comme un sujet de « bonne copie ».

Il n'y a pas bien longtemps encore qu'il fit sensation dans les salons de M. Carnot, et par suite grand bruit dans la presse parisienne qui relata le fait, en se présentant à une réception de l'Élysée avec un habit fleurant la benzine à plein nez, « parce que, expliquait Lisbonne, ledit habit n'avait pas servi depuis tant d'années ! » Ce fut lui qui ouvrit la fameuse « Taverne du Bagne », qui amena tout Paris boulevard Rochechouart. Précédemment, il avait été directeur des Bouffes-du-Nord, où il donna la *Nadine* de Louise Michel. Ajoutons que, sans avoir reçu d'éducation, il sait à l'occasion se comporter très correctement, et la vérité m'oblige à reconnaître que c'est un excellent garçon, fort obligeant.

Un jour qu'à l'occasion d'un important procès d'assises, il m'avait été impossible de rejoindre le commandant Lunel et que j'allais quitter le Palais de justice fort déconfit, c'est sur un signe de M. Maxime Lisbonne que le sergent des gardes de Paris, qui avait

le fameux général Dombrowski et le non moins célèbre colonel ou général La Cécilia. A peine échangeai-je quelques paroles avec le premier, mais je fus favorisé pendant une soirée tout entière de la conversation du second. C'était un petit homme sec, remuant, fortement gravé de la petite vérole, à la moustache rare et ayant à peine quelques poils au menton. Sa myopie prononcée l'obligeait à porter de grosses lunettes. Nerveux, agité à l'excès, il avait avec cela une voix d'une douceur surprenante. Il parlait l'anglais très correctement, presque sans accent, et l'on m'assura qu'il s'ex-

refusé de m'admettre sur la présentation de ma carte de journaliste, se départit de sa rigueur. Dans l'après-midi du même jour, le directeur du Jardin de Paris, qui venait de s'ouvrir, m'offrit, sur un simple désir de M. Lisbonne, un billet de saison ou, plus exactement, m'inscrivit sur la liste des entrées gratuites permanentes.

Bref, je pourrais citer une vingtaine de cas analogues prouvant, outre l'obligeance de Maxime Lisbonne, l'espèce d'auréole sociale dont sa participation aux événements de la Commune l'a investi aux yeux de ses contemporains. *L'Éditeur.*

On a cru trouver dans cette note la preuve que sir Richard Wallace ne pouvait être l'auteur des *Souvenirs d'un Anglais à Paris*. Nous avons nettement déclaré dès le début qu'il ne nous appartenait pas de résoudre la controverse. Nous ne pouvons cependant nous abstenir de faire remarquer — sinon, n'aurions-nous pas dû prendre parti ? — que la preuve invoquée ici est loin d'être péremptoire. Sans parler des « Notes du traducteur », il y a dans cet ouvrage deux séries d'annotations : celles qui ne sont pas signées, et celles qui sont signées, en anglais, « Editor ». Les premières doivent être attribuées à l'auteur lui-même ; les secondes sont évidemment l'œuvre d'une autre personne chargée de ménager la publication. Le mot anglais « Editor » ne correspond point précisément à notre mot français « Éditeur » ; il signifie plus exactement le metteur en œuvre, le publicateur, par exemple, d'un document. C'est ainsi encore qu'on appelle « Editor » le directeur ou rédacteur en chef d'un journal ou d'une revue. Il suit de là que la note n'émane point de l'auteur des *Souvenirs,* ne s'applique pas à lui, et qu'on n'en peut inférer qu'il ait été, de 1881 à 1886, correspondant à Paris d'un journal du soir de Londres. (*Note du Traducteur.*)

primait avec la même perfection, non seulement dans toutes les langues européennes, mais encore dans plusieurs langues ou dialectes orientaux. C'était le seul Français qui pût converser avec Dombrowski et les autres Polonais dans leur idiome natal. De plus, habile mathématicien, il essaya ce soir-là de me démontrer mathématiquement que de Moltke avait commis plusieurs bévues grossières, tant à Sadowa qu'à Sedan.

— C'est une chose, me dit Jourde après le départ de La Cécilia, qui ne pouvait moins faire que de l'amener au Comité central ; et pourtant ne vous rappelle-t-il pas irrésistiblement ces docteurs de Molière s'efforçant de prouver à un de leurs confrères qu'il a guéri un malade contrairement à toutes les règles médicales ? N'allez pas croire toutefois que La Cécilia ne soit pas un bon soldat. Il a conquis tous ses grades dans l'armée italienne, sur les champs de bataille de 1859 et 1860, et pendant la dernière guerre, il a dirigé très brillamment la défense d'Alençon. Mais la différence est énorme entre un bon soldat et un grand général.

Physiquement, à l'exception des lunettes et des marques de petite vérole, Dombrowski semblait la contre-partie exacte, le sosie de La Cécilia. Mais, tandis que le Français, — car Cécilia était Français, malgré la consonance italienne de son nom, — tandis que le Français restait modeste même dans ses critiques, le Polonais, sans manquer au fond de courage, était un rodomont et un vantard. Jusqu'à la fin, il continua de publier des comptes rendus de victoires par lui remportées et purement imaginaires. Le 21 mai, au moment où les troupes de Versailles balayaient tout devant elles, les vendeurs de journaux hurlaient encore sur les boulevards : « La brillante victoire du général Dombrowski. »

Investi de son haut commandement sous prétexte qu'il avait combattu sous Garibaldi et coopéré à la lutte

héroïque de la Pologne contre la Russie, Dombrowski, la chose s'ébruita plus tard, loin d'avoir soutenu ses compatriotes, servait alors comme simple soldat dans l'armée russe. Encore valait-il mieux qu'un autre Polonais, Wrobleski, qui montra de quelle bravoure il était capable, en se fourrant au plus profond de son lit pendant que les Versaillais bombardaient Vanves. . . .

. . . . . .

Tout en compulsant mes papiers, je retrouve, à moitié déchiré, le programme d'un concert donné aux Tuileries pendant la Commune. Je transcris textuellement le fragment intact :

COMMUNE DE PARIS

PALAIS DES TUILERIES

Servant pour la PREMIÈRE FOIS *à une œuvre patriotique*

GRAND CONCERT

AU PROFIT DES VEUVES ET DES ORPHELINS DE LA RÉPUBLIQUE
SOUS LE PATRONAGE
DE LA COMMUNE ET DU CITOYEN Dr ROUSSELLE

Tout porteur de billets pris à l'avance pourra sans rétribution visiter le Palais des Tuileries.

Le reste manque; mais je me rappelle que parmi les artistes apportant leur concours à ce concert figuraient Mme Bordas, MM. Coquelin cadet et le pianiste Francis Thomé.

Ayant pris simplement mon billet à la porte, je n'avais conséquemment pas le droit de flâner dans les Tuileries avant la représentation et j'entrai tout de suite dans la Salle des Maréchaux, où devait avoir lieu

le concert. Aussitôt, l'air d'abandon et de tristesse répandu dans cette pièce, naguère encore comme imprégnée de la pompe et de l'élégance du régime impérial, le contraste entre un passé si proche et le douloureux présent m'étreignirent si fort le cœur que je bénis le hasard qui m'avait épargné une promenade à travers le palais dévasté ; et bien que je n'aie pu constater aucune trace de dégradation volontaire et préméditée, je formulai à part moi le souhait sincère de ne jamais revoir ces splendides appartements dans des circonstances pareilles à celles de cette soirée. Ce vœu fut exaucé au delà de mes désirs. Moins d'un mois après, le palais tout entier était la proie des flammes, et à l'heure où j'écris, rasé qu'il est à fleur du sol, il n'en reste plus pierre sur pierre.

Je ne m'éternisai pas au concert, et me bornai à entendre, après qu'on eut déclamé l'inévitable *Marseillaise,* M. Thomé exécuter une fantaisie sur des airs d'opéras connus.

Quelques-unes des places réservées étaient occupées par les dignitaires de second ordre de la Commune, mais la plus grande partie de la salle avait été envahie par les ouvriers, leurs femmes et la très petite bourgeoisie. Les auditeurs de cette dernière catégorie ne savaient pas trop s'ils devaient s'amuser ou non, tandis que les premiers, bruyants à l'excès, ne mettaient certes pas en doute que la Commune ne fût le meilleur des régimes possibles, puisque, grâce à elle, ils pouvaient, pour une somme insignifiante, assister à un concert donné dans la demeure même de leurs ex-souverains.

— Voilà l'égalité comme je la comprends, monsieur, me dit un ouvrier en blouse, très propre du reste, tout en se reculant pour me faire place à ses côtés.

Lui et sa compagne charmèrent leurs loisirs, entre le premier et le second numéro du programme, en suçant des bâtons de sucre d'orge.

Un mois après environ, c'était, je crois, le mercredi 17 mai, j'assistai à la première grande représentation de gala organisée par la Commune, et maintenue quoique, au vu et au su de tous les chefs, l'armée de Versailles ne se trouvât pas alors à plus d'une portée de fusil des fortifications. Cette fois, j'avais pris mon billet d'avance. La représentation avait lieu à l'Opéra-Comique, et bien avant l'heure fixée, les boulevards et les rues avoisinant le théâtre étaient bondés de flâneurs, curieux de guetter l'arrivée des gros bonnets sous le patronage desquels la fête était donnée. Les journaux, depuis plusieurs jours, ne tarissaient pas en détails sur cet événement artistique, et les affiches célébraient en caractères gigantesques ses nombreuses attractions. Suivant l'usage traditionnel en semblable occasion, le programme était varié, et maints loustics ne manquaient pas d'en plaisanter, disant que la Commune se devait à elle-même d'inaugurer quelque chose d'original au lieu de s'en tenir aveuglément à la coutume routinière des tyrans ; en réalité, la Commune n'avait pas le choix. Il ne restait à sa disposition que bien peu des artistes appartenant aux théâtres subventionnés, et chez ceux-là mêmes la répugnance était évidente à coopérer à la fête projetée ; par suite, on décida de donner des fragments d'opéras et de comédies choisis parmi les plus propres à stimuler les sentiments patriotiques et républicains dont s'honoraient déjà sans doute les spectateurs. L'ensemble de l'orchestre, d'un recrutement plus facile, était excellent. On avait distribué force invitations ; la plupart des places, les meilleures surtout, ne coûtaient pas un rouge liard à leurs occupants.

Toutes les portes du théâtre avaient été ouvertes, et, autour de chacune d'elles, des groupes nombreux, composés en partie de gardes nationaux en uniforme et de femmes de la classe ouvrière, accueillaient de leurs acclamations frénétiques le défilé des personnages mar-

quants. Quant à ceux-ci, les mots me manquent pour décrire leur splendeur ; comment donner une idée du cliquetis des sabres, de l'envolée des panaches, du resplendissement des uniformes? Et encore tout cet éclat pâlissait-il à côté des toilettes de leurs triomphantes compagnes, orgueilleusement pendues à leurs bras. Pour ceux-là, du moins, aucun doute ne restait possible : « le jour de gloire était arrivé ».

La foule, du côté féminin surtout, se montrait sincèrement enthousiaste, trop enthousiaste même dans sa façon ultra-cordiale de féliciter et de reconnaître les *dames* si soudainement promues au sommet de l'échelle sociale. Plus d'une Mélanie et d'une Clarisse auraient préféré une interprétation moins littérale de la romance connue : *Souvenirs du jeune âge* (1), appliquée si mal à propos au moment où elles descendaient glorieuses de leurs équipages.

Je remarquai pourtant que les chevaux des voitures officielles démentaient par leur piteuse apparence cette fanfaronne allégation que, à l'heure de la levée du siège, il restait encore à Paris trente mille de leurs congénères parfaitement en forme et propres au service.

Bien que la représentation eût été annoncée pour sept heures et demie, une heure plus tard la loge officielle réservée aux chefs du régime nouveau était encore vide. Comme je l'ai déjà dit, des rumeurs inquiétantes couraient depuis plusieurs jours au sujet de l'approche des Versaillais; et pire encore, quarante-huit heures venaient de s'écouler sans qu'aucune « victoire signalée » eût été affichée sur les murs de Paris ou annoncée dans les journaux. Quelques-uns des grands hommes du jour, disséminés dans l'audi-

(1) Littéralement : *Auld Lang Syne,* « Vieilles scènes du temps jadis », ancienne chanson écossaise. (*Note du Traducteur.*)

toire, aux fauteuils ou dans les loges, et aisément distingués du commun des mortels, se déclaraient incapables de fournir aucun renseignement authentique, mais suggéraient toutefois que la représentation n'ayant pas été contremandée, les choses n'allaient pas si mal qu'on aurait pu le croire en s'en fiant aux apparences.

Le théâtre était plein, du parterre au paradis; le vacarme devenait terrifiant et la chaleur accablante; le gaz, fort heureusement, n'apportait qu'un mince contingent de lumière et aussi de calorique, les compagnies n'étant pas encore à même d'en fournir en quantité suffisante. On ne voyait guère que des uniformes dans les loges et aux fauteuils, mais les régions supérieures étaient envahies par les blouses, sur lesquelles tranchaient çà et là quelques redingotes; les femmes surtout y faisaient un bruit infernal. Les deux avant-scènes du rez-de-chaussée restaient inoccupées; dans les autres se trouvaient en grand nombre des journalistes et quelques femmes venues pour critiquer le physique et la tournure des « dames de nos nouveaux gouvernants ». Une loge concentrait particulièrement l'attention du public; celle qui l'occupait, une femme du monde, à n'en pas douter, avait arboré une toilette de soirée rehaussée d'une parure de splendides diamants; tandis que ses égales au point de vue social s'étaient fait, cela sautait aux yeux, un point d'honneur de s'habiller avec la plus stricte simplicité. Il m'a été impossible à l'époque de découvrir le nom de cette dame; onques ne l'avais vue avant et ne l'ai revue depuis.

Vers neuf heures moins un quart, les portes des loges officielles s'ouvrirent enfin et livrèrent passage à leurs hôtes d'un soir. Hélas! ce n'étaient pas les grands chefs de la Commune; nous avions à nous contenter des seconds rôles; ceux-ci, du moins, ne le cédaient en rien à leurs supérieurs hiérarchiques comme magnifi-

cence dans leurs atours. Leurs uniformes disparaissaient positivement sous les broderies et les galons d'or.

Sur-le-champ, l'orchestre attaqua l'inévitable *Marseillaise,* dont les spectateurs des galeries reprenaient en chœur le refrain; le bâtiment en tremblait sur ses bases, et, malgré le tapage effroyable, encore percevait-on distinctement comme un écho formidable la grande voix de la foule chantant au dehors : « Aux armes, citoyens... » Les auditeurs de la loge officielle donnèrent le signal des applaudissements et, au lever du rideau, une comédienne en péplum et en cothurnes nous déclama les fameuses strophes. Puis, le rideau tomba et l'auditoire se précipita au foyer, ou plutôt peut-être au dehors, car la circulation resta assez libre dans l'intérieur du théâtre. Parmi ceux qui se promenaient de long en large au foyer, j'aperçus la dame aux diamants appuyée au bras d'un individu d'allures assez vulgaires, mais revêtu d'un uniforme somptueux. Il me sembla reconnaître aussi le ministre d'Amérique, mais je ne l'affirmerais pas.

L'entr'acte finit; je regagnai ma place. Cette fois, le rideau se leva sur une scène de comédie qui ne me parut intéresser que médiocrement les spectateurs; le clou de la soirée était évidemment le duo annoncé de Mme Ugalde et d'un ténor dont j'ai oublié le nom. C'était, chuchotait-on autour de moi, un amateur de grand avenir.

Mais à peine Mme Ugalde avait-elle lancé ses premières notes qu'un clairon des francs-tireurs de la Commune parut sur le devant d'une loge vide et sonna la charge. L'effet fut saisissant. L'auditoire se leva comme un seul homme et courut aux portes. En moins de cinq minutes, la salle était vide. Cependant, j'avais laissé passer l'avalanche humaine, et lorsque je sortis à mon tour, on m'assura que c'était une fausse alarme ou

plutôt une simple plaisanterie; personne toutefois ne rentra au théâtre.

Ainsi se termina la grande représentation de gala de la Commune, et tout observateur attentif pouvait, dès lors, prévoir sans peine le prochain dénouement de la sanglante aventure insurrectionnelle. Le clairon mystificateur venait, inconsciemment peut-être, de sonner son glas de mort.

FIN.

INDEX DES NOMS

A

Abbatucci, II, 230.
Abd-el-Kader, I, 268.
Abrantès (duchesse d'), I, 107, 154.
Adalbert de Bavière (prince), II, 165.
Adam (Adolphe), I, 47, 117, 259; II, 18.
Agar (Mme), II, 227.
Alboni (Mme), I, 172.
Allan (Mme), I, 189.
Ambert (Mlle Anaïs), I, 172.
Ancelot (Virginie), I, 154.
Ancessy, I, 199.
Angilbert jeune, I, 36.
Angoulême (duc d'), II, 181.
Antonelli, II, 57.
Apponyi (comte), I, 105.
Araldi (Mlle), I, 156.
Argout (d'), I, 3.
Arlincourt (d'), I, 2.
Arnal, I, 287.
Arnaud, II, 340.
Arnould-Plessis (Mme), I, 107.
Arragon (marquis), II, 20.
Assi, II, 340, 341.
Auber, I, 89, 117, 192, 201, 202, 203, 204, 205.
Audignoux, II, 340.
Augier (Émile), I, 157.
Aumale (duc d'), I, 256, 267, 269, 271, 291; II, 11.
Azevedo, I, 213.

B

Bacciocchi (comte), II, 64, 67.
Baltard, II, 161.
Balzac, I, 3, 36, 38, 40, 41, 42, 44, 45, 46, 47, 53, 120, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 261, 265, 266, 277; II, 6, 9, note, 37.
Baptiste, II, 100.
Baraguey d'Hilliers, II, 149, 151.
Baroche, II, 216.
Barrère, II, 33.
Barrière, II, 33.
Barrot (Odilon), I, 286, note; II, 70.
Bassano (duc de), II, 89.
Bastide, II, 17, 22.
Bazaine, II, 67, 121, 206, 235, 239.
Baze, II, 47.
Beaufort d'Hautpoul, II, 230, 234.

Beauvallet, I, 170, 199.
Beauvallon (de), I, 126, 130.
Beauvoir (Roger de), I, 56, 84, 85, 158.
Bedeau, I, 286, 287.
Benedetti, II, 56, note.
Béranger, II, 39, 160.
Beraud, I, 66.
Bergeret, II, 330, 331.
Berlioz (Hector), I, 63, 207.
Berryer, I, 133, 188.
Berthier, I, 7.
Bertoux, II, 6.
Biesta, II, 3, 4.
Billioray, II, 340.
Bizet, I, 207.
Blanc (Louis), I, 121, 122, 123, 124, 125.
Blanchard Jerrold, I, 4.
Blanqui, II, 242, 243, 246.
Blondeau, II, 208.
Bocage, I, 156.
Boitelle, II, 68, 122, 124, 125.
Bonaparte (Jérôme), II, 43, 44, 45, 162, 163.
Bonnelière I, 70.
Bonvin père, I, 29.
Bonvin (François), I, 29.
Bonvin (Léon), I, 29.
Bordas (Mme), II, 347.
Botzaris, II, 139.
Bouffé, I, 288.
Bouginier, I, 4, 160.
Brandus, I, 44.
Bressant, I, 107, 287.
Brididi, I, 21.
Brohan (Augustine), I, 180, 189, 196; II, 61.
Brohan (Madeleine), I, 177.
Brougham (lord), I, 108.
Bryon, I, 49.
Buchez, II, 18, 21.
Buloz, I, 157, 189.

C

Cabet, I, 222.
Cadot, I, 79.
Canler, II, 136, 141, 145.
Canrobert, II, 161, 206, 207.
Cardon, II, 232.
Carette, II, 19.
Carnot (Sadi), II, 344.
Carraud (Mme Zulma), I, 42.
Carrel (Armand), I, 128, 129.
Carteron, II, 19.
Cassagnac (Paul de), II, 239, 240.
Castellane (comte Jules de), I, 108.
Caulaincourt (de), II, 89.
Cavaignac, II, 9, 10, 11, 12, 17 117.
Cécilia (La), II, 345, 346.
Chabrillat, II, 232.
Chaffault (du), I, 72, 77.
Chamborant de Périssat, II, 2, note.
Chambord (comte de), II, 181.
Chanfort (Mme), I, 9.
Changarnier, II, 11, 47.
Charras, II, 18.
Chateaubriand, I, 39.
Chateaurenaud, I, 303, 304.
Chaudey, II, 341.
Cherville (de), I, 76.
Chevet, II, 54, 55.
Chicard, I, 21.
Chopin, I, 222.
Clairville, II, 15.
Clarendon (lord), II, 80, 216.
Clément, II, 328.
Clément-Thomas (général), II, 19, 334.
Clémentine (princesse), I, 262.
Clotilde (princesse), II, 92.
Cluseret (général), II, 328, 330, 332.

Cochery, II, 222, 223.
Col-Puygellier, II, 5.
Conchon, II, 73, 74, 75, 78.
Conneau, II, 5.
Conneau (Mme), II, 103.
Constable, II, 156.
Coquelin, I, 207.
Coquelin cadet, II, 347.
Cormenin, I, 113.
Corvisard, II, 192.
Courbet, II, 341.
Cousin, I, 124, note; II, 81.
Cousin-Montauban (général), I, 267, 268, 269.
Cowley (lord), II, 80.
Crémieux (Adolphe), I, 293, 294, 295.
Cromwell, II, 35.
Crozes (abbé), II, 341.

D

Dacosta, II, 328.
Dantan (le jeune), I, 4.
Darboy (Mgr), II, 336, 341.
Dartigues, II, 299.
Davenay (Mlle), I, 107.
David (Félicien), I, 207, 208, 209, 210, 214, 215, 216.
David d'Angers, I, 67, 229; II, 53, 127, 128, 131, 132, 136, 143.
Daviel, II, 49.
Davout, I, 283.
Debret, I, 116.
Decamps, I, 218, 219, 220, 266, 270; II, 332.
Degouve-Denuncques, II, 18.
Deguerry (l'abbé), II, 341.
Déjazet (Virginie), I, 288.
Delacroix (Eugène), I, 17, 111, 218, 219, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231.
Delaroche (Paul), I, 10, 12, 228, 265, 266.
Delaunay, I, 194, 195.
Delord (Taxile), I, 123, note.
Demidoff (Anatole), I, 33.
Demidoff (prince), I, 32, 33, 49.
Demidoff (Paul), I, 33.
Desaubiers (Adrien), I, 194.
Desnoyers (Louis), I, 160.
Desoudes, II, 50.
Disraeli, I, 271.
Dombrowski, II, 330, 345, 346, 347.
Dom Pedro Ier, I, 263.
Dorderon, II, 287.
Dorval (Mme), I, 156.
Du Camp (Maxime), I, 286.
Duchatel, II, 30.
Duchatel (comte), I, 170.
Duclerc, II, 19.
Ducrot, II, 208.
Dufaure, II, 12.
Dujarrier, I, 126, 127, 128, 129, 132, 138.
Du Locle (Camille), I, 216.
Duquesnay, II, 297.
Dumas (Alexandre), I, 12, 38, 41, 47, 50, 53, 56, 60, 61, 62, 65, 66, 67, 68, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 77, 79, 80, 114, 119, 120, 127, 131, 133, 138, 144, 147, 154, 175, 230, 231, 232, 234 238, 249, 271, 304; II, 77, 158, 159.
Dumas fils, I, 80, 147, 151, 175; II, 158, 335.
Duponchel, I, 65, 157.
Duprez, I, 89.
Dupuis, I, 107.
Duruy, II, 264.
Dussart, II, 18.
Dutacq, I, 161.

E

Ecquevilly (d'), I, 130.
Enfantin (le père), I, 209.
Epagny (d'), I, 156.
Espréménil (marquis d'), II, 20, note.
Eudes, II, 339.
Eugénie (impératrice), II, 92, 99, 107, 108, 109, 111, 112, 115, 117, 118, 119, 124, 148, 164, 165, 192, 204, 216, 217, 219, 224, 235, 236, 249, 254, et voir Montijo (Eugénie de).
Evans, II, 250.

F

Falloux (de), II, 36.
Fauvel, II, 192.
Favre (Jules), II, 242, 265, 316.
Ferrari (Joseph), II, 222.
Ferré (Théophile), II, 333, 335, 336.
Flaubert, I, 133, 221.
Fleury (général), I, 131.
Flotow, I, 100, 102, 103, 107, 207.
Fould (Achille), I, 171; II, 12.
Fourreau, I, 5.
Fragonard, II, 13.
France (Anatole), I, 253.
Franceschini, II, 236.
Fraser, I, 54, 117, 118, 119, 121.
Frédéric-Charles (prince), II, 237.
Frère (Judith), II, 40.
Freycinet (de), II, 210.

G

Gagne, II, 284.
Gainsborough, II, 156.
Gambetta, I, 280; II, 242, 243, 245, 265, 290.
Gambon, II, 337, 338.
Garibaldi, I, 291; II, 329, 346.
Gautier (Théophile), I, 27, 111, 115, 225.
Gavarni, I, 115; II, 6.
Gay (Mme Sophie), I, 107.
Génin, II, 18.
Genlis (Mme de), I, 259.
Genoude (de), I, 113.
Genton, II, 328.
Geoffroy, II, 6.
Georges (Mlle), I, 156.
Gil-Pérès, I, 156; II, 333, 334, 335, 336.
Girardin (comte de), II, 81.
Girardin (Émile de), I, 128, 129.
Girardin (Mme de), I, 103, 194, 256; II, 110.
Giroux, II, 13.
Godard, II, 292.
Gontier, II, 340.
Gosselin, II, 340.
Gosset, I, 130.
Goudchaux, II, 17.
Gourgaud, I, 293, 294.
Gozlan (Léon), I, 45, 119, 154, 160.
Gramont (duc de), II, 223.
Granville (lord), I, 103; II, 245.
Grassot, II, 7, 334.
Grégoire (Achille), II, 19.
Grévy, II, 21, 69, note.
Guépet (Martin), I, 36, 57.
Guiche (duc de), II, 91.
Guillaume Ier, I, 141.
Guizot, I, 113, 116, 250, 257, 302; II, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 36, 37, 76, 77, 81, 162.
Gutierrez de Estrada (don), II, 65.

H

Hablot Browne, II, 41.
Halévy, I, 65, 66, 89, 99, 100, 117, 167, 203, 259.
Hallay (marquis du), I, 38.
Harel, I, 27, 157.
Haussmann (baron), I, 1.
Heine, II, 19, 263.
Hetzel, II, 19.
Hirschler, I, 78.
Hoffmann, I, 91.
Hohenzollern, II, 222, 225.
Horéau, II, 293.
Houssaye (Arsène), I, 157, 172.
Howard (Miss), II, 12.
Hugo (Victor), I, 12, 39, 103, 104, 221, 277; II, 41, 56, 152, 256, 298, 299, 300.
Humbert (Alphonse), II, 243.
Hyacinthe, I, 3.
Hyrvoix, II, 116, 118, 119, 120.

I

Ingres, II, 155.
Isabelle (reine d'Espagne), II, 29, 30.

J

Jadin, II, 184.
Janin, I, 27.
Jecker, II, 65.
Johannot (Tony), I, 10.
Joigneaux, II, 289.
Joinville (prince de), II, 11, note.
Joséphine (impératrice), II, 87.
Jourde, II, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 346.
Jussieu (de), I, 3.

K

Kœnig-bey, I, 211, 212.
Kossuth, II, 329.
Kugelmann, I, 44.

L

Lablache, I, 172.
Lacrois (Frédéric), II, 19.
Lacroix (Paul), I, 153.
Lacrosse (baron), II, 49, 50.
Lafontaine, II, 104.
Lagarde (abbé), II, 341.
Lagrange (Mlle de), I, 107.
Lamartine, I, 39, 41, 113, 302, 304; II, 2, et note, 3, 11, 22, 24, 36, 37, 38, 41.
Lamartine (Mme de), II, 2, note, 9.
Lamennais, I, 222; II, 131, note.
Lami (Eugène), I, 264, 265.
Lamoricière (de), II, 10, 12, 57, note.
Lapierre, I, 14.
Lassailly, I, 3, 160.
Latte (Bernard), I, 121.
Lautour-Mezerai, I, 152, 153.
Lebœuf, II, 205, 208, 210, 212, 236.
Lebrun, II, 236.
Lecomte (général), II, 334.
Ledru-Rollin, II, 11.
Le Duc (Léouzon), II, 30, 31.
Le Flo, II, 47.
Legendre (Mme), I, 9.
Legouvé, I, 187.
Le Hon (Mme), I, 103, 104, 174, 260.
Lenormand (Mlle), I, 26.
Leroux (Pierre), I, 222.
Lesseps (de), I, 201; II, 254.
Lethière, I, 13 et note de l'éditeur.
Levasseur, I, 205.
Levraud (les frères), II, 328.
Lieven (princesse), I, 103.

Lincoln, II, 205, 332.
Lireux, I, 27, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 163, 164.
Lisbonne (Maxime), II, 344, 345.
Locke (Mme), I, 103.
Lockroy (Édouard), II, 288.
Lockroy (Philippe), II, 288, 289.
Longuet, II, 328.
Louis-Philippe, I, 69, 70, 82 103, 113, 167, 215, 244, 245, 247, 248, 249, 250, 254, 257, 259, 260, 262, 272, 273, 277, 278, 291, 292, 299; II, 9, note, 11, note, 25, 27, 29, 39, 46, 59, 81.
Lourdoueix (de), I, 53.
Lucas (Hippolyte), I, 156.
Lunel (commandant), II, 344.
Lurine (Louis), I, 44, 45.
Lyons (lord), II, 219, 221, 333.

M

Machanette, I, 157.
Mac Mahon, II, 21, 206.
Magnan, II, 45, 95.
Malibran (Mme), I, 4.
Mallefille, II, 18.
Malmesbury, I, 135, note; II, 12.
Marchangy (de), I, 2.
Maret, II, 89.
Marie, II, 18.
Marie-Amélie (reine), I, 259.
Mariette-bey, I, 216.
Mario, I, 117, 172.
Marrast (Armand), I, 117; II, 17, 18, 20, 23, 330.
Mars (Mlle), I, 91.
Mathilde (princesse), I, 33; II, 12, 44.
Maubant, I, 156.
Maupas (de), II, 45, 46, 49, 68, 103, 123.
Maximilien (empereur), II, 65, 67, 117.
Mayhens, I, 4.
Méhémet-Ali, I, 211, 212.
Meissonier, I, 178, 218.
Méline, II, 243.
Mellinet, II, 254.
Mérimée, I, 224; II, 90, note, 245.
Mérode (Mgr), II, 57, 58.
Méry, I, 40, 47, 72, 160, 235, 304; II, 1, 36.
Metternich (prince de), I, 249; II, 111, 245.
Meyerbeer, I, 66, 83, 84, 89, 99, 100, 117, 203, 205, 209, 210.
Michael, II, 209.
Michel de Bourges, I, 222.
Michel (Louise), II, 344.
Millet (Aimé), I, 16.
Mimi-Lepreuil, I, 273.
Molé, I, 286, 287.
Moltke (de), II, 57, 195, 201, 231, 279, 325, 346.
Monnier (Henri), I, 160; II, 326.
Montalembert (comtesse de), II, 30, 31.
Montalivet (de), I, 69, 221.
Montès (Lola), I, 131, 132, 133, 138, 139, 140, 141, 143, 144.
Montigny, I, 157.
Montijo (Eugénie de), II, 5, 52, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, et voir Eugénie (impératrice).
Montpensier (duc de), I, 256, 267, 292.
Montrond, II, 67.
Moritz-Busch, II, 230.
Morland, II, 156.
Morny (de), I, 97, 98, 266, note; II, 27, 28, 45, 49, 52, 57, 59, 60, 61, 62, 63, 65, 71, 73, note, 76.

Mortier, II, 340.
Mosselmann (Mlle), I, 174.
Murger, II, 33.
Musset (Alfred de), I, 36, 38, 39, 41, 54, 89, 113, 222, 277.
Musset (Paul de), I, 40, note, 222, 223.

N

Nadar, II, 291, 292.
Napoléon (prince Louis-), I, 122, 179, 280; II, 1, 2, 3, 4, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 17, 24, 28, 35, 43, 44, 46, 47, 48, 49, 50, 56, 59.
Napoléon III (empereur), II, 80, 83, 85, 86, 87, 88, 89, 91, 93, 95, 96, 98, 101, 104, 107, 108, 109, 111, 112, 115, 118, 119, 148, 149, 163, 164, 169, 170, 200, 201, 204, 206, 207, 209, 210, 212, 213, 217, 224, 227, 228, 235, 244, 291, 332, 333.
Nélaton, II, 192.
Nemours (duc de), I, 49, 254, 264, 265, 271; II, 4, 11.
Nerval (Gérard de), I, 117.
Ney (comte Edgar), II, 95.
Ney (maréchal), II, 54, 330.
Nicolas Ier (empereur), I, 180, 185-187, 233, 234; II, 31.
Niel, II, 178, 205, 206, 207, 208, 212, 237.
Nodier (Charles), I, 154.
Normanby (lady), I, 108; II, 7.
Nourrit, I, 205.

O

Ollivier Émile), I, 281; II, 218, 220, 222, 225, 232, 233, 237, 238.
Orléans (duc d'), I, 71, 247, 254, 261, 271, 272, 293; II, 163.
Orléans (prince d'), I, 12.
Orléans (princesse Marie d'), I, 263.
Orsay (comte d'), I, 54.
Orsini, I, 131.
Ouvrard, I, 41.

Paccini (Émile), I, 63.
Pagnerre, II, 19.
Palikao (comte de), I, 267.
Palmerston (lord), I, 34; II, 12, 29, 46, 47, 48, 51, 80.
Pasdeloup, II, 298.
Pelletan (Camille), I, 123, note.
Pelletan (Eugène), I, 123 et note, 124, note.
Pereire (Émile), II, 38.
Perrin, II, 64.
Perrin (Émile), I, 215.
Persigny (de), II, 3, 42, 43, 46, 47, 49, 52, 54, 55, 56, 57, 58, 63, 66, 67, 122.
Persigny (Mme de), II, 53, 54, 55.
Pessonneaux, I, 253 et note de l'éditeur.
Petetin (Anselme), II, 19.
Petetin (Auguste), II, 19.
Picart, II, 187.
Pie IX, II, 57.
Pietri, II, 230-238.
Pillet, I, 63, 64, 65, note.
Plessis (Alphonsine), Marguerite Duplessis, I, 145, 146, 148, 151, 152.
Plessis (Sylvanie), I, 189, 190.
Poirson, I, 176, 277.
Prescott, II, 222.
Prévost-Paradol, II, 199.
Protot, II, 328.

PROUDHON, II, 15.
PROVOST, I, 170.
PRUDHOMME, II, 340.
PUGET (Loïsa), I, 114.
PYAT (Félix), II, 242, 246.

R

RACHEL, I, 97, 169, 171, 173, 174, 176, 177, 178, 179, 182, 183, 184, 185, 187, 188, 196, 198; II, 60, 61, 69.
RAMAIL, II, 250-251.
RANC, II, 243.
RANDON, II, 205, note.
RAOUL RIGAULT, II, 328, 332.
RECURT, II, 18.
RÉGNIER, I, 168, 170, 176, 189, 190, 192, 195, 196, 197.
REICHA, I, 99.
RENAN, II, 26.
RICHARD (Maurice), II, 237.
RICHE, II, 287.
RICORD, II, 192.
RIVAROL, I, 109.
ROMIEU, I, 38.
ROQUEPLAN (Nestor), I, 47, 54, 64, 65, 115, 205.
ROSE CHÉRI, I, 287.
ROSSEL, II, 329, 330.
ROSSINI, I, 84, 117, 199, 203.
ROSTOPCHINE (prince), I, 38.
ROTHSCHILD (James DE), I, 163; II, 63.
ROUHER, II, 36, 69, 70, 71, 72, 73, note, 76, 77, 78, 79.
ROUHER (Mme), II, 73, 75, 225.
ROULAND, II, 338.
ROUSSEAU, II, 340.
ROUSSELLE (Dr), II, 347.
ROUSSET, II, 19.
RUSH (Richard), II, 22.
RUSCONI, I, 78.
RUSSEL (lord), II, 52.

S

SAIN DE BOIS-LE-COMTE, II, 18.
SAINT-ARNAUD (DE), II, 45, 46, 47, 49, 57.
SAINT-CRICQ (marquis DE), I, 38.
SAINT-GEORGES (DE), I, 100-101, 109, 110, 117.
SAINT-VICTOR (Paul DE), I, 199.
SALVANDY (DE), II, 29, 30.
SAMPIERO (comte), II, 230, 249.
SAMSON, I, 170, 187, 188, 190, 191, 192.
SAND (George), I, 53, 122, 223, 224, 225, 228; II, 69.
SANDEAU (Jules), I, 47, 160.
SARCEY (Francisque), I, 154, 155; II, 295.
SARDOU (Victorien), II, 23, 252, 253, 254, 335.
SCHEFFER (Ary), II, 40.
SCHNEIDER, I, 181-183.
SÉE (Germain), II, 192.
SEYMOUR (lord), I, 38, 49.
SIGNOL, I, 20.
SIRAUDIN, II, 13.
SOLTIKOFF (prince), I, 38.
SONTAG, I, 172.
SOUVERAIN (Hippolyte), I, 45.
SOUVESTRE (Émile), I, 154.
SPULLER, II, 291.
SPURGEON, II, 291.
STAEL (Mme DE), II, 159, note.
STEINMETZ (VON), II, 237.
STOFFEL, II, 212, 231.
STOLTZ (Rosine), I, 172.
STUBENRAUCH (Amalia), I, 141.
SUE (Eugène), I, 39, 47, 50, 51, 52, 53, 154; II, 20.

T

TAGLIONI (Mlle), I, 89, , 91, 92, 96, 98; II, 61.

Taine, II, 22.
Taylor (baron), I, 172, 173, 174.
Thierry (Edouard), I, 200.
Thiers, I, 104, 113, 115, 116, 123, note, 235; II, 9, 10, 26, 34, 35, 43, 56, 73, note, 77, 210, 222, 244, 245, 266, 332.
Thiers (Mme), I, 103, 104.
Thomé (Francis), II, 347, 348.
Thuillier (Marguerite), II, 33.
Thureau-Dangin, I, 286, note.
Tiersot, I, 253, note.
Tilmant, I, 214, note.
Tirard, I, 276; II, 243.
Tissandier, II, 293.
Toussaint, II, 139.
Trélat, II, 18.
Tridon, II, 328, 333.
Trochu, II, 211, 212, 266, 323.
Troplong, II, 216.
Tudor (Mme), I, 105.
Turgot (marquis de), II, 48.
Tyszkiewicz (comte), I, 63, 65.

U

Ugalde (Mme), II, 352.
Uhrich (général), II, 263.

V

Vaillant, II, 162, 163, 166, 169, 170, 171, 174, 175, 177, 178, 181, 185, 188.
Vallès (Jules), II, 327.
Varlin, II, 340.
Vaulabelle, II, 17.
Verdi, I, 215.
Verne (Jules), II, 7.
Vernet (Horace), I, 221, 228, 231, 232, 234, 235, 236, 237, 238, 239; II, 155.
Véron (docteur), I, 38, 50, 58, 60, 62, 64, 65, 66, 72, 81, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 138, 150, 152, 157, 171, 205.
Viardot-Garcia, I, 205.
Victoria (reine), II, 146, 147, 150, 155, 157, 158, 163, 164, 165, 216.
Vidocq, I, 114.
Viellot, I, 78.
Viennet, I, 199.
Vieuxtemps, I, 172.
Villemain, II, 81.
Villotreys (Mlle de), I, 109.
Vinoy (général), II, 290, 296, 333.
Visconti, II, 30.

W

Wagner, I, 216.
Walewski (comte), I, 173, 174; II, 47, 48, 51, 52, 63, 64, 65, 66, 67, 68.
Wallace (sir Richard), II, 345.
Washington, II, 35.
Weber, I, 63, 64, 99.
Wellington (duc de), I, 293.
Wimpffen (baron de), II, 116, 195.
Witt (Henriette de), II, 28.
Wolkonsky (prince), II, 31.
Worms, I, 107.
Wrobleski, II, 347.

Z

Zola, II, 307.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

La seconde République. — Lamartine et Louis-Napoléon. — Récit de Persigny sur l'arrivée en France de Louis-Napoléon après les journées de Février. — L'étoile de Louis-Napoléon. — Notre première entrevue. — Origine d'un sobriquet célèbre. — Cavaignac et son frère Godefroy. — Pauvreté relative de Louis-Napoléon. — Frais d'élection. — Histoire de la femme aux jambes de bois. — Les salons sous la seconde République. — La France gouvernée par le *National*. — Curieuse liste de ministres et de fonctionnaires. — Armand Marrast. — Ses réceptions au Palais-Bourbon comme président de la Chambre des députés 1

CHAPITRE II

Guizot, Lamartine, Béranger. — Fausse opinion du public à l'égard de Guizot. — Histoire d'un tableau. — Guizot chez lui. — Les mariages espagnols. — Le porphyre rouge du tombeau de Napoléon. — Guizot père de famille. — Henry Mürger et Marguerite Thuillier. — Imprévoyance et misère de Lamartine. — Souscription nationale en sa faveur. — Béranger, son verdict sur la seconde République. — Ses continuels déménagements. — La vérité sur Mlle Judith Frère 25

CHAPITRE III

Quelques-uns des hommes de l'Empire. — Fialin de Persigny. — Son rêve de restauration impériale. — Ses embarras financiers,

sa charité. — Préparatifs du coup d'État. — L'Élysée-Bourbon le soir du 1er décembre. — Londres le 2 décembre. — Mme de Persigny, son avarice. — De Morny, sa première rencontre avec son demi-frère. — L'origine de la campagne du Mexique. — Walewski. — Ses manies. — Rouher, son pays natal. — Son mariage. — Sa femme et son beau-père 42

CHAPITRE IV

La société du second Empire. — La cour à Compiègne sous Louis-Philippe et sous Napoléon III. — Mlle de Montijo. — Annonce des fiançailles. — Organisation de la maison de l'Impératrice. — Le mariage. — Les chasses à Compiègne. — Programme des fêtes. — Aventure d'un Anglais 80

CHAPITRE V

La société sous l'Empire. — Les séries de Compiègne. — Représentations théâtrales, leur prix. — « L'épaule ou l'épaulette. » — Les cocodettes. — Le *Diable à quatre* à Compiègne. — La chasse au cerf. — M. Hyrvoix et M. Boittelle ; leur disgrâce respective. — L'Impératrice à Saint-Lazare 102

CHAPITRE VI

Un sculpteur et son modèle. — Les funérailles de Cortot. — Sympathie de David d'Angers pour la Grèce. — Le monument de Marco Botzaris. — Un complot contre David ; son modèle lui sauve la vie. — Triste voyage en Grèce. — Révélations de Canler sur les dessous de la police parisienne. — Exil et mort de David. — Encore le modèle ; sa mort à la Charité 127

CHAPITRE VII

La reine Victoria à Paris. — Les touristes anglais en 1855. — La vraie revanche de Waterloo. — Ouverture de l'Exposition. — Napoléon III à Boulogne. — Arrivée de la Reine ; son entrée à Paris ; son installation à Saint-Cloud. — Réception à l'Élysée-Bourbon. — Représentation de gala à l'Opéra. — Bal à l'Hôtel de ville. — Revue au Champ de Mars. — La Reine aux Invalides. — Réplique du maréchal Vaillant. — Fêtes à Versailles. — Retour en Angleterre 146

CHAPITRE VIII

Le maréchal Vaillant. — Sa clairvoyance, son économie, sa simplicité. — Son aventure avec le prince de Canino. — Audiences comiques. — Le service militaire, les conseils de revision, tours de passe-passe. — Un phénomène électrique. — Brusca, favorite du maréchal. — Aversion de celui-ci pour le faste et les grandes réceptions officielles. — Plaisante altercation avec le général Picard..... 166

CHAPITRE IX

La guerre franco-allemande. — Le vendredi 15 juillet 1870. — Confiance présomptueuse des Français. — Clairvoyance de Napoléon. — Son état de lassitude intellectuelle et physique. — Une consultation; opinion du Dr Ricord. — Patriotisme ou chauvinisme? — Le Rhin allemand. — Suicide de Prévost-Paradol. — Promotions dans l'armée. — Les maréchaux Niel et Lebœuf. — Altération du plan de campagne primitif. — L'Empereur quitte Saint-Cloud. — Premières dépêches. — M. Thiers refuse le portefeuille de la guerre. — Le général Trochu. — L'Impératrice et son entourage contrecarrent ouvertement les vues de l'Empereur..... 189

CHAPITRE X

La guerre. — Divulgation du projet de traité. — L'Impératrice convoite la régence. — Coup d'œil rétrospectif. — La guerre de Crimée. — Les notes de couturière payées par Bismarck. — Les républicains et la guerre. — Premier engagement. — La *Marseillaise*. — Le Café de la Paix. — Opinion du général Beaufort d'Hautpoul sur de Moltke. — Les journalistes au début de la campagne; leur outrecuidance. — Dépêches officielles. — Le *glorieux* Bazaine. — Wœrth et Spickeren. — Fautes politiques de l'Impératrice..... 215

CHAPITRE XI

Le 4 septembre. — Révolution plus comique que tragique. — Harold et Boadicée. — Concurrence Pyat, Blanqui et Cie contre Jules Favre, Gambetta et Cie. — Ramail au Palais-Bourbon. —

Thiers joue le rôle d'un sous-Talleyrand. — Son entrevue avec lord Granville. — Disparition des aigles impériales. — Joie de la foule. — La République proclamée dans les casernes. — Ramail aux Tuileries. — Comment M. Sardou sauva les Tuileries du pillage. — Proclamation officielle de la République..... 241

CHAPITRE XII

Le siège. — Incrédulité des Parisiens sur la possibilité de l'investissement. — Paris transformé en champ de manœuvre. — Fermeture des théâtres. — Les gardes mobiles. — L'Entrepôt général des vins. — Incendie des forêts avoisinant Paris. — La statue de Strasbourg. — M. Joseph Prudhomme harangue ses fils. — Quelques cas de trahison. — Héros ignorés. — Inventeurs de plans pour l'anéantissement des Allemands. — Le cheval de Troie, la mitrailleuse à musique. — Une soirée à l'Alcazar. — Les derniers trains. — Intérieur d'une gare. — La manie de l'espionnage. — Où étaient les espions? — Mon arrestation. — Un couteau compromettant..... 256

CHAPITRE XIII

Le siège. — L'approvisionnement de Paris. — Ce que mangent et ce que boivent les Parisiens. — Ingéniosité des ménagères françaises. — L'hippophagie. — Les idées de M. Gagne. — Nouveaux jardins suspendus. — Gambetta quitte Paris en ballon. — Nadar et Napoléon III. — Les pigeons voyageurs. — Un concert au Cirque National. — Un déjeuner pour deux chez Durand. — *Le Roi s'amuse* au Théâtre-Montmartre. — Ni gaz, ni bois, ni charbon. — Le prix de certaines denrées. — Bonne humeur gouailleuse des Parisiens. — Cupidité des marchands. — Littérature culinaire. — L'*Utopie* de Thomas More. — Un ex-lieutenant de la légion étrangère nous invite à déjeuner. — Nous mangeons du rat. — Maigres ressources des indigents. — Provisions cachées. — Le beurre. — Menu du dîner des Gens de lettres du 1er janvier 1871. — Autre menu du Jockey-Club. — Le bombardement. — Plus de pain! — Fin du siège..... 279

CHAPITRE XIV

Quelques membres de la Commune. — Cluseret. — Son opinion sur Rossel, Bergeret, etc. — Thiers et Abraham Lincoln. —

Rooul Rigault à cheval. — Théophile Ferré et Gil-Pérès. — Les comiques de la troupe. — Gambon, Jourde. — Le colonel Maxime Lisbonne. — Dombrowski et La Cécilia. — Le théâtre pendant la Commune. — Un concert au palais des Tuileries. — Représentation de gala à l'Opéra-Comique. — Chute de la Commune..... 327

INDEX DES NOMS..... 355

PARIS

TYPOGRAPHIE DE E. PLON, NOURRIT ET Cie

8, rue Garancière.